

**Le pluripartisme
autorisé
en Tunisie**

LIRE PAGE 9

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André-Laurens

3,80 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 4,20 Dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,00 DM ; Australie, 15 sch. ; Belgique, 35 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,80 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; Grèce, 80 p. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 375 ¥ ; Liban, 0,200 L.L. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 200 esc. ; Suède, 340 F CFA ; Suisse, 7,75 fr. ; Thaïlande, 1,40 T. ; Yougoslavie, 120 ml.

Tarif des abonnements page 28

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDOPAR 65072 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

La R.F.A. divisée par les fusées

Une semaine historique est ouverte pour l'Allemagne. Certes, les jeux sont faits et aucune surprise n'est plus à attendre : après le « non » aux missiles, prononcé samedi par les sociaux-démocrates, rejetés dans l'opposition, le Bundestag, qui entame ce lundi 21 novembre un débat de deux jours sur cette question, donnera à une large majorité son accord à l'implantation des nouvelles armes, et la mise en place des premières batteries de Pershing-2 devrait commencer comme prévu mercredi.

Alors pourquoi tant de bruit si tout est déjà joué ? Pourquoi les libéraux, la C.S.U. de M. Strauss et les Verts ont-ils jugé bon, comme le S.P.D., de se réunir en cette fin de semaine pour confirmer des positions déjà connues (deux « oui », deux « non ») ? Pourquoi le Parlement est-il saisi d'une question qui n'est de toute façon pas, juridiquement, de son ressort ?

C'est que, pour la première fois depuis son entrée dans l'OTAN en 1955, la République fédérale est fondamentalement divisée sur une question essentielle, la plus importante sans doute, celle de sa sécurité. C'est que cette division ne reconstruit pas tout à fait les habitudes clivages partisans, qu'une partie de l'électorat des deux formations au pouvoir est sensible aux arguments des opposants aux missiles. C'est enfin que la décision de l'OTAN, annoncée par le gouvernement de Bonn, a été accueillie par M. Vogel, à l'encontre de la volonté populaire. Il convenait pour le moins d'en parler.

On peut s'interroger sur l'insistance de ces Allemands qui, après avoir voté majoritairement en mars pour un chancelier partisan sans ambiguïté du déploiement des missiles en cas d'échec à Genève, n'ont, depuis, cessé dans les sondages, dans les manifestations, dans la presse, de se dire majoritairement hostiles à ce déploiement. D'autres facteurs entraînent en fait dans la décision des électeurs en mars : la crise économique, dont on souhaitait confier la gestion à la droite, le peu de crédibilité d'un parti social-démocrate qui, n'ayant pas encore franchi, paraissait à l'époque divisé.

Et puis sans doute — et peut-être surtout — la conscience confuse de l'énormité qu'il y aurait eu alors à sauter le pas : pour être, en tant qu'Allemands, profondément hostiles aux projets de l'OTAN, les électeurs hésitaient à déclencher une crise internationale majeure qui eût ébranlé une alliance à laquelle ils restent fidèles. À l'exception des 5 % d'adeptes des Verts et d'une frange très marginale du parti social-démocrate.

Il faut retenir de l'intervention courageuse de l'ancien chancelier Helmut Schmidt que, si l'Allemagne « doit tenir sa parole », c'est « malgré les déceptions causées par Washington », et qu'il ne donnera pas sa voix, au Bundestag, en gouvernement de son successeur, qui « n'a pas fait tous les efforts pour parvenir à un compromis ».

Tout est certes réglé, mais ni le gouvernement de M. Kohl ni les alliés de la République fédérale ne peuvent rester sourds aux propositions qui vont désormais s'élaborer dans les rangs de l'opposition sur l'avenir de l'alliance. Le débat est ouvert.

(Lire également pages 4 et 5.)

**Les réserves de M. Owen
sur les nouveaux missiles**

LIRE PAGE 5
UN ENTRETIEN AVEC
L'ANCIEN SECRÉTAIRE
AU FOREIGN OFFICE

Les blindés syriens menacent le Q.G. de M. Arafat à Tripoli

Alors que le ministre syrien de la défense, le général Tlass, a, dimanche 20 novembre, menacé les États-Unis d'opérations-suicides contre leurs navires mouillant au large de Beyrouth, les blindés syriens qui appuient les dissidents palestiniens à Tripoli se trouvaient, ce lundi en fin de matinée, à 1 kilomètre environ du quartier général du chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat. Dimanche, les avions israéliens avaient de nouveau bombardé des positions de dissidents palestiniens dans la montagne libanaise.

Intervenant pour la première fois depuis le raid de l'aéronavale française, jeudi dernier, près de Baalbek, M. Cheysson, ministre des relations extérieures, a déclaré : « Nous n'avons pas attaqué, nous avons décidé de tirer sur ceux qui ont tué nos soldats. » Le ministre de la défense a, pour sa part, donné des précisions supplémentaires sur ce raid et a, notamment, déclaré : « La France a sanctionné le terrorisme et plus ni moins qu'il conviendrait. » Selon le ministre, l'objectif atteint est le camp militaire Cheikh-Abdallah, situé en dehors de la ville.

Baalbek, une opération mal menée

Mercredi soir, à Antenne 2, M. Mitterrand s'était voulu didactique. On ne peut que regretter qu'à cette louable attitude du chef de l'Etat ait succédé — avec son accord, n'en doutons pas — une sorte de politique du secret de la part du ministère de la défense sur le raid effectué jeudi dernier par l'aéronavale contre un objectif qui paraît finalement être tout proche de Baalbek. M. Charles Hernu a bien essayé de redresser la situation pendant le week-end, en fournissant enfin quelques précisions sur cette opération, mais force est de reconnaître que ces explications sont venues trop tard pour dissiper le malaise.

Qu'on le veuille ou non, la décision de riposter avec plus de trois semaines de retard à l'attentat qui a coûté la vie, le 23 octobre, à cinquante-huit militaires français et

à plusieurs civils libanais constitue un indéchiffrage de la politique française au Liban. Ce raid a été longuement prémédité et effectué de sang-froid. Il s'inscrit donc difficilement dans une politique de riposte rapide à des agressions injustifiées. Il est clair qu'il aurait été mieux compris s'il avait eu lieu quelques jours après l'attentat de Beyrouth, dès que les autorités compétentes ont été informées de l'identité du commando qui venait de frapper.

Le ministère de la défense a bien tenté, dans un premier stade, de donner l'aspect « représailles » de cette opération en affirmant qu'il s'agissait de « prévenir » de nouveaux attentats en préparation.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 3.)

M. Marchais affirme son « accord quasi total » avec la politique extérieure de M. Mitterrand

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le secrétaire général du P.C. estime toutefois que « la question de la guerre et de la paix est trop importante pour dépendre de la décision d'un seul homme »

En réponse à nos questions, M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., définit la position de son parti sur plusieurs aspects de la politique internationale et de la politique française.

— En 1977, le parti communiste adhère à la stratégie de dissuasion et insiste sur l'indépendance nécessaire de la force de frappe française. Aujourd'hui, votre position apparaît comme un volontarisme à inclure cette force dans le décompte d'une des deux alliances en présence en Europe. Qu'est-ce qui explique cette évolution ?

— Non, nous n'avons nullement modifié notre position sur cette question. En 1977, le parti communiste français, qui avait toujours combattu jusqu'à l'arme atomique, a décidé de soutenir la force de dissuasion française, parce que la droite avait laissé se détériorer de telle façon nos forces conventionnelles que nous n'étions plus en mesure d'assurer notre sécurité et, par conséquent, notre indépendance.

— Dès ce moment-là, notre position a été très claire :

— objectif de la force de frappe : la dissuasion « tous azimuts », contre tout adversaire éventuel ;

— possibilité pour nous de moderniser cette force de frappe, de l'adapter en tenant compte des progrès techniques ;

— indépendance totale de cette force, autrement dit : il appartient à la France et à elle seule de savoir si elle l'utilise ou non.

— Telle était notre position. Elle ne souffrait d'aucune équivoque et elle n'a rien changé.

— A ce moment-là, déjà, nous disions — je cite les décisions de cette réunion du comité central de 1977 — que « toute mesure si minime, si limitée qu'elle soit, allant dans le sens de l'arrêt de la course aux armements, de la réduction des armements, dans des conditions de sécurité égales pour tous, est bonne à prendre ». Vous le voyez, nous posions déjà, il y a six ans, le problème de la sécurité-égale pour tous, autrement dit de l'équilibre des forces.

— Nous n'avons pas changé. Nous disions : il faut tout faire pour empêcher l'installation des Pershing et des Cruise et conduire à bien, malgré les difficultés, la négociation de

Genève ; il faut le faire sans qu'à aucun moment soit mis en cause le droit de la France à sa force de dissuasion, sa souveraineté complète à l'égard de cette force, à la fois pour sa modernisation et son utilisation. Nous ajoutons que, évidemment, dans la négociation en cours, qui doit combiner l'ensemble des forces existantes, on ne peut pas ignorer que cette force française de dissuasion existe, sans — je le répète — qu'il soit possible de remettre en cause les orientations que je viens de rappeler et sans qu'il soit question de nous demander de réduire cette force aujourd'hui.

— Cela n'impliquerait-il pas que toute évolution ultérieure de cette force de dissuasion doive être, de nouveau, soumise à un accord des Deux Grands ?

— Absolument pas. Les Deux Grands disposent, aujourd'hui, d'une écrasante supériorité, qui leur interdit de nous demander de réduire si peu que ce soit notre force.

Propos recueillis par
JEAN-MARIE COLOMBANI,
PATRICK JARREAU
et PHILIPPE LABARDE.

(Lire la suite page 12.)

« MANGEUVRE » SOVIÉTIQUE SUR LES EUROMISSILES La dernière promenade de M. Kvitsinski

Le dernier épisode de la querelle des euromissiles, dont une phase cruciale devrait s'achever cette semaine avec le vote du Bundestag et l'arrivée des premiers Pershing en R.F.A., n'aura pas été le moins curieux. Il n'aura été qu'un coup d'épée dans l'eau, puisque la Pravda, puis l'agence Tass ont promptement démenti les propos prêtés à M. Kvitsinski, le négociateur soviétique à Genève, et réaffirmé la position soviétique traditionnelle : les forces françaises et britanniques doivent être comptées dans le total des armements occidentaux, aucune évolution ni « signal » ne sont à attendre de ce côté-là. Pourtant, c'est bien d'un « signal » qu'il s'agit, et le chancelier Kohl n'avait pas

toré d'y voir un changement dans les thèses de Moscou.

M. Kvitsinski s'était surtout fait connaître en juillet 1982 par une déclaration « prononcée » dans les boîtes qui avait fait couler beaucoup d'encre. L'initiative en était alors venue de son homologue américain, M. Nitze, qui avait tenté d'esquisser avec lui, en marge des pourparlers officiels, un plan de règlement d'ensemble.

En substance, les États-Unis renonceraient à installer des Pershing et limitaient leurs missiles de croisière à 300 contre 75 SS-20 soviétiques « européens », correspondant à 225 ogives. Déjà il n'y avait pas question des forces françaises et bri-

tanniques. L'affaire fut promptement enterrée, d'abord par un refus catégorique du côté soviétique de poursuivre la discussion à ce sujet, ensuite par le manque très net d'enthousiasme du Pentagone, qui ne souhaitait pas renoncer aux Pershing.

La nouvelle promenade à la sagesse des deux négociateurs, le dimanche 23 octobre à Genève, se distingue de la première par un point capital : c'est M. Kvitsinski, et non pas M. Nitze, qui en prit l'initiative. Si l'on en croit de bonnes sources américaines et ouest-allemandes, le représentant de Moscou s'est dit « autorisé » à transmettre le message suivant : l'U.R.S.S. n'était pas prête à déposer une nouvelle proposition sur la table des négociations, mais

elle tenait à faire savoir que si les États-Unis voulaient sortir de l'impasse et faire de leur côté une proposition, le schéma suivant serait jugé acceptable par Moscou.

En substance, les deux parties s'accorderaient pour ne pas discuter ni prendre en compte les forces françaises et britanniques dans la négociation en cours sur les forces intermédiaires (F.N.I.), mais pour les traiter dans un « autre forum » non précisé. Il ne serait donc question pour le moment que des armements soviétiques et américains, comme le demande Washington.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 4.)

L'Asie du Sud-Est en crise de développement

I. - L'économie à ciel ouvert

Avant de quitter le Monde pour TF 1, Jacques Decroix s'est rendu dans six pays du Sud-Est asiatique. Il en a rapporté une série de cinq articles consacrés à l'économie de cette région, dont nous commençons aujourd'hui la publication.

C'est quasiment devenu le premier rayon des librairies situées dans les étages des immenses centres commerciaux singapouriens : la littérature informatique balaye tous les autres domaines de l'écrit. Filles de livres, foisonnement de revues techniques. Adieu, l'anglais, le chinois, le tamoul, le malais ? La langue de ce temps est celle du clavier et de l'écran.

D'autres piles d'ouvrages sont présentées pour expliquer l'art de la gestion, pour proposer en exemple la réussite de tel ou tel homme d'affaires japonais. De Singapour, de Taiwan, de Manille à Bangkok, de Kuala-Lumpur à Jakarta, avec de sérieuses différences, le même mot d'ordre se retrouve : il faut passer à toute vapeur dans la modernité.

Mais revenons à Singapour par la ville-Etat condensée, et surtout met en application, les idées qui circulent un peu partout ailleurs dans la région. Voici, dans ce hall d'un hôtel de moyen niveau, un écran indiquant jour et nuit les atterrissages et

De notre envoyé spécial
JACQUES DECROIX

décollages à l'aéroport. Voici un magazine économique publiant un long reportage sur l'usage de l'ordinateur dans une entreprise de prêt-à-porter : dessin du vêtement, commande de la machine à découper les tissus. Comment s'abstraire de ce discours laïc, de ce discours quotidien des autorités martelant les

jeunes esprits pour les convaincre de l'importance de la robotique et de la bureautique ? Et il est des techniciens de firmes multinationales approchés par le gouvernement qui se demandent comment ils pourront imaginer, tant est grand son degré de sophistication, le plan d'équipement de l'ensemble, ou presque de toute la population, puisqu'il prévoit l'installation de quelque sept cent cinquante mille écrans.

(Lire la suite page 43.)

MUSIQUE CONTEMPORAINE A METZ

Grands voyages

Plus que jamais, les Rencontres internationales de musique contemporaine de Metz, fondées et dirigées par Claude Lefebvre, se sont affirmées cette année comme un des lieux de création les plus importants d'Europe, avec toujours cet excellent public, d'étudiants et d'écologistes, débarquant par cars entiers, qui prouve que la musique moderne n'est pas aussi mal aimée qu'on le dit.

Vingt-deux premières auditions, dont seize moniales (neuf étaient des commandes du ministère de la culture et quatre du Centre de

recherche de Metz), ces chiffres ne sont pas en soi très satisfaisants de bonne musique entendue pendant ces quatre jours, riches en grands concerts et grands voyages.


Un bref chef-d'œuvre d'abord, trois études hongroises de Ligeti, chantées à cappella par les solistes de la Schola Cantorum de Stuttgart, un bijou de musique écrite sur des poèmes d'allure populaire, où le parfum de la nature, la gaieté d'un marché, s'imbriquent dans une construction mélodique et rythmique aux enchevêtrements incroyables.

Une révélation ensuite, celle d'un Anglais de vingt-cinq ans, George Benjamin, dont *At first light*, placé sous l'égide de Turner, a quelque chose de frais et de vigoureux, une vie exubérante qui s'ébroue avec bonheur dans les sons, où il décale avec une sorte d'irrépressibilité les hautes alliances d'instruments, les motifs et les procédés expressifs.

Confirmation pour l'Allemand York Höller (1944), dont le *Song* pour soprano, grand orchestre et sons électroniques, sur de beaux fragments d'une pièce de Strindberg, atteint directement à une émotion véritable dans un style vocal assez proche de Berg (avec la voix ravissante de Susan Roberts).

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 17.)



WINDSOR ARLAY

Chausseur - Maroquinier

S'ATTAQUE RÉSOLUMENT À LA HAUSSE DES PRIX

Pour madame : Nous proposons une gamme complète de
DÉCOLLETÉS, BOOTS et BOTTES

Dans nos "Boutiques Pull" les plus grandes marques de
PRÊT À PORTER

Pour monsieur : En plus du "traditionnel" vu le succès obtenu,
une nouvelle collection au
PRIX PROMOTIONNEL ÉTONNANT DE 390 F

Qualité garantie

38, av. de l'Opéra - 75002 Paris

9, bd des Italiens - 75002 Paris

Les trois sourires du Politburo

par BERNARD STASI (*)

Je ne sais pas si le Politburo du parti communiste soviétique est une instance nù l'un s'amuse. Mais je vois au moins trois événements qui, ces dernières semaines, ont pu donner l'occasion, à M. Andropov et à ses camarades, d'esquisser quelques sourires de satisfaction.

Première raison : la conclusion de l'octobre pacifique allemand.

Certes, en Europe occidentale se manifeste un certain soulagement. On craignait des désordres et des violences. On redoutait une ou plusieurs victimes qui, lui fournissant des martyrs, auraient décapité la force du mouvement pacifiste. Rien de tout cela, heureusement, ne s'est produit.

Mais cette mobilisation a donné lieu à un événement politique bien plus inquiétant que ne l'auraient été les plus graves désordres : le « non » sans usance de Willy Brandt et du S.P.D. aux Pershing.

Ainsi, le parti qui, en 1979, avec Helmut Schmidt, avait défini, en termes angossés, la menace des SS-20, réclamé et obtenu un système de défense symétrique de l'OTAN, opère-t-il, aujourd'hui, un spectaculaire renversement en refusant son installation.

Dimanche noir à Beyrouth

Il en résulte qu'une alternative, jusqu'à ce jour tabou, est désormais clairement posée devant l'opinion européenne : la réunification de l'Allemagne au prix de sa neutralisation. Cette situation nouvelle laisse redouter un enchevêtrement funeste : la remise en cause du système de défense atlantique, le repli américain hors d'Europe, la modification du rapport des forces continentales au profit de l'U.R.S.S.

Le « non » de Willy Brandt aux Pershing peut être lourd de conséquences pour l'avenir, car l'ancien chancelier n'est pas ce que l'on appelle un « école folklorique ». Il est le leader prestigieux et écouté d'un parti qui a assumé les responsabilités du pouvoir en R.F.A. et qui, pent, à nouveau, les assumer demain.

Deuxième raison de satisfaction pour les gérantes du Kremlin : l'affaire libanaise.

Il est évidemment difficile de savoir quel groupe a directement organisé ce double et terrible attentat contre les forces françaises et américaines. Mais, personne ne peut le contester, il s'agit là d'un acte conçu et accompli comme un acte de guerre. Il implique donc la responsabilité d'un nu de plusieurs États.

Pour l'heure, l'opinion française, comme l'opinion américaine, ne manifeste - et c'est parfaitement compréhensible - que des réactions émotionnelles. Le déplacement de François Mitterrand sur les lieux du drame a été, à juste titre, perçu par l'ensemble de la Nation comme un geste courageux.

Mais, au-delà d'une attitude qu'elle approuve, l'opinion publique est-elle prête à suivre la politique que cette attitude recouvre ? Je n'en suis pas persuadé.

Quand le chef de l'Etat affirme que notre présence au Liban est conforme à des principes moraux et historiques, mais aussi « à l'équilibre des forces dans le monde », il définit, implicitement, une sorte de ligne de front planétaire qui, passant à travers les deux Allemagnes, le golfe Persique, le Liban, le Tchad, l'Afrique orientale ou australe, les Caraïbes... marque, à travers une multitude de combats politiques,

d'affrontements idéologiques, d'actions subversives et d'opérations militaires, la ligne de confrontation entre le monde libre et l'empire communiste.

Les Français - et, plus généralement, les Occidentaux - sont-ils prêts à assumer leurs responsabilités sur tous les points dangereux de ce front ? Ont-ils compris que, dans ce dessein stratégique, dans cette perspective mondiale, la présence de leurs troupes au Liban s'impose comme une impérieuse nécessité ?

Quand se sera dissipé le choc sentimental provoqué par l'attentat, je crains fort que la voix du parti communiste français, qui, pudiquement, s'est tue pendant quelques jours, ne se fasse entendre à nouveau, pour demander que notre pays sorte le plus rapidement possible du « piège libanais » et du « piège tchadien ». Et beaucoup de Français, au fur et à mesure que le temps passera, prêteront une oreille de plus en plus attentive à ces propos.

A Paris, l'attitude du président Mitterrand, à Washington, celle du président Reagan, semblent avoir engendré des positions nationales déterminées, qui sont soutenues par une large majorité de citoyens. Mais cette situation durera-t-elle longtemps ? L'émotion provoquée par la massacre des jeunes soldats a, dans un premier temps, renforcé la résolution de l'opinion en faveur de l'engagement au Liban. Le souvenir de ce dimanche noir pesera de plus en plus, dans l'avenir, en faveur du désengagement.

En tout cas, comme il l'avait fait après l'agression contre le Boeing coréen, M. Andreï Gromyko a dû (*) Député de la Mame (U.D.F.), maire d'Épernay, président du Conseil régional de Champagne-Ardenne.

Dans ce contexte, et face à ces menaces, les porte-parole de l'opposition doivent approuver, sans la moindre réserve, les paroles fermes et les positions courageuses du chef de l'Etat. Mais il est aussi de leur devoir de dénoncer les dangereuses ambiguïtés qui subsistent autour de l'action de la France dans le monde. Et ils ont le droit d'exiger que nos dirigeants définissent, avec clarté, leur vision de la situation mondiale - qu'ils expliquent, avec courage, quel est l'engagement de la France.

Les Français ont le droit de savoir si nous sommes capables d'une véritable solidarité atlantique, excluant des exercices d'équilibre dérisoires - comme ceux auxquels s'est livré le premier ministre pour susciter les applaudissements des congressistes de Bourg-en-Bresse.

Il ont le droit de savoir si, face au problème allemand, la France est décidée à favoriser, de toutes ses forces et de toute son énergie, une grande politique européenne de sécurité, seule alternative pour un continent menacé à la fois par la sinistre grandissante des U.S.A. et par la sollicitude oppressante de l'Union soviétique.

Il ont le droit de savoir si, devant les périls extérieurs, les forces politiques qui sont censées soutenir le chef de l'Etat sont prêtes à renouer à leur double jeu : celui que mène avec cynisme, le parti communiste au profit de l'U.R.S.S. ; celui que poursuit, par angélisme, la C.F.D.T. quand elle succombe au pacifisme ; celui qu'entretient, par aveuglement idéologique, le parti socialiste quand il veut que la France reste à égale distance de l'Est et de l'Ouest.

Sans cet effort de clarté et de courage de la part de nos gouvernants, comment la majorité de nos concitoyens pourrait-elle résister longtemps à la tentation du défaitisme ?

Le front de solidarité ébréché

On voit très bien toutes les raisons qui ont poussé Ronald Reagan à ordonner ce débarquement. Mais, si légitimes que soient certaines d'entre elles, il est facile de deviner que Moscou doit se féliciter de cette initiative.

En pleine crise des euro-missiles et huit jours après que l'attentat de Beyrouth ait cimenté une commune réprobation occidentale, les dirigeants soviétiques voient ce front de solidarité ébréché par la condamnation des Etats-Unis que l'on porte à Paris, à Bonn et à Londres ? Beau résultat, en vérité.

On a eu le sentiment d'assister, ces dernières semaines, à une dangereuse accélération de l'histoire. Les événements qui se sont succédé ont affaibli la capacité de réaction du monde libre, renforcé la main de l'impérialisme soviétique.

ou de Bégin. Arafat, au contraire, propose la seule solution raisonnable, qui prévaut quand viendra l'heure de raison : la reconnaissance mutuelle des deux États, le plan Bourguiba devenu plan de Fés. C'est sa force et son capital politique le plus précieux.

JEAN ROUS, journaliste, écrivain.

Actualité du « trilogue »

Il faut se féliciter, à tous égards, de l'intention prêté au président Chirac d'aider à la relance « du trilogue » euro-éuro-africain (Paul Bata, le Monde, du 5 novembre 1983).

Une telle orientation marquerait tout d'abord l'abandon d'une grande mais dangereuse illusion : celle d'un « nouvel ordre économique mondial », ignorant tout à la fois des différences accrues du tiers-monde et des oppositions irréductibles qui caractérisent, dans le domaine essentiel des cultures, les rapports des superpuissances.

Il est également devenu urgent de donner une dimension nouvelle - réaliste et pragmatique - au dialogue Nord-Sud par l'organisation des solidarités régionales et des complémentarités interrégionales autour de l'épicerie méditerranéenne. Il est en tout cas significatif de constater la continuité de l'idée du trilogue : exprimée par le général de Gaulle (discours d'Alger, 1944), reprise par les présidents Senghor et Bourguiba, approuvée par M. François Mitterrand (interview à France-Inter, Sainte-Maxime, le 14 septembre 1980).

Sans écarter l'idéal d'un ordre universel, mais soucieux de prouver le mouvement en marchant, M. Valéry Giscard d'Estaing avait fait du « trilogue » euro-arabo-africain un projet cohérent et exemplaire, proposé en premier lieu à l'Algérie puis discuté, en 1980, à l'O.U.A. et à la Ligue arabe.

Les premiers résultats - on peut l'affirmer - étaient encourageants, en dépit des incertitudes européennes, de certaines faiblesses africaines et des tragiques divisions du monde arabe.

HENRY JEAN-BAPTISTE, conseiller à la Cour des comptes, ancien conseiller technique des présidents Senghor et Giscard d'Estaing.

LETTRES AU Monde

Réponse à Max Gallo...

M. Gallo constate (le Monde du 4 novembre) que « rares sont ceux qui ont signalé la similitude angossée entre la situation au Moyen-Orient et celle des Balkans en 1912-1914. Aujourd'hui comme hier, des groupes terroristes manipulés par les grandes puissances ; aujourd'hui comme hier, des minorités ethniques, des communautés religieuses, enfermées dans leur passion et déçues, pour imposer leur vues, à attirer dans leur guéguier les grands protecteurs ; une pathologie du comportement de ces groupes aveuglés par la violence... »

Il est acquis que la méthode comparative dans l'histoire n'en est pas une. C'est un pis-aller à défaut de tout argument sérieux. Que s'est-il passé dans les Balkans en 1912 ? L'Etat de Serbie, ressuscité en 1804 après une domination turque de plusieurs siècles, libère son territoire

national dans le sud et met ainsi fin au règne de l'Empire ottoman sur la péninsule balkanique. « L'homme malade » est refoulé dans ses frontières naturelles (Asie mineure), et la partie méridionale de la Serbie est enfin libérée. M. Gallo condamne-t-il ce double événement historique ?

M. Gallo ne dit pas non plus ce qu'il reproche à l'année 1914 dans les Balkans. Il pense sans doute à l'attentat de Sarajevo du 28 juin 1914 dans lequel un étudiant serbe tua l'archiduc François-Ferdinand de Habsbourg, archiduc d'Autriche.

Il est à souligner qu'à l'époque les attentats visaient une seule personne, une tête couronnée ou un responsable politique. Jamais le dépôt de bombes qui tuent les innocents, les femmes et les enfants. Dans les Possédés de Dostoevsky, repris par Albert Camus dans les Justes, celui qui est désigné pour tuer le grand-duc renonce à cet attentat, parce

que le grand-duc, d'une manière imprévue, se trouvait dans la calèche accompagné de ses deux neveux.

Les manuels d'histoire français mentionnent à la légère que l'attentat de Sarajevo déclencha la première guerre mondiale. En réalité, la France, l'Angleterre et la Russie d'une part et l'Autriche-Hongrie et la Prusse de l'autre, étaient déjà dans une situation d'hostilité quasi-guerrière. En mettant les choses au pire, on peut dire que l'attentat de Sarajevo fut l'étincelle et nullement la vraie cause de la Grande Guerre. Les Serbes luttaient pour la libération de leurs frères qui vivaient sous la domination de l'Autriche-Hongrie. En 1912 et en 1914, la Serbie était seule pour mener son combat de libération nationale.

Après les épreuves surhumaines durant les années 1914-1918, les Serbes libèrent leur patrie. M. Gallo, l'homme du progrès, peut-il regretter la dislocation de l'Empire austro-hongrois ? Affirmer, comme le fait M. Gallo, que les petits peuples ont broyé la paix du monde en 1914, dépasse les limites de l'admissibilité.

La France a joué magnifiquement son rôle à un moment difficile pour la Serbie. En 1914 l'armée serbe a vaillamment résisté toute seule à l'invasion austro-hongroise et prussienne, mais en 1915 elle fut contrainte à une pénible retraite. Un peu tardivement, mais néanmoins avec efficacité, la France a aidé la Serbie en 1916 à reconquérir son pays.

Reconnaissants à jamais, les Serbes et les autres peuples de Yougoslavie ont érigé à Belgrade après la première guerre mondiale un immense et beau monument à la France. Lors de sa prochaine visite à Belgrade, M. le président Mitterrand lira sur ce monument en français : « Alors la France comme elle nous a aidés. » Nos frères serbes nous disent : « Tout homme a deux patries : la sienne et la France. »

Il est affligeant que le peuple serbe, objet de génocides et d'holocaustes, ne trouve pas grâce sous la plume d'un Français qui assume actuellement des responsabilités d'Etat.

M. BORISALJEVIC (Bruxelles).

... et à Marcel Landowski

Vous publiez dans votre numéro du 4 novembre un article de M. Marcel Landowski sur les nécessités d'une action culturelle de base dans notre pays. Ce texte me semble excellent quant aux options qu'il définit comme nécessités minimales.

Je voudrais toutefois relever une phrase du premier alinéa de M. Landowski, dans la mesure où ce qu'elle

évoque peut déterminer objectifs et formes d'une telle action.

M. Landowski écrit d'entrée de jeu que « la culture est devenue (...) un des éléments majeurs de notre civilisation ». « aujourd'hui n'est l'homme occidental est parvenu (...) à dominer les besoins vitaux essentiels ».

En quelques mots est rassemblé là, à mon sens, un dangereux faisceau d'erreurs historiques et mentales (fondamentales), dues bien sûr à un mouvement de panique et non à une méconnaissance du réel. Jamais la pratique culturelle individuelle n'a été si faible dans notre pays.

Au cours des temps passés, les plus démunis possèdent de profondes racines culturelles : musique, chanson, architecture, arts plastiques, mais aussi pensée, disons même : littérature de copartage, confort, nourriture, la vie quotidienne et les courants (révolte comprise...). Que sont devenus ces trésors de notre vie collective ? Nous envoyons nos grands-mères, contre leurs faibles dans les mouchoirs, tandis que nous les remplaçons par une domesticité ibérique après de laquelle nos enfants n'apprennent plus le français, pas même encore l'espagnol.

Aujourd'hui que l'homme occidental brûle du mazout, se nourrit de surgelés, savoure ses soirées cathodiques, « accède à la culture » de fin de semaine par des radios périphériques sur des autoroutes qui ne le sont pas moins, la culture (matériel importé compris, dirait M. Lang à juste titre), la culture est-elle encore cet élément majeur de notre civilisation qu'elle fut au cours des siècles ?

PAUL CHAMBRILLON, journaliste (Cachan).

Crépuscule ou renouveau de l'O.L.P. ?

Je trouve que dans votre éditorial « Crépuscule de l'O.L.P. » (le Monde du 9 novembre), vous entretenez un peu tôt Arafat et son mouvement. Sans doute ce dernier subit-il sa plus grande épreuve depuis « septembre noir ». Mais la principale menace qui le guette est lui-même : il peut se faire tuer à Tripoli, en persistant à rester en première ligne, au lieu d'occuper la place du chef, qui est avant tout politique. Or la force d'Arafat a été, par une habile stratégie, selon les enseignements de Bourguiba, de se faire reconnaître dans le monde entier comme le symbole d'un peuple martyr, massacré non seulement par ses adversaires israéliens, mais par certains de ses « amis » arabes. La crise actuelle va amputer l'O.L.P. des extrémistes. Ce genre d'extrémisme est sans issue, qu'il se manifeste en sens inverse dans les équipes de Kadhafi

Etre pauvre dans les pays riches

Eliane Mossé
LES RICHES ET LES PAUVRES

Seuil

Lois d'après des pays riches, les pauvres y sont de plus en plus nombreux. Le capitalisme a-t-il des mécanismes sociaux d'extinction ? Les pays riches et les pays pauvres ont-ils des mécanismes sociaux d'extinction ? Les pays riches et les pays pauvres ont-ils des mécanismes sociaux d'extinction ? Les pays riches et les pays pauvres ont-ils des mécanismes sociaux d'extinction ?

Seuil

LU « LES CARTES DU FUTUR » d'Alvin Toffler

Le dessin dans le tapis

Un conseil : commencez le livre par le fin, ou plus exactement à la page 197. C'est là qu'Alvin Toffler, l'auteur à succès du Choc du futur et de la Troisième Vague, parle enfin de lui, répondant aux questions de celui qui l'interrogeait depuis le début de l'ouvrage. Il n'est pas indifférent de savoir que notre écrivain a travaillé cinq ans comme ouvrier, qu'il fut journaliste, qu'il a écrit un livre sur l'art avant de se lancer dans la prospective. Mieux, il livre quelques-unes des notions de base qui sous-tendent ses recherches. « Je me suis efforcé dans tous mes livres, écrit-il notamment, de m'exprimer en langage de base, de rendre accessible à tous les hommes les notions de base qui sous-tendent ses recherches. « Je me suis efforcé dans tous mes livres, écrit-il notamment, de m'exprimer en langage de base, de rendre accessible à tous les hommes les notions de base qui sous-tendent ses recherches. »

Il ne croit absolument pas au déterminisme technologique et estime que, lorsque des changements interviennent dans la société, ils touchent toutes ses composantes, qu'il s'agisse de la technosphère, la biosphère, la sociosphère, l'infosphère, la biosphère et la sphère du pouvoir.

Éclairé par cette confession, on perçoit mieux les prolongements qu'Alvin Toffler a voulu donner à son œuvre, qu'il les analyse essentiellement portant sur le rythme du changement (le Choc du futur) et sa direction (la Troisième Vague). Que retenez de ce nouveau ouvrage finalement ? Les années qui viennent de s'écouler n'ont pas modifié les jugements anciens : les institutions sociales sont dangereusement inadéquates aux besoins de notre époque ; la crise que nous vivons est une crise de restructuration ; nous allons vers une économie « démassifiée », et, du coup, l'échange de l'information doit s'amplifier pour préserver l'intégration du système.

Le chômage ayant fait les progrès que l'on sait depuis ses premiers « messages », l'auteur répond par le menu à son interlocuteur sur « l'avenir du travail ». Comme beaucoup d'observateurs contemporains, les solutions passent pour lui par les reconversions industrielles, le développement des nouvelles techniques et des services, la formation, une éducation fondée sur la créativité. Plus original : il convient d'aider les gens à produire en dehors du marché du travail, en fournissant le secteur de l'auto-assistance et en adoptant un revenu minimum garanti soit par l'institution de l'impôt négatif, soit par des filières privées, la distribution étant faite par les familles, les écoles, les entreprises, les collectivités locales, etc, pour réduire la bureaucratie.

Interrogé sur le « mythe japonais », Alvin Toffler nie que la productivité du pays du Soleil-Levant soit supérieure à celle de l'Occident, mais il a, selon lui, une stupéfiante conscience du futur. A l'extrême opposé, les Soviétiques sont dans une situation que Marx qualifierait de révolutionnaire : cela nui les « rapports sociaux de production » existants bloquent le développement des « forces de production ».

Cela dit, nous assistons à l'écroulement d'un système : « Pas le système capitaliste. Pas le système communiste. Mais le système qui les englobe tous les deux : l'industrialisme et la culture linéaire par le flux d'informations qui grossit chaque jour, la société se diversifie de plus en plus, ce qui commande encore plus d'informations et des techniques de plus en plus fines pour les traiter. C'est là l'essentiel de la révolution. »

Ins-t-on de ce fait vers un surplus de démocratie ? La réponse d'Alvin Toffler est la plus hésitante. A priori, il semble que la société connaîtra deux « classes » bien définies : les « travailleurs créateurs » et les autres. Mais notre auteur estime que la charge « décisionnelle » s'accroît tellement qu'il faudra bien plus de personnes qu'aujourd'hui pour l'assumer.

Un parcours stimulant. Mais le dessin que Toffler lit dans le tapis de l'actualité est-il celui qui s'imposera à l'avenir ? Notre auteur est obsédé par la fin de l'industrialisme. Na joue-t-on pas sur le mot ? N'est-ce pas seulement une troisième révolution industrielle qui éclate sous nos yeux, avec ses singularités, certes, mais qui ne sont pas telles qu'on doive rejeter la notion d'industrie du vocabulaire de l'an 2000 ? L'information de la nouvelle ère ne va-t-elle pas lui donner une seconde jeunesse ? Il y a plusieurs futurs possibles, estime-t-il, avec Bertrand de Jouvenal. L'important est de rester éveillé.

PIERRE DROUIN.
* Les Cartes du futur. Denoël, 270 p., 38 F.

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE

La défense a pu...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

Le 16 à 20...

**Nos pilotes sont prêts
à des missions suicide de représailles
contre les navires de guerre américains**
déclare le ministre syrien de la défense

COMBAZ
Oncle Octave

A savourer des plus possibles
Les films oubliés

Un docteur de vrai professionnel
L'art de l'observation

Un assassin qui prend son
Métier très

Un grand roman
Femmes brisées

Merci et pardon, le mélange est parfait
Le monde

Un art qui force l'admiration
La vie

Pathétique et fascinant
Les Étoiles

Un très beau livre
Etc.

Christian Combaz
Oncle Octave
Roman

ADL

Roman Seuil

Marketing
Comptabilité
Contrôle de Gestion
Affaires Internationales
Directeurs d'Usine
Perfectionnement aux méthodes
Réinsertion professionnelle de

IMMERCE ET D'INDU

Groupe es

Centre de Formation Permanente
de la République 75017
Tel. 355 33 08 (p. 1299)

Fonction Tel
.....

DIPLOMATIE

SUR LES EUROMISSILES

M. David Owen estime que les nouvelles fusées américaines sont trop nombreuses et mal adaptées

De 1977 à la chute du gouvernement travailliste, en 1979, M. David Owen a été secrétaire au Foreign Office et a participé à la décision d'installer de nouveaux missiles américains en Europe. Devenu leader du parti social-démocrate, M. Owen ne nie pas sa contribution à cette décision, mais il émet

quelques réserves quant à l'évolution que celle-ci a subie depuis et critique l'attitude des États-Unis en souhaitant vivement que les Européens manifestent leur « identité » en matière de défense.

An début de l'entretien qu'il nous accorde, il a tenu à préciser qu'en décembre 1979, lors de

la décision définitive de l'OTAN, il n'était pas au pouvoir, même si le principe du déploiement date du mois de janvier précédent et la définition des grandes lignes du projet du mois d'avril, tandis qu'il était encore chef de la diplomatie britannique.

« Si c'était à refaire, agriez-vous maintenant comme en 1979 ? »

« Je ne changerais pas fondamentalement de position. L'Europe a toujours besoin de moderniser son armement nucléaire. Je ne regrette pas en cause la « double décision » de l'OTAN. Toutefois, j'ai des critiques à émettre sur l'évolution du processus depuis que j'ai quitté le gouvernement. Je ne suis pas convaincu qu'il était sage de prévoir un si grand nombre de missiles, près de six cents. Le choix minimum de deux cents engins envisagé au départ aurait été une réponse mieux adaptée. Je ne comprends pas pourquoi la portée du Pershing-2 est devenue telle qu'il peut atteindre l'Union soviétique, ce qui modifie sa fonction et, en missile de croisière lancé depuis le sol, j'aurais préféré un missile tiré depuis des sous-marins ou des avions.

« D'autre part, l'option zéro n'a toujours paru être une proposition pour le moins étrange, car elle semble signifier que la seule raison de la modernisation souhaitée par l'OTAN était la présence des SS-20. Or, à l'origine, il n'a guère été question de ces missiles, en 1977 en tout cas. Ce n'est que dans le courant de l'année suivante qu'ils sont devenus un souci majeur. Je crois que l'on a eu tort d'attacher tant d'importance aux propos de M. Helmut Schmidt en 1977. En outre, l'option zéro était une idée assez imprudente, car elle a donné l'impression que les Occidentaux faisaient preuve de modération, voire revenaient sur la décision de 1979. Cette idée répondait à l'une des préoccupations des Soviétiques qui est — comme ils l'ont avoué en privé — l'accroissement de la portée des Pershing. Mais cela n'autorisait pas et n'autorisera jamais les Soviétiques à chercher à mettre un veto sur la décision

de l'OTAN de déployer les euromissiles.

« Bien avant de le dire expressément, les Soviétiques n'ont-ils pas toujours laissé entendre qu'ils exigeaient la prise en compte des arsenaux nucléaires britanniques et français ? »

« Oui, nous avons toujours su qu'ils aborderaient la question et, dans une certaine mesure, elle est apparue déjà dans les négociations SALT 1. Ils avaient, à cette époque, présenté un document concernant les armements nucléaires français et britanniques. Et, durant les négociations SALT 2, M. Gromykin a demandé — il me l'a dit — que nous admettions le principe de la prise en compte. A mon avis, elle entrerait dans leurs calculs pour l'accord SALT 2. Là où les Soviétiques ont tort, c'est d'exiger cette prise en compte dans les discussions sur les forces nucléaires de portée intermédiaire (F.N.I.). C'est illogique.

Un dialogue séparé avec l'U.R.S.S.

« Cependant, pour l'avenir, il me paraît très important de combiner les deux négociations F.N.I. et START (1), car il a toujours été très difficile de justifier la distinction. Je crains que l'U.R.S.S. ne voie aucune raison de négocier séparément avant l'élection présidentielle américaine, à moins qu'elle ne pense soudain avoir une chance de progresser avec l'administration

actuelle. Mais cela dépend dans une large mesure de notre disposition à faire preuve de souplesse, même maintenant. Je l'ai dit à la Chambre des communes lorsqu'on nous a demandé d'approuver le déploiement des missiles deux mois avant l'expiration du 31 décembre. On a eu tendance à conclure trop tôt à l'échec des négociations de Genève.

« Faudra-t-il, selon vous, discuter un jour des armements nucléaires britanniques et français ? Si oui, où et quand ? »

« Si l'on envisageait des progrès dans les négociations START, soit l'an prochain, soit plus probablement après les élections américaines, si la discussion porte sur le nombre des têtes nucléaires et non des fusées, s'il est clair que l'on se dirige vers une réduction sensible, alors toutes ces conditions réunies, la Grande-Bretagne et la France devraient, je le crois, entamer un dialogue séparé avec l'U.R.S.S. J'encourage ici le premier ministre et le ministre de la Défense à accepter cette idée. Il faut admettre la légitimité de pareilles conversations bilatérales. Les États-Unis et l'Union soviétique ont déjà conclu un accord à propos de l'utilisation accidentelle des armes nucléaires. Avec l'U.R.S.S., la France, sous M. Giscard d'Estaing, a fait de même et la Grande-Bretagne aussi en 1977. Donc, il existe des précédents.

« En disant cela, prouvez-vous une plus grande indépendance de l'Europe de l'Ouest vis-à-vis des États-Unis ? Même au sein de l'OTAN ? »

« J'ai récemment rappelé que je souhaitais le développement d'une véritable identité européenne. La France aussi est concernée. Elle ne fait pas partie du commandement intégré de l'OTAN et n'en fera jamais partie, bien qu'elle montre depuis quelque temps un plus grand engagement dans la défense européenne. Mais ce n'est pas une question d'insinuation ou de structure. Il s'agit d'une nécessité. L'Europe a besoin de définir sa politique de désarmement et de sécurité. Il faut, lorsque nous rencontrons nos partenaires américains, que nous ayons une voix collective et que les États-Unis l'entendent, car l'expérience des dernières années a montré de

quelle façon brutale et imprévisible Washington pouvait préparer ses décisions et les imposer.

« Les fusées Polaris qui équiperont les sous-marins nucléaires britanniques vont être remplacées par des fusées Trident fort coûteuses. Cette décision du gouvernement soulève de vives protestations. Les Trident plus les missiles de croisière n'est-ce pas en effet beaucoup pour la Grande-Bretagne ? »

« Nous ne pouvons pas refuser les missiles de croisière. Ils n'ont rien à voir avec la défense de notre pays. Mais ils sont précieux pour l'OTAN. Un système de défense collectif impose que l'on partage les risques. Quant aux Trident, ils sont trop chers, c'est vrai. Je ne suis pas prêt à payer le prix très lourd que la France supporte pour disposer d'un armement comparable et ultra-perfectionné. Je suis favorable à une défense nucléaire, mais pas à n'importe quel prix et au détriment des forces conventionnelles.

« Vous voudriez que le gouvernement britannique réclame aux Américains une « double clé » pour l'utilisation éventuelle des missiles de croisière basés en Angleterre. Est-ce vraiment nécessaire ? »

« Cela fait deux ans et demi que je demande cela. C'est fondamental : notre situation particulière nous oblige à prévoir un contrôle particulier. Si des missiles de croisière installés en Italie devaient être lancés, les Soviétiques n'auraient pas les mêmes raisons de se croire agressés par l'Italie, puisque ce pays n'est pas une puissance nucléaire. Alors que la Grande-Bretagne en est une. Voilà pourquoi j'aurais préféré aux missiles de croisière des engins « mer-sol » ou « air-sol ». Car lorsqu'un sous-marin ou un avion part en mission depuis la Grande-Bretagne, cela ne signifie pas forcément une attaque pour les Soviétiques. S'il s'agit du lancement d'un missile de croisière, ils n'auront aucun doute ».

Propos recueillis par FRANCIS CORNU.

(1) START : négociations sur la réduction des armements stratégiques.

novembre !

Plus vite ! Moins cher !
votre Peugeot ou votre Talbot

En permanence 500 véhicules neufs en livraison immédiate !

Promotion :

- 104 Z « style »
- Samba sympa
- Horizon ultra

Le bon prix — le bon service

NEUBAUER

M. GÉRARD 821.60.21

POUVOIRS 1983 27

le mendésisme

la diaspora mendésite
tradition républicaine
la modernité
une méthode
Louvières 1930
radicalisme
les gauches
les travailleurs chrétiens
l'électorat
Mendès/de Gaulle
sous la V^e République
fatalité de l'échec
popularité de P.M.F. - biblio commentée

patrick rotman
claudio nicollet
stanley hoffmann
marc sadoun
david clark
jean-thomas nordmann
paul godt
paul vignaux
alain lancetot
rené de lacharrière
hugues portelli
guy carcassonne

Publié avec le concours du C.N.R.S.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

SOLIMAN LE MAGNIFIQUE

André Clot

89 F 470 pages

« Moi qui suis le Sultan des Sultans, le Souverain des Souverains, le Distributeur des Couronnes aux Monarques du Globe, l'Ombre de Dieu sur la Terre... »

Faites des étincelles en anglais !

PROCHAINS COURS INTENSIFS le 14 novembre 1983

ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE

28 rue de Valenciennes 75006 Paris - Tél. 326.4137

Jeune

ECONOMIE

Le n° 27 vient de paraître (bi-mensuel)

DIRIGEABLES : LES TRANSPORTS DU FUTUR
LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE EN CÔTE D'IVOIRE
LA PUBLICITE EN AFRIQUE
CONGO : ESPoir POUR LE PROJET EMERAUDE
TUNISIE : PHOSPHATES : VENTS CONTRAIRES
L'INDUSTRIALISATION EN ARABIE SAOUDITE

N'oubliez pas en vente deux fois par mois

CARGOS DU FUTUR

HANLET

L'UNIVERS DU PIANO

CREDIT GRATUIT ET TOTAL 12 MOIS*

JOYEUX NOËL

PARIS 6
254 rue de la Chapelle - Tél. 755.11.34
VILLIERS
21, rue de la Chapelle - Tél. 948.00.52
Centre Chai "Villiers" : 948.35.87
Centre Chai "Villiers" : 975.75.80
Centre Chai "Villiers" : 975.75.80
Centre Chai "Villiers" : 975.75.80

Halte au Vol

1 serrure à 5 points
ZIS - LAPERCHÉ
ou **PICARD**

GARANTIE 5 ANS

1 blindage acier 15/10
+ 4 goupilles d'acier anti-dégondage
renforcement du battant bois par 1 cornière en acier
+ 3 cornières anti-pince à l'extérieur sur le pourtour de la porte
+ Une barre de seuil

OFFRE EXCEPTIONNELLE (fin de)

(au lieu de 3.350 F)
3.200 F TTC

Pose et dépt. compris
PARIS-BANLIEUE
Sté S.P.P.
11, rue Mirvald
92130 Issy-les-Moulineaux
554.58.08
554.41.95

CREDIT GRATUIT 3 Mois

Disciplines de la Gestion

ACQUERIR UNE SPECIALISATION

Les cycles de formation proposés ci-dessous, d'une durée de 20 à 40 jours vous offrent la possibilité d'acquérir une véritable spécialisation et de la valoriser par l'obtention d'un diplôme délivré par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

- 1 - Marketing
- 2 - Comptabilité
- 3 - Contrôle de Gestion
- 4 - Affaires Internationales
- 5 - Directeurs d'Usine
- 6 - Perfectionnement aux méthodes de gestion
- 7 - Réinsertion professionnelle de diplômés

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

groupe escp

Centre de Formation Permanente
79, avenue de la République 75011 PARIS
Tél. 355 39 08 (p. 1299)

M. Fonction
Entreprise Tél.
Adresse

Souhaitez recevoir une documentation sur :

1 2 3 4 5 6 7

EUROPE

Pologne

La session du comité central a mis en lumière les maux de l'économie

De notre envoyé spécial

Varsovie. — La session du comité central du Parti ouvrier polonais, consacrée aux problèmes économiques, a également procédé à des changements limités au sein de l'équipe dirigeante : il y a un départ et deux nominations au secrétariat du comité central. D'autres changements plus importants devraient intervenir au gouvernement cette fois, à l'occasion de la réunion de la Diète lundi 21 et mardi 22 novembre. Ce plénum, qui se voulait marqué par un « optimisme prudent », a jeté une lumière brutale sur les maux dont souffre l'économie du pays.

Le rapport introductif du bureau politique faisait, certes, état d'une hausse de la production de 8 % dans l'industrie au cours des dix derniers mois et d'une légère augmentation du revenu national. Mais cette petite reprise ne représentait qu'un dixième de la baisse enregistrée au cours des quatre dernières années. Les interventions des membres du comité

central (ce qu'on appelle la discussion) — même dans la version édulcorée donnée par l'agence PAP, — apparaissent comme un long catalogue de plaintes en tout genre. Plusieurs thèmes dominent, et d'abord l'inquiétude devant les conséquences des nouvelles hausses de prix attendues pour janvier. Des hausses « douloureusement ressenties » par un « organisme social qui soigne de profondes blessures », selon l'expression d'un représentant ouvrier. Certaines interventions sur ce thème ont d'ailleurs été complétement passées sous silence. C'est le cas pour une représentante de l'industrie textile de Lodz, une ville où déjà la réintroduction du rationnement du beurre a provoqué des réactions. Des pétitions ont été envoyées à la presse nationale, exigeant la révocation des responsables de cette décision.

On a aussi entendu une série de cris d'alarme sur la situation dans certains secteurs essentiels : la sidérurgie, les constructions navales, la transformation des produits laitiers,

la santé, les transports « où le blocage des investissements, le non-renouvellement des machines deviennent de moins en moins supportables ». On s'est plaint aussi de l'instabilité de la main-d'œuvre qu'on ne « pourra résoudre par des méthodes administratives », c'est-à-dire « par la contrainte », et aussi de l'extraordinaire confusion qui semble régner dans le système de rémunération. Mais ces plaintes sont souvent contradictoires. Les représentants des entreprises évoquant la « déception des ouvriers qui croient qu'en travaillant mieux, ils gagneraient plus ». Des membres de l'appareil régional du parti déplorent les hausses excessives de salaires sans rapport, selon eux, avec l'augmentation de la productivité.

Quant à la « réforme économique » qui, de modification en modification, gagne en complexité et qu'elle perd en audace, elle suscite aussi des commentaires opposés. Quelques traits communs se dégagent de ces débats : « une sorte de vifs reproches adressés aux organismes centraux et aux ministères ».

Comment résoudre tous ces problèmes dans un pays endetté jusqu'au cou, dans la quasi-impossibilité d'emprunter à l'Occident et pour lequel l'Union soviétique ne semble plus disposée à faire les efforts consentis lorsque la crise politique battait son plein ? Le rapport « réaliste » élaboré par le bureau politique ressemble sur plusieurs points à un constat d'impuissance. Les disponibilités en matières premières augmentent, au mieux de 2 % l'an prochain et les années suivantes : on ne peut donc économiser, lutter contre le gaspillage, l'absence de planification, l'absence d'espérance non plus d'accroître la main-d'œuvre. Il faudra mieux la répartir, faire appel parfois aux retraités et pensionnés. Et les investissements essentiels sont si nombreux qu'il faudra attendre, avant de pouvoir faire un choix, « une transformation structurelle » de l'économie.

La résolution publiée à l'issue du plénum peut bien fixer les objectifs : augmenter la production destinée au marché, améliorer la qualité des produits, économiser les matières premières et freiner l'inflation, il reste à les réaliser.

Est-ce parce que la situation est si maussade que le général Jaruzelski s'est attaqué avec tant de vigueur à « l'ennemi de classe à l'intérieur comme à l'extérieur » ? Il a parlé avec « indignation et mépris » des « censeurs antisocialistes de notre politique économique », coupable « d'ignorance, de charlatanisme, d'analphabétisme économique » : en un mot, « ces extrémistes de Solidarité », ceux-là mêmes qui, en leur temps, réclamaient des « formes caricaturales d'une prétendue autogestion » et répandaient « des mots d'ordre crypto-capitaliste ».

Il n'a pas manqué non plus de dénoncer l'« exceptionnelle bassesse » de la politique soviétique de sanctions à l'égard de la Pologne. D'une manière plus inattendue, le premier secrétaire et premier ministre a répondu « par une plaisanterie » à une « question plaisante » qui le concernait directement : « En cumulant deux fonctions, je suis comme un agriculteur individuel [privé] qui serait en même temps membre de l'instance suprême d'un parti dont l'objectif est de supprimer la propriété privée des moyens de production. Nous devons continuer de vivre avec ce double fardeau. Mais quant à moi, je m'en débarrasserai beaucoup plus tôt. » Voilà de quoi relancer les conjectures sur une prochaine renonciation de sa part à sa charge de premier ministre, et sans doute, auparavant, de ministre de la Défense. La session de la Diète devrait donner des éclaircissements sur une décision attendue depuis longtemps et régulièrement repoussée. Une élection transitoire pourrait être la désignation d'un « premier vice-premier ministre ».

Les changements au secrétariat

Pour l'heure, les changements intervenus dans les organismes dirigeants du parti sont assez modestes : M. Marian Orzechowski quitte le secrétariat du comité central, dont il était membre depuis 1981, pour se consacrer à sa tâche de secrétaire du Front patriotique de renaissance nationale (PRON). Il est aussi appelé à diriger l'Académie des sciences sociales du parti, une nouvelle institution qui doit remplacer à la fois l'école supérieure du parti dirigée par un « dur des durs » et l'Institut du marxisme-léninisme dirigé par un « libéral ». M. Orzechowski devient aussi membre suppléant du bureau politique pour éviter que son départ du secrétariat n'apparaisse comme une disgrâce.

Deux secrétaires de région accèdent au secrétariat du comité central : M. Henryk Bednarski (de Bydgoszcz), un professeur, ancien directeur d'une école du parti, et M. Józef Porebski (de Wrocław), un autre professeur membre du bureau politique depuis juillet 1981, qui s'est distingué au printemps par de violentes diatribes contre l'Eglise. L'arrivée de ces deux hommes d'appareil au secrétariat semble marquer un retour à la norme après une longue période d'état de guerre où tant de postes clés ont été à des généraux. Mais c'est tout de même encore un général, le général Dęga qui vient d'être nommé — à un niveau beaucoup plus bas de la nomenclature — chef de la section internationale du comité central.

JAN KRAUZE.

■ M. Walesa a rencontré des syndicalistes clandestins. — M. Lech Walesa, ancien leader du syndicat interdit Solidarité, a annoncé à la presse occidentale qu'il avait rencontré, samedi 19 et dimanche 20 novembre, la Commission provisoire de coordination (T.K.K. clandestine). Selon M. Walesa, cette rencontre avait pour but de mettre au point une stratégie visant à défendre le niveau de vie des travailleurs en Pologne et l'importante augmentation (10 à 50 %) des prix prévue pour le début de l'année 1984. — (A.F.P.)

DES ORDINATEURS AMÉRICAINS DESTINÉS À L'U.R.S.S. SONT BLOQUÉS EN SUÈDE ET EN R.F.A.

Washington (A.F.P.). — Le secrétaire adjoint américain à la défense, M. Richard Perle, a laissé entendre dimanche 20 novembre, au cours d'une interview télévisée, que des ordinateurs de fabrication américaine sur le point d'être livrés à l'Union soviétique et actuellement bloqués en Suède, pourraient être retournés aux États-Unis par les autorités de ce pays. Il s'agit d'ordinateurs pouvant être utilisés par les Soviétiques pour le guidage de certains missiles.

Envoyés par une société américaine en Afrique du Sud, ces équipements avaient été réexpédiés vers Hambourg, en Allemagne de l'Ouest, et Helsingborg, en Suède, d'où ils devaient être acheminés vers l'U.R.S.S. A la demande des autorités américaines, trois conteneurs ont été saisis à Hambourg, mais quatre autres avaient déjà été embarqués sur un cargo suédois faisant route vers Helsingborg, où ils sont actuellement bloqués par la police. [Selon le Sunday Times, de Londres, toute l'affaire a été montée par un agent du K.G.B. d'origine allemande, Richard Mueller, résident au Cap, qui « manipulait » le commodore Dieter Gerhardt, un des plus hauts responsables de la marine sud-africaine. Dieter Gerhardt a été jugé et condamné à vingt ans de prison le mois dernier.]

ASIE

Corée du Sud

APRÈS L'ATTENTAT DE RANGOUN

Séoul comprend mal que les Européens ne condamnent pas plus sévèrement la Corée du Nord

De notre envoyé spécial

Séoul. — Comment « punir » un gouvernement (celui de la Corée du Nord) coupable du crime de terrorisme international à l'encontre d'un autre gouvernement (celui de la Corée du Sud), alors que l'on ne possède avec lui aucune relation diplomatique ? Alors qu'il reste crispé sur sa force armée et muré dans son idolâtrie totalitaire : alors que les pays du camp communiste et ceux du groupe des non-alignés — dont ce même gouvernement est un membre éminent — se cantonnent dans un silence embarrassé ou complice ? Et, mieux encore, alors que certaines démocraties occidentales, au nombre desquelles se trouve la France, au mépris des principes qu'elles sont les premières à proclamer, se taisent après avoir, dans un premier temps et lorsque les responsables n'avaient pas encore été désignés, condamné le carnage en termes généraux et versé des larmes officielles sur les dépouilles mortelles ? Et cela alors que, pour une fois, le coupable — un État — est désigné par un autre État, comme lui socialiste et non aligné.

Ce sont là, en substance, les questions que l'on se pose avec amertume et indignation dans les milieux dirigeants de Séoul, deux semaines après que le gouvernement de Rangoun ait formellement accusé la Corée du Nord d'être responsable de l'attentat du 9 octobre qui décima la délégation présidentielle sud-coréenne au cours d'une visite officielle en Birmanie. L'explosion, déchaînée prématurément, épargna le président Chun Doo Hwan, le premier vice. Mais elle fit dix-sept morts (dont quatre ministres, un ambassadeur et plusieurs conseillers du chef de l'Etat) dans les rangs sud-coréens, quatre morts du côté birman et une cinquantaine de blessés. Dans son communiqué du 4 novembre, Rangoun annonçait également la rupture de ses relations avec Pyongyang et l'expulsion dans les quarante-huit heures de tous les diplomates nord-coréens.

Le mutisme français

Malgré les protestations d'innocence du gouvernement accusé, la mise en accusation claire et nette du Nord, à laquelle on ne croyait pas ici pour des raisons d'affinités et de pressions politiques, causa une agréable surprise et remonta quelque peu un moral particulièrement affecté par les coups de l'adversaire et par l'impossibilité dans laquelle Séoul se trouve d'y répondre dans la plupart des cas sans faire appel à Washington. En effet, le drame de Rangoun prit place un mois après celui du Boeing des Korean Airlines.

Cette satisfaction devait toutefois être mitigée et de courte durée. Fort des leçons et principes qui sont censés régir les relations entre les États, au-delà des appartenances partisans et des réalités internes, on s'était attendu à Séoul que les révélations birmanes produisent un autre effet dans la communauté internationale — et elles n'ont guère fait plus de bruit en réalité qu'un pétard mouillé.

Face au Nord qui dément, à Moscou qui soutient Pyongyang avec beaucoup d'opportunisme et à Pékin

qui semble consterné et embarrassé par la dangereuse imprévisibilité de son allié le « Grand Leader bien aimé », le maréchal Kim Il Sung, Washington a protesté, M. Reagan a tenu ici un langage ferme et les deux alliés se sont engagés à coopérer pour « punir » Pyongyang. Mais, faute de relations diplomatiques et économiques, les moyens demeurent limités et indirects : tentatives d'évoquer l'attentat dans des forums internationaux — mais non au Conseil de sécurité, car Rangoun, apprend-on de bonne source, s'y est malgré tout opposé : pressions des États-Unis sur leurs alliés, amis et clients pour qu'ils prennent leurs distances et apportent leur contribution à la « politique d'isolement » envers la Corée du Nord, souhaitée ici et à Washington.

Le Pakistan et l'Égypte seraient prêts à coopérer. Le Japon a condamné verbalement Pyongyang, mais ses « sanctions » sont dérisoires dans la pratique. La plus grosse déception vient cependant de l'absence de réactions, individuelles ou groupées, des pays ouest-européens. Seules la Grande-Bretagne et la Norvège ont condamné le régime nord-coréen. Les autres attendent-ils l'ouverture (prochaine) du procès et ses conclusions pour se prononcer ? L'intérêt national, les considérations politiques et les amitiés particulières empêchent-ils certains de s'indigner ?

On déplore tout particulièrement dans les milieux gouvernementaux le mutisme français, et cela pour au moins trois raisons. D'abord parce que la France, son gouvernement et son président sont « légalistes et généralement à cheval sur les principes ». Ensuite parce que la France, souvent elle-même victime d'actes terroristes, est à toujours vivement condamnée. Enfin, et peut-être surtout, parce que depuis plus de deux ans le gouvernement et le président français maintiennent sur la question d'une reconnaissance de la Corée du Nord par Paris et sur celle de la visite (promise en 1982) de M. Mitterrand en Corée du Sud une position jugée ambiguë. Ce qui n'empêche pas la France de vouloir développer ses relations économiques avec Séoul.

Le silence du gouvernement d'un côté et, de l'autre, la visite prévue en décembre de M. Fabius semblent relever d'une approche dualiste de la péninsule par la France, à la fois politique et pragmatique. La France avait fait « un beau geste » en déplaçant un ministre, M. Crépeau, aux funérailles. Elle en a perdu le bénéfice en se taisant après la désignation du coupable. Manque de suivi diplomatique ? Embarras politique ? On ne sait. Ce que l'on espère malgré tout c'est que, lorsque le verdict de la justice viendra confirmer l'accusation du gouvernement birman, le gouvernement français ne perdra pas cette fois l'occasion de condamner sans ambiguïté l'Etat terroriste.

R.-P. PARINGAUX.

Irlande du Nord

Un attentat dans un temple protestant a fait trois morts et sept blessés

L'attentat perpétré dimanche 20 novembre dans une église pentecôtiste de Darkley, dans le comté d'Armagh frontalier avec la République d'Irlande, est le plus grave intervenu en Ulster depuis plusieurs années. Il a entraîné une nouvelle escalade de la violence sectaire dans la province. Trois hommes masqués ont surgi dans l'église dimanche, peu après le début de l'office de 18 heures. Ils ont ouvert le feu dès l'entrée sur trois fidèles, qui s'apprêtaient à distribuer des Bibles et les ont tués. Une seconde rafale dirigée contre les soixante-dix fidèles rassemblés dans l'église a fait sept blessés. Les assaillants se sont enfuis à bord d'une voiture.

Cet attentat a été revendiqué par un groupe jusqu'alors inconnu, disant s'appeler « Force catholique de réaction ». Il a été immédiatement condamné par des chefs des deux communautés, protestante et catholique. L'archevêque catholique d'Armagh et primat de toute l'Irlande, le cardinal O'Fiaich, s'adressant à ses auteurs, a déclaré : « Noyez pas l'innocence de qualité de catholique votre bon sens, masquez le peuple catholique n'a rien à voir avec vous ». Dans un communiqué, l'IRA, principale organisation républicaine armée, qui avait revendiqué la semaine dernière l'assassinat du président du conseil municipal d'Armagh, a dénié toute participation à cet attentat qu'elle condamnait comme « une justification indéfectiblement sectaire ».

Cet attentat rappelle celui qui avait été perpétré en 1975 contre un autre temple à Armagh et qui avait fait cinq morts. Des représailles avaient ensuite suivi la mort de quinze personnes. D'après l'agence anglaise Press Association, certains

habitants de Darkley estiment que l'attentat de dimanche a été monté en représailles après le meurtre, il y a deux semaines, du catholique Adrian Carroll, qui avait été revendiqué par une organisation protestante jusque-là pratiquement inconnue, la Force d'action protestante.

Cet attentat intervient, nous rappelle notre correspondant Joe Mulholland, alors que doit se tenir mercredi une élection partielle à Dublin, pour laquelle le Sinn Féin, la représentation politique de l'IRA, fait campagne. Son nouveau président, M. Gerry Adams, avait défini, il y a une semaine, lors du congrès de l'organisation, la nouvelle stratégie électorale du Sinn Féin. Les « provoc » veulent mettre l'accent sur la politique « révolutionnaire » dans le domaine socio-économique et, apparemment, ils font des progrès dans les quartiers populaires de la capitale, où ils se présentent. Ils se sont lancés tout particulièrement dans la lutte contre la drogue, employant parfois des méthodes violentes contre les vendeurs de drogue qui sont généralement des texicomanes. Mais aussi longtemps que le Sinn Féin refuse de reconnaître le Parlement de Dublin et d'y prendre place, il est peu probable qu'il puisse progresser beaucoup dans le Sud. C'est cette politique que M. Adams voudrait abandonner. Mais il est évident que s'il avait proposé cette stratégie lors du congrès de la semaine dernière, le mouvement se serait scindé en deux. Une bonne partie — et il est difficile de juger qu'elle est sa force — est convaincue que l'abandon de la politique abstentionniste entraînerait la fin de la lutte en Irlande du Nord et la transformation de Sinn Féin en formation constitutionnelle.

FINANCE DES ENTREPRISES
UNE ANALYSE INTERNATIONALE MENÉE PAR
LES EXPERTS DU RESEAU MONDIAL DE
PARTENAIRES D'HEC - 30 NOVEMBRE 1983
14 H - 18 H CAMPUS DE JOUY-EN-JOSAS

A L'OCCASION DU XEME ANNIVERSAIRE DU PROGRAMME INTERNATIONAL DE MANAGEMENT (PIM)HEC CONSACRE UN COLLOQUE A L'ANALYSE INTERNATIONALE DE LA SITUATION FINANCIERE DES ENTREPRISES AVEC LA PARTICIPATION :

- D'EXPERTS : H. HAX (CDDGNE), J. FRANKS (LONDRES), E. ALTMAN ET I. WALTER (NEW YORK), R. ZISSWILLER (PARIS)
- DE FINANCIERS : V. FLORNOY (COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE), G. FRANZI (MERRILL LYNCH BANK), K. LANZ (HOECHST), M. VATANABE (BANK OF TOKYO)
- DE CHEFS D'ENTREPRISES : A. CHEVALIER (MOET-HENNESSY), P. CHAMPETIER DE RIBES (CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS)

INSCRIPTIONS AUPRES DE MADAME GALAT
COLLOQUE PIM
HEC, 1, RUE DE LA LIBERATION 78350 JOUY-EN-JOSAS
TELEPHONE 956.80.00 POSTE 398
TELEX 697942 F

ANNONCE FIN



ANGLAIS

WALL STREET INSTITUTE

PAYEZ-VOUS DEUX PROFESSEURS D'ANGLAIS POUR LE PRIX D'UN AU 807.07.05.

L'un est Peter W. Wright de l'Université de Londres. L'autre est le Testron, un mini ordinateur, made in U.S.A. programmé pour vous aider à corriger les fautes les plus fréquentes en anglais.

Le mois d'étude ne coûte que 550 F.

Wall Street Institute, 18, rue du fg du Temple, 75011 Paris. Tel : 807 07 05. Métro République.

DESORMAIS EN FRANCE CHAQUE FOYER PEUT ACQUERIR SON

TAPIS PERSAN

51% DE REMISE SUR NOUVEL ARRIVAGE

ET 59% EXCEPTIONNELLES SUR L'ARTISANAT

MAISON DE L'IRAN

225.62.90

65, Champs-Élysées-8° 14, Avenue Niel-17° 25, prom. des Anglais, NICE

Ouvert même dimanche

هكذا من الأصل

Corée du Sud

L'ATTENTAT DE RANGOUN
prend mal que les Européens
prennent pas plus sévèrement
la Corée du Nord

De notre correspondant spécial

Le 13 novembre, à 10 heures, le président de la République a reçu à l'Élysée le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Raymond Barre, et le ministre de l'Énergie, M. Jean-Pierre Chevènement. Ils ont discuté de la situation de l'industrie française et des perspectives de développement. Le président a souligné l'importance de la recherche et du développement technologique pour la compétitivité de l'industrie française à l'échelle internationale.

Le ministre de l'Industrie a présenté au président les principales orientations de la politique industrielle pour 1983-1984. Il a notamment évoqué les efforts de rationalisation de la production et de réduction des coûts, ainsi que les programmes de soutien à la recherche et au développement.

Le ministre de l'Énergie a exposé les défis posés par la transition énergétique et les besoins en matière de financement des infrastructures. Le président a encouragé la coopération entre les secteurs public et privé pour relever ces défis.

La séance s'est terminée par un échange de vues sur la situation économique globale et les perspectives de croissance. Le président a réaffirmé son engagement en faveur d'une politique industrielle ambitieuse et innovante.

ANGLAIS

PAYEZ-VOUS DEUX PROFESSEURS D'ANGLAIS POUR LE PRIX D'UN ?

9% DE RÉDUCTION

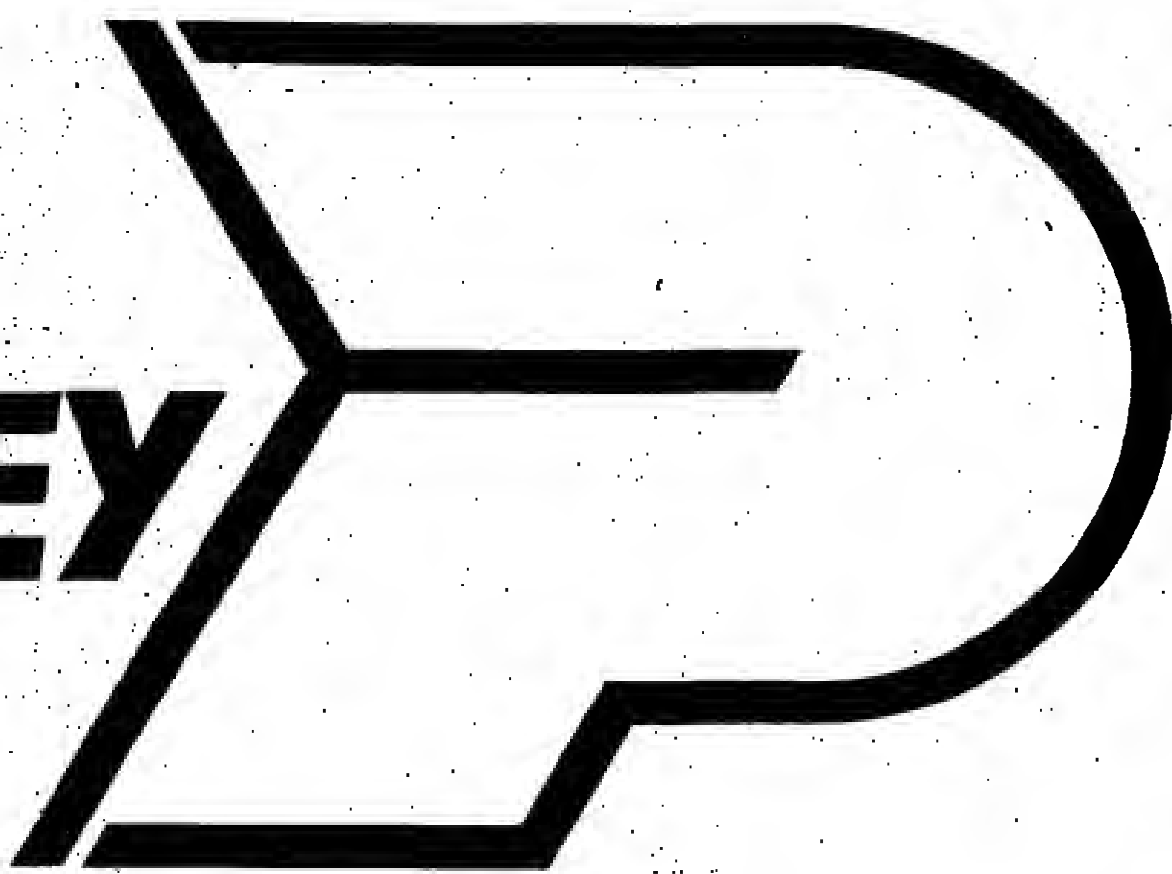
FRANCE 1983

IS AN

9%

DE AN

PECHINEY



LES MATÉRIAUX DU PROGRÈS

L'aluminium, le carbone, le graphite, les ferro-alliages, le cuivre, le zirconium sont les matériaux sur lesquels Pechiney concentre aujourd'hui son activité, mobilise ses forces et ses hommes.

Avec l'aluminium, dont il est troisième producteur mondial, Pechiney s'impose dans les industries de l'aéronautique, du bâtiment et de l'emballage.

Avec les produits carbonés et les ferro-alliages, dont il est respectivement second et troisième producteur mondial, Pechiney fournit aux plus grands sidérurgistes des produits de très haute technologie.

Avec le cuivre, dont il est le premier transformateur européen, Pechiney contribue à redynamiser ce secteur affecté par la crise.

Avec le nucléaire, Pechiney s'affirme comme le spécialiste du combustible des centrales à eau pressurisée.

Enfin, avec la fabrication du zirconium, du titane et des céramiques, Pechiney se place d'ores et déjà dans la course aux matériaux de demain. Partout, dans le monde, Pechiney veut être présent, au plus haut niveau.

Pechiney modernise ses usines, rationalise sa production, développe ses activités de transformation, investit dans la recherche et s'implante à un niveau international grâce à un réseau commercial qui couvre 65 pays.

Ainsi, pour mener à bien cette grande ambition, Pechiney s'appuie sur une politique industrielle résolue et une politique sociale responsable.

Dans un climat concurrentiel acharné, Pechiney est décidé à participer activement au progrès. Et à gagner.

les, y
e que
néde-
sculté
tobre
même
natu-
raires
après
sorte,
ption
reçu

1 en-
ficat
puis
et à

nent
des
vies,
e et
ules
sue
sant
le",
a ré-
lans

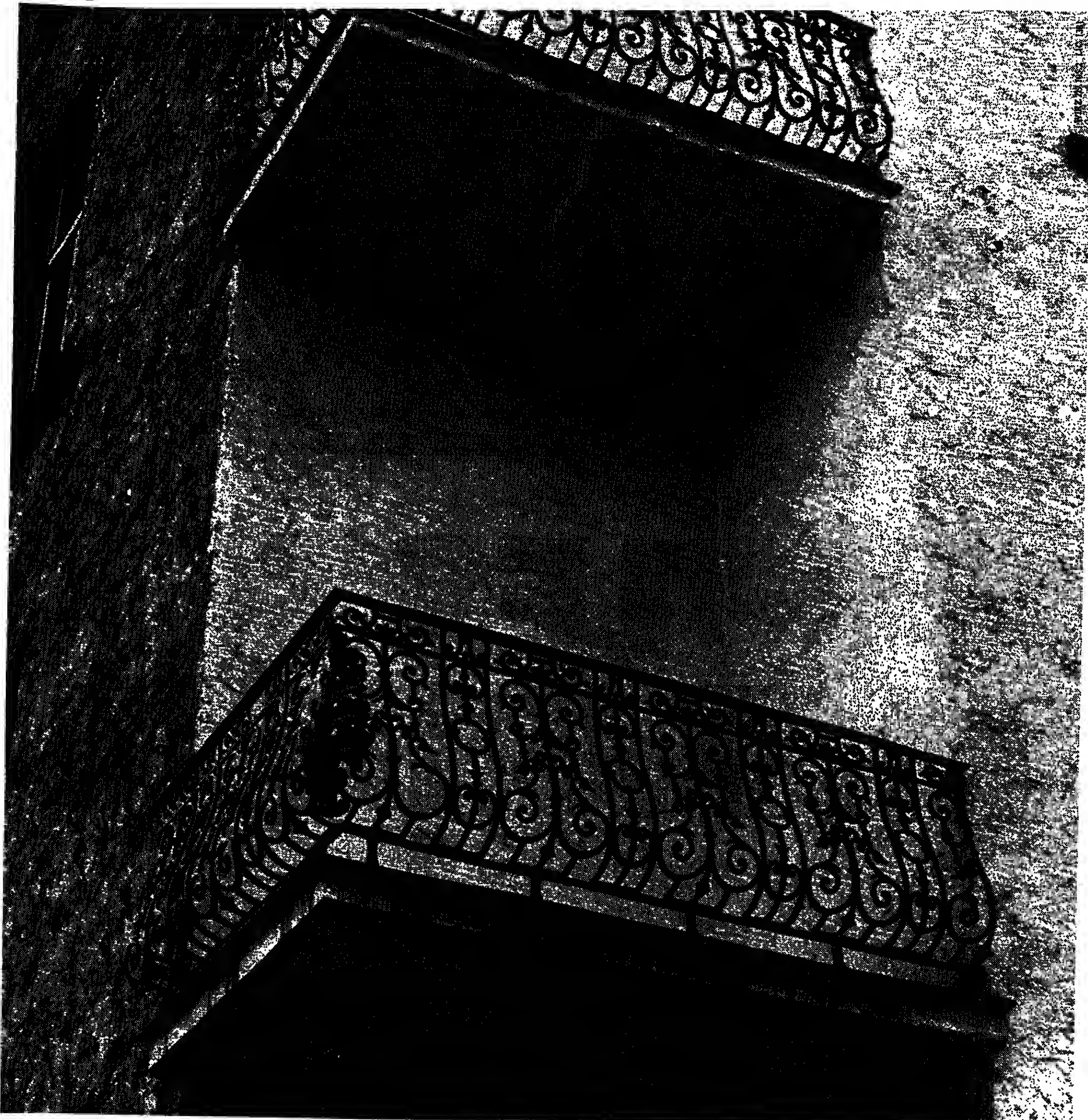
son-
née,
tra-
ga-
los
ose
rsi-
us,
me-
vec

es,
inc
un
tio
las
cr-
bo-
es
nt

—
us
ix
u-
s-
f-
si
et
r-
s-
u-
t

Direction de la Communication Pechiney

Appartements de vacances avec vue sur la mer?



Ou bien par Interhome:

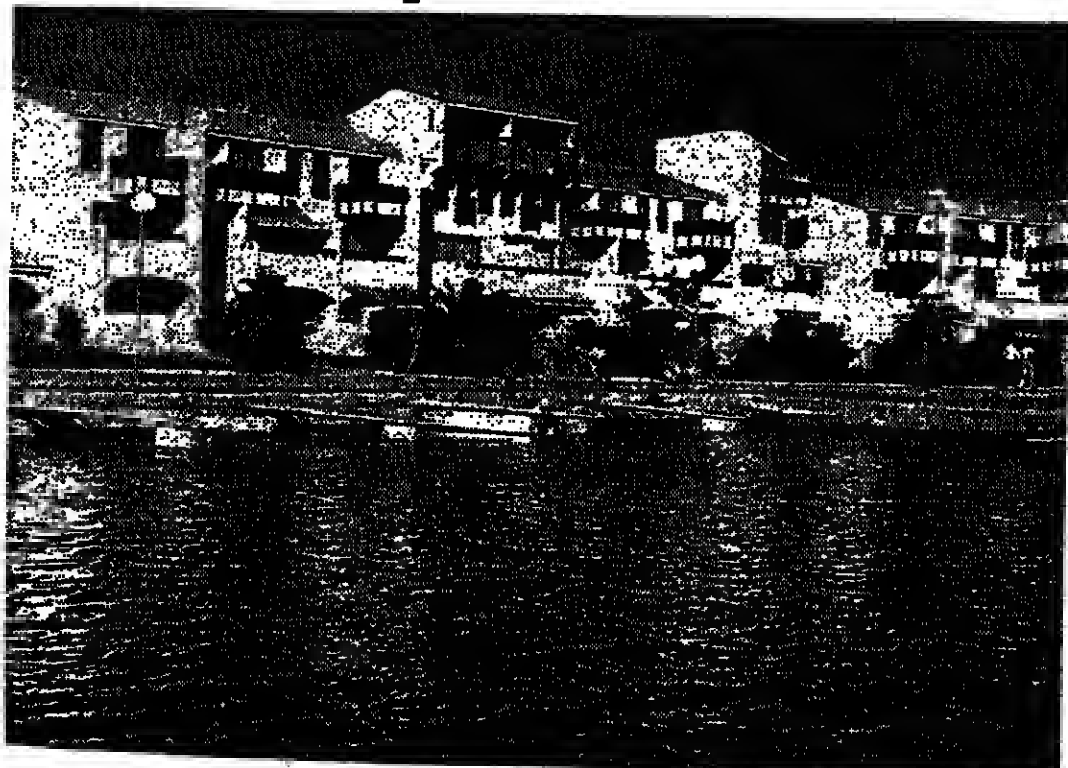


Figure sur la reproduction, à gauche, une vraie maison: l'une des 15 000 maisons, appartements, chambres d'hôtel d'Interhome en Europe. Elles sont toutes entièrement décrites dans nos nouvelles brochures. Demandez-les maintenant, ne prenez pas de risques. Téléphonez à: 355.44.25 ou renvoyez-nous ce coupon.

INTERHOME
Le spécialiste des séjours en hôtels
et en logements de vacances

J'envisage de passer des vacances en:
☐ Suisse ☐ France ☐ Espagne ☐ Italie
☐ Yougoslavie ☐ Autriche ☐ Allemagne
(Cochez la case correspondante)

Nom/Prénom: _____
Numéro/Rue: _____
Code postal/Localité: _____

INTERHOME, 15, Av. Jean-Aicard,
75011 Paris, tél. 355.44.25

Le président Bourgu

Le partiisme a dé-
jà été en Tunisie.
Le président
accorder sa
soutien à
partout que parti
des démo-
crates, dirige
M. Ahmed Mes-
soud, de l'unité
constitué
Bel Hadj
d'une saison
et animée à
par l'ancien
M. Ahmed

... lors d'un
du parti so-
exercice sans
direction
le prési-
d'urgence de
politiques ou
quatre
la mesure de
travé depuis
communisme
et de
la
procla-
1981 aux
des
aujourd'hui re-
Les résul-
lurent juste-
pas
indé-
la pa-
à mettre à
d'autre part
quelques écla-
sem-
plongée dans
de criti-
par les
de plus en
reconnus, ne
à dissiper.
du discours
plus que ja-
renforcer une co-
de faire
Bourguiba a très
conscience que
donner un se-
de libéra-
un nouveau
« en pla-

AMÉRIQUES

Selon l'ambassadeur
des Etats-Unis
et Costa-Rica

UNE INVASION
DU NICARAGUA
« N'EST PAS IMPOSSIBLE »

Selon l'ambassadeur
des Etats-Unis
et Costa-Rica
à Washington, M. Curran Wind-
... interview accordée
à l'agence la Nación,
déclare que les
américains ont
à l'attention et aux
de la révolu-
à cet ob-
persuader
la pression. Si
pas, il est possi-
à faire quel-
...
Selon le même, la réac-
conseil de défense
CON-
font partie le
Honduras et le
Panama comme
dans ce mode
pression uti-
contre le
pour défendre les
démocraties et des

Si
jourd'
n'ont
ments
de nou-
le jeu
jours
lié.
Mzali
Il se
aux si-
tant d
les co-
la loi.

هكذا من الأصل

AFRIQUE

je 13

Tunisie

Le président Bourguiba donne droit de cité au multipartisme

Tunis. - Le multipartisme a désormais droit de cité en Tunisie. Après deux ans et demi de réflexion, d'hésitations aussi, le président Bourguiba a fini par accorder samedi 19 novembre l'autorisation à l'existence légale en tant que parti politique au Mouvement des démocrates socialistes (M.D.S.), dirigé depuis 1976 par M. Ahmed Mestiri (1) et au Mouvement du peuple populaire (M.P.P.), constitué par M. Mohamed Bel Hadj Amor (2) à la suite d'une scission de l'organisation créée et animée à partir de l'étranger par l'ancien ministre de l'économie, M. Ahmed Ben Salah.

C'est en avril 1981, lors d'un congrès extraordinaire du parti socialiste destourien, qui exerce sans partage le pouvoir sous sa direction depuis l'indépendance, que le président Bourguiba avait solennellement donné le feu vert au pluralisme politique en affirmant qu'il ne voyait plus d'abjection « à l'émergence de formations nationales politiques ou sociales ». Effectivement, quatre mois plus tard, il levait la mesure de suspension dont il était frappé depuis dix-neuf ans le parti communiste. Mais une série de « bavures » et de mesures alliant faire douter de la nouvelle volonté d'ouverture proclamée. Il y eut d'abord les élections législatives du 1^{er} novembre 1981 auxquelles participèrent, aux côtés des partis destourien et communiste, les deux mouvements aujourd'hui reconnus et des listes électorales. Les résultats de ces élections furent justement contestés. Des saisies pas toujours justifiées de journaux indépendants ou d'opposition, dont la parution était cependant à mettre à l'actif du régime, eurent d'autre part lieu. Depuis, malgré quelques éclaircies, la vie politique tunisienne semble progressivement plongée dans une léthargie que l'attitude de critique systématique adoptée par les courants d'opposition, de plus en plus impatients d'être reconnus, ne contribue certes pas à dissiper.

Devant cette érosion du discours sur « l'ouverture » et plus que jamais soucieux de renforcer une cohésion nationale capable de faire face à toute éventuelle menace extérieure, le président Bourguiba a très certainement pris conscience que l'heure était venue de donner un second souffle à la politique de libéralisation et de « prendre un nouveau rendez-vous avec l'Histoire » en plaçant

M. Mestiri : « Une chance pour notre pays »

Autre bénéficiaire, M. Ahmed Mestiri, qui voit ainsi couronné de succès le pari qu'il avait engagé contre vents et marées voici douze ans pour la reconnaissance du pluralisme politique. « Cette initiative d'une grande portée fait honneur à la Tunisie et de son insularité au fil des générations », quant à M. Mestiri, successeur constitutionnel du chef de l'Etat, qui a déjà vu ces derniers mois sa autorité renforcée par plusieurs réajustements ministériels, il tire incontestablement de la décision présidentielle un appréciable acquis politique au sein de l'opposition.

A ce propos, le premier ministre a annoncé que le chef de l'Etat avait demandé au gouvernement d'élaborer un projet de loi « organisant la vie politique et syndicale sur la base du pluralisme et définissant les conditions devant être réunies afin que les partis et les organisations sociales puissent s'adonner à leurs activités dans le cadre d'une liberté responsable ». Jusqu'ici, les textes prévoient que toute association, quel que soit son caractère, doit obtenir le visa du ministère de l'Intérieur pour être légalement reconnue. La future loi, qui devrait être votée d'ici au printemps prochain, édictera un certain nombre de conditions auxquelles devront souscrire les mouvements politiques avant d'obtenir leur reconnaissance. Ils devront, entre autres, s'engager à respecter la légalité constitutionnelle, à reconnaître les acquis du pays (et le code du statut personnel consacrant les droits de la femme que dénonce le courant islamique), à rejeter la violence et à refuser toute infestation politique ou financière à l'étranger. Ces dispositions étaient d'ailleurs contenues dans le projet de charte nationale que le président Bourguiba avait suggérée voici treize mois en entretenant la porte de la démocratisation.

L'autonomie syndicale

Si le parti communiste et, aujourd'hui, le M.D.S. et le M.P.P. n'ont pas été astreints à ces engagements, c'est que, depuis les élections de novembre 1981, ils ont su jouer le jeu démocratique en situant toujours leur opposition dans la légalité, nous a précisé M. Mohamed Mestiri.

Il sera probablement plus difficile aux autres courants politiques existant dans le pays d'accepter toutes les conditions qui seront édictées par la loi. Le Mouvement de la tendance

islamique prônant le radicalisme religieux, voire l'intégrisme, le Rassemblement nationaliste arabe qui se borne à répercuter - sans grand succès - des mots d'ordre d'inspiration libyenne et le Rassemblement socialiste regroupant certaines courants de la gauche marxiste ne semblent donc avoir, en l'état actuel, que peu de chances de voir consacrer légalement leur existence.

Quant à la référence à l'organisation de la vie syndicale, elle ne paraît être qu'une façon de confirmer de pure une situation de fait consacrée par la pratique du mouvement syndical, dont l'autonomie est déjà bien établie depuis deux ans. Il n'a donc pas moins que subsistent et de multiples interrogations. Celles-ci sont favorisées par les tensions internes que connaît depuis quelques mois la direction de la centrale ouvrière et qui se sont notamment traduites par une polémique publique engagée par M. Habib Achour, président de l'U.G.T.T., avec son secrétaire général, M. Tahar Baccouche. Si cet épisode est aujourd'hui apparemment dépassé à la suite de prises de position apaisantes de M. Achour, l'autorité de celui-ci est maintenant contestée avec vigueur par une partie de son bureau exécutif, qui lui reproche son comportement et ses méthodes « autoritaires ».

MICHEL DEURE.

(1) Le M.D.S. est un mouvement réformiste d'inspiration démocratique et socialiste qui se situe au centre gauche de l'échiquier politique tunisien.

(2) Le M.P.P. milite en faveur de l'instauration d'un régime socialiste fondé sur les libertés socialistes et sur la base de la participation des forces productives dans le choix, l'exécution et le suivi des options politiques, économiques, sociales et culturelles du pays.

UNE MISSION DE L'O.U.A. A PARIS POUR LE RÉGLEMENT DU CONFLIT TCHADIEN

Une délégation de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.) comprenant notamment M. Peter Onu, secrétaire général par intérim de cette organisation, et le ministre éthiopien des affaires étrangères, M. Goshu Wolde, a rencontré à Paris, dimanche 20 novembre, pendant deux heures, M. Francis Guttman, secrétaire général du ministère des relations extérieures, en l'absence de M. Cheysson, en voyage en Asie. Au Quai d'Orsay, on précise que cette mission a un caractère « approfondi » sur des sujets d'intérêt commun. Mais son objet était surtout de tenter de rassembler autour d'une même table de négociation les représentants de M. Hissène Habré et de M. Goukouni Oueddei. Ce dernier s'est en effet récomposé récemment favorable à une rencontre avec les autorités de N'Djamena. Et M. Hissène Habré, à l'occasion du sommet franco-africain de Vitell en octobre dernier, avait réaffirmé qu'il était prêt à discuter avec « tous les Tchadiens ».

M. Wolde avant son départ, samedi 19 novembre, d'Addis-Abeba a annoncé qu'il espérait réunir le mois prochain dans la capitale éthiopienne une « table ronde » en vue de réconcilier les différentes factions tchadiennes. M. Wolde n'a également précisé qu'il avait avec M. Hissène Habré des entretiens « visant à déceler une paix durable et une réconciliation nationale » au Tchad.

La délégation de l'O.U.A. se rendra, en effet, au Tchad, en Libye et au Nigeria. Cette mission doit également aborder le conflit du Sahara occidental. L'O.U.A. souhaitait prendre une initiative à ce propos, a déclaré M. Wolde qui doit remettre au dirigeant des pays visités un message du chef de l'Etat éthiopien, M. Mengistu Haile Mariam.

Maroc

Hassan II a nommé

M. Karim Lamrani premier ministre

Rabat (Reuter, A.F.P.). - M. Mohamed Karim Lamrani, soixante-quatre ans, directeur général de l'Office chérifien des phosphates (O.C.P.), a été nommé, samedi 19 novembre, premier ministre par le roi Hassan II. La mission du gouvernement, dont les ministres seront désignés par le souverain dans les prochains jours, conformément à la Constitution, sera d'organiser les élections législatives au début de l'année prochaine.

M. Lamrani, qui remplace M. Maati Bouabib, en fonction depuis mars 1979, a déjà été premier ministre, en 1971, lorsque l'armée a tenté un coup d'Etat contre le roi et, en 1972, lorsqu'elle a essayé d'abattre l'avion dans lequel se trouvait le monarque. Comme à l'époque, il conservera ses fonctions à la tête de l'O.C.P. Le nouveau gouvernement devra également élaborer le budget pour l'année prochaine et assurer la cohésion entre toutes les formations politiques et syndicales, face au référendum d'autodétermination prévu avant la fin de l'année au Sahara occidental, mais qui sera très vraisemblablement ajourné.

Hassan II avait annoncé le 5 novembre, dans un discours radiodiffusé, qu'il allait constituer un gouvernement d'union nationale comprenant six ministres d'Etat sans portefeuille, représentant les six principaux partis politiques. Il s'agit de M.M. Maati Bouabib (Union constitutionnelle), Mohamed Boucetta (Istisla), Mahjoub Ahardane (Mouvement populaire), Ahmed Osman (Rassemblement national des indépendants), Arslane Jadidi (parti national démocratique) et

Abderrahim Bouabib (Union socialiste des forces populaires), qui est dans l'opposition. M. Ali Yata, qui dirige le Parti du progrès et du socialisme (communiste), autre mouvement d'opposition, a été ignoré.

Le pouvoir a également fait un geste en direction de l'opposition. En effet, M. Mounir Amaoui, secrétaire général de la Confédération démocratique du travail, et M. Mustapha Karchaoui, rédacteur en chef du quotidien de l'U.S.F.P., Al Moharir, suspendu depuis les émeutes de Casablanca, en juin 1981, ont été relâchés samedi soir. Traduits en justice avec cinq autres responsables de la C.D.T. et de l'U.S.F.P., qui avaient été remis en juin dernier, avant les élections communales, M.M. 'Amaoui et Karchaoui n'avaient cependant pas été condamnés. Ces libérations ont été accueillies avec une « immense joie » dans l'opposition, qui demande que « cette grâce royale soit élargie à tous les prisonniers politiques au Maroc ».

Soudan

LES FORCES ARMÉES ONT ÉTÉ MISES EN ÉTAT D'ALERTE

Les forces armées soudanaises ont été mises en état d'alerte maximale en prévision d'une attaque éthiopienne, a annoncé dimanche 20 novembre à Khartoum le ministre d'Etat soudanais aux affaires étrangères, M. Moustafa Medani Abbas.

« Les forces armées soudanaises sont en état d'alerte pour accomplir leur devoir national de défense de notre pays et de notre peuple », a déclaré le ministre d'Etat devant des ambassadeurs africains qu'il avait convoqués. Il a ajouté que les troupes soudanaises resteraient en état d'alerte « jusqu'à ce que cessent totalement toutes les hostilités » entre le Soudan et l'Éthiopie.

Selon le ministre d'Etat, des troupes libyennes et éthiopiennes ont récemment attaqué conjointement le village frontalier de Malwal, et des avions militaires éthiopiens ont violé l'espace aérien soudanais et bombardé des « villages innocents ».

Le maréchal Némery, chef de l'Etat soudanais, a quitté samedi Orly pour New-York à l'issue de sa visite en France. Avant de prendre l'avion, le chef de l'Etat soudanais a confirmé que les sept Français et les deux Pakistais enlevés du chantier du canal Jonglei avaient bien été libérés. Il n'a affirmé que des « ennemis » de la France et du Soudan avaient mené cette action pour faire perdre « tout son contenu et tout son sens » à sa visite à Paris qui, selon lui, a été « extrêmement satisfaisante ». - (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

UN PILOTE SE RÉFUGIE AU PAKISTAN. - Un avion de combat Sukhoi-7 de l'armée de l'air afghane s'est posé, dimanche 20 novembre, à Neshki, à environ 200 kilomètres au nord-ouest de Quetta, la capitale du Balouchistan. Son pilote s'est immédiatement rendu aux autorités locales et a déclaré qu'il avait volontairement fait défection afin de montrer son « profond ressentiment à l'égard du régime fanatique de Kaboul », a précisé un porte-parole pakistais. C'est la première fois qu'un avion militaire afghan se pose dans ces conditions au Pakistan. Un hélicoptère de combat avait cependant atterri en territoire pakistais, en octobre 1982, et avait été restitué au gouvernement afghan après que son pilote ait obtenu le droit d'asile. - (A.F.P.)

Bresil

EXTENSION DE LA COOPÉRATION AVEC L'ALGÉRIE. - Le général Figueiredo, en visite officielle en Algérie, a pour suivi dimanche 20 novembre ses entretiens avec les dirigeants algériens, et il a suggéré la création d'une commission gouvernementale mixte et la conclusion d'un

accord de coopération dans les domaines scientifique, technique et technologique. - (Reuter.)

Espagne

DEUX MILLE MANIFESTANTS À MADRID POUR L'ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE FRANCO. - Deux mille militants d'extrême droite ont scandé à Madrid des slogans hostiles à la presse et à la police et chanté l'hymne de la Phalange dimanche 20 novembre. D'autre part, plusieurs milliers de personnes se sont réunies le même jour à la Vallée des morts, à 40 kilomètres de Madrid, pour rendre hommage à Franco et à José Antonio, fondateur de la Phalange. - (A.F.P.)

Gabon

M. DE GROSSOUVRE A LIBREVILLE. - Le conseiller du président de la République, M. François de Grossouvre, doit se rendre à Libreville, les mardi 22 et mercredi 23 novembre pour tenter de mettre un terme au différend franco-gabonais. Cette visite fait suite à celle de M. Roland Dumas, ami personnel de M. François Mitterrand, qui s'était également rendu dans la capitale gabonaise les 30 et 31 octobre. Cette mission a'avait apparemment donné aucun résultat. M. Pierre Dabene, ambassadeur de France au Gabon, est actuellement à Paris pour tenter de régler les divergences entre les deux pays survenues après la publication du livre de Pierre Péan Affaires africaines. - (A.F.P.)

Guatemala

ENLEVEMENT D'UN COOPÉRANT D'UNE AGENCE AMÉRICAINE. - M. Ramos Perez, un linguiste guatémalte employé par l'Agence internationale pour le développement, a été enlevé, s'est-on appris ce lundi 21 novembre. C'est le quatrième coopérant travaillant pour un organisme dépendant des Etats-Unis qui disparaît en dix mois. Trois personnes employées par l'AID ont été récemment assassinées. Ce meurtre a provoqué la sus-

pension temporaire de l'aide économique des Etats-Unis au Guatemala. - (U.P.I.)

Inde

ACHATS D'ARMES EN OCCIDENT. - L'Inde envisage l'achat d'importantes quantités d'armes dans plusieurs pays occidentaux, a déclaré, jeudi 17 novembre, le ministre de la défense, M. Venkateswar, à son retour d'un voyage en France, en Grande-Bretagne, en Suède et en Autriche. Elle envisage la production de canons de 155 millimètres avec la collaboration technique de la Suède, de tourelles de chars avec celle de la France, et d'un avion de combat léger avec celle de la Grande-Bretagne ou de la France. Elle a également sollicité ces deux pays pour l'achat d'un système de détection aéroporté des avions ennemis et entend commander de nouveaux Sea Harrier à Londres. Une convention représentant l'équivalent de 1,07 milliard de dollars a été prévue jusqu'au 1^{er} avril 1984, pour ces achats.

République Sud-Africaine

INCULPATION D'UN JOURNALISTE. - M. Alistair Sparks, correspondant en Afrique du Sud de l'Observer et du Washington Post, a annoncé, dimanche 20 novembre, qu'il avait été inculpé de violation des lois sur la censure pour avoir cité M. Winnie Mandela, épouse du dirigeant du congrès national africain (A.N.C.) emprisonné à vie. M. Mandela fait l'objet d'une mesure de « banissement » qui interdit notamment toute référence dans la presse locale pour les personnes qui en sont frappées. M. Sparks, qui doit comparaître le 29 novembre devant un tribunal, est passible d'une peine de trois ans d'emprisonnement. Ce journaliste est également accusé d'avoir publié « de fausses informations » sur la police sud-africaine à partir de renseignements émanant d'une organisation politique noire à Washington selon lesquels les forces de l'ordre auraient constitué un « escadron de la mort » pour éliminer des personnalités de l'A.N.C.

AMÉRIQUES

Selon l'ambassadeur des Etats-Unis au Costa-Rica

UNE INVASION DU NICARAGUA « N'EST PAS IMPOSSIBLE »

San-José (A.F.P.). - Une invasion du Nicaragua « n'est pas impossible », bien qu'il n'existe aucun plan défini, car les Etats-Unis « ne peuvent pas vivre avec un régime marxiste-léniniste subversif et actif dans la région », affirme M. Curtin Windsor, ambassadeur des Etats-Unis au Costa-Rica.

Dans une interview accordée au quotidien local la Nación, M. Windsor déclare que les Etats-Unis veulent amener les gouvernements du Nicaragua « à revenir aux intentions et aux idées originales de la révolution ». Pour parvenir à cet objectif, « nous devons persuader et utiliser aussi la pression. Si cela ne marche pas, il est possible que nous n'ayons à faire quelque chose de plus ».

Selon le diplomate, la réactivation du Conseil de défense centre-américain (CONDECA), dont font partie le Guatemala, le Honduras et le Salvador, avec Panama comme observateur, entre dans ce mode de persuasion et de pression utilisé par Washington contre le Nicaragua « pour défendre les intérêts des démocrates et des pays de la région ».

Si le parti communiste et, aujourd'hui, le M.D.S. et le M.P.P. n'ont pas été astreints à ces engagements, c'est que, depuis les élections de novembre 1981, ils ont su jouer le jeu démocratique en situant toujours leur opposition dans la légalité, nous a précisé M. Mohamed Mestiri.

Il sera probablement plus difficile aux autres courants politiques existant dans le pays d'accepter toutes les conditions qui seront édictées par la loi. Le Mouvement de la tendance



CAPEL libère l'homme fort.

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de St-Germain Paris 6
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15



CAPEL. Le choix le plus large pour les plus longs.

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de St-Germain Paris 6
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

Les 11 tours de Thai.

Thai, c'est aussi Tokyo.

Thai, une des premières compagnies à faire décoller sa classe affaires : la Royal Executive Class. Et le voyage commence dès que vous vous installez dans l'un des 40 fauteuils première classe de nos B 747. Ici, tout est raffinement, tout est pensé à l'image de la légendaire et accueillante Thaïlande. Ici, le mot service devient magique et vous êtes traité comme un roi.

Alors, pour découvrir ce plaisir royal, choisissez une de nos 11 liaisons hebdomadaires au départ de l'Europe vers l'Asie. Contactez votre agence de voyages, ou nos bureaux : THAI INTERNATIONAL, 123 Champs Elysées, 75008 PARIS. Tél. : 720 86 15. Park Hôtel, 6 av. George V, 06000 NICE. Tél. : (93) 53 39 82.



Thai

Le Monde

politique

LE 83^e CONGRÈS DU PARTI RADICAL

Avec M. Rossinot, élu à la présidence, les radicaux restent fermement ancrés dans l'opposition

Après avoir écouté les rapports des différentes commissions et adopté le document d'orientation - « la triple urgence » - qui leur était soumis, les congressistes ont consacré leur après-midi de samedi à un débat de politique générale. Ce fut surtout l'occasion pour les partisans de M. Olivier Stirn et ceux de M. André Rossinot de défendre leurs convictions.

Les premiers insistèrent sur cette « chance historique » de recréer un « tiers parti », chacune des deux branches de la famille radicale acceptait d'accomplir la moitié du chemin : qui les sépare. « Nous avons expérimenté les délices et les limites de l'alliance de l'opposition. Il nous faut aujourd'hui plus qu'une stratégie électorale : il nous faut définir une ligne politique, celle de l'ouverture nécessaire », devait déclarer un délégué du Maine-et-Loire. « Olivier Stirn est notre dernière chance de prendre de l'ampleur. Il est le seul capable d'assurer au parti un rayonnement national », assurait telle autre militante de la Vienne, fréquemment interrompue par la salle, qui protestait en criant : « Mitterrand, Mitterrand ! »

M. Gabriel Peronnet, président d'honneur du parti radical, regretta qu'il n'y ait pas eu « un accord loyal et clair entre les thèses, celle de la continuité et celle de l'espérance du changement ». Il plaidait pour un « retour » au parti radical valaisien « de tous ceux qui nous ont quitté ou se sont exclus ». Il affirmait : « Nous sommes et demeurerons dans l'opposition, mais évitons toute politique de surenchère d'extrême. Mettons-nous dans une position telle que nous soyons indispensables à l'équilibre politique du pays. » M. Peronnet a expliqué qu'il

Les radicaux valaisiens, réunis en congrès les 18, 19 et 20 novembre à Paris, n'ont pas sauté le pas. Même s'ils se déclarent tous attachés à la réunification de la famille radicale, ils n'ont pas voulu, dimanche, s'engager dans la voie que leur proposait M. Olivier Stirn.

En portant à leur présidence M. André Rossinot, député de la Meurthe-et-Moselle et nouveau maire de Nancy, ils ont choisi la « continuité », la « fidélité » à une ligne politique adoptée au lendemain du 10 mai 1981, celle de l'« opposition républicaine ».

Avec M. Rossinot, le parti radical abandonne toute velléité de sortir du rang. Il reste au sein de l'U.D.F., « clairement et fermement,

au service de l'opposition unie, dans le respect des engagements pris ».

Ainsi, remarquait M. Paul Granet, membre du bureau, ancien secrétaire d'Etat de M. Giscard d'Estaing, ce 83^e congrès « qui a failli être celui de l'explosion, aura été celui de l'orthodoxie ».

Le nouveau président du parti radical est sans doute encore plus attaché à l'U.D.F. que ne l'était son prédécesseur. Il n'est pas non plus homme à modifier une ligne politique dès lors qu'il l'a définie. Il est aussi - détail non négligeable - « harriste » dans un milieu qui ne l'est pas. Et cela non pas depuis quelques mois, mais depuis plusieurs années. En 1979,

déjà, il déclarait volontiers qu'il appréciait « la rigueur et la solidité des analyses » de l'ancien premier ministre et « la dimension sociale qu'il met dans ses réflexions et ses propositions ».

Si M. André Rossinot a obtenu la majorité des suffrages exprimés (66,49 %) dès le premier tour de scrutin, M. Olivier Stirn n'en a pas moins réalisé un bon score en recueillant un peu plus d'un tiers des voix (33,57 %). Ce qui l'autorisait à dire, au terme du vote, qu'il a apporté la preuve qu'un « courant » existe au sein du parti radical en faveur d'une réunification sans « préalable ». Ce courant, le député de Calvados a bien l'intention de l'organiser, de l'animer, jusqu'au jour où « ses vérités finiront par prévaloir ».

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

« ne croit pas » à la réunification « par les états-majors qui sont, hélas, trop engagés, trop prisonniers de leurs alliances », mais à un mouvement qui viendra de la base et devra être relayé par un « fort courant d'opinion ».

Dans la clarté

Les partisans de M. Rossinot, même s'ils jugent « louable » toute « tentative » de réunification, insistent pour que celle-ci n'intervienne que « dans la clarté et pas à la base de racolage ». « Aujourd'hui, déclarait un délégué de l'Essonne, si nous changeons de cap, le parti se discrediterait. » M. Moré, président de la fédération de Paris, ajoutait : « Mettre un pied en dehors de son camp, c'est offrir une opposition à laquelle on est partie prenante. »

M. Yves Galland, adjoint au maire de Paris, lançait à M. Stirn : « La politique, c'est plus difficile que la navigation. Pour diriger notre parti, la ligne droite est absolument nécessaire. »

M. Jean-Thomas Nardmann, membre de l'Assemblée des Communautés européennes, évoquant l'expérience centriste, affirmait : « La réunification interviendra le jour où tous les radicaux se seront réunis au deuxième tour de l'élection présidentielle derrière le même candidat. »

M. Didier Bariani, bien que « choqué » par son échec de la veille, retrouvait toute son énergie pour défendre la ligne politique du parti radical telle qu'elle a été définie en 1981. « Le parti radical ne peut laisser supposer aujourd'hui ou demain qu'il pourrait permettre aux socialistes de jouer les prolongations. Rappelez-vous, a-t-il dit, les radicaux ne se sont pas quittés en 1972 pour un petit problème, mais parce que certains voulaient signer le programme commun. Devrions-nous, aujourd'hui, être les seuls à aller à contre-courant de l'opinion qui le rejette ? ». « Aurons-nous des élus en 1986, poursuivait-il, qui diront ou soit du scrutin dans quel camp ils se rangent, qui se demanderont s'ils sont dans l'opposition

qui arrive au dans la majorité qui sort ? »

Dimanche, après avoir voté à l'unanimité une motion qui dénonce, notamment, « l'incompétence, le laxisme et le sectarisme » du pouvoir, avec lequel « aucun compromis n'est possible », les congressistes entendent leurs trois candidats.

« Renaître »

M. Olivier Stirn rappelle quelles sont les étapes qu'il propose pour les « retrouvailles » de la famille radicale : la « discussion », qui portera sur l'« éventuel après 1986 » et permettra de voir « si l'ensemble des radicaux acceptent de se priver des extrêmes » ; la préparation d'un « programme » qui défendra à la fois « la sensibilité de la gauche et la rigueur de la droite » ; l'organisation enfin d'un « grand congrès de la réunification fin 85 ».

« Personne de nos alliés, soulignait-il, ne peut nous en vouloir de tenter, nous les radicaux, de re-

naître politiquement. » Ne soyons pas à la remorque, plaide M. Stirn. N'attendons pas l'autorisation des autres pour agir ! N'ayons pas peur des réactions de nos partenaires ! Retrouvons nos spécificités. »

M. Jean-Pierre Pierre-Bloch, conseiller de Paris, intervient brièvement pour annoncer qu'il retire sa candidature au bénéfice de M. Rossinot, dont il « partage la ligne politique ».

Le député de la Meurthe-et-Moselle insiste, lui, sur la nécessité de « faire passer un message de clarté, de fermeté et de vérité ». Il dénonce les « manœuvres, tantôt de séduction, tantôt d'intimidation, tantôt de diversion » d'un pouvoir qui, parce qu'il « connaît un échec patent », cherche à « gagner du temps ».

« Deux pièges, selon lui, sont actuellement tendus à l'opposition. Elle a failli tomber dans le premier [qui] a consisté à l'enfermer dans l'analogie avec l'extrême droite (...). » « Nous constituons, en revanche, a poursuivi le maire de

Nancy, une cible particulièrement bien dessinée pour un autre type d'embuscade : le recatage. »

A ceux qui pensent que « le parti communiste serait prêt à se désolidariser de l'action gouvernementale », il conseille de ne pas « nourrir la moindre illusion à cet égard ». A ceux qui considèrent que « le parti radical est le plus à même d'affirmer aux socialistes l'élargissement dont ils ont besoin pour faire l'appoint en 1986 », il répond qu'il « n'y a de redressement possible qu'en renouant un système socialiste lui-même. C'est à notre cohérence morale et à notre refus des tentations politiques que nous serons jugés demain ».

Il ajoute : « Une réunification de la famille radicale, solide, crédible, ne peut se faire dans l'esprit du 10 mai. La place de Valois a été, est et restera le cœur du radicalisme. »

Pour M. Rossinot, « se réunir sous un objectif précis, c'est abimer l'idée de réunification ». Il assure cependant : « Si la moindre occasion se présentait, quel qu'en soit le terme, qui soit compatible avec notre ligne politique et notre honneur, nous aurions à cœur de la saisir. »

Il tient à affirmer : « Les radicaux ne prendront pas devant le pays le risque mortel pour la France d'être ceux par lesquels l'après-socialisme serait retardé. Bien au contraire, par sa participation totale au combat de l'opposition unie par son influence au sein de l'U.D.F., le parti radical constituerait le maillon indispensable à la reconquête du pouvoir (...). Rien ne serait plus nuisible pour l'avenir de la France qu'un compromis sur une idée floue du destin national », conclut M. Rossinot.

L'obstination tranquille

Après un Corse, un Lorrain prend en main le parti radical. Assurément, le style sera différent, même si la ligne politique reste la même.

Les radicaux ne connaissent pas bien encore la président qu'ils se sont donné. C'est que M. Rossinot n'est pas un « exubérant ». « Je suis un peu froid, sans doute », dit-il lui-même. Froid, peut-être pas, mais plutôt réservé. Seuls ses amis et les Nancéiens qui ont appris à le connaître savent qu'il aime plaisanter et à bien vivre.

M. André Rossinot a l'art de ne répondre aux questions qu'on lui pose que quand il le souhaite vraiment. Il ne cherche jamais à se « justifier », et quand il estime qu'on le presse un peu trop, il oppose à ses interlocuteurs un sourire et un silence obstiné. Et il va son chemin, tranquillement. Au parti radical où il prend sa carte en 1974, à Nancy où il franchit peu à peu les étapes qui le mèneront à la victoire aux élections municipales de mars 1983.

Au début des années 60 - à vingt ans à peine - il milita activement à l'UNEF, puis au sein du mouvement fédéraliste européen et se bat pour l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel.

En 1969, il est élu conseiller municipal de Nancy chargé de la jeunesse ; en 1977, il devient deuxième adjoint au maire et, en 1978, député de la troisième circonscription de la Meurthe-et-Moselle. Il est réélu en 1981.

at la vaillè aujourd'hui, à quarante-quatre ans, maire de Nancy, vice-président du conseil régional de Lorraine, premier vice-président du district urbain. Entre-temps, il a fondé le club Paraparcatives et Réalistes de Meurthe-et-Moselle et a su se gagner, depuis ses études secondaires au lycée Poincaré de Nancy, puis de médecine - il est oto-rhino-laryngologiste - de solides amitiés. On le dit déterminé, implacable en négociations et acharné au travail mais aussi très attentif à « faire d'accès » et « chaleureux ».

Il a appris à connaître et à apprécier M. Raymond Barre, quand il fut chargé en 1979 d'une mission parlementaire sur la sidérurgie. Il a été distingué un peu plus tard en 1981 quand il fut chargé - avec d'autres - d'animer la campagne de l'élection présidentielle de M. Giscard d'Estaing en implantant les « comités de pays ».

« J'ai toujours essayé de ne jamais anticiper sur les étapes », explique M. Rossinot le jour où il en franchit une supplémentaire : celle de la présidence du parti radical. Et de préciser à l'adresse de ceux qui espèrent que ses obligations à Nancy leur laisseront la possibilité d'agir à leur guise place de Valois : « Qu'on ne s'y trompe pas, je ne serai ni l'otage d'une situation ni celui d'un clan, encore moins le jouet d'un mi-temps. » Calme mais ferme M. Rossinot !

C. F.-M.

● **Démision de M. Henry.** - M. André Henry, ancien ministre du temps libre, s'est démis de son mandat de conseiller municipal d'Epinal (Vosges). M. Henry, qui avait été élu le 6 mars dernier sur la liste d'union de la gauche conduite par M. Blanck, maire socialiste sortant, a fait savoir que ses nouvelles fonctions de délégué interministériel à l'économie sociale ne lui permettaient plus d'assumer efficacement son rôle au conseil municipal d'Epinal.

● **La troisième voie de l'ENA.** - M. Michel Prat, reçu au concours de la troisième voie de l'ENA, nous prie de préciser que, membre de la C.G.T., il n'est pas « permanent » de ce syndicat et qu'il est également adjoint au maire communiste du Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine).

● **Le nouveau maire d'Aulnay-sous-Bois.** - M. Jean-Claude Abricau, R.P.R., a été élu, dimanche 20 novembre, maire d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) lors de la première session du conseil municipal.

A l'issue du second tour de l'élection partielle des 6 et 13 novembre, provoquée par l'annulation pour fraude du scrutin de mars dernier, la nouvelle équipe municipale se compose de trente-huit conseillers d'opposition (vingt R.P.R. ; dix-sept U.D.F. ; un C.N.I.P.) et de onze conseillers de la majorité (six P.C. ; quatre P.S. ; un P.S.U.).

LE CHOIX DE LA LIBERTÉ

De nos jours, pour réussir sa vie professionnelle, une nouvelle dimension s'impose : la liberté. L'Institut Supérieur de Gestion, qui s'est développé dans le respect de cette valeur, affirme plus que jamais sa différence. L.T.S.G., grande école par excellence, rigoureux dans la sélection de ses candidats issus de classes préparatoires, des premier et deuxième cycles universitaires (DEUG, licence, maîtrise, ingénieurs, Sciences Po, ...), a pour vocation de former des responsables au management et à la gestion des entreprises par : - la liberté de mouvement : cycles de formation nationaux et internationaux alternés en entreprise.

la liberté d'action : la vie associative, partie intégrante des enseignements et véritable tremplin aux responsabilités futures en entreprise. Ce choix de la liberté est celui qu'ont fait, depuis 16 ans, les 4500 étudiants et anciens, issus de ses 2ème et 3ème cycles et que feront les prochains candidats aux concours d'entrée de l'I.S.G.

I.S.G. :
le sens de la réussite
Institut Supérieur de Gestion
Etablissement libre d'enseignement supérieur
8, rue de Lota, 75116 Paris Tél. : 553.60.27.



INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION

Lisez
Le Monde des
PHILISTES
UN JOURNAL DE LA PHILISTIE

EXPRESSION ORALE & MAÎTRISE DE SOI
documentation sans engagement
COURS LE FEAL
387 25 00
30, rue des Dames Paris 17^{ème}

EN NOUVE

M. Lemoi
par les élus
De notre

« Samedi après sa prise de possession à Calvados, M. Lemoine, est à la fois un homme de terrain et un homme de bureau. Il a été élu député de Calvados, puis député de Calvados, puis député de Calvados... »

Propos et débats
M. Mauroy : hor

M. C...
Mitterrand pas

M. P...
Pas de contentie

M. Cré...
Le départ des comm

M. Cré...
Le départ des comm

M. Cré...
Le départ des comm

M. Cré...
Le départ des comm

M. Cré...
Le départ des comm

M. Cré...
Le départ des comm

M. Cré...
Le départ des comm

M. Cré...
Le départ des comm

M. Cré...
Le départ des comm

M. Cré...
Le départ des comm

M. Cré...
Le départ des comm

M. Cré...
Le départ des comm

M. Cré...
Le départ des comm

M. Cré...
Le départ des comm

M. Cré...
Le départ des comm

M. Cré...
Le départ des comm

M. Cré...
Le départ des comm

M. Cré...
Le départ des comm

M. Cré...
Le départ des comm

M. Cré...
Le départ des comm

M. Cré...
Le départ des comm

EN NOUVELLE-CALÉDONIE

**M. Lemoine boycotté
par les élus de l'opposition**
De notre correspondant

Nouméa. — Six mois après sa première visite en Nouvelle-Calédonie, le secrétaire d'État aux DOM-TOM, M. Georges Lemoine, est arrivé, dimanche 20 novembre, à Nouméa où il doit présenter, jeudi, l'avant-projet du nouveau statut du territoire — un statut d'autonomie interne — dont les grandes orientations ont été arrêtées, en juillet dernier, au cours de la « table ronde » de Nainville-les-Roches (Essonne) à laquelle participèrent les députés des principales formations politiques locales. Mais les convergences importantes qui s'étaient manifestées à l'époque semblent aujourd'hui oubliées. Le député R.P.R. de la deuxième circonscription, M. Jacques Lafleur, reproche à M. Lemoine de n'avoir pas poursuivi la concertation engagée à Nainville-les-Roches.

Mécontent, il a demandé, lors d'une réunion du comité directeur du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (R.P.C.R.), qu'il préside, qu'aucun élu de l'opposition n'accueille le secrétaire d'État ni participe aux réunions prévues avec celui-ci. « Nous ne répondons à aucune invitation », a précisé M. Lafleur, fût-elle protocolaire. Nous n'avons pas l'intention de cautionner par notre présence des décisions nuisibles à la Nouvelle-Calédonie.

Cette décision de boycottage n'est pas une première dans le territoire. Au mois de mai dernier, lors de la venue de M. Lemoine, les dirigeants du Front indépendantiste (F.I.)

avaient manifesté leur intention de ne pas le rencontrer, mais ils n'ont pas pu passer aux actes. L'attitude de M. Lafleur apparaît comme une concession faite à l'alle droite de son parti qui a tendance à souscrire aux positions du Front calédonien, parti d'extrême droite représenté à l'Assemblée territoriale par son fondateur, M. Justin Guillemand, qui est pourtant un élu R.P.C.R. M. Guillemand a appelé à des manifestations permanentes au cours de cette visite de M. Lemoine alors que le R.P.C.R. a déclaré « avoir besoin d'être aiguillonné par personne. Nous ne recommandons pas à la population de manifester », a dit M. Lafleur, et nous n'appellerons pas à manifester sans savoir ce qu'on va nous proposer. Cette modération est appréciée par l'administration car une partie des forces de l'ordre se trouve encore mobilisée à Tahiti à la suite des troubles sociaux dans le secteur hôtelier.

A son arrivée à l'aéroport, M. Lemoine n'a pas été accueilli que par une cinquantaine de militants du Front indépendantiste qui lui ont remis un drapeau du « Pays Kanak », emblème rouge, vert et bleu frappé d'un soleil jaune dans lequel s'inscrit une case de chef coutumier. Le secrétaire d'État, qui a reconnu au territoire le droit d'avoir un jour son hymne et son drapeau, a remercié ce comité d'accueil de ce cadeau symbolique.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

Propos et débats

M. Mauroy : hommage à de Gaulle

M. Mauroy, inaugurant à Lille le musée Charles-de-Gaulle, a déclaré : « Le refus de la servitude qui animait l'action du général de Gaulle demeure une constante de l'attitude de la France. Il a à ce point imprégné par son action comme par ses idées et, surtout, par sa passion trente années de notre vie nationale que chacun d'entre nous porte aujourd'hui en lui une part de son message. Qu'aurait-il pu espérer de plus Charles de Gaulle que d'être aimé, aimé de sa vie d'homme, un élément de cohésion et de rassemblement des Français ? »

M. Chirac :

M. Mitterrand pas assez convaincant

M. Chirac a déclaré, samedi 19 novembre, en Corse : « M. Mitterrand est le plus convaincant lorsqu'il parle, à juste titre, de son désir de défendre la France s'il n'avait pas, par sa politique intérieure, gravement mis en cause notre force économique, fondement essentiel de notre indépendance nationale. »

Approuvant la position du chef de l'État sur les euro-missiles, le maire de Paris s'est demandé quel était le but de notre présence au Liban en disant : « Nous prétendons défendre l'unité du Liban et notre présence ne met en rien en cause la partition de fait qu'on y observe. »

M. Pons :

Pas de contentieux avec M. Barre

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R. : « Il faut que l'opposition soit diversifiée pour obtenir plus de 50 % des suffrages. Il n'y a pas de guerre des chefs en son sein. Il n'y a aucun contentieux avec Raymond Barre. Il y a de bons rapports humains, nous sommes dans le même camp, mais sur la question il nous arrive d'avoir des divergences. Par exemple, nous disons vouloir tenir notre engagement de réduire les prélèvements obligatoires de 1 % par an. M. Barre pense que ce n'est pas possible. Il y a une divergence et nous aurons des discussions avec lui pour rapprocher nos points de vue. »

M. Crépeau :

Le départ des communistes serait négatif

M. Michel Crépeau, ancien président du Mouvement des radicaux de gauche, ministre du commerce et de l'artisanat, estime dans une interview au Journal du dimanche du 20 novembre : « La présence du parti communiste au gouvernement a des avantages évidents sur le plan du consensus social, relatif et fragile, certes, mais tout d'un même réel. Un départ des communistes serait négatif pour la majorité. Mais les décisions du comité central confirment que, globalement, le P.C.F. s'est engagé dans la participation gouvernementale qu'il a maintenue malgré certaines décisions qui n'étaient pas de nature à lui faire plaisir, notamment en matière de politique étrangère. »

L'Institut Supérieur de Gestion développe pour un résultat opérationnel immédiat, ses stages intensifs de formation sur micro-ordinateur (durée : 1 à 5 jours), parallèlement aux stages dispensés à l'ISG, nos praticiens interviennent sur le lieu même de votre entreprise : le contact c'est Marie Houzé : (1) 553 8713 ou écrivez-nous !

Association Loi 1901 ISG Informatique

société
nom
adresse

45, RUE SPONTINI 75116 PARIS

ISG
INFORMATIQUE

LES ATTENTATS EN GUADELOUPE

**« Si nous ne nous battons pas,
nous finirons comme Haïti »**
De notre envoyé spécial

Pointe-à-Pitre. — M. Luc Reinette est indépendantiste depuis l'âge de douze ans. Depuis qu'il a vu et vécu l'indépendance de l'Algérie. Il n'a presque la moitié de sa vie en France. En France, mais pas avec les Français. Il a plutôt vécu « à côté ». De tous les indépendantistes rencontrés, il est sans doute celui qui brûle de la passion la plus sombre, parfois la plus amère. Pas un sourire sur son visage tendu, dans ses yeux mobiles derrière les fines lunettes. Une dialectique bien au point. L'interviewer traité de « monsieur ». Pourtant, un moment du départ, une brusque détente. Une conclusion inattendue : « Vous voyez bien que nous ne sommes pas anti-Français », dit-il. Les conversations avec les séparatistes se terminent toujours ainsi : sur des mots qui ressemblent à des accolades. Comme si rien d'irréversible encore ne s'était produit.

Depuis une semaine, M. Luc Reinette est le point de mire de la police. Son Mouvement pour une Guadeloupe indépendante (M.P.G.I.) est soupçonné d'abriter les poseurs de bombes, qui opèrent désormais à un rythme quotidien. Aussi menacé, il s'entoure des précautions : rendez-vous à été pris de nuit dans un parking qui devrait être désert, celui des quais de Port-Louis, du côté des plages « sous le vent ». En fait, trois hommes nous ont précédés. Avec des casques qui ne trompent guère.

Dans quelques heures, une nouvelle bombe va exploser, cette fois dans l'île de Marie-Galante, au large, devant la gendarmerie locale, faisant des dégâts matériels. Interrogé sur le terrorisme, M. Luc Reinette fait comme tous ses semblables : il en explique la nécessité. « Il faut des actions concrètes, dit-il, si l'on veut qu'une action diplomatique s'engage dans les instances internationales en faveur de notre souveraineté. »

Néanmoins tout lien avec les attentats, il ne peut pourtant pas les réprocher puisqu'ils se produisent « dans un cadre révolutionnaire ». Il déplore les « victimes innocentes » (c'est-à-dire les civils) : il ne souhaite pas que le sang soit versé. Mais, s'il l'est, à qui la faute, sinon à ceux qui n'ont rien compris ?

Pendant près de deux heures, l'homme qu'on soupçonne d'être derrière l'ARC, cette Alliance révolutionnaire caribbe qui a déclaré la guerre aux « bandits français », cet homme qui se présente comme pacifiste, bien éloigné des manières de bombes, tient un discours qui ressemble à leur.

Les signataires du dernier tract de l'ARC s'en prennent aux « plaisirs artificiels » que sont, selon eux, les drogues, et les boîtes de nuit. M. Reinette aussi. Il y voit un effet pervers du colonialisme, une situation qui prive la jeunesse d'avenir et d'idéal. La campagne contre l'immoralité, d'ailleurs, semble avoir commencé. La veille, une bombe a détruit au Gosier le groupe électrogène d'une discothèque. M. Reinette parle aussi des « greffes qui n'ont pas pris » et de la France qui tient les Guadeloupéens « par la vemre ». « Les Guadeloupéens ne se sentent pas français que de cette façon, affirme-t-il. Si les Américains leur proposent des avantages supérieurs, ils deviendraient améri-

calins ». Et il ajoute : « L'intéressant, c'est de savoir si les Français, eux, considèrent les Guadeloupéens comme leurs compatriotes. »

Dans ces conditions, que les indépendantistes n'aient pas plus de 5 % des voix aux élections, cela n'a pas beaucoup d'importance. Aux yeux de M. Reinette, l'indépendance est inéluctable et « la moitié des Guadeloupéens, même s'ils ne sont pas indépendantistes, pensent de la même façon ».

Il préférerait que cette indépendance soit « conquise » plutôt qu'« octroyée ». La lutte, en effet, « permet au peuple de se conscientiser », alors que si demain « un gouvernement français quelconque décide de nous larguer sans que nous nous soyons battus nous ne serions pas préparés pour vivre en pays souverain. Nous finirions comme Haïti ».

Moralisme

Le jour où la Guadeloupe sera « libre », M. Reinette prévoit qu'il n'y aura plus d'« incitation à la consommation ». L'accent sera mis sur le développement. « Il faudra se passer de luxe pendant un certain temps. Je suis obsédé par la perte de notre appareil productif », dit M. Reinette. Tous les indépendantistes le sont.

Produire... pour être responsable. « Ma mère adopte : responsabilité », dit une affiche de Radio-Tambour, l'une des deux stations indépendantistes. Le même mot de responsabilité est affiché dans les studios de Radio-Unité, la station du M.P.G.I. Voici deux ans que cette

radio diffuse son message, sans autorisation officielle, mais le plus ouvertement du monde. Des jeunes se relaient au micro. Ils ne s'expriment qu'en créole, les disques sont de reggae, de calypso, de free-jazz, de gwoka (gros tambour en guadeloupéen) ; mais on ne passe pas n'importe quel disque : « Nous éliminons les musiques alliées, les musiques sirap ». Et aussi « celles qui se situent au-dessous de la ceinture ». Toujours le moralisme. Comme s'il s'agissait d'exorciser l'image de l'Antillais érotique, faiseur d'enfants, mangeur d'allocation, qui a été propagée à l'extérieur.

Les milieux officiels de Basse-Terre, chef-lieu du département, sont très inquiets. Ils estiment que les attentats vont continuer. On redoute même des attentats individuels.

La police semble convaincue que l'ARC est la branche armée du M.P.G.I. et que si M. Reinette agit pas lui-même il a formé des élèves. Combien ? Peut-être une vingtaine, divisés en trois ou quatre équipes soigneusement cloisonnées. La police, apparemment, les connaît mais ne peut pas les arrêter faute de preuves.

On craint aussi, à Basse-Terre, que le contre-terrorisme ne s'organise. Il s'est manifesté la semaine dernière pour la première fois. Le domicile de M. Reinette a été mitraillé de nuit. De représailles en représailles, on pourrait aboutir, comme disent les indépendantistes, à des « réactions incontrôlées ». Le schéma est connu. Il a été expérimenté ailleurs.

CHARLES VANHECKE.

**LE
BEAUJOLAIS
NOUVEAU
S'EST ENVOLE.**

Doyle Dane Bernbach

Du 16 novembre au 15 décembre 1983, UTA offre à tous ses passagers la primeur d'une dégustation en vol et gratuite de Beaujolais nouveau. Pendant cette période, il sera prudent de réserver votre table à l'avance, à destination de l'Afrique, du Golfe, du Sud-Est Asiatique ou du Pacifique. Avec UTA, les voyages aériens ont de plus en plus d'agrément.

UTA

NOS PASSAGERS SONT NOS HÔTES.

EXPRESS
ORALE
MAÎTRISE
DE SOI
COURS LE PÈ
OÙ LE PÈ

TES

POLITIQUE

Un entretien avec M. Georges Marchais

(Suite de la première page.)

Mais dans l'hypothèse - ce n'est pas pour demain, hélas ! mais c'est ce qui est souhaitable - nû le monde s'engagerait dans la voie d'un désarmement respectant l'équilibre des forces, alors se poserait, un jour, pour la France comme pour les autres pays, le problème d'aller vers la réduction de cette force.

- Le respect de la sécurité égale pour tous, que vous recommandiez en 1977, nécessitait-il, dans le cas de l'Union soviétique, l'installation de missiles SS-20 en Europe ?

- Nous n'avons jamais pris position sur cette question. Nous pensons que c'est une discussion académique. Les appréhensions sont extrêmement contradictoires, de part et d'autre. Qui faut-il croire ? Les Etats concernés ont les moyens de déterminer de façon précise ce qu'est l'équilibre des forces. Mais nous, en tant que parti politique, nous ne disposons pas des données nécessaires. Nous nous plaçons donc à un point de vue politique en disant : il faut l'équilibre.

Dans le déséquilibre pour établir l'équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest - car il ne s'agit pas d'un équilibre des forces entre deux pays seulement, - il faut prendre en considération l'ensemble des forces existantes, y compris celles de la Grande-Bretagne et de la France. Nous appartenons, en effet, à l'Alliance atlantique, et nous ne demandons pas d'en sortir. Cette appartenance implique pour la France des obligations militaires, quelle qu'elle soit, se situant dans un pays à l'Est, on ne peut négliger une force se situant dans un pays occidental.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous avons demandé que tous les gouvernements européens soient associés à la négociation de Genève, il ne faut pas laisser se régler le sort de l'Europe dans un tête-à-tête américano-soviétique.

Il y a un risque grave de tension internationale

- Estimez-vous que l'insertion de la France dans l'alliance atlantique s'est accrue depuis deux ans et demi ?

- Non. Dans l'accord que nous avons conclu avec le parti socialiste, en juin 1981, nous avons fait référence à l'appartenance de la France à l'alliance atlantique. Alors, certes, depuis deux ans et demi, l'alliance a été amenée, par la prise de nouvelles initiatives, qui, de notre point de vue, n'ont pas toujours servi la cause de la paix. La preuve c'est - même si on ne peut dire qu'il y a aussi des responsabilités de l'autre côté - que nous avons, aujourd'hui, un climat de tension en Europe, qui est extrêmement dangereux.

- Et qui vous paraît assimilable à la crise de Berlin ou à celle de Cuba ?

- Je suis convaincu que si les Américains installent des Pershing, nous allons connaître une période difficile, car les Soviétiques ont prévu qu'ils prendront des contre-mesures et qu'ils quitteront la conférence de Genève. Même si des forces considérables de paix existent et sont capables d'empêcher le déclenchement d'une nouvelle guerre, il y a, incontestablement, un risque grave de tension internationale.

- Estimez-vous que cette ligne de tension principale explique l'existence de foyers de tension secondaires, en quelque sorte - par exemple au Proche-Orient - ou qu'il peut y avoir un lien entre les deux choses ?

- Absolument pas. Au Proche-Orient, deux questions primordiales sont posées : le problème palestinien, qui se pose au pays de la région, et à la communauté internationale tant que le peuple palestinien n'aura pas eu droit à une patrie et à un Etat, et celui du Liban, où existe une situation interne extrêmement complexe dans les conditions des deux occupations israélienne et syrienne. Dans les deux cas, il s'agit de zones de tension dont les causes sont locales.

Votre condamnation du comportement de la Syrie vis-à-vis de l'O.L.P. veut-elle critiquer de la politique de l'Union soviétique, dont la Syrie est l'alliée ?

- Nous ne nous sommes pas déterminés en fonction des rapports existant entre l'Union soviétique et la Syrie, mais en fonction du comportement de la Syrie dans cette circonstance précise. Nous condamnons ce comportement, dont on voit bien qu'il va dans le sens de la liquidation du peuple palestinien, de l'O.L.P. et de sa direction.

- Plus généralement, nous considérons qu'on ne fait pas tout ce qui devrait être fait pour l'application des résolutions de l'ONU, concernant aussi bien le Liban que le peu-

ple palestinien et la sécurité de tous les Etats de la région, y compris Israël.

- Estimez-vous que l'attentat dont a été victime la force française au Liban, le 23 octobre, a pu être commis avec la complicité ou au moins l'acquiescement de la Syrie ?

- Nous n'avons pas d'éléments qui nous permettent de porter d'appréciation exacte sur ce qu'a été le comportement de la Syrie dans cette période. Nous avons condamné sans équivoque ces attentats et nous avons demandé que soit activée la discussion entre toutes les forces libanaises, en vue d'aboutir à un accord garantissant la souveraineté du Liban et le retrait de toutes les forces étrangères de ce pays.

Aujourd'hui, nous approuvons que des mesures de protection soient prises, après les attentats, pour assurer la sécurité du contingent français, qui a une mission humanitaire à accomplir. En même temps, nous disons : attention à l'engrenage ! Car vous voyez bien : hier, il y a eu cet attentat. Aujourd'hui, on fait porter la riposte sur ceux qui sont supposés en être responsables. Le risque n'existe-t-il pas que, demain, ceux-ci répliquent à nouveau ? C'est ce risque que nous voulons éviter, en appelant de nos vœux un succès de la négociation de Genève permettant de résoudre le problème libanais. A partir de là, comme le président de la République vient de le rappeler, les troupes françaises seraient immédiatement rapatriées.

- Une action comme celle qui ont mené les forces aériennes françaises à Baalbeck relève-t-elle de la protection du contingent français ou marque-t-elle un changement de nature de sa mission ?

- C'est au nom de la protection que le président de la République a pris sa décision. Il est exact que cela modifie le sens de la mission bien précise, dans le cadre de la force multinationale, du contingent français au Liban. Il est resté dans le cadre de cette mission jusqu'à présent, et personne ne propose qu'il en sorte. C'est d'ailleurs, ce qu'a réaffirmé le président de la République.

Il est de mon devoir de parler aussi au nom de la France

- Vous prenez position, ainsi, en tant que responsable d'un parti membre de la majorité. Or le président de la République a expliqué, le 16 novembre, que, pour ce qui concerne l'action extérieure de la France, c'est lui qui décide et que les partis, il ne s'en occupent pas.

- Comme je m'attendais à cette question, j'ai regardé la Constitution, que, comme vous le savez, nous n'avons pas votée, en 1958, car nous avions considéré qu'elle établissait le régime du pouvoir personnel. Elle existe, elle a été ratifiée par le peuple français, et nous devons, aujourd'hui, la respecter telle qu'elle est.

L'article 15 de la Constitution dit : « Le président de la République est le chef des armées. Il préside les conseils et comités supérieurs de la défense nationale. » C'est à ce titre que le président de la République a parlé à la télévision.

L'article 3 dit : « La souveraineté nationale appartient au peuple, qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum. Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice. » L'article 4 dit : « Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement. Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie. »

Eh ! bien, dans le respect de ces articles-là, je considère que, en tant que composante de la majorité, lorsque je me déplace à l'étranger, par exemple, il est de mon droit, mais aussi de mon devoir, de parler, non seulement au nom de notre parti, mais aussi au nom de la France, du gouvernement auquel nous participons.

- Les partis concourent à l'expression du suffrage. Concourent-ils, aussi, à l'élaboration de la politique qui est menée ?

- Vous savez comme moi qu'un autre article de la Constitution, l'article 20, dit que « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation ». Il y a, il est vrai, ce que l'on appelle le « domaine réservé », c'est-à-dire les problèmes de la défense.

- En 1977, vous étiez favorable à une certaine collégialité de la prise de décision nucléaire. Est-ce toujours le cas ?

- Nous n'avons pas rediscuté de cette question, mais je peux vous donner mon opinion personnelle. D'abord, je ne pense pas que la décision puisse être prise par un seul homme. Ce serait, en tous les cas,

pour des raisons simplement matérielles, techniques, le fait d'un certain collectif. Mais, en tout état de cause, la question de la guerre et de la paix est trop importante pour dépendre de la décision d'un seul homme. Il est souhaitable que, comme cela existe dans d'autres pays, les pouvoirs concernés soient consultés, étant entendu qu'il convient de trouver une forme de consultation permettant à notre force de dissuasion de conserver toute l'efficacité qui est la sienne.

- Pour en revenir au rôle des partis dans l'élaboration de la politique suivie, que pensez-vous du fait que, chaque mardi matin, à l'Elysée, se réunissent le président de la République, le premier ministre et le premier secrétaire du P.S. ?

- Le président de la République appartient au parti socialiste, qui dispose de la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Ceci explique cela. Pour ce qui nous concerne, nous ne sommes pas invités à participer à ces réunions. C'est seulement lorsque le président de la République est amené à des rencontres internationales importantes, engageant l'avenir de la France, qu'il nous reçoit, comme il le fait pour les dirigeants des autres partis politiques.



- Et en dehors de ces rencontres officielles, que pensez-vous de la situation ?

- C'est le seul canal dont nous disposons pour être informés. Pour le reste, il y a les interventions publiques du président de la République, les décisions gouvernementales et, naturellement, les discussions que les parlementaires communistes ont dans le cadre de la majorité.

La politique charbonnière ne tient pas compte du coût social

- Votre rencontre - au sommet - avec le parti socialiste, le 1^{er} décembre prochain, doit-elle être, selon vous, consacrée à « vérifier » l'application par les deux partis de leur accord de juin 1981, ou bien doit-elle permettre l'élaboration d'une sorte de « programme commun » pour la fin de la législature ?

- Il s'agit de lancer une vigoureuse contre-offensive contre la droite, qui, à la fois, caricature tout ce que la gauche a fait depuis 1981 et multiplie les obstacles à la politique engagée, afin de reconquérir le pouvoir. Une contre-offensive constructive, ce qui implique de prendre les dispositions nécessaires pour résoudre les problèmes posés, je pense particulièrement au chômage, au pouvoir d'achat et à ce que l'on appelle les « problèmes de société ».

Nous allons à cette rencontre dans cet état d'esprit. Il ne s'agit pas de réorganiser un accord ou de l'actualiser, puisque cet accord repose sur les cent dix propositions faites par le candidat François Mitterrand dans le cadre de l'élection présidentielle. Notre accord, nos décisions communes reposent sur des engagements pris devant les Français et les Français et ratifiés par le suffrage universel. Il s'agit de faire le bilan et de voir comment on peut faire pour surmonter les difficultés et aller de l'avant.

- Cette rencontre pourrait-elle être l'occasion de se mettre d'accord sur des mesures de nature gouvernementale permettant d'aller de l'avant ?

- Mais, vous savez, il y a plusieurs niveaux où il est possible d'intervenir pour y parvenir. Il y a le gouvernement, et les ministres communistes donnent leur opinion en son sein. Il y a l'Assemblée nationale, et dans le cadre de la majorité, sur la base de notre accord avec le parti socialiste, les députés communistes font des propositions qui permettent d'avancer. Enfin, il y a l'action « en bas », pour rassembler dans l'action toutes les forces populaires, démocratiques, qui ont porté la gauche au pouvoir et qui souhai-

tent qu'elle réussisse. Nous souhaitons que, dans les entreprises, par exemple, on s'appuie sur les droits nouveaux des travailleurs, le parti socialiste et le parti communiste agissent ensemble, que ce soit contre la fermeture des usines ou pour créer les conditions du développement et de la compétitivité de notre économie. Nous souhaitons, aussi, que les deux partis agissent ensemble pour résoudre les problèmes touchant au pouvoir d'achat des travailleurs et à la vie dans les villes, les quartiers et les villages.

- Votre point de vue sur la politique charbonnière n'aurait pas été retenu, le président des Charbonnages de France, membre du P.C.F., a donné sa démission. La même logique ne pourrait-elle pas s'appliquer si vous n'étiez pas entendus pour ce qui concerne le pouvoir d'achat ou l'emploi ?

- Pour ce qui est du charbon, le gouvernement avait pris des engagements précis : relance de la production jusqu'à 30 millions de tonnes en 1990 ; embauche et formation des mineurs ; amélioration de la situation sociale des travailleurs. Il y a eu de premières réalisations : arrêt du déclin, embauche, formation, réduction du temps de travail. Mais le

la volonté supposée de nos électeurs. D'ailleurs, j'ai mené toute la campagne pour l'élection présidentielle de 1981 sur la base de propositions qui nous paraissent, seules, de nature à permettre de sortir de la crise. Cela nous a coûté des voix, car il y avait un décalage entre les mesures à prendre et le niveau de conscience des gens.

On essaie d'accréditer l'idée que nous aurions une politique changeante

- Ne craignez-vous pas que l'opinion s'interroge sur la loyauté de votre comportement en tant que partenaire de la majorité ?

- Il nous arrive de faire des remarques, des critiques, des observations. Il n'y aurait pas pluralisme si nous n'avions pas le droit de les faire. Mais tout cela débouche toujours, dans tous les cas et en toutes circonstances, sur des propositions constructives pour aller de l'avant. Nous voulons réussir.

- On essaie d'accréditer l'idée que nous aurions une politique changeante. C'est faux : nous avons une ligne claire, et croyez-moi, comme mes camarades, je me sens bien dans ma peau. Notre participation au gouvernement ne dépend pas de tel ou tel désaccord sur telle question donnée ; elle repose sur la stratégie de notre pays, telle qu'elle a été définie par nos trois derniers congrès.

Permettez-moi de rappeler ce que nous avons dit au vingt-quatrième congrès : « En nous situant loyalement dans la majorité nouvelle, nous y développons notre action propre, nous y exprimons notre spécificité. C'est vrai au gouvernement, dans une solidarité sans faille pour tenir les engagements pris en commun avec le parti socialiste. C'est vrai à l'Assemblée nationale et au Sénat, dans les collectivités locales et régionales, où nous élus inscrivons dans l'action de la majorité nouvelle leurs initiatives propres sur la base des engagements pris devant leurs électeurs. Et c'est vrai, aussi, dans le pays, dans les entreprises et les localités, où le parti révolutionnaire que nous sommes joue son rôle original et indépendant. »

D'ailleurs, je ne vois pas pour quelle raison les communistes quitteraient le gouvernement aujourd'hui. J'ai examiné devant vous la politique internationale menée par le gouvernement et le président de la République, et on peut constater que nous avons un accord quasi total avec cette politique. La seule différence, je le répète, concerne la question de savoir s'il faut comptabiliser ou non la force française dans l'ensemble des forces oukésiennes européennes. Ce n'est pas une divergence

majeure, de nature à nous faire quitter le gouvernement.

- Pour ce qui est de la politique intérieure, nous avons notre part dans le bilan positif des vingt-huit mois de notre activité commune à la direction du pays. Naturellement, il y a des domaines - surtout l'emploi et le pouvoir d'achat - dans lesquels il faudrait faire plus et mieux. Ce serait possible, avec les atouts considérables dont dispose la France, et c'est ce que nous souhaitons. Mais nous ne sommes pas seuls au gouvernement : il y a nous, et le parti socialiste. Nous sommes liés avec lui par un accord et c'est sur cette base que nous participons au gouvernement.

- Il y a quelque temps, un important responsable de la C.G.T. disait : « La politique économique du gouvernement s'éloigne de plus en plus des objectifs de 1981 ». Que pensez-vous de cette déclaration ?

- D'abord, la C.G.T., c'est la C.G.T. ; et le parti communiste, c'est le parti communiste. Il y a à la direction de la C.G.T. des hommes qui appartiennent à la direction du parti communiste et il y en a d'autres qui appartiennent à la direction du parti socialiste. Pour nous, c'est une position de principe : les syndicats doivent être indépendants du patronat, de l'Etat et des partis.

Cela dit, je ne veux pas esquiver votre question. Est-ce que nous nous écartons de 1981 ? Je ne dis pas cela ! Ce que je dis, c'est ceci : lorsque, en 1981, nous avons ensemble, socialistes et communistes, déterminé les objectifs de notre action au gouvernement et dans la majorité, nous l'avons fait en fonction de la réalité de la situation, puisque notre accord précise que ces changements se poursuivront « par étapes, selon un rythme de transformations qui tiendra compte de la situation de crise, du fait que l'économie de la France est ouverte sur l'extérieur, et des nécessités équilibrées économiques et financières ».

Un certain nombre de ces objectifs ont été atteints, mais il en reste à atteindre et, pour y parvenir, nous pensons qu'il faut biter le pas, notamment en donnant leur pleine efficacité aux moyens dont dispose le gouvernement pour surmonter les difficultés économiques actuelles, que j'ai évoquées.

- A côté de celle de la participation du P.C.F. au gouvernement, une autre question revient régulièrement, celle de votre présence à la tête de ce parti.

- La question ne se pose pas, parce qu'elle n'est pas posée par le parti et parce que je ne la pose pas moi-même. Je n'ai nullement l'intention de prendre ma retraite.

Propos recueillis par
JEAN-MARIE COLOMBANI,
PATRICK JARREAU
et PHILIPPE LABARDE.

Le prochain statut des élus locaux

- Formation totalement gratuite
- Interdiction de licenciement
- Crédit d'heures mensuel

Au cours d'une allocution prononcée devant les élus socialistes du Nord, réunis samedi 19 novembre à Hellemmes, le premier ministre a apporté plusieurs précisions sur la préparation du statut de l'élu local, qui doit donner lieu à un projet de loi. M. Pierre Mauroy a notamment déclaré : « En matière de formation, nous devons poser le principe d'un droit, pour les élus locaux, à une formation intégrale gratuite. Le nombre d'heures de formation auquel nous nous sommes arrêtés, pour le moment, est de huit heures par élu et par année civile. »

Le coût de la formation ainsi que la compensation des pertes éventuelles de rémunération que pourraient subir les élus durant cette formation seront pris en charge par une caisse de compensation. Elle sera alimentée par les cotisations de l'ensemble des collectivités territoriales. Cette caisse pourrait être gérée de façon partielle, comme le Centre de formation des personnels communaux, par exemple.

Les élus disposeront du libre choix de l'organisme responsable de leur formation. Ils pourront adresser soit à une association d'élus, soit à un organisme public ou privé. Sous réserve toutefois que l'association ou l'organisme dispensant la formation soit préalablement agréé par le ministre chargé des collectivités locales (...).

En outre, le projet en cours d'élaboration institue un régime de crédit d'heures forfaitaire et mensuel. Ce régime tient compte des fonctions exercées et, en ce qui concerne les maires et les adjoints,

de l'importance démographique des communes.

- De plus, les élus auront droit au remboursement, par la caisse de compensation, des rémunérations perdues du fait des absences au titre du crédit d'heures.

Une disposition du texte laissera la possibilité aux employeurs de continuer à verser à leurs salariés élus locaux l'intégralité de leur rémunération pendant leur absence pour formation ou pour exercice du mandat. Cette disposition bénéficiera notamment aux fonctionnaires de l'Etat (...).

Pour les élus qui conservent une activité professionnelle, le projet du gouvernement prévoit qu'aucun licenciement ne peut être prononcé en raison des absences légalement prévues pour la formation et pour l'exercice du mandat. Et cela sous peine de nullité de licenciement.

Restent enfin à définir les dispositions financières. Ce sont les plus délicates car, si l'on n'y prend garde, elles pourraient donner le sentiment que l'on s'écarte de la notion fondamentale de gratuité des fonctions électives pour aller vers une « professionnalisation » de la politique.

Je veux dire de la façon la plus nette que ce n'est pas l'orientation du gouvernement. Ce serait contraire à toute notre approche d'une démocratie renouvelée dans le cadre de la décentralisation.

Le chef du gouvernement a également affirmé la nécessité de « mettre de l'ordre » dans le système des indemnités de fonctions actuellement en vigueur dans les collectivités locales.

Le Monde
classés et documents
LE TCHAD DÉCHIRÉ
LA FEMME
DANS LA SOCIÉTÉ
FRANÇAISE
NOVEMBRE 1983 - 6,30 F

une
bibli
à vos
mes

ou com
l'introuva

Vous l'avez sûrement
adaptée à l'espace dont v
l'entrée, etc. Mais voilà !
style n'était pas compatible
MAF Mobilier Authentique
esthétique et rationnelle à v
Nous vous proposons une
réalisée à vos mesures au
nombre de tablettes.

calcule

Grâce à la formule
de votre bibliothèque

H : haut
maximu
L : large
(par exe
N : nom
(par exe
P : prof
(3 possib

Prix ne
40 x F

Dans l'exemple choi
Prix = 40 x 1,80 +

L'assemblage, extrêmement
d'une technique parfaite
Uniquement des chevilles
est modifiable, ce qui vous
muraux plus importants.

مركز من الأصل

Une bibliothèque à vos mesures...

...ou comment dénicher l'introuvable

Vous l'avez sûrement cherchée en vain cette bibliothèque parfaitement adaptée à l'espace dont vous disposez dans la salle de séjour, la chambre, l'entrée, etc. Mais voilà ! La dimension ne convenait pas exactement, ou le style n'était pas compatible avec celui de votre mobilier...

MAF (Mobilier Authentique et Fonctionnel) a trouvé la solution économique, esthétique et rationnelle à votre problème.

Nous vous proposons une bibliothèque à colonnes, entièrement en pin massif, réalisée à vos mesures au centimètre près : hauteur, largeur, profondeur et nombre de tablettes.

calculez vous-même votre prix

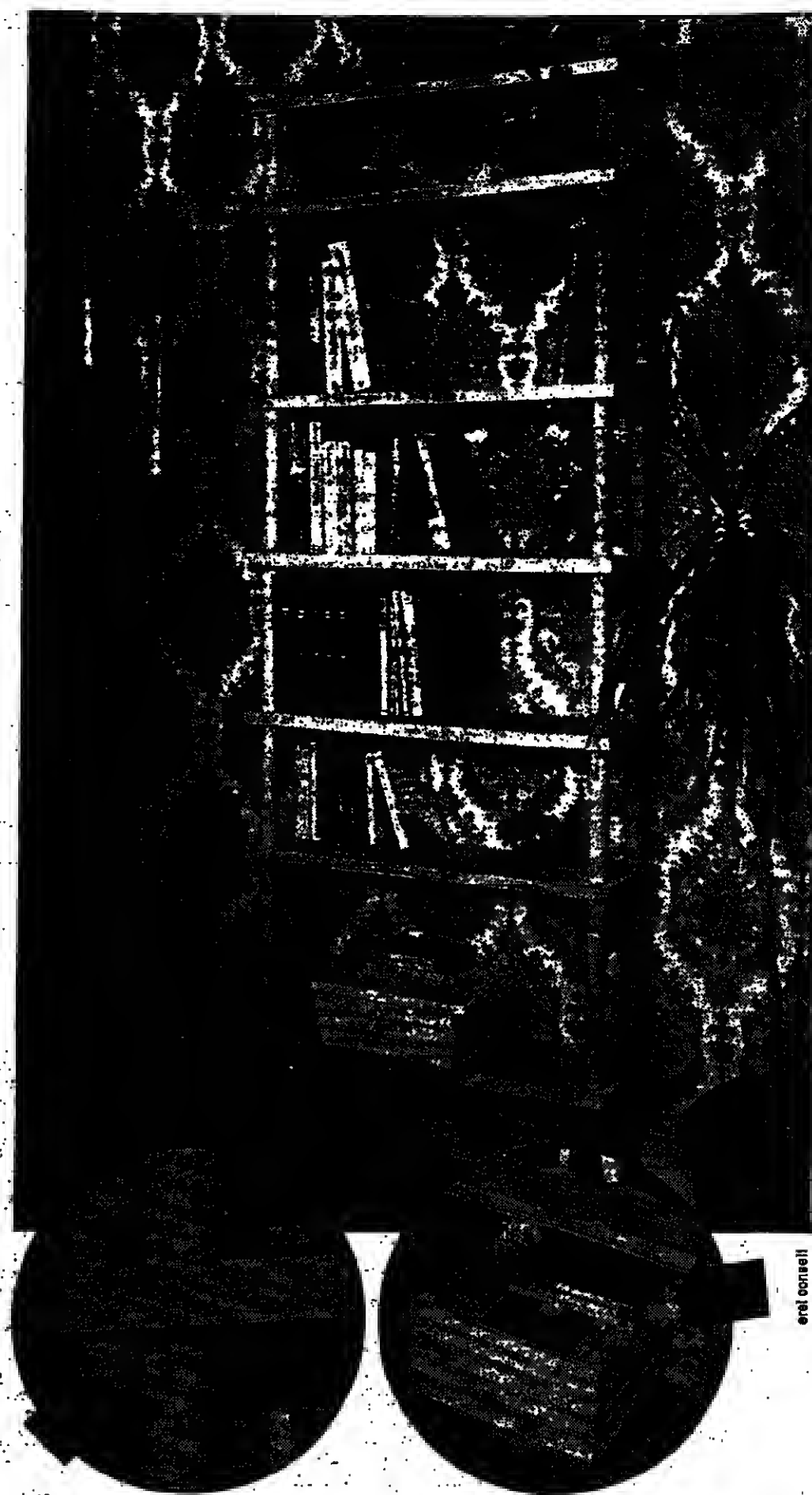
Grâce à la formule qui suit, vous pourrez établir le prix exact de votre bibliothèque en fonction des dimensions souhaitées :

H : hauteur exprimée en mètres, maximum 2,30 m (par exemple : 1,80 m)
L : largeur en mètres (par exemple : 0,70 m)
N : nombre de tablettes (par exemple : 6)
P : profondeur en mètres (3 possibilités : 0,25 m, 0,30 m, 0,35 m)

Prix net TTC port et emballage compris :
 $40 \times H + 300 \times L \times N \times P + 400$

Dans l'exemple choisi : H : 1,80 m, L : 0,70 m, N : 6, P : 0,25
Prix = $40 \times 1,80 + 300 \times 0,70 \times 6 \times 0,25 + 400 = 787 \text{ F TTC}$

L'assemblage, extrêmement facile et rapide à réaliser, s'effectue au moyen d'une technique parfaitement traditionnelle. Pas de clous, de vis ou de colle. Uniquement des chevilles en bois qui, outre leur aspect plus esthétique, confèrent à votre bibliothèque une solidité à toute épreuve. De plus, celle-ci est modulable, ce qui vous permettra par la suite de réaliser des ensembles muraux plus importants.



Montage par simples chevilles
Epaisseur des tablettes 22 mm

Exemple de livres de différents formats
que l'on peut ranger
sur une profondeur de 0,25 m

BON DE COMMANDE

Ecrire en capitales

Nom : Prénom :

Adresse :

..... Tél :

Éventuellement : Bâtiment : Escalier :

Étage : N° de porte :

Je souhaite passer commande d'une bibliothèque MAF aux dimensions suivantes :

H (hauteur en mètres ; maximum 2,30 m) =

L (largeur en mètres) =

N (nombre de tablettes) =

P (profondeur) = 0,25 ☐ 0,30 ☐ 0,35 ☐

CALCUL DU PRIX :

Rappel de la formule : $40 \times H + 300 \times L \times N \times P + 400$

Votre prix : F TTC port compris

A régler par
chèque bancaire ☐ CCP ☐ Mandat postal ☐

A l'ordre des Meubles MAF

MAF

56 bis, rue du Louvre 75002 Paris - Tél. : 261.65.79 et 261.65.89

Le Monde

société

Trente mille manifestants contre le « dualisme scolaire »

Les deux manifestations organisées, le dimanche 20 novembre, à Yssingeaux (Haute-Loire) et à Champs-sur-Marne (Seine-et-Marne), par le Comité national d'action laïque (CNAL) ont connu un succès sans précédent. Des milliers de personnes ont répondu à l'appel lancé par le CNAL pour obtenir du gouvernement qu'il durcisse ses positions à l'égard de l'enseignement privé. MM. Jacques Pommat, secrétaire général de la Fédération

de l'éducation nationale, et Jean-Claude Barabant, secrétaire général du Syndicat national des instituteurs, ont rappelé l'existence de leurs militants au « dualisme scolaire » et leur exigence « d'une seule école publique et laïque ».

Les organisateurs à l'assemblée d'Yssingeaux craignaient une mobilisation insuffisante. En définitive, les laïques sont venus en foule, de dix-sept départements. Il

est à dire que cette ville représentait, pour eux, une véritable provocation : M. Jacques Barrot, ancien ministre, premier adjoint au maire d'Yssingeaux, est également député U.D.F. de la Haute-Loire et président de l'association parlementaire pour la liberté de l'enseignement. Enfin, cette petite sous-préfecture compte cinq établissements d'enseignement privé mais n'a pas de lycée public.

Kermesse laïque à Yssingeaux

De notre envoyé spécial

Yssingeaux. Dans les embouteillages qui, dès dix heures du matin, dimanche 20 novembre, bloquaient les accès de la petite sous-préfecture de la Haute-Loire, l'espérance perçait : au milieu d'une foule de gens, une secrétaire venue du Puy avec son mari, « en simple parent », parle d'agréable surprise. Une jeune Yssingéenne, condamnée à l'Internat fâché de lycée public dans sa ville, se déclare ravie de voir la nationale bloquée « au nord comme au sud ».

M. Michel Boncharens, secrétaire général du Comité national d'action laïque (CNAL), se dit content et même très content.

Malgré une intense préparation dans les départements des académies de Grenoble, Lyon et Clermont-Ferrand, nombre de militants laïques avaient, la veille encore, des inquiétudes. Le rassem-

blement d'Yssingeaux serait-il un succès ? Face aux partisans de l'école privée, qui manifestent un peu partout en France, les détracteurs de « l'école de la République » réussiraient-ils à mobiliser ?

Les cars immobilisés en longues files, les voitures abandonnées dans les champs à quelques kilomètres de la ville témoignent de ce succès. Pour gagner la cité interdite à la circulation motorisée, le cortège s'est constitué dans l'improvisation. Groupes derrière les banderoles de leur syndicat départemental, les occupants des cars ont gravi une petite colline au milieu des chevaux effarouchés. Les passagers des voitures ont cherché à reconnaître leurs amis dans ce flot déjà compact. Appels de haut-parleurs, gesticulations des responsables de la coordina-

tion. L'ensemble, le cortège a pu se mettre en mouvement et emprunter les rues étroites d'Yssingeaux. Derrière la banderole du CNAL, « pour le développement, la transformation et l'unification laïque du système éducatif », vingt mille personnes défilent (1).

Tout à la joie de se trouver si nombreux, ils crient peu de slogans. Calmes et souriants, comme les élus, députés et maires, ils marchent dans le froid vif. Quelques braves tombés des fenêtres, quelques « Liberté, laïcité », montaient du cortège, et puis, des groupes de jeunes qui tentent d'entraîner leurs voisins à crier « Une seule école publique et laïque ». Une seule école publique et laïque. Martine est heureuse. Institutrice

dans la banlieue de Grenoble, elle a fait le déplacement en car. « Je retrouve l'ambiance des manifestations d'avant mai 1981 », avoue cette jeune enseignante, visiblement ravie que « toute la gauche soit présente ». « C'est l'unité », lance un de ses compagnons en montrant les badges qui voient avec ceux du parti communiste et quelques inscriptions C.F.D.T., ostensiblement affichés. Nouvelle venue au combat laïque, Martine préfère affirmer sa « volonté de défendre l'école laïque de tous côtés ». Elle sourit cependant en regardant le vieux drapeau rouge de la fédération de la libre pensée qui suit le cortège de l'Isère. Elle a peut-être souri une autre fois lorsqu'elle a aperçu ce millier de l'Ardeche portant bien haut une petite pancarte où un pin-céau a tracé avec de beaux ardois : « Mécanisme à l'éducation ». L'Ardeche, ils sont nombreux à être venus de ce département, « malgré le givre », comme l'explique le maire d'une petite commune de montagne, « fière de son école publique et qui tient à la garder ».

Les engagements du candidat Mitterrand

Traversée dans toute sa longueur, la cité d'Yssingeaux offre, à la sortie, des cortèges aux manifestations. Le cortège termine son parcours sur le terrain de football. C'est l'instinct des rencontres. « On ne s'est pas revu depuis la sortie de la « Normale », écrit un quinquagénaire en serrant longuement la main d'un élu. Les bouchons des bouteilles de Cotes roannaises « cuvée Yssingeaux 20 novembre » sautent. Dans le vent devenu plus froid, les groupes s'installent pour pique-niquer. C'est à un parterre où dominent les blousons de ski que M. Jean-Claude Barabant, secrétaire général du syndicat des instituteurs (S.N.I.) lance un appel au président de la République pour qu'il tienne « les engagements du candidat Mitterrand ».

« Nous ne nous résignons pas à nous inscrire dans les propositions qui nous sont faites aujourd'hui par le gouvernement, parce qu'elles se situent dans la perspective d'une intégration dualiste », explique-t-il, avant d'affirmer que le CNAL mettra tout en œuvre « pour dépasser les blocages provisoires d'aujourd'hui ». Au pied de la tribune improvisée, M. Jean Popereau, de la direction du P.S., peu étonné du nombre de participants, estime que, maintenant, le gouvernement « doit prendre des décisions ».

SERGES BOLLOCH.

(1) Les organisateurs évaluent le nombre des participants à 35 000.

Une plage anglaise polluée par des déchets radioactifs

Quelque 200 mètres de plage ont été interdits au public le 19 novembre à proximité de l'usine de retraitement nucléaire de Windscale, dans le nord-ouest de l'Angleterre, à la suite d'une contamination par des déchets radioactifs. L'usage de la plage de Windscale, qui fait partie du grand complexe nucléaire de Sellafield (le Monde du 8 novembre), a été interdit en raison d'une contamination par des déchets radioactifs. L'usage de la plage de Windscale, qui fait partie du grand complexe nucléaire de Sellafield (le Monde du 8 novembre), a été interdit en raison d'une contamination par des déchets radioactifs.

Alors que la conduite déversait en mer des résidus de solvants chimiques utilisés pour nettoyer les cuves et les conduites de l'usine, un brusque changement des courants

FAITS DIVERS

La mort de « Tarzan »

De notre envoyé spécial

Lone-le-Sauvage. — Le petit village de Voiteur, enfoui sous les côtes de la vallée du Jura, vivait au rythme paisible des récoltes de vin blanc. En 1980, l'arrivée d'un cordonnier de vingt-six ans trouble cette quiétude. A l'entrée de l'école, face à l'église, l'enseigne — deux boîtes de sept litres — donne la mesure du personnage, d'une carrure athlétique et d'un poids de 120 kilos. C'était, dit-on, « une bête », et on l'appelait « Tarzan ». Les diables de Christian Gré avec sa femme Francine, dont il était séparé, mais si peu, les vitres cassées et les scènes insolentes de jour comme de nuit, l'amour vache, n'étaient pas du goût des villageois. Et déplacé aussi cette liberté que ce « parrain » prenait avec ses horaires.

On craignait « Tarzan » pour ses colères d'ivrogne, qui lui avaient valu quelques déboires policiers dans plusieurs cafés de Lone-le-Sauvage, où il était interdit : « Après une bonne brulade, il était comme fou ». Voiteur n'est pas une jungle et ce Tarzan-là dérangeait. D'où un lâche soulèvement, lorsque, le 6 novembre au soir, il fut abattu d'un coup de carabine par un voisin de son ex-femme, Gilbert Gallat. Les deux hommes ne se détestaient pas, puisque, le jour même du drame, ils avaient vidé ensemble une bouteille — il y avait 3 grammes d'alcool dans le sang de la victime, 2 grammes dans celui du meurtrier — mais d'instinct Voiteur prit le parti du petit père Gallat.

On est, à l'évidence, au côté de l'ouvrier agricole, sobriété et

un ans, discret, aimant son patron, qui la lui rendait bien. Un célibataire timide qui, depuis vingt ans, prenait tous ses repas dans une même pension de famille. La patronne pleure aujourd'hui : « Un homme si honnête, dit-elle, il ne devait rien à personne ».

A l'heure de l'apérif, Voiteur se souvient de l'enfance malheureuse de Gilbert, enfant de l'Assistance ; on lui prête, entre deux tournées, un passé de maquillage et tout en trinquant on vent pèle-mêle ses qualités de chasseur — il chassait le sanglier la veille du drame.

Entre ce David de un mètre soixante et Goliath, Voiteur n'hésite pas : la « petite bête » meurtrière devient même la héros d'un jour. Le village est soudain saisi par la légende. Une pétition circule, un comité de défense est lancé, on s'anime beaucoup.

Huit jours après, il fait un froid de voleur et la bourgade se tait. On ne trouve plus un seul pétitionnaire de zinc. Un dernier quartier de va-t-en-guerre à l'hôtel du Corf fait déjà figure d'anciens combattants : « Gilbert, disent-ils, mérite une médaille ». Mais aucune réunion du conseil municipal depuis le drame, pas un habitant pour assister, le 15 novembre, à la reconstitution des faits. Et, lorsque Gilbert Gallat, fait plaider, une Günter mais au soir de la libre, fut amené sur les lieux du meurtre, il n'y avait plus que quatre gendarmes pour lui serrer la main. Puis on le ramena à la prison de Lone-le-Sauvage.

NICOLAS BEAU

RACKET OU ANTISEMITISME ?

Les enquêteurs s'interrogent sur les mobiles de l'attentat contre le restaurant parisien L'Orée du Bois

L'attentat commis samedi 19 novembre peu avant minuit contre le restaurant L'Orée du Bois, à Paris (XVI), n'avait toujours pas été revendiqué lundi matin. L'explosion d'une bombe a fait trente-trois blessés dont une jeune femme assez grièvement atteinte aux jambes. Quelques deux cent cinquante personnes participaient au banquet annuel de l'Amicale des enfants de Saint-Florentin-Le-Capelle au premier étage de l'établissement lorsque un engin, placé sur la terrasse qui prolonge le restaurant, a explosé à quelques mètres seulement des dîners. Un autre banquet, organisé par l'Amicale des Anciens de la bourrie, avait lieu en même temps au rez-de-chaussée du restaurant. Selon la police, l'engin, de forte puissance, aurait pu causer des dommages considérables.

M. Robert Talch, soixante ans, propriétaire de l'établissement depuis plus de quatre ans, affirmait,

dimanche, ne jamais avoir fait l'objet de mesures d'intimidation et rapprochait l'attentat de ceux qui avaient visé le drogiste Publicis-Saint-Germain et le restaurant Goldenberg de la rue des Rosiers. Pied-nu d'origine juive, M. Talch dénonçait plutôt « un acte visant à marquer l'opinion publique ». En l'absence de revendication, les enquêteurs de la brigade criminelle étudient deux pistes : celle d'un attentat antisémite — mais pourquoi avoir visé un banquet auvergnat ? — et celle d'un acte de racket dont ferait l'objet la famille propriétaire de ce restaurant de luxe.

Situé en bordure du boulevard périphérique, non loin de la porte Maillot, L'Orée du Bois accueille nombre de banquets, congrès et réceptions privées. Au printemps dernier, M. Ariel Sharon, ancien ministre israélien de la défense, y avait donné une conférence de presse.

EN BREF

Un stock d'armes et des faux papiers découverts à Paris.

M. Jean Zamponi, juge d'instruction à Paris, a fait écrouer, le 19 novembre, M. Jean-Louis Baudet, trente et un ans, journaliste au service de la société Edis-Africa, et sa compagne M^{lle} Catherine Legagneur, vingt-cinq ans, comptable, qu'il a notamment inculpés d'infraction à la législation sur les armes et les munitions.

Pluies torrentielles à Lisbonne : six morts.

Six personnes ont été tuées et des dégâts considérables ont été signalés dans la capitale portugaise en raison des pluies torrentielles de ces derniers jours, précise-t-on à Lisbonne de source officielle ce lundi 21 novembre. L'une des zones les plus touchées est celle de Cascais, à l'ouest de Lisbonne, sur les bords du Tage. (A.F.P., Reuter, U.P.I.)

L'école privée à l'étranger

Italie : En attendant une loi Debré

Rome. — L'exemple français inspire la campagne qui se développe en Italie en faveur d'un financement de l'économie privée par des fonds publics. Seule l'école publique est gratuite et nombreux sont les parents qui estiment n'avoir pas vraiment le choix entre les deux genres d'enseignement.

Le fait que l'enseignement privé italien soit essentiellement catholique complique le problème, car les adversaires d'un financement du secteur privé par les budgets publics font valoir que le principe du pluralisme scolaire n'y trouverait pas son compte. A ce jour, seule les écoles maternelles privées peuvent prétendre à quelques subventions.

La démocratie chrétienne, pour sa part, prépare une proposition de loi qui elle présentera prochainement au Parlement instituant un financement public de l'enseignement privé. En 1980, elle avait déjà un projet créant des « bons d'école ». Selon cet ancien texte, les parents dont les enfants fréquentent une école privée auraient bénéficié d'une allocation représentant 80 % du coût moyen d'un élève pour le budget de l'Etat.

La polémique est relancée aujourd'hui par la conférence épiscopale italienne qui a rendu public un document, ayant pour thème « l'école catholique aujourd'hui en Italie ». Les évêques y soulignent ce qu'ils nomment la « marginalisation économique » de l'enseignement catholique, ils demandent un financement, destiné non aux institutions mais aux personnes qui, selon la constitution,

De notre correspondant

ont le droit de choisir sur une base égale entre l'enseignement privé et l'enseignement public. Les défenseurs du principe d'égalité font valoir que l'article 33 de la Constitution prévoit, certes, que « les organismes privés peuvent créer des écoles sans charges pour l'Etat », mais aussi (articles 29 et 30) que les parents « ont le droit et le devoir de donner une instruction à leurs enfants ». Afin de donner toute sa signification à cette disposition (également contenue dans la déclaration universelle des droits de l'Homme des Nations unies), il faut, soulignent-ils, que les écoles privées chrétiennes, qui jouissent d'une égalité totale entre école privée et école publique.

Une situation anormale

Sont, en revanche, hostiles à toute modification du statut de l'enseignement privé, les partis laïques et notamment les socialistes et les communistes. Pour ces derniers, le document de la conférence épiscopale italienne n'apporte pas d'éléments nouveaux à un débat ancien. Ils estiment que tout financement direct ou indirect reviendrait à instituer une sorte de « service public privé » et aggraverait la situation des écoles privées catholiques et les communistes. Pour ces derniers, le document de la conférence épiscopale italienne n'apporte pas d'éléments nouveaux à un débat ancien. Ils estiment que tout financement direct ou indirect reviendrait à instituer une sorte de « service public privé » et aggraverait la situation des écoles privées catholiques et les communistes.

Les syndicats autonomes de l'enseignement proposent, pour leur part, une voie médiane permettant aux parents dont les enfants vont à l'école privée de dé-

duire les frais de scolarité de leur déclaration de revenu.

Le problème du financement direct ou indirect de l'école privée en Italie est d'autant plus actuel que l'on enregistre un développement de celle-ci, jusqu'au début des années 1970, toutes les écoles maternelles étaient privées. En 1982, plus de 60 % de celles-ci sont toujours dans ce cas. Pour l'école primaire, qui reçoit 4,3 millions d'élèves, on ne compte, en revanche, que 7,7 % d'établissements privés. L'accroissement des effectifs de ceux-ci est dû à deux facteurs : une réaction à la contestation qui s'est développée dans les écoles publiques dans les années 1970 et, aujourd'hui, la peur des parents à l'égard de la drogue.

Le phénomène est lié au revenu des parents : c'est ainsi que les écoles privées du secondaire sont particulièrement recherchées dans les grandes villes (Gênes, Milan, Rome, ou Turin...), où leurs effectifs représentent plus de 20 % de la population scolaire. La fréquentation des établissements privés est beaucoup plus faible dans le sud, plus dépeuplé.

Certains hommes politiques, comme l'ancien ministre de l'éducation, M. Valitutti (libéral), reconnaissent qu'il existe une situation anormale dans l'enseignement qui conduit à désavantager l'école privée. Mais, pour l'instant, il ne semble pas se dessiner au Parlement une majorité qui permette de faire évoluer la situation.

PHILIPPE PONS.

Les prix Philips pour les jeunes

Le prix scientifique Philips pour les jeunes a été décerné, la semaine dernière, à Paris, à un jeune toulousain de vingt et un ans, Arnaud Maurières, pour ses travaux sur la reproduction naturelle et artificielle de certaines variétés d'orchidées. Pour cette étude, il a reçu un chèque de 10 000 francs, comme six jeunes — Christophe Corizzi, Vincent Raurie, Gilles Millet, Thierry Gemin, Philippe Godin et Frédéric Martin, de la Celle-Saint-Cloud — pour la réalisation d'une navette spatiale expérimentale dont le pilotage est commandé par ordinateur.

Au cours de la remise de prix, sous la présidence de M. Louis Leprince Ringnet, une trentaine d'autres scientifiques en herbe ont été remarqués par le jury du prix Philips. Il s'agit de : Laurent Collet, qui a

reçu 8 000 francs pour la mise au point d'un microdosimètre et d'une table trapante gérée par ordinateur ; Pascal Siskiad, qui a reçu 6 000 francs pour l'étude hydrodynamique des eaux souterraines du Valais ; Philippe Arnaud, Philippe Lasnier et Philippe Grandcolas, qui ont reçu chacun 5 000 francs, l'un pour la mise au point d'un langage informatique, le deuxième pour celui d'un langage informatique d'assemblage, et le troisième, enfin, pour ses essais de mensuration de certains insectes (orthoptères) : quinze jeunes de la quatrième du lycée Paul-Eluard de Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime), qui ont reçu 4 000 francs pour leur étude écologique d'un site proche de leur com-

mune, ainsi que Laurence Comte pour ses travaux d'utilisation des euphorbes ; Janick Szemay pour ses recherches sur des lentilles à focales variables et Fabien Legier pour son étude de robotique sur un bras articulé ; François Prugniel, Philippe Elie et Orkan Truki, qui se partagent 3 000 francs pour leur observation du Soleil, tout comme Jean-Louis Deraud et Jean-François Leroz pour leur recherche sur l'effet Sabatier, et Bruno Lemaître pour son étude sur le comportement social primitif d'un oiseau ; enfin, Jean-Claude Hulot qui, comme Eric Nissoulet et Pascal Thibaudou, a reçu 1 500 francs pour ses travaux sur la naissance, la vie et la mort des taches solaires, et ses deux camarades pour les leurs sur le blanc d'œuf et le lait.



ICN
Le Plaisir de réussir.

Réussir, c'est réussir sa vie.
Pas seulement une Ecole.
A l'ICN, on en a pleinement conscience.
Car l'ICN, c'est le plaisir d'apprendre, grâce à un enseignement compétent et participatif.
C'est le plaisir de s'exprimer et de se réaliser. Dans des activités variées, valorisantes et motivantes.
C'est le plaisir de se détendre. De se cultiver. A Nancy.

Dans une ville universitaire éclatante d'esprit, de charme et de vitalité.
Dans une région merveilleusement naturelle.
L'ICN, le plaisir de réussir.

ICN INSTITUT COMMERCIAL DE NANCY
4, rue de la ravinière 54000 Nancy tél. (8) 335.22.52

Immigrés et forces de l'ordre

LES POLICIERS A L'ÉCOLE

Il faut mieux connaître les forces de l'ordre et leur mode d'intervention n'émane pas d'un cours de culture aux travaux pratiques. Mais de la direction de la police nationale, les centres et écoles de formation initiale et continue des policiers de la paix, de la sécurité, est, en soi, une formation de police.

Une formation particulière — celle de la police nationale — est destinée à former des policiers de la paix, de la sécurité, de la formation initiale et continue des policiers.

Il faut mieux connaître les forces de l'ordre et leur mode d'intervention n'émane pas d'un cours de culture aux travaux pratiques. Mais de la direction de la police nationale, les centres et écoles de formation initiale et continue des policiers de la paix, de la sécurité, de la formation initiale et continue des policiers.

Il faut mieux connaître les forces de l'ordre et leur mode d'intervention n'émane pas d'un cours de culture aux travaux pratiques. Mais de la direction de la police nationale, les centres et écoles de formation initiale et continue des policiers de la paix, de la sécurité, de la formation initiale et continue des policiers.

UN VOYAGEUR CLANDESTIN TUE PAR UN DOUANIER

Un douanier âgé de cinquante-sept ans, M. Jean Aubert, a été tué le 19 novembre vers 13 heures, par un jeune passeur clandestin qui tentait de quitter un bateau amarré au poste 88 du port de la Joliette, à Marseille. Le navire, en provenance de Bougie (Algérie), avait accosté une heure auparavant. C'est au cours d'une ronde que deux douaniers ont aperçu le jeune homme tentant de se mêler aux passagers du navire. Au moment où les douaniers lui demandaient ses papiers d'identité, l'homme prit la fuite, poursuivi par M. Aubert, qui, pendant qu'il cherchait le terrain, dégrada son arme et fut tué sans sommation. A 30 mètres, la balle a atteint la tête du douanier. La mort a été presque immédiate, il n'a pas été possible d'identifier le passager.

M. Aubert a déclaré qu'il s'agissait d'un accident et qu'il ne pouvait pas comment, ayant voulu tirer une balle en l'air, il avait tiré le fuyard. Cette explication n'a pu convaincre M. Jean-François Roudé, juge d'instruction à Marseille, qui a inculpé le douanier par ailleurs conseiller municipal P.S. de la commune d'Allauch, près de Marseille, d'homicide volontaire et l'a placé sous mandat de dépôt.

TELEX P
REDACTIVE SERVICE TEL

مكتبة من الأصل

DIVERS

Mort de « Tarzan »

De notre envoyé spécial

La mort de Tarzan, le célèbre personnage de fiction, a été annoncée hier par la presse américaine. Le héros de la jungle, créé par Edgar Rice Burroughs, est décédé à l'âge de 74 ans. Tarzan était un personnage complexe, un homme de jungle qui avait grandi dans la forêt et qui était devenu un héros mondial. Sa mort est une perte pour les fans du monde entier.

Tarzan a été créé en 1912 par Edgar Rice Burroughs. Le personnage a été popularisé par des romans et des films. Tarzan était un homme de jungle, un héros qui avait grandi dans la forêt et qui était devenu un héros mondial. Sa mort est une perte pour les fans du monde entier.

TOUT ANTISEMITISME !

Interrogent sur les mobiles de l'acte antisémite parisiens L'Orléans du Bois

Un acte antisémite a été commis à Paris le 19 novembre. Des personnes ont été interrogées sur les mobiles de l'acte. Les enquêteurs cherchent à comprendre les raisons derrière cette action. L'antisémitisme est un problème complexe qui nécessite une investigation approfondie.

Un acte antisémite a été commis à Paris le 19 novembre. Des personnes ont été interrogées sur les mobiles de l'acte. Les enquêteurs cherchent à comprendre les raisons derrière cette action. L'antisémitisme est un problème complexe qui nécessite une investigation approfondie.

affaire ecclésiastique
vitalité
servilement

MERCAL DE NANCY

Immigrés et forces de l'ordre

LES POLICIERS A L'ÉCOLE

S'attacher à mieux connaître les immigrés, leur culture et leur mode de vie. Cette directive émane pas d'une association d'aide aux travailleurs migrants, mais de la direction générale de la police nationale. Adressée récemment aux responsables des divers centres et écoles chargés de la formation initiale et permanente des gardiens de la paix, cette recommandation, est, en soi, une innovation.

Cette « attention particulière », selon M. Pierre Verbrugghe, directeur général de la police nationale, « doit être réservée au problème des migrants » est détaillée dans une circulaire de M. Jean-Marc Erbes, directeur de la formation des personnels de police.

Inévitables, les précautions de style s'y sont attachées. On ne peut pas s'occuper des migrants sans s'occuper de la police. Les policiers doivent être conscients de la diversité culturelle de la population qu'ils servent.

Afin d'y remédier, la formation des policiers s'attachera donc à « développer leur information et leur réflexion sur ces questions », car il est « capital qu'au moment de leur entrée dans l'administration, les jeunes fonctionnaires soient particulièrement avertis (...) du nécessaire refus de toute discrimination, qu'elle soit la nature ». C'est pourquoi, la question de l'immigration sera abordée « tout au long de leur formation ». Ainsi, lors de l'enseignement des techniques professionnelles, devra être soulignée « l'importance de la dimension rationnelle dans les rapports avec les populations étrangères. L'objectif est d'éviter que ne se créent des situations conflictuelles lors d'interventions ».

L'instrument privilégié de cette « connaissance des communautés immigrées, de leurs cultures respectives », sera « l'ouverture des écoles au monde extérieur ». Les équipes pédagogiques sont invitées à multiplier les conférences, visites, débats, projections, études de presse, etc., « avec le concours d'intervenants extérieurs » comme avec « la participation active des élus, des responsables sociaux et des représentants des communautés concernées ». En somme, la police nationale invite ses personnels à « une réflexion sur les difficultés d'insertion des populations immigrées dans la société française » et à une étude « des fondements et des mécanismes des comportements racistes en général ».

E. P.

UN VOYAGEUR CLANDESTIN TUE PAR UN DOUANIER

(De notre correspondant.)

Marseille. — Un douanier âgé de trente-sept ans, M. Jean Aubert, a été tué, le 19 novembre vers 13 heures, un jeune passager clandestin qui tentait de quitter un paquebot amarré au poste 88 du port de la Joliette, à Marseille. Le navire, en provenance de Bougie (Algérie), avait accosté une heure auparavant. C'est au cours d'une manœuvre que deux douaniers ont aperçu le jeune homme tentant de se mêler aux matelots quittant le navire. Au moment où les douaniers lui demandaient ses papiers d'identité, l'homme prit la fuite, poursuivi par M. Aubert, qui, perdant régulièrement du terrain, dégaina son arme et fit feu sans sommation. A 30 mètres, la balle a atteint le jeune homme à la colonne vertébrale. La mort a été presque immédiate. Il n'a pas été possible d'établir l'identité du passager.

M. Aubert a déclaré qu'il s'agissait d'un accident et qu'il n'expliquait pas comment, ayant voulu tirer une balle en l'air, il avait atteint le fuyard. Cette explication n'a pas convaincu M. Jean-François Roude, juge d'instruction à Marseille, qui a inculpé le douanier (par ailleurs conseiller municipal P.S. de la commune d'Allauch, près de Marseille) d'homicide volontaire et l'a placé sous mandat de dépôt. — J. C.

TÉLEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TELEX PARIS 345.21.62

MÉDECINE

DES MALADIES INFECTIEUSES ENCORE DANGEREUSES

Le gouvernement lance une campagne nationale d'incitation à la vaccination contre la rougeole et la rubéole

À l'occasion d'un séminaire organisé le 18 novembre par la Ligne française pour la prévention des maladies infectieuses, le professeur Jacques Roux, directeur général de la santé, a rendu public un programme national d'incitation à la vaccination contre la rougeole et la rubéole. Objectif : obtenir que tous les jeunes enfants, garçons et filles, soient vaccinés contre ces deux maladies virales entre douze et quinze mois. Un vaccin unique sera commercialisé par l'Institut Mérieux.

La rougeole s'est pas — à ce point — un fléau dans les pays industrialisés, à la différence de nombreux pays du tiers-monde où elle demeure l'une des principales causes de mortalité infantile. Pourtant, les épidémies rougeoleuses continuent en France à faire des victimes. Les dangers de cette maladie virale sont dus à l'apparition de complications infectieuses qui peuvent survenir soit pendant la période éruptive (complications respiratoires, otites, etc.), soit à distance. Il s'agit alors de l'apparition d'une grave affection neurologique (la panencéphalite suraiguë sclérosante) qui apparaît en moyenne sept ans après l'épisode infectieux et dont l'évolution est toujours mortelle.

À l'échelon national, la rougeole est considérée comme responsable d'une cinquantaine de décès annuels et de cinq mille hospitalisations, d'une dizaine de jours en moyenne. On recense aussi chaque année entre dix et vingt nouveaux cas de panencéphalite.

Pour cette entre-maladie virale qui est la rubéole, les risques sont différents, le danger ne résidant que dans l'infection de la femme enceinte. L'atteinte virale du fœtus est à l'origine soit d'avortements spontanés, soit de malformations d'enfants, malformations (malformations oculaires, cardiaques, auditives ou nerveuses). Depuis quelques années, la suspicion de rubéole chez la femme enceinte est un motif fréquent de demande d'avortement. On estime néanmoins entre cinquante et deux cents le nombre annuel de cas de rubéole congénitale.

Au total, la note économique de ces deux affections est estimée aux environs de 300 millions de francs chaque année. Le coût de la vaccination est de 48,70 francs.

DÉFENSE

L'armée de l'air dispose d'un nouvel avion de reconnaissance tactique

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — « L'œil du ciel » : c'est ainsi qu'a été surnommé le Mirage-F1-CR, le nouvel avion de reconnaissance tactique, qui vient de commencer à équiper la 33^e escadre de reconnaissance de la force aérienne tactique (FATAC), basée à Strasbourg-Entzheim, et qui doit, progressivement, remplacer les Mirage-III-RD en service depuis une vingtaine d'années.

Le général Michel Forget, commandant la FATAC, a précisé, à la fin de la semaine dernière, que l'armée de l'air avait prévu de commander quatre exemplaires du Mirage-F1-CR. Entre 1984 et 1988, deux escadrons — soit quinze appareils — de la 33^e escadre en seront dotés, un troisième escadron restant momentanément équipé du Mirage-III-RD (avec un calculateur et un radar Doppler qui lui donnent une capacité tous temps à basse altitude).

Dérivé à quelques détails près de l'intercepteur Mirage-F1 en service depuis une dizaine d'années dans les escadrons de chasse, le Mirage-F1-CR emporte, cependant, un système de navigation et d'armement dont la technologie rappelle, plutôt, celle du Mirage-2000 : soit, un calculateur central, un nouveau radar conçu pour la basse altitude et une centrale à inertie qui permettront au Mirage-F1-CR de réaliser, de jour comme de nuit, toutes les tâches

requises. Le Mirage-F1-CR est un avion de reconnaissance tactique, qui vient de commencer à équiper la 33^e escadre de reconnaissance de la force aérienne tactique (FATAC), basée à Strasbourg-Entzheim, et qui doit, progressivement, remplacer les Mirage-III-RD en service depuis une vingtaine d'années.

Le Mirage-F1-CR est un avion de reconnaissance tactique, qui vient de commencer à équiper la 33^e escadre de reconnaissance de la force aérienne tactique (FATAC), basée à Strasbourg-Entzheim, et qui doit, progressivement, remplacer les Mirage-III-RD en service depuis une vingtaine d'années.

Convaincre ou contraindre ?

L'incitation à la vaccination peut-elle être efficace en France ? Introduits sur le marché il y a plus de douze ans, les vaccins contre la rougeole et la rubéole, n'ont guère été utilisés : entre dix et vingt enfants sur cent sont vaccinés contre la rougeole, et moins d'une école-candidate sur cinq contre la rubéole.

On observe une situation tout à fait anormale pour la vaccination antirubéolique : elle est rarement mise en œuvre, mais on a, en revanche, très fréquemment recours aux examens sérologiques qui permettent de savoir si une femme enceinte est protégée contre le virus. En cas de suspicion d'infection rubéolique, l'avortement est fréquemment pratiqué. « Finalement, note-t-on à la Ligue française pour la prévention des maladies infectieuses, on se comporte comme si la vaccination était inutile, alors qu'elle est la seule mesure préventive principale de l'interruption de grossesse décidée à plus ou moins bon escient, à la moindre inquiétude clinique ou sérologique ».

Mettre fin à ce paradoxe, c'est avant tout convaincre le corps médical et les parents que les vaccinations sont utiles, efficaces et sans danger. Il est peu probable qu'on atteigne rapidement la couverture vaccinale recherchée (90 %). La commercialisation par l'Institut Mérieux d'un vaccin unique est un élément nouveau et positif.

La campagne nationale d'incitation que lance aujourd'hui le secrétariat d'État à la santé vise à obtenir une vaccination associée rougeole-rubéole systématique de tous les jeunes enfants entre douze et quinze mois ainsi qu'une vaccination contre la rubéole des fillettes (entre onze et treize ans), des jeunes filles et des

jeunes femmes qui ne sont pas encore protégées naturellement. Elle s'appuiera avant tout sur une information destinée au corps médical, en particulier aux médecins généralistes, aux pédiatres, aux médecins scolaires et à ceux de la protection maternelle et infantile. En outre, chaque praticien recevra une lettre émanant de la direction générale de la santé expliquant les buts et les moyens de cette campagne. Celle-ci sera appuyée par une action du comité français d'éducation pour la santé. Un arrêté ministériel publié au Journal officiel du 18 novembre inscrit sur la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables par les caisses de Sécurité sociale le vaccin anti-rougeoleux et anti-rubéoleux commercialisé par l'Institut Mérieux. Parallèlement, une évaluation de l'efficacité de cette campagne sera entreprise. Ses résultats devront être connus dans un an.

JEAN-YVES NAU.

ÉCHECS

A Londres

DÉBUT DES DEMI-FINALES DU TOURNOI DES PRÉTENDANTS

Les demi-finales tant attendues du Tournoi des prétendants au championnat du monde d'échecs commencent à Londres. Elles opposent Gary Kasparov (U.R.S.S.), vingt ans, à Viktor Kortchnoi (Suisse), cinquante-deux ans, d'une part et Vassily Smyslov (U.R.S.S.), soixante-deux ans, à Zoltan Ribli (Hongrie), trente-deux ans, d'autre part.

Les paris se dérouleront dans les salons de l'Hotel de Ville, 100, rue de la Harpe, le prix des places allant de 45 à 90 F. Chaque demi-finale se dispute en 12 parties jouées un jour sur deux, à partir de 16 heures. Les parties ajournées sont terminées le lendemain matin. Une victoire vaut un point et une partie nulle un demi-point. Le vainqueur est le premier joueur à totaliser six points et demi.

La première demi-finale, la « grande » entre Kasparov et Kortchnoi, est datée de 370 000 francs, dont 230 000 au vainqueur. La seconde, de 185 000 francs, dont 111 000 au gagnant.

Dès dimanche, Kortchnoi a essayé de mettre un peu d'ambiance en déclarant que son match était « politique », parce qu'il « représentait le monde occidental » à qui Kasparov a répondu qu'il ne faisait que « jouer aux échecs ». Les amateurs n'attendent que cela.

La première demi-finale, la « grande » entre Kasparov et Kortchnoi, est datée de 370 000 francs, dont 230 000 au vainqueur. La seconde, de 185 000 francs, dont 111 000 au gagnant.

Dès dimanche, Kortchnoi a essayé de mettre un peu d'ambiance en déclarant que son match était « politique », parce qu'il « représentait le monde occidental » à qui Kasparov a répondu qu'il ne faisait que « jouer aux échecs ». Les amateurs n'attendent que cela.

La première demi-finale, la « grande » entre Kasparov et Kortchnoi, est datée de 370 000 francs, dont 230 000 au vainqueur. La seconde, de 185 000 francs, dont 111 000 au gagnant.

Dès dimanche, Kortchnoi a essayé de mettre un peu d'ambiance en déclarant que son match était « politique », parce qu'il « représentait le monde occidental » à qui Kasparov a répondu qu'il ne faisait que « jouer aux échecs ». Les amateurs n'attendent que cela.

La première demi-finale, la « grande » entre Kasparov et Kortchnoi, est datée de 370 000 francs, dont 230 000 au vainqueur. La seconde, de 185 000 francs, dont 111 000 au gagnant.

Dès dimanche, Kortchnoi a essayé de mettre un peu d'ambiance en déclarant que son match était « politique », parce qu'il « représentait le monde occidental » à qui Kasparov a répondu qu'il ne faisait que « jouer aux échecs ». Les amateurs n'attendent que cela.

La première demi-finale, la « grande » entre Kasparov et Kortchnoi, est datée de 370 000 francs, dont 230 000 au vainqueur. La seconde, de 185 000 francs, dont 111 000 au gagnant.

Dès dimanche, Kortchnoi a essayé de mettre un peu d'ambiance en déclarant que son match était « politique », parce qu'il « représentait le monde occidental » à qui Kasparov a répondu qu'il ne faisait que « jouer aux échecs ». Les amateurs n'attendent que cela.

Une chance unique pour votre enfant : une année scolaire aux Etats-Unis

Votre enfant, garçon ou fille, est âgé de 15 à 17 ans. Vous souhaitez lui donner toutes les chances de réussite scolaire et professionnelle, lui faire connaître un autre monde, une autre culture.

Offrez-lui de vivre une expérience exceptionnelle : une année scolaire complète (août 84 à juin 85) dans un collège américain, au sein d'une famille américaine.

Outre l'acquisition et la maîtrise de la langue américaine, ce séjour sera un facteur d'épanouissement et de maturité.

Renvoyez dès aujourd'hui le coupon ci-dessous dûment rempli à EF, 9 rue Duphot 75001 Paris ou téléphonez-nous au (1) 261 50 22. Vous recevrez immédiatement notre brochure d'information.

Vous y trouverez une description détaillée de la vie des étudiants dans leur nouvelle famille, de l'enseignement dans une High School, des loisirs, des voyages, de la

préparation que nous assurons avant le départ, et de bien d'autres aspects de ce programme.

Fondation américaine à but non lucratif, Educational Foundation for Foreign Study est placée sous l'étroite surveillance de l'Etat américain. Elle est reconnue officiellement par le United States Information Agency (U.S.I.A.) à Washington D.C. en qualité d'organisation de programmes d'échange, conformément au « Fulbright Hays Act ». Ce contrôle officiel est une garantie de sérieux et de sécurité pour votre enfant et vous-même.



Vous brochure « Une année scolaire aux Etats-Unis »
Vous brochure « Séjours linguistiques Pléiades et Ede »
en Grande-Bretagne, en Allemagne, aux Etats-Unis

NOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL : VILLE :

Educational Foundation for Foreign Study
ef La Fondation est représentée en France par :
EF Ecole Européenne de Vacances
9 rue Duphot 75001 PARIS
Tél. (1) 261 50 22

“Pourquoi le film est-il si fort ?”

Parce que c'est justement un

récit. Pas de temps pour les grands mots ; ça va trop vite, ça glisse dangereusement, on change de camp avant d'avoir changé d'avis.

“Boat People”, c'est un peu la fureur du récit fullérien, plus l'espace sonore du cinéma de kung-fu, plus la calligraphie “à froid” de Rossellini. Ce n'est pas rien.”

SERGE DANEY

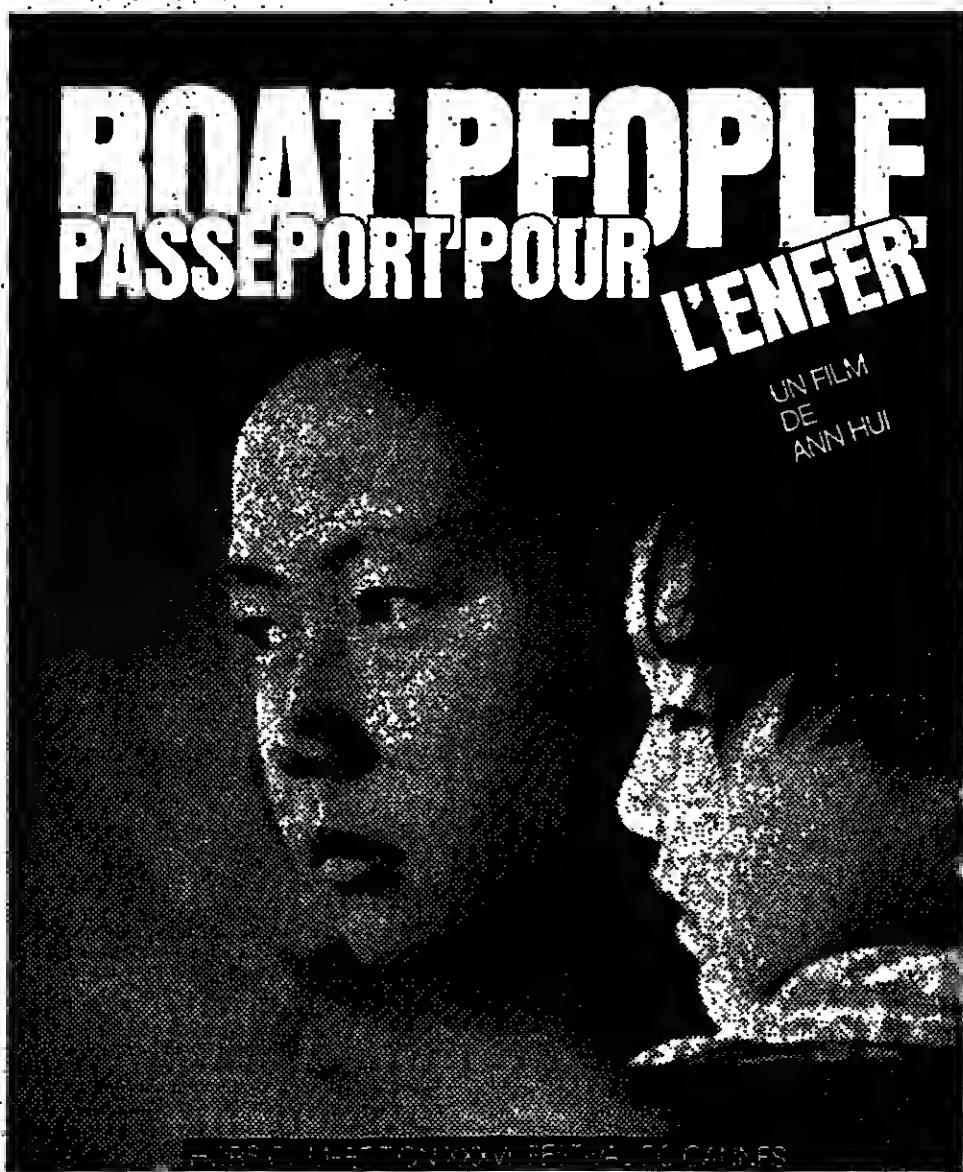


“Avec son regard de femme sensible et lucide, son style dru, sans concession ni complaisance, son intelligence et son talent, Ann Hui a réalisé un film qui aurait pu avoir à Cannes le même retentissement que Yol l'année dernière...”

Bien qu'inspirés par des situations politiques très différentes, l'un et l'autre participent au même combat contre le totalitarisme. L'un et l'autre nous disent qu'est haïssable tout régime qui perpétue ce “Temps du mépris” annoncé par Malraux.”

JEAN DE BARONCELLI

Le Monde



MERCREDI 23 NOVEMBRE

VO : UGC BIARRITZ • UGC ODEON • LES PARNASSIENS • CINE-BEAUBOURG LES HALLES

VF : UGC NORMANDIE • REX • UGC BOULEVARDS • PATHE MONT-PARNASSE • LES IMAGES • UGC GARE DE LYON • UGC CONVENTION

Pub. G. Cravenne

les, y
e que
néde-
culté
tobre
même
natu-
raires
après
sorte,
ption
reçu
i en-
fient
puis
et à
ment
des
vies,
e et
uler
sant
le »,
azé
sans
sou-
nec,
fra-
ga-
les
osc
ssi-
los,
m-
sect
es,
inc
me
ste
las
en-
no-
ses
me

—
us
ix
m-
v-
s-
t-
li
st
tr-
m
u
t

SPECTACLES COMMUNICATION

Entendu

Des sons bourrés d'images

Ah non ! Faudrait-il donc le répéter ? La radio ne sera jamais le parent pauvre du système audiovisuel. Que l'on s'obstine à multiplier les écrans et à diversifier les réservoirs d'images, qu'on banalise le cinéma en le noyant dans la télévision et que des apprentis sorciers se gisent de mots en « écho » en annonçant - pas moins - quelques résolutions : la « petite boîte » à sons n'en trouvera guère ombre. Sa force doit être dans la technique, tout à l'imagination. Pas de représentation fixe, d'image définitive dans laquelle enfermer l'auditeur. Au contraire, un décor visible, des acteurs sans visage... En jouant de la parole, des bruits, des sons et puis de la musique, la radio se contente d'ébaucher quelques pistes, et laisse à l'auditeur un champ prodigieusement libre pour compléter à sa guise l'incarnation issue du rêve et de l'imagination. Bref le carcan de l'image imposée, libérée de la sensibilité et de l'imagination. L'auditeur devient coauteur.

Pourquoi, disent certains, cet enthousiasme soudain et ce court plaidoyer pour un média ancien ? Parce qu'il est des détonateurs qui, à l'occasion, viennent réveiller en vous quelques certitudes. Et l'émission de Michelle Cohen, Portrait de famille, diffusée dimanche soir sur France-Culture, était sans doute l'un des plus beaux exemples de

reportage sonore aux confins d'une dramaturgie du réel.

Pas ou peu d'artifices, une mise en ondes très simple et un montage discret ; des transitions naturelles, souples, une musique légère sentant la Tunisie ; des rires et de nombreuses voix, parfois mêlées, chevachées, simulées puis isolées... Quelques faux rires, quelques comiques. Et puis des bruits de fond : la cuisine, le marché, les enfants. Les femmes d'une famille juive de Tunisie racontant à l'une d'entre elles, plus jeune, l'histoire du clan Cohen, venu de Malte et (ou) de Corfou et installé depuis longtemps à Sfax, où ne subsiste désormais qu'un couple courageux, dernier ancrage du clan.

« La radio avait sur la télévision l'immense privilège de s'adresser aux yeux de l'âme et non à ceux du corps », écrit Michel Tournier, dans une nouvelle du Coq de bruyère : un homme de télévision n'a que le visage qu'il a. L'homme de radio avait le visage que lui prêtaient ses auditeurs et auditrices sur la seule foi de ses intonations... Par la fenêtre ouverte dimanche soir sur la famille Cohen de la tribu Lévy, France-Culture nous a offert l'occasion de rêver. De rêver en images. Combien de différents visages « maman les » et ses huit filles n'ont-elles pas eues ce soir-là ?

ANNICK COJEAN.

M. Bourges souhaite une « information sans frontières et sans ceillères » sur TF 1

Le président de la première chaîne, M. Hervé Bourges a réuni jeudi soir 17 novembre l'ensemble de la rédaction de TF 1 pour lui faire part de son « projet rédactionnel ».

« Être à la source de l'information » et « sur le terrain aussi souvent que possible », mener « une réelle politique de prévision » et « élargir » la palette des sujets

traités, « provoquer l'événement », mais refuser « l'information spectacle », et surtout « porter sur les événements du monde entier un regard français ». Voilà, notamment ce qui, selon M. Bourges, devrait faire « la signature de TF 1 ». « Les limites de l'univers connu ne se limitent pas au camp occidental ni aux relations Est-Ouest », s'est-il déclaré, « corrélatif d'une bonne information, aujourd'hui, c'est la Corée et la Zambie » et sûr que « TF 1 peut être la première en France à s'engager dans l'information sans frontières et sans ceillères ».

Le projet de loi sur la presse

M. ROBERT HERSANT : « LE RÉGIME ACHÈVE DE SE DISCRÉDITER »

L'hebdomadaire Le Point - dont le directeur de la publication, M. Olivier Chevrillon, s'engage contre le projet gouvernemental sur la presse - publie dans son numéro daté 21-27 novembre une interview de M. Robert Hersant. Celui-ci déclare notamment : « Cette loi constitue une erreur fondamentale. Le régime achève de se discréditer en touchant à la liberté de la presse, même s'il laisse entendre que c'est pour la mieux défendre. En fait, il veut mettre en place un statut de la presse, pour l'encadrer étroitement, pour la mettre sous tutelle d'un organisme politique à créer. A partir du vote de cette loi, la presse française aura perdu une large part de sa liberté. Elle sera soumise, en dehors même du législateur, à une juridiction toute-puissante à caractère politique, qui aura le droit de juger et de sanctionner. Tout cela est sans précédent dans le droit français (...). »

« Les socialistes et les communistes sont - par idéologie - hostiles à la liberté de la presse telle qu'on peut la concevoir dans les États démocratiques. Qu'un citoyen puisse désirer informer les autres citoyens librement et sans restrictions ne correspond pas à leur vision du monde (...). Le citoyen français devra un jour devenir majeur. C'est-à-dire que le statut de la presse se résumera en quatre mots : « La presse est libre ». Et que cela s'appliquera aussi bien à la presse écrite qu'à la télévision et à la radio. En attendant ce jour faste, l'État n'est qu'un tuteur insupportable, dans un domaine où il n'a rien à faire. »

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 21 NOVEMBRE

Deux émissions spéciales : sur le thème « L'Allemagne de l'Est et l'Europe », sur France Inter, à 19 h 15. A 2, un cours du journal de 20 heures. Le magazine « Europe plus », sur Europe 1, à 19 h 30.

MARDI 22 NOVEMBRE

Deux émissions spéciales : à propos du vingtième anniversaire de la mort de J.-F. Kennedy. M. Axel Krause, journaliste à l'International Herald Tribune, président de l'Association de la presse anglo-américaine de Paris, est invité à l'émission « Plaidoyer », sur R.M.C., à 8 h 15. Le magazine « Europe plus », sur Europe 1, à 19 h 30.

Lundi 21 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

Changez de pot en 30 minutes
60 centes en France
POT. 32.32
MIDAS

20 h 35 Film : La Permès de conclure. Film français de J. Girault (1973), avec L. Vella, P. Roberts, S. Julien, J. Jouanneau, M. Birand (Rédif.). Un employé de banque vivant en banlieue est tué à Paris. Pour faciliter ses déplacements, il doit apprendre à conduire. Or, il déteste l'automobile. Malgré la fantaisie de Louis Vella, ce vaudeville, après un point de départ original, ne roule que dans les sentiers battus du comique selon Jean Girault.

22 h 10 Contre-enquête. Le magazine mensuel d'Anne Elong s'attaque à de toutes petites histoires, des faits divers sans importance ; cette fois-ci sur le mode comique. Un médiateur qui a exercé sans diplôme, un terrain vague transformé en parking, etc.

23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

Le Classique Français
LE GRAND ECHIQUIER
PIERRE AMOYAL
Concerto pour violon
de Mendelssohn
STU 70803 / MCE 70803

20 h 35 Le Grand Échiquier, de J. Chancel (en liaison avec France-Musique). Avec Plácido Domingo l'illustre ténor, et l'Orchestre national de France, dir. G. Navarro, Charles Ansermet, Michel Legrand, Robert Hoeslin, Régine, etc.

0 h 05 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Film (cette fois Alain Delon) : Jeff. Film français de J. Hertz (1968), avec A. Delon, M. Dore, G. Rouquier, M. Garrel, F. de Pasquale, A. Médina (Rédif.). Un chef de truands disparaît avec le produit d'un hold-up.

Ses hommes se croient trahis et partent à sa recherche. Un seul lui garde sa confiance : il veut le retrouver avant les autres. Une histoire trop marquée par les conventions de la « série noire » française. On décroche, malgré l'interprétation forte et séduisante d'Alain Delon.

BIJOUX BURMA

22 h 5 Journal.

22 h 30 Magazine : Thalassa.

FESTIVAL D'ART SACRÉ
DE LA VILLE DE PARIS
Eglise St-Germain l'Auxerrois
25 novembre à 20 h 30
MOZART - PERGOLESE
CHOEUR DE L'ORCHESTRE DE LYON
Direction Bernard TETU
RENSEIGNEMENTS : 277-18-83
LOCATION : 277-19-80

23 h 15 Prélude à la nuit. Suite n° 1 pour violoncelle, de J.-S. Bach, par F. Rab-bath.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 8 Les oubliés de la musique : Alfred Brancusi.
17 h 35 Magazine de la photo : Sapia.
18 h 5 Dessin animé : Ulysse 31 (et à 18 h 55).
18 h 30 Sports.
19 h Informations.
19 h 15 Info régionales.
19 h 35 Feuilleton : Rouletabille.

FRANCE-CULTURE

20 h 15 Le Corps du faste, de J. Reiz. Avec M. Simonnet et D. Bezauc.
21 h L'autre scène, ou les vivants et les morts : Madeleine à la veillée, par C. Motra.
22 h 30, Nuits magiques : Situation 2 (régression vers l'anarchie et le chaos dans l'histoire de tous les arts modernes).

FRANCE-MUSIQUE

19 h 5, Studio-Concert : musiques traditionnelles d'Iran.
20 h 15, Jazz.
21 h 35, Concert (en simultané avec le Grand Échiquier A2) : Plácido Domingo, ténor.
23 h 15, Fréquence de nuit.

Mardi 22 novembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

10 h 10 Télévision scolaire.
10 h 30 Vision plus.
12 h Les rendez-vous d'Annick.
12 h 30 Abou coucou.
13 h Journal.
13 h 45 Portes ouvertes.
Le magazine des handicaps.
14 h 5 L'énergie aujourd'hui et demain (TV éco-laire).
14 h 25 Série : Amicalement vôtre (Rédif.).
15 h 16 Contre-enquête (Rédif.).
15 h 16 Le forum du mardi.
17 h 30 Les parades des chefs.
18 h Feuilleton : Le procureur.
18 h 15 Le village dans les nuages.
18 h 40 Variétés.
18 h 55 7 h moins 5.
19 h Météorologie.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Jeu : Les petites drôles.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 35 Téléthèque : La séparation.
De Maurice Casseville, avec C. Vanel, P. Bonifas, J. Perez.
Un fonctionnaire retraité, après le décès de sa femme, essaie de vivre parmi ses proches dans une petite ville du Gers. Dramatique tournée en 1967.
22 h 10 Théâtre-théâtre : Le Président, de C. Charras et A. Gillès.
Un président de la République tente de semer une escorte de moutons pour rendre visite à un ami.
23 h 5 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOIPE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : L'académie des neufs.
13 h 35 Feuilleton : Les amours romantiques.
13 h 50 Aujourd'hui la vie.
15 h 55 Série : Ces merveilleuses pierres.
15 h 45 Réprie : La chasse aux trésors en Norvège (diff. le 20 nov.).
16 h 45 Entre vous, de L. Béril.
Halter, c'est vivre.
17 h 45 Hervé A.2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 45 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord.
20 h 40 Film : L'extravagant Mr. Deeds.
Film américain de F. Capra (1936), avec G. Cooper, J. Arthur, G. Bancroft, L. Stander, D. Dumbrie, (N. Rédifusion).
Un provincial du Vermont vient à New-York pour recueillir un gros héritage. Cette fortune, qu'un homme d'affaires véreux cherche à administrer, lui attire bien des désagréments. Le style humoristique et satirique de Capra va jusqu'à une fable sociale sur l'Amérique rose-boutonnée. Récemment adapté par Gery Cooper et Jean Arthur, ce film est devenu un classique qu'on retrouve toujours avec plaisir.
22 h 35 Mardi cinéma.
Avec Philippe Noiret et Roger Hanu.
23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 50 Dessin animé : L'inspecteur Gadget.
20 h Les Jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 35 Film : Les Douze Salopards.
Film américain de R. Aldrich (1967), avec L. Marvin,

E. Bourguin, R. Ryan, C. Bronson, J. Cassavetes, D. Sutherland, T. Savalas.
Peu avant le débarquement allié en Normandie, un major anglais recrute dans une prison des hommes condamnés à mort ou à de lourdes peines, et les entraîne en vue d'une mission suicide en France. Très controversé à cause de l'utilisation de la violence, ce film est des plus intéressants, des plus typiques d'Aldrich par le « punch » de sa mise en scène, la description des méthodes militaires et une distribution prestigieuse.

23 h 5 Journal.
23 h 15 Prélude à la nuit.
Les Jeux de l'amour et du hasard, de Sauguet, par P. Corre et E. Exerjean, piano.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Téléthèque : Bataille pour les lavandes.
d'A. Méfrie et J. Prat.
18 h 55 Dessin animé : Ulysse 31.
19 h Informations.
19 h 15 Info régionales.
19 h 35 Feuilleton : Rouletabille.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Mathématiques : l'enfant et le tiers-monde.
8 h Les Chemins de la connaissance : les Brigades internationales ; 8 h 32, Les Faussaires ; 8 h 50, l'Oiseau de bronze.
9 h 7, La matrice des astres : Les tambours de Zoété (au sud du Cameroun).
10 h 45, Les tests et la graphologie.
11 h 2, Musique : Livre parcours-récital (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).
12 h 5, Nour tous chœurs.
12 h 45, Panorama.
14 h, Son.
14 h 5, Un livre, des voix : « Le Dernier Été », de P.-J. Rémy.

14 h 47, Les après-midi de France-Culture à Montpellier : à 15 h 20, Magazine international : les entreprises exportatrices ; à 16 h 30, Micro-bebdo ; à 17 h, Raison d'être.
18 h 30, Feuilleton : le Centenaire.
19 h 25, Jazz à l'antenne.
19 h 30, Sciences : L'auto-organisation des processus socio-économiques.
20 h, Dialogues : Le travail et la science, avec M. Serre et A. Cotta.
21 h 15, Livre parcours-récital : Eugénie Alcocin, pianiste et compositrice.
22 h 30 Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin : Œuvres de Maurice Ravel, Fauré.
7 h 10, Concert : Œuvres de Mendelssohn, R. Strauss, par l'Orchestre national de France.
7 h 45, Le Journal de musique.
8 h 12, Magazine.
9 h 2, D'une oreille l'autre : Œuvres de Monteverdi, Haydn, Schubert, Wagner, Fauré-Messager, Zemlinsky...
12 h, Archives lyriques : Jarmila Novotna, soprano.
12 h 35 Jazz.
13 h, Les nouvelles musiques en dialogue.
14 h 4, Chansons de son stéréo.
14 h 30, Les enfants d'Orphée.
15 h, Musiciens à l'œuvre : Miles Davis. Œuvres de Davis, Rodgers-Hart, Monk, Gershwin, Prévert-Koza...
17 h 5, Répertoire contemporain : Jannis Xenakis.
18 h, L'Ingréda.
19 h 5, Studio-Concert : Œuvres de Prokofiev, Tineé, Rose, Taine, Mestral, par le Quatuor Arcadie.
20 h, Jazz.
20 h 30, Concert : Symphonie n° 3 - marche funèbre, de Beethoven, « Harold en Italie » de Berlioz, Symphonie n° 1 de Brahms, par l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. P. Monteux, sol. K. Boon, alto.
22 h 30, Fréquence de nuit : Feuilleton « Mémoires » : Œuvres de Schubert, Duparc, Debussy ; vers 23 h 10, Jazz club (en direct du « Petit Journal »).

1984 PARIS pas cher
Edition 84
1950 adresses sélectionnées pour leurs prix et leur qualité
Par Françoise Hisinger et Bernard Delteil
Le guide du bien vivre à Paris... pas cher!
78 F

هكذا من الأصل

COMMUNICATION

36 13

LE NUMÉRO DEUX DU GROUPE HERSANT S'EXPLIQUE

M. Audinot : les groupes de presse protègent le pluralisme

Le groupe de presse de M. Robert Hersant est le premier visé par le projet de loi gouvernemental. M. Hersant et dix-sept autres personnes sont du reste inculpés au titre de l'ordonnance du 26 août 1944, qui prétendait empêcher les concentrations de journaux. M. André Audinot, « numéro deux » du

groupe, directeur général de la Socpresse, P.-D.G. du Figaro, député (non inscrit) de la Somme et président du Syndicat de la presse parisienne (quotidienne), contre-attaque. Pour lui, les conditions économiques de la presse rendent nécessaire le maintien de groupes de presse robustes.

« Le gouvernement refuse, à propos de son projet, le mot de « statut ».

« Personne de sérieux ne peut expliquer qu'il ne s'agit pas d'un statut : il y a des obligations, des sanctions économiques et pénales, la création d'une commission ; on limite la faculté d'éditer librement... Aucun juriste ne s'y trompe. Et je m'étonne de la dissonance entre le projet de loi et la déclaration solennelle de François Mitterrand, le 21 décembre 1981, devant les présidents des syndicats de presse. « Il n'y aura pas de statut, avait-il répondu à ma question, car ce serait incompatible avec la liberté de la presse à laquelle je suis comme vous tous attaché. » A-t-on forcé la main de M. Mitterrand ? Le premier ministre, poussé par les extrémistes du parti socialiste, joue-t-il un jeu personnel ?

« La thèse du gouvernement est que la concentration des titres dans des groupes est une menace pour le pluralisme de l'information...

« Au contraire, là où il y a des groupes de presse, il y a pluralisme. Si la presse n'est pas une marchandise comme les autres, les entreprises de presse, elles, sont soumises aux lois économiques. A Lyon, il y a pluralisme parce que le Journal Rhône-Alpes et Lyon-Matin ont bénéficié du groupe du Dauphiné libéré (1). Dans le Nord, face à la Voix du Nord, Nord-Matin, et Nord-Eclair ont pu se restructurer industriellement par l'apport des capitaux du groupe Hersant ; sinon Nord-Matin aurait disparu. Dans le Midi, la presse n'aurait pas survécu. Le projet de loi, personne n'oblige personne à acheter un journal. Avec ce projet, la France va revenir au siècle en arrière, avec des carcans. Je suis opposé à toutes les mesures qui visent arbitrairement à imposer un cadre réduisant l'espace des libertés.

« Votre groupe de presse est particulièrement visé par le projet, mais ne serait pas touché en province...

« On s'est aperçu que si on avait voulu toucher à notre groupe en province, on en touchait d'autres, dont les propriétaires sont dans les aléas du pouvoir quand ce n'est pas au pouvoir...

« Si l'on s'attaque à vous, n'est-ce pas parce que vous en avez trop fait, comme dans le cas du rachat de l'Aurore, qui a conduit à la quasi-disparition de ce titre ?

« Quand nous sommes intervenus auprès des vendeurs de l'Aurore, nous nous sommes aperçus que ce journal n'avait pas réellement le nombre de lecteurs que l'on annonçait publiquement, et presque plus de publicité commerciale et de petites annonces : il était économiquement condamné, et maintenant artificiellement en survie. La solution trouvée (2) n'est sans doute pas glorieuse, mais elle a permis le maintien du titre et des emplois attachés à la fabrication. Pour le maintien d'une équipe rédactionnelle, il était déjà trop tard...

« Je vous briserai »

« Votre refus de vendre France-soir à des « hommes de gauche » ne vous a-t-il pas valu la vindicte du gouvernement ?

« Un jour, nous avons reçu la visite de M. André Rousselet (3), qui nous a « appris » que nous devions vendre France-soir... C'était en 1981. Nous avons discuté pendant un certain temps et un projet d'accord avait été amorcé. Il devait être concrétisé avec M. Max Théret. Mais M. Rousselet a fait savoir qu'il voulait, en plus du quotidien, France-soir Magazine et la région des petites annonces. C'était hors de question, et nous avons rompu en juillet 1982. M. Rousselet a dit alors à M. Hersant : « Je vous briserai ». C'est après cet épisode que les représentants du fisc sont intervenus à France-soir puis dans les autres titres du groupe.

« On a parlé de 200 millions de francs de redressements fiscaux.

« Les contrôleurs fiscaux sont actuellement dans la région Rhône-Alpes et les redressements continuent de nous parvenir. Ils portent sur des problèmes d'interprétation, des estimations de valeurs, des transferts de sommes de sociétés mères à filiales... Rien de frauduleux ne peut nous être reproché et nous contestons devant les commissions départementales. Mais compte tenu de la nature de ces redressements, ils pourraient même dépasser la somme que vous indiquez.

« Cette enquête des « polytechniques » n'est-elle pas le résultat d'un manque de transparence, que voudrait rétablir le projet gouvernemental ?

« La transparence existe. Les organes sociaux des entreprises sont informés. Les actions des sociétés sont nominatives et on peut les connaître. Par ailleurs, le Service juridique et technique de l'information envoie chaque année un questionnaire très poussé, auquel on doit répondre. Est-il opportun d'aller plus loin, que les concurrents soient au courant de tous les chiffres ? Il n'y a aucune industrie où cela se pratique. Là encore, comme pour l'argent », la « transparence » est un slogan.

« Mais d'où vient, précisément, l'argent de votre groupe, qui permet de se porter acqureur de tant de journaux ?

« La vingtaine de contrôleurs ont pu constater que l'argent venait de deux sources : l'autofinancement et les banques, dont la quasi-totalité sont aujourd'hui des banques nationalisées.

Qu'on commence par l'audiovisuel

« N'est-ce pas pour vous une menace ? On pourrait faire pression sur vous...

« Les crédits accordés sont fixés depuis 1981, nous n'avons pas eu de nouveaux prêts depuis deux ans. Avec l'inflation, il a fallu une exploitation plus dynamique et plus serrée pour générer la trésorerie nécessaire. Le Figaro Magazine est l'exemple d'un titre qui nous a permis de dégager les investissements de Madame Figaro. Mais les pressions se font aussi par le biais de la publicité, notamment celle des sociétés nationalisées. Pour le premier semestre, la S.N.C.F. fournissait au Figaro Magazine, en 1982, 5,6 millions de francs, soit 13 % du marché des magazines de référence (4), en 1983 : 3,4 millions de francs, soit 0,7 % ; dans la même période la publicité de la S.N.C.F. dans Le Figaro quotidien est passée de 5 millions de francs à 1,5 million. La SEITA a totalement supprimé ses

Propos recueillis par YVES AGNÈS.

(1) N.D.L.R. : en concurrence avec le groupe Le Progrès.

(2) Le coupage avec le Figaro, puis l'augmentation rédactionnelle des deux titres. L'Aurore vend aujourd'hui 35 000 exemplaires, mais son contenu est le Figaro.

(3) Le P.D.G. du groupe Havas était alors directeur de cabinet du président de la République.

(4) Le Figaro Magazine, l'Express, le Point, Paris-Match, le Nouvel Observateur, V.S.D., Valeurs actuelles, France-Soir Magazine.

PAR LA FAUTE DE TF1 EN PARTICULIER

Le secteur privé de la production télévisée a perdu 50 % de son volume d'activité en trois ans

La production privée télévisée française ne meurt. En matière de fiction et de série, les commandes des sociétés de programmes ont baissé de plus de 50 % en quatre ans. La chambre syndicale lance un S.O.S. en faveur de ce secteur qui aide à vivre quelque deux mille salariés du cinéma.

L'année 1964 aura marqué une étape importante dans les annales de l'audiovisuel : le statut du P.O.R.T.F., largement inspiré par M. Alain Peyrefitte, alors ministre de l'Information, abolissait le monopole de production des programmes télévisés, devenu depuis la Libération par le secteur public. On avait voulu « casser le lobby des réalisateurs », avec le lancement de la deuxième chaîne, le volume de fabrication devait fatalement augmenter, ce qui ouvrait des perspectives nouvelles au secteur privé.

C'est ainsi qu'il y a une vingtaine d'années on dénombrait en France quarante-cinq sociétés privées de production télévisée. Mais l'euphorie allait être de courte durée : deux ou trois ans plus tard, à la faveur d'un de ces changements d'orientation dont le P.O.R.T.F. a toujours eu le secret, les commandes de programmes hors Office étaient réduites, entraînant la faillite de plusieurs sociétés.

Des séries populaires

Dix ans plus tard, la loi de 1974 consacrait l'« équilibre » de l'audiovisuel : le statut du P.O.R.T.F. a toujours eu le secret, les commandes de programmes hors Office étaient réduites, entraînant la faillite de plusieurs sociétés.

Bon an, mal an, ce fut le cas jusqu'en 1981. Il semble qu'on n'en soit plus là : plusieurs « maisons » seraient sur le point de déposer leur bilan. Filtons-nous donc de citer les derniers spécimens d'une race en voie de disparition : il se nomment Télépic, Technisonor, Telfrance, Télé-Hachette, Gaumont Audiovisuel, Amster, Pathé, Mainton-Films... Mais passeront-ils l'hiver 1984 ?

La chambre syndicale des producteurs de la télévision, qui le groupe, est particulièrement inquiète. Elle observe que TF1, principal client depuis toujours du secteur privé, qui lui assurait plus de soixante-deux heures de coproduction en 1980, a réduit ses commandes à moins de douze heures en 1983. Et, lorsque les « privés » évoquent cette relative prospérité de

naïgère, ils invoquent *Désiré*, non pas comme on pourrait le penser la pièce de Sacha Guitry mais plus simplement celui qui se préoccupeait Claude et qui, du temps où M. Jean-Louis Guillaud était P.-D.G. de la première chaîne, gérait le secteur de la fiction sur TF1. Aujourd'hui, il régit sur un placard de luxe à la tour Montparnasse... Même si les rapports avec Antenne 2 sont plus gratifiants, selon les intéressés, le tableau — dressé par la chambre syndicale — du volume horaire de production effective en matière de fiction accordé au secteur privé depuis trois ans est assez alarmant :

	1981	1982	1983	1984 (pré.)
TF1.....	62 h	36 h	12 h	0 h ?
A.2.....	60 h	60 h	50 h	50 h
FR.3.....	29 h	16 h	16 h	12 h *
	151 h	112 h	78 h	62 h

* Prévisions hors productions théâtrales.

Selon le critère de calcul retenu par la chambre syndicale pour déterminer ce nombre d'heures (1) — critère qui ne correspond pas forcément avec les bases habituellement utilisées par les sociétés de programmes pour apprécier le volume des émissions réalisées par le secteur privé — on en conclut que les commandes ont baissé de plus de 50 % en quatre ans (même si l'on tient compte que TF1, qui n'avait pas encore fait la ventilation de son budget pour 1984 au moment où ce tableau a été établi, est susceptible de confier une dizaine d'heures d'émission au privé, l'an prochain).

Enfin, sans admettre que *Dallas* et *Shogun* sont seuls dignes de plaire au public français, on ne saurait refuser au secteur privé « made in France », un certain savoir-faire dans le genre série-feuilleton.

Deux mille salariés

Quoi qu'il en soit, il faut savoir que ce secteur privé de production télévisée fait vivre — pour moitié de leur revenu annuel environ — la plupart des techniciens du cinéma. Sur ces quelques deux mille personnes, pèse aujourd'hui la menace du chômage six mois de l'année sur douze, ainsi que sur les comédiens qui tournent dans ces feuilletons. Tous les salariés ainsi menacés sont d'autant plus surpris de cette attitude que le président de la République lui-même, alors candidat, avait adressé en 1981 à la Chambre syndicale une lettre où il était nettement affirmé que « le maintien d'un secteur privé actif est, à mon sens comme au vôtre, une condition nécessaire de la création et l'un des éléments de la liberté d'expression ».

Pour M. Roland Gritti, président de la Chambre syndicale, le plaidoyer en faveur de la survie d'un secteur privé n'a rien d'exorbitant : « Les garanties de volume horaire que nous demandons sont des plus modestes : cent quarante heures par an, ce ne sont pas des heures pour la S.F.P.I. De plus, nous sommes un aiguillon nécessaire pour l'esprit de création et pour la concurrence sur les coûts de production. Il nous arrive même de faire faire des économies aux sociétés de programmes, en leur apportant « sur un plateau » l'accord de télévisions étrangères pour réaliser des coproductions, ce qui réduit d'autant la part financière de TF1 ou d'Antenne 2 ».

En attendant, à partir de l'essor prévisible des nouveaux médias audiovisuels d'ici à 1990, se pose l'angoissante question des programmes nécessaires à leur fonctionnement — en s'épargnant, au maximum, l'invasion américaine — commettra-t-on l'erreur d'assister, sans réagir, au naufrage des derniers rescapés du secteur privé de la production télévisée ?

CLAUDE DURIEX.

(1) Qui ne comprend pas, par exemple, les prestations de service que les chaînes peuvent demander au secteur privé.

499F

par mois*



Avec bien sûr, rachat et paiement immédiat de votre voiture actuelle, une proposition qui décoiffe !

*Citroën vous propose une location longue durée avec promesse de vente. Dépot de garantie de 25 % du prix tarif de la Visa égal à l'option d'achat final. Soit 12 loyers mensuels de 499 F, suivis de 24 loyers mensuels de 749 F les 2^e et 3^e années, et de 24 loyers mensuels de 969 F les 2 années suivantes. Coût total d'acquisition 56.785 F. Offre valable du 14 novembre 1983 au 31 décembre 1983, sous réserve d'acceptation du dossier par CLV-SOVAC. Modèle présent : Visa. Prix clés en main au 1/07/1983 : 38.260 F.

La Visa, ça décoiffe !

CITROËN TOTAL

L'ETOILE DES NEIGES

Etablissement agréé et conventionné S.S.

Reçoit les enfants, garçons et filles de 6 à 13 ans, toute l'année

Scolarité dans l'établissement

- Maladies des voies respiratoires
- Asthme

Cadre familial - 20 lits - Alt. 960 m

05400 La Roche-des-Arnauds

Telephone : (02) 57-52-57

CARNET

Naissances

— Anne-Marie et Jacques ABITAN, Grégoire, Régis, Nicolas, Samuel sont heureux de faire part de la naissance de

Benjamin,

le 8 novembre 1983.
173, rue Paradis,
13006 Marseille.

— Michel et Marie-Claude HURTIG ont la joie d'annoncer la naissance, le 7 novembre, de leur deuxième petit-enfant.

Mathieu,

fil de Catherine HURTIG et de Michel BRIER.

Aix-en-Provence.

Mariages

— Christine de BELLEFONDS et Dominique DHOMBRES, ont la joie de faire part de leur mariage, qui a été célébré, vendredi 18 novembre 1983, dans l'intimité.
5, rue Léonard,
75005 Paris.

JACQUES GAUTIER



Collier or sur argent... 1800 F
Clips d'oreilles... 680 F
36, rue Jacob, PARIS-6 - 260-94-33

LATREILLE

Manteaux et Pardessus
Quinzaine spéciale
du 15 au 30 Novembre
62 rue St André des Arts 6^e
Tél: 329.44.10
PARKING ATTENDANT A NOS MAGASINS

Décès

— M. Jean BERGEN, M. et M^{me} Jean-René Bernard et leurs enfants, M. et M^{me} François Bernard et leurs enfants, l'administration et le personnel de l'Union de l'Europe Occidentale, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BERGEN,

chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945,

survenu à Paris, le 16 novembre 1983, dans sa soixante-douzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

11, rue Cernuschi,
75017 Paris.

— M^{me} Michel Cromback, son épouse,

M. et M^{me} Bernard Cromback, M. et M^{me} Arnaud de Fouchier, M. Pascal Cromback, ses enfants,

Fabrice, Rémi, Marie, Laure et Alfred, ses petits-enfants,

M. et M^{me} Jean Verschave,

M. et M^{me} Hubert Cromback,

M. et M^{me} Roger Gillet,

président-directeur général

M. Michel CROMBACK,

survenu le 19 novembre 1983.

Cet avis tient lieu de faire-part.

39, rue Raynaud,
75016 Paris.

— L'ensemble du personnel des sociétés ETAI FOURNIE et SOFETEC,

ont la douleur de faire part du décès de leur

président-directeur général

M. Michel CROMBACK,

survenu le 19 novembre 1983.

40 NOUVELLES DANS « LE MONDE »

« Le Monde » vient d'éditer une brochure illustrée

rassemblant, dans une deuxième livraison,

quarante nouvelles publiées par

« Le Monde Dimanche »

93 pages, 25 F. En vente chez tous les marchands de journaux

et au « Monde » 5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09

M. et M^{me} Louis Saulgeot, ses frères et sœurs, leurs enfants et petits-enfants, Le docteur et M^{me} André Pélissier, M. et M^{me} Jacques Page, ses beaux-frères et belles-sœurs, leurs enfants et petits-enfants, Ainsi que ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel CROMBACK,

survenu, le 19 novembre 1983, à l'âge de soixante et un ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 22 novembre 1983, à 13 h 45, en l'église Notre-Dame de Pussy (anciennement église), 10, rue de l'Annonciation, Paris-16^e.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

39, rue Raynaud,
75016 Paris.

— L'ensemble du personnel des sociétés ETAI FOURNIE et SOFETEC,

ont la douleur de faire part du décès de leur

président-directeur général

M. Michel CROMBACK,

survenu le 19 novembre 1983.

40 NOUVELLES DANS « LE MONDE »

« Le Monde » vient d'éditer une brochure illustrée

rassemblant, dans une deuxième livraison,

quarante nouvelles publiées par

« Le Monde Dimanche »

93 pages, 25 F. En vente chez tous les marchands de journaux

et au « Monde » 5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09

— M. Lucien Frioux, M. et M^{me} Paul Martin et leurs filles, Les familles Frioux et Burgand, ont l'immense tristesse de faire part du décès de

M^{me} Gisèle FRIOUX,

chevalier des Palmes académiques,

le 12 novembre 1983 à l'âge de soixante-trois ans, à l'issue d'une très longue maladie.

L'inhumation a eu lieu à l'Herminette (île de Noirmoutier) dans l'intimité.

Résidence Le Châlelet, 33, rue du Maréchal-Joffre, 85000 La Roche-sur-Yon.

441, rue aux Chiens, 43160 Olives.

— Liliane et Benoît Gherchano, Claude et Serge Kannas, ses enfants,

Florence et Jérôme, Arthur et Judith, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Ida KANAS,

le 10 novembre 1983.

— Marseille, Tunis.

M^{me} Maurice Lamouche,

M. et M^{me} Gaston Lamouche

et leur fils Jean-Luc,

M. et M^{me} Gérard Bisanti

et leurs enfants,

M^{me} Jeanne Carbonnier,

M^{me} Henriette Moreau,

Les familles parentes et alliées

ont la douleur de faire part du décès de

subit de

M. Maurice LAMOUCHE,

ancien inspecteur principal,

chef des bureaux à la direction

des contributions indirectes à Tunis,

survenu, le 9 novembre 1983, en son

domicile, à l'âge de quatre-vingts ans.

Les obsèques ont eu lieu en la paroisse Notre-Dame-du-Mont à Marseille le 12 novembre 1983.

— M^{me} Raymond Le Clère, M. Bernard Le Clère, M^{me} Germaine Remy, M. et M^{me} Nicolas Papalexis, M. et M^{me} Christian Leblanc, M^{me} Catherine Kostoff, M^{me} Lucien Delastre, France et Georges,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond LE CLÈRE,

chevalier de la Légion d'honneur,

croix de guerre 1939-1945,

médaille du travail.

survenu le 14 novembre 1983 dans sa

quatre-vingt-troisième année.

Selon la stricte volonté du défunt, les

obsèques ont eu lieu dans l'intimité

familiale le 17 novembre en l'église

Saint-Pierre d'Erquy, suivies de l'inhumation

dans le cimetière d'Erquy (Côte-d'Or-Nord).

Des messes seront célébrées ultérieurement à Paris et à Athènes.

6, rue des Grés-Roses, Tu-E-Roc, 22430 Erquy.

5, place Gérard-de-Nerval, 60304 Senlis.

29, rue Tipodon, 77119, Athènes.

— M^{me} Jacqueline White, M. et M^{me} Charles Cachin, M. et M^{me} Richard Ferrer, M. et M^{me} Daniel Chardin, ses enfants,

M. et M^{me} Dominique Thierry, M. et M^{me} Jeanne White, M. et M^{me} Joëlle White, M. et M^{me} Daniel Ferrer, M. et M^{me} Véronique Galimand, M. et M^{me} Olivier Ferrer, M. et M^{me} Daniel Maurice-Valléry, M. et M^{me} Marie Chardin, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

subit de

M^{me} Maurice LEHMANN,

née Geneviève Suitts,

survenu, à Paris, le 19 novembre 1983.

La cérémonie religieuse aura lieu le

mardi 22 novembre 1983, à 13 h 45, en

l'église Saint-Sulpice, suivie de l'inhumation

au cimetière du Père-Lachaise (entrée Gambetta).

On nous prie d'associer à son souvenir

celui de son mari

M^{me} Maurice LEHMANN,

administrateur

de la réunion des théâtres lyriques

nationaux,

décédé le 17 mai 1974.

— Ses alliés, Ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès du

docteur **Robert PANNET,**

survenu dans sa soixante-dix-huitième

année, le 8 novembre 1983 en son domicile.

L'inhumation, au cimetière de Vau-

cresson (92), a eu lieu le 18 novembre

1983, dans la plus stricte intimité.

M. et M^{me} Pierre Melhac, Rue de l'Abreuvoir-Rouvers, 23260 Auzanville.

M^{me} Lucette Vallon, 47, avenue du Dr-Arnold-Netter, 75012 Paris.

— M^{me} Pierre Passouant, son épouse, M. et M^{me} Michel Passouant, ses fils et belle-fille et leur fils Olivier, M^{me} Jean Fontaine, M. et M^{me} Roger Pierre, M. et M^{me} Michel Fontaine, ses beaux-frères et belles-sœurs, ainsi que leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

subit, à l'âge de soixante-dix ans, du

professeur **PIERRE PASSOUANT,** de la faculté de médecine de Montpellier, membre correspondant de l'Académie nationale de médecine, chevalier de la Légion d'honneur.

Après avoir été immédiatement après la guerre mondiale l'un des premiers en France de l'écroulement de la profession, qu'il appliqua en particulier à l'épilepsie, le professeur Pierre Passouant s'adressa plus particulièrement, dans la seconde partie de sa carrière, à l'étude du sommeil.

Auteur de nombreuses publications sur ce sujet, il s'acquit une audience internationale qui le porta à la présidence de la Société européenne de recherche sur le sommeil et ainsi dans son service, à Montpellier, de nombreux visiteurs et chercheurs étrangers.

— M^{me} B. Richard, son épouse, M^{me} L. Aubert, sa belle-sœur, M. et M^{me} Y. Huchet du Guernier, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} J. Hervault, leurs enfants et petits-enfants, Ses neveux et nièces, M^{me} O. Fourreau, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

général BENOÎT RICHARD,

commandant militaire honoraire

de la Légion d'honneur,

grand officier de la Résistance,

survenu dans sa quatre-vingt-septième

année à l'hôpital militaire de Percy de

Clamart.

Le service religieux sera célébré le

mardi 22 novembre en la chapelle de

l'hôpital Percy, 101, avenue Henri-

Barbousse à Clamart, à 10 h 45.

L'inhumation aura lieu, dans l'intimité, dans le caveau familial,

22500 Pordic.

Ni fleurs ni couronnes, des messes.

16, square Alboni,
75016 Paris.

— M^{me} Marc Stein, M^{me} Carine Stein, M. et M^{me} Michel Stein, M. et M^{me} Didier Stein, M. et M^{me} Laurent Stein, M^{me} Egar Bernheim, M. et M^{me} Jean-Jacques Cagnat, M. et M^{me} Malcolm Walker, Thierry, Jean-Paul, Eva, Bruno, Isabelle, Barbara, Olivier, Nicolas, Aude, Cyril, Sébastien, ont la douleur de faire part du décès de

M. Marc STEIN,

officier de la Légion d'honneur,

croix de guerre 1939-1945,

ancien élève de l'Ecole polytechnique,

directeur général adjoint honoraire

de la S.N.C.F.,

président honoraire

de la commission transports

et communications

du comité économique et social

de la région Ile-de-France,

survenu subitement le 15 novembre

1983.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus

stricte intimité.

Remerciements

— M^{me} Pierre Alliot, M. et M^{me} Jean-Claude Morin et leurs enfants, M^{me} Anne Savin Gabrielli, Toute la famille, Les collaborateurs et collaboratrices du cabinet Alliot, remercient bien sincèrement toutes les personnes qui leur ont témoigné des marques de sympathie et ont assisté aux obsèques de

M. Pierre ALLIOT.

En particulier les personnes qui ont

offert des fleurs et couronnes, et s'ex-

cellent auprès de celles qui n'auraient pas

reçu de faire-part.

— Le docteur Danièle Pomey-Rey, Marie-Pascale Pomey, dans l'impossibilité de répondre aux

nombreuses marques d'affection reçues

de leurs amis à l'occasion du décès de

Michel POMEY,

conseiller d'Etat,

prigent de trouver ici leurs biens vifs

remerciements.

Anniversaires

— Pour le septième anniversaire du

décès de

René BARON,

à Montpellier, le 22 novembre 1976,

une pensée émue est demandée à tous

les camarades, amis et collègues qui

l'ont connu, estimé et aimé.

— Une pensée émue est demandée à

tous ceux qui ont connu et aimé le

docteur **Jean CARRÈRE,**

décédé le 22 novembre 1979.

— Sept ans déjà,

Jacques LE FOYER,

E.C.P. 22 B,

nous quitte.

Une pensée émue est demandée pour

lui à ceux qui se souviennent.

Services religieux

— L'ambassade du Brésil invite la

colonie brésilienne en France à assister,

le jeudi 24 novembre 1983, à 12 heures,

à l'office religieux qui sera célébré à

l'église Notre-Dame de la Consolation,

23, rue Jean-Goussier, 75008 Paris, à

l'occasion de la Journée nationale

d'action de grâce.

Communications diverses

— M. le président Pierre-Bloch

signera et dédicacera son livre *Jusqu'au*

dernier jour (Albin Michel), au drug

store Maxis, le jeudi 24 novembre,

de 17 h 30 à 19 heures.

— Le Collège international de philo-

sophie organise le mercredi 23 novem-

bre, à 18 h 30, une conférence pronon-

cée par M. Nakamura Yûjiro, profes-

seur à l'université Meiji de Tokyo, secrétaire général de

A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

PEU de jours avant la mort de Joan Robinson, le 5 août dernier, le *Journal of Economic Literature* a publié un article faisant la synthèse de son œuvre, sous la plume de Harvey Gram et Vivian Walsh (1, 2). Cette œuvre s'étend sur un demi-siècle; Joan Robinson a été mêlée à presque toutes les grandes controverses de la théorie économique, quand elle n'en a pas été la principale inspiratrice.

Elève d'Alfred Marshall, elle se définissait elle-même comme une keynésienne de gauche. Sur le plan de la méthode, elle établissait un grand clivage entre l'équilibre économique partiel de courte période et l'équilibre général de longue période. Si elle reprend ainsi la classification d'Alfred Marshall, le contenu en est très différent. L'équilibre est partiel, au sens de Marshall, parce que les entrepreneurs prennent leurs décisions dans une situation historique donnée, entourée d'incertitudes; les décisions des uns peuvent se révéler en contradiction avec celles des autres, si bien que l'équilibre n'est assuré que pour une courte période. Joan Robinson reprend cette idée de forces contradictoires et d'incertitudes dans l'équilibre de court terme et fait du court terme non plus une durée mais un état des affaires.

Quant au long terme d'Alfred Marshall, il s'agit d'une durée suffisante pour que les forces économiques aient le temps de produire tous leurs effets. Joan Robinson s'oppose à cette idée; l'équilibre de longue période est plutôt un état des affaires imaginaire dans lequel il n'y a plus d'incertitudes entre les différentes forces économiques en jeu. Il y a là un retour aux classiques, Ricardo et Marx.

La mesure du capital

Le mouvement, selon Joan Robinson, ne doit pas être de la courte période vers la longue période, comme le font les néoclassiques, mais l'inverse. Il faut partir d'un état idéal de la croissance équilibrée, âge d'or du plein emploi de toutes les forces productives d'une économie, pour descendre vers le court terme où l'on retrouve les prévisions non réalisées et les déséquilibres. Au cours de ce cheminement, elle passe par l'âge d'or boiteux, caractérisé par un stock de capital insuffisant pour atteindre le plein emploi de la main-d'œuvre. Elle montre que si le taux de croissance *ex post* de l'économie est inférieur au taux de croissance permettant le plein emploi, il y a peu de chances de retrouver la situation. En effet, remédier à l'âge d'or boiteux par une diminution des salaires nominaux, le prix des produits restant constant, ne conduirait à court terme qu'à une réduction des ventes des entreprises et à une aggravation du chômage.

Réduire les salaires nominaux et les prix en même temps ne conduirait pas à une baisse suffisante des taux d'intérêt pour rendre les entrepreneurs optimistes et les inciter à l'investissement. Joan Robinson gé-

néralise ainsi le schéma keynésien à la longue période en montrant que l'emploi dépend, à long terme, de l'accumulation du capital qui repose sur les profits anticipés mais bien incertains. Ceci s'oppose à l'approche néoclassique de la dynamique, dans laquelle prévalent les choix intertemporels des consommateurs.

L'une des plus vives controverses auxquelles a participé Joan Robinson est celle de la mesure du capital. A un moment donné de l'histoire, les choses sont simples, car le capital est installé; mais en longue période, tout se complique du fait que le capital change à la fois en quantité et en qualité par le progrès technique. Comme le taux d'intérêt est plus physique de capital? Il devient très difficile de répondre. Cela met en cause la notion de fonction de production telle qu'elle est utilisée dans l'analyse néoclassique, c'est-à-dire une relation entre la production et les quantités physiques des facteurs de production, le travail et le capital. Mais il y a plus; dans la théorie néoclassique des fonctions de production, on établit une relation de croissance entre le taux d'intérêt et le capital employé par tête. Joan Robinson démontre que cette relation n'est vérifiée que si tous les secteurs de l'économie ont la même intensité capitalistique. Dans le cas général, une technique de production particulière peut être retenue pour un taux d'intérêt élevé, abandonnée parce que le taux d'intérêt est plus faible et retenue à nouveau pour un taux inférieur. Il y a un « retour de la technique ». Ce fut là l'une des plus vives controverses des années 60.

Le *Journal of Political Economy* a publié la conférence prononcée par George Stigler lorsqu'il a reçu son prix Nobel (3). Elle porte sur « Le processus et le progrès de l'analyse économique ». Stigler considère que, avant Adam Smith (1776), l'économie était préscientifique. Il définit la science comme un corps intégré de connaissances dont le développement résulte de controverses entre praticiens de la science. Or les mercantilistes qui forment à l'époque de la Renaissance à l'habileté d'utiliser les analyses des uns et des autres pour présenter leurs propres vues, ce qui n'exclut pas les controverses sur des sujets étroits. De ce fait, il n'y avait pas une véritable accumulation des connaissances. Avec Adam Smith on a la synthèse des idées de son temps. Si presque toutes se retrouvent en effet chez des auteurs antérieurs à lui, il a eu le mérite de les rassembler. Il affectait, certes, d'ignorer son rival, Sir John Stuart; mais cet état d'esprit a changé très rapidement; en 1798: Malthus a publié son fameux *Essai sur le principe de population* en y ajoutant ce qu'il appelait des remarques sur les idées de M. Godwin, M. Condorcet et quelques autres auteurs. L'économie devint une science à cette époque.

Stigler estime que l'économie est une science empirique qui doit permettre de comprendre le monde. Cependant, le monde ne doit pas être en perpétuel bouleversement pour

que la science puisse le comprendre. L'accumulation des connaissances ne servirait à rien si les connaissances changeaient très souvent du tout au tout. Pour se développer, la science économique a besoin de permanence. Certaines questions restent toujours d'actualité, quelle que soit la période de l'histoire à laquelle on se réfère; il en est ainsi de la théorie de la valeur, qui est au cœur de la théorie économique puisqu'il s'agit de comprendre les rapports d'échange entre les biens.

L'urgence des questions est parfois à l'origine de bouleversements de la science économique: l'insatisfaction de la théorie économique à la situation économique des années 30 a permis le développement des idées keynéennes. Une génération plus tard, la persistance du chômage et de l'inflation a fait perdre la supériorité aux idées keynéennes au moins dans leur formulation originelle.

Stigler estime que la science économique se développe de façon continue, et non par sauts. A l'appui de cette thèse, il cite des cas où une découverte scientifique a été faite au même moment par plusieurs personnes; ainsi, par exemple, la théorie de la rente, exposée à la fois par West et par Malthus en 1815, ou encore la théorie de l'utilité exposée à la fois par Jevons en Angleterre, Menger en Autriche et Walras en Suisse. C'est aussi la continuité qui expliquerait le refus de certaines idées qui ne seraient admises que beaucoup plus tard. Ainsi, Augustin Cournot n'a pas réussi, en 1838, à faire accepter que la théorie mathématique des extrêmes est utile pour les économistes. A l'inverse de ces réticences, Stigler note que la théorie de l'information a été intégrée sans heurt.

Cournot, dans sa théorie du duopole, avait expliqué que l'équilibre sur un marché où ne se trouvent que deux producteurs dépend de la façon dont l'un des deux imagine que l'autre réagira, c'est-à-dire est informé de ses intentions. Cournot faisait l'hypothèse qu'aucun des deux protagonistes ne réagit aux actions de l'autre, et ceci de façon symétrique. Il s'agissait d'un postulat; en matière d'information, les économistes s'en sont longtemps tenus à de telles hypothèses. En 1961, Stigler a proposé d'utiliser la théorie traditionnelle de l'utilité pour déterminer quel prix un individu était prêt à payer une quantité définie d'informations, et il a appliqué ce raisonnement au marché du travail. Depuis cette date, le développement de la théorie de l'information a été constant et considérable.

Les contrats implicites

Depuis une dizaine d'années s'est développée la thèse des contrats implicites sur laquelle se penchent Costas Azariadis et Joseph Stiglitz, dans un article paru dans *The Quarterly Journal of Economics*: « Contrats à prix fixes et équilibres à prix fixes » (4). Cet article sert d'introduction à un supplément spécial

consacré au thème des contrats implicites.

Au cours d'un cycle, les salaires moyens fluctuent moins que la productivité marginale du travail et que l'emploi. Aux Etats-Unis, l'évolution économique récente a été caractérisée par deux faits: les salaires nominaux ont évolué lentement, surtout en période d'inflation régulière; deuxièmement, les mises au chômage ont suivi des fluctuations importantes. Keynes avait expliqué dans *la Théorie générale*, en 1936, la rigidité des salaires nominaux par l'inflation monétaire. Depuis le début des années 60, une autre thèse, celle du capital humain, a vu le jour.

Pour avoir des travailleurs qualifiés, les entreprises doivent procéder à des dépenses importantes de formation; elles n'y consentent que si elles estiment que les travailleurs formés resteront dans l'entreprise et qu'elles peuvent en tenir compte dans les rémunérations. En cas de diminution de l'activité, les entreprises auront tendance à licencier d'abord les travailleurs les moins qualifiés, ceux pour qui elles auront consenti le moins d'efforts. Cette thèse explique pourquoi tel individu est licencié plutôt que tel autre, mais n'explique pas pourquoi les licenciements se produisent.

La thèse des contrats implicites est qu'en contrepartie des services qu'il rend à l'entreprise le travailleur souscrit une sorte d'assurance contre les aléas supérieurs de son employeur. Sa rémunération a donc deux composantes: une première partie est fonction de sa productivité et une seconde partie correspond à l'assurance; on le crédite d'une indemnité ou on le débite d'une prime en fonction de la situation. Cela implique que le salaire net est déconnecté de la productivité marginale du travail. L'objet du contrat implicite est de prévoir à l'avance les obligations des travailleurs en matière de services à fournir à l'entreprise et celles de l'entreprise en matière de paiement. Reste alors à expliquer pourquoi on procède à des licenciements plutôt qu'à des mises en chômage partiel et pourquoi les personnes licenciées et indemnisées sont dans une moins bonne situation que les personnes en activité.

Dans la dernière livraison de *The American Economic Review*, M.A. Akerlof a publié un article sur « Les effets du taux de l'intérêt et du taux d'inflation sur les stocks aux Etats-Unis » (5). Très curieusement, les études économétriques menées jusqu'à une date récente n'ont pas mis au jour de liaison spécifique entre le coût du capital et l'investissement en stock, malgré la charge financière qu'ils représentent. L'auteur s'intéresse à la période 1965-1981, marquée par trois récessions, 1969-1970, 1974-1975 et 1979-1980. Il explique l'évolution des stocks à l'aide de la théorie de l'accélérateur flexible: les entreprises souhaitent conserver un niveau déterminé de stock, et elles

procèdent à des ajustements en fonction de l'écart entre ce niveau et l'état réel de leurs stocks. Comme il n'existe pas de statistiques sur le niveau désiré des stocks, il faut l'estimer, ce que l'on fait grâce aux variables ventes prévues, taux d'intérêt à court terme et taux d'inflation prévue, enfin capacité de production inutilisée.

Il résulte des tests économétriques que la vitesse d'ajustement des stocks existants vers le niveau désiré est rapide puisque les entreprises combient 60 % de l'écart dans les trois mois suivant sa constatation. Par ailleurs, la variable capacité de production n'a pas d'impact significatif sur le stock de stocks, ce qui est un peu curieux. Le résultat le plus important est celui qui porte sur le taux d'intérêt et sur le taux d'inflation. Tous les deux jouent un rôle significatif dans l'évolution des stocks. Lorsque le taux d'intérêt à court terme augmente d'un point, les investissements en stocks baissent de près de 9 %, ce qui représente en gros deux milliards de dollars. Lorsque le taux d'inflation augmente d'un point, les investissements en stocks augmentent de 2,6 %, ce qui représente environ 800 millions de dollars. Les réactions sont donc de signe opposé, mais d'amplitude très différente, si bien que l'effet net est important: les entreprises réagissent fortement au taux d'intérêt nominal.

L'entreprise et la propriété

Il y a tout juste cinquante ans que Berle et Means ont publié leur ouvrage *L'entreprise moderne et la propriété*, dans lequel ils dissocient la propriété d'une entreprise de son contrôle. Ils distinguent cinq types de contrôle: le contrôle par la propriété de toutes les actions, la majorité de contrôle, le contrôle par jeu de participations croisées, la minorité de blocage, et enfin le contrôle par la direction (le management). John Cublin et Dennis Leech ont publié dans *The Economic Journal* un article sur « Les effets de la dispersion des actions et le degré de contrôle des entreprises britanniques » (6). Ils vont plus loin que Berle et Means dans l'analyse en distinguant la localisation du contrôle et le degré de contrôle. Le contrôle

peut être localisé dans la direction de l'entreprise si les membres de cette direction possèdent une proportion d'actions suffisante compte tenu de la dispersion des autres actions; le contrôle peut aussi être localisé en dehors de la direction de l'entreprise s'il y a un actionnaire très important, comme une compagnie d'assurance, par exemple; tout dépend, dans ce cas, de la motivation du gros porteur d'actions.

Le degré de contrôle est une tentative pour mesurer la possibilité qu'un actionnaire ou un groupe d'actionnaires de faire prévaloir ses propres vues. Le degré de contrôle dépend à la fois de la concentration des actions et de la façon dont vont voter les actionnaires qui ne font pas partie du groupe qui veut contrôler l'entreprise. Les auteurs construisent un modèle probabiliste et le testent sur un échantillon de 85 entreprises industrielles britanniques. Le capital de ces 85 entreprises est assez dispersé puisqu'il n'y a qu'un seul cas où le plus gros actionnaire détient plus de 20 % du capital; dans près de la moitié des cas, le plus gros actionnaire n'a pas plus de 5 % du capital. Compte tenu des probabilités de vote, dans 73 cas sur 85 la proportion des titres à détenir pour contrôler une entreprise est un peu inférieure à 10 %; dans 37 cas, elle est même inférieure à 5 %.

(1) Edmond Malinvaud a rendu hommage au professeur Joan Robinson dans le *Monde* du 22 août.

(2) Harvey Gram et Vivian Walsh: « Joan Robinson's Economics in Retrospect », *Journal of Economic Literature*, vol. XXI, juin 1983, pp. 518-550.

(3) George J. Stigler: « Nobel Lecture: The Process and Progress of Economics », *Journal of Political Economy*, 1983, vol. XCI, n° 4, pp. 529-545.

(4) Costas Azariadis et Joseph E. Stiglitz: « Implicit Contracts and Fixed Price Equilibria », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. XCVIII, 1983, supplément.

(5) M.A. Akerlof: « Effects of Interest Rates and Inflation on Aggregate Inventory in the United States », *American Economic Review*, vol. 73, n° 3, juin 1983.

(6) John Cublin et Dennis Leech: « The Effect of Shareholding Dispersion on the Degree of Control in British Companies: Theory and Measurement », *The Economic Journal*, vol. XCIII, juin 1983, pp. 351-369.

isa

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

78350 JOUY-EN-JOSAS - Tél. (3) 956.80.00 POSTE 478 00
(3) 956.24.26 (LIGNE SPÉCIALE RENSEIGNEMENTS)
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (C.E.S.A.)
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

En vue de la rentrée de septembre 1984
date limite de dépôt des dossiers de
candidature pour la première session :
lundi 5 décembre 1983.

40 NOUVELLES DANS « LE MONDE »

« Le Monde » vient d'éditer une brochure illustrée
rassemblant, dans une deuxième livraison,
quarante nouvelles publiées par
« Le Monde Dimanche »
93 pages, 25 F. En vente chez tous les marchands de journaux
et au « Monde » 5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 08

(Publicité)

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

L'APPROCHE DU MARCHÉ INDONÉSIEN
PERSPECTIVES ET PLANS D'ACTION

Journée d'études
Mardi 6 décembre 1983 - 9 heures - 18 heures

L'analyse économique et financière montre aujourd'hui que l'Indonésie peut passer de devenir un partenaire économique important pour nombre d'entreprises françaises, même si le crise économique indonésienne, en 1983, durcissant les échanges, les actions de rapprochement ont été entreprises. Les actions de rapprochement ont été entreprises. Les actions de rapprochement ont été entreprises.

- Présentation du nouveau plan de développement 1984-1989 et de ses priorités en termes de secteurs et de produits, par son Excellence l'Ambassadeur d'Indonésie en France.
- Intervention du Centre Indonésien pour la promotion des investissements (CIPI-BICPI).
- Intervention d'experts et de chefs d'entreprises.
- Discussion autour d'un panel réunissant la C.F.C.E., la B.F.C.E., des chefs d'entreprises, des experts indonésiens.
- A 18 heures, réception organisée à l'Ambassade d'Indonésie pour tous les participants.
- Convocations possibles le lendemain avec les conseillers économiques de l'Ambassade.

Cette journée est conçue pour un public de chefs d'entreprises, cadres dirigeants, responsables d'exportation, et permettra de discuter de façon précise sur les perspectives du marché et les méthodes d'action (marketing, finance, contrats, modes d'entrée).
Prix : 960 F (déjeuner compris) - Non assujettis à la T.V.A.
FORMATION CONTINUE INTERNATIONALE E.A.P.
Tél. : 766-51-34 - Postes 427, 472, 482.
Veuillez adresser votre carte de visite à Patrice RENARD pour recevoir le programme et le bulletin d'inscription.

EAP

ÉCOLE EUROPÉENNE DES AFFAIRES

La première d'une nouvelle génération d'écoles
PARIS - OXFORD - DUSSELDORF
Adresse France : 108, bd Malesherbes - 75017 Paris - 766-51-34

DAFSA vient de publier dans le cadre de sa collection

ANALYSES DE SECTEURS

un ouvrage intitulé

LA CONSTRUCTION NAVALE DANS LE MONDE :
LES PRINCIPAUX CHANTIERS

« Cas d'école » pour illustrer les difficultés des économies occidentales, le secteur de la construction navale montre, mieux que tout autre :
- le redressement durable du marché mondial : 35 M de tjb produits en 1974 contre 15 à 17 depuis 1978 ;
- la redistribution géographique de la production : l'axe asiatique, qui réalisait 42 % de la production mondiale en 1979, en représentait 57 % en 1982 et devrait renforcer sa position en 1983 ;
- l'internationalisation du marché, illustrée par les très nettes fluctuations de prix en fonction de l'évolution de la demande ;
- et enfin la spécialisation de la production au niveau mondial : le Japon domine le marché des vraqueurs, des pétroliers et des transporteurs de gaz, tandis que la Corée du Sud, qui s'inspire sur le marché des porte-conteneurs, alors que les pays scandinaves se taillent une place importante dans les Ro-Ro.

Malgré la surcapacité du parc, qu'on évaluait début 1983 à près de la moitié de la demande de transports maritimes, on a assisté dans le courant de l'année à une forte reprise de la demande des bateaux causée par le bas niveau des prix. Cette situation, qui devrait conduire à un déséquilibre encore plus grand entre l'offre et la demande de transport, éloigne la perspective d'un assainissement du marché.

L'examen des industries nationales et des principales sociétés qui les composent revêt un intérêt particulier dans ce contexte de crise. L'analyse des comptes d'une vingtaine d'entreprises a permis de prendre la mesure des difficultés, mais également d'apprécier les assez bons résultats de certaines d'entre elles. On a pu distinguer sur le plan géographique :

- les industries des pays de la Communauté, où l'importance des intérêts nationaux (industrie travaillant pour la défense) et régionaux (industrie souvent fortement localisée) a entraîné la mise en place d'une batterie d'aides dont on a pu souvent mesurer l'incidence au niveau des résultats ;
- les industries des pays nordiques, où quelques sociétés ont pu, grâce à une spécialisation dans des produits technologiquement avancés, s'imposer sur le marché mondial ;
- l'industrie japonaise, qui, malgré sa compétitivité, a subi les conséquences du ralentissement de la demande et de la forte concurrence concurrente en matière de prix, notamment en ce qui concerne les entreprises peu diversifiées.

Par ailleurs, on note que les entreprises spécialisées dans la branche militaire ont des résultats favorables.

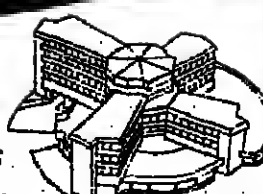
Cette étude est disponible auprès du bureau de vente de DAFSA au 7, rue Bayard, 75009 PARIS (Tél. : (1) 523-19-19), au prix de 7 800 F H.T. 8 344 F T.T.C.

SUP DE CO
TOURS

Une équipe de spécialistes, en coopération avec H.E.C., crée des enseignements pour les nouveaux besoins de l'économie.

HAUT ENSEIGNEMENT
D'AVANT-GARDEDOUBLE COMPÉTENCE
MANAGEMENT et INFORMATIQUE

Ecole Supérieure de Commerce
du Centre
1, rue Léo Delibes - 37200 TOURS
Tél. (47) 27.42.43



Le pétrole offshore

le pétrole

Science-fiction ? Non pas. La construction de l'installation-pilote se termine, son assemblage est prévu en décembre, à la suite de quoi elle sera immergée pendant un an dans un fjord pour tester la résistance des équipements à ces conditions exceptionnelles. Et Elf o'est, bien sûr, pas le seul à mener de telles recherches.



Esso et Shell entre autres ont un projet comparable expérimenté également en mer du Nord.

Projets ce apparaît vague. Le sont-ils plus que celui actuellement mené par B.P., qui, pour explorer dans l'océan, utilise le géomètre américain Mulliken, construit il de petits navires : 956 000 mètres cubes de graviers entassés sur le fond à quelques kilomètres des côtes de l'Alaska, soit assez pour remplir l'Empire State Building et pour couvrir toute l'autoroute à quatre voies de 225 kilomètres ? Coût de l'ouvrage : 100 millions de dollars (800 millions de francs). « L'effort humain et financier jusqu'ici consenti en mer du Nord par les pétroliers est d'ores et déjà supérieur à l'effort spatial américain », assure M. Chouzeau, directeur d'Elf Norge. « Et ça continue... »

A moins d'une nouvelle chute brutale des prix du pétrole et du gaz, il y a néanmoins de fortes chances pour que le gouvernement norvégien, qui tire 30 % de ses recettes fiscales et en devises des hydrocarbures, et les grandes compagnies contraintes de réinvestir sur place une large part de leurs bénéfices, joignent leurs efforts pour éviter une rupture de la production d'ici la fin du siècle. A preuve: l'ampleur des recherches techniques engagées par les pétroliers.

La préparation de l'avenir

Frig nord-est se constitue qu'une étape encore modeste du pari engagé pour l'exploitation du pétrole sur grand fond. La suite, pour le groupe français, se prépare actuellement dans un fjord norvégien : le projet Skuld est une installation totalement sous-marine - sans plateforme - mise en place par plongeurs, sans intervention de pompes, et télécommandée non plus à 8 mais à 100 kilomètres de distance à partir des côtes ou d'un champ voisin. Le contrôle de la production - ouverture, fermeture des vannes, etc. - ne sera plus effectué, comme Frig nord-est, par des circuits hydrauliques mais électroniques, au point avec la collaboration de la Sefra. Le gaz sera senté transporté, sous brut, dans des tuyaux spéciaux capables d'acheminer, en même temps le gaz et les parties liquides, et traité ultérieurement, ce qui simplifie les installations de

**André
Beauchamp**

*"Si la fraude fiscale est condamnable, l'utilisation légale des textes fiscaux est parfaite-
ment admissible."*



A réception de votre carte de visite, nous vous adresserons une **documentation précise**, sans engagement de votre part, sur toute notre gamme de Fonds Communs de Placement.

ॐ नमो भगवते वासुदेवाय

Le marché p dix ans après

HOTEL INDUSTRIE
LOCAUX LES SUITES
LES SUITES
RACCORDEMENT DIRECT
RENSEIGNEMENTS 858.15/60
S. R. 19

319

Le Monde

ECONOMIE

LA POLITIQUE MONÉTAIRE DU GOUVERNEMENT

Une curieuse méthode : réformer quand les équilibres seront rétablis

La politique de retour aux grands équilibres sera à terme moins pénible si elle était accompagnée de changements dans la politique monétaire, qu'un rapport du Plan préconise mais... pour plus tard quand les équilibres seront rétablis. Curieuse méthode qui consiste à appliquer une réforme quand les résultats qu'on en attend seront atteints.

LES perspectives inquiétantes ouvertes par le poids croissant de la dette extérieure (voir l'article de François Renard dans « Le Monde de l'économie » du mardi 15 novembre) ont à nouveau attiré l'attention sur les liens qui existent entre, d'une part, les déséquilibres financiers qui caractérisent l'économie française — déficit budgétaire important et insuffisance des marges d'autofinancement des entreprises privées et publiques — et, d'autre part, la nécessité d'avoir recours au marché international des capitaux lorsque, ce qui est le cas, l'épargne des ménages ne suffit pas pour répondre aux besoins d'emprunts tant du secteur public qu'au sens large du terme que du secteur privé.

Sur la base des statistiques établies par la comptabilité nationale, l'extérieur a ainsi fourni 37 % (105,2 milliards de francs) des ressources nécessaires pour solder les besoins de financements globaux. D'où la politique mise en œuvre depuis le 25 mars dernier (au lendemain de la troisième dévaluation du septennat) par M. Jacques Delors, et qui vise à la fois à contenir la progression du déficit budgétaire et à encourager l'épargne des ménages au détriment de la consommation. Il conviendrait à l'évidence simultanément d'améliorer les profits des entreprises, ce que la politique actuelle vise indirectement à faire en freinant la progression des salaires.

Des résultats plus spectaculaires qu'on ne le croit généralement pourraient être obtenus dans ce domaine, essentiellement parce que les entreprises sont les dos au mur : une faible conjoncture limitant leurs débouchés. Même en l'absence d'un contrôle des prix, elles ne pourraient sans doute pas se rattraper en augmentant leurs barèmes.

Elles sont obligées de vendre car la plupart d'entre elles, lourdement endettées, ont un besoin pressant d'argent frais dont l'obtention auprès des banques alourdit encore dangereusement leurs charges finan-

cières, et par conséquent leur coût de revient. Dans beaucoup de cas, la surveillance des prix est une cause de rigidité, perpétuant des déficits là où ils pourraient être corrigés, et limitant ailleurs l'ampleur de bénéfices dont on a un urgent besoin pour améliorer la situation financière d'ensemble.

Ce rapide schéma des conditions dans lesquelles se déroule l'expérience en cours montre la place qu'occupe la politique monétaire. Comment stimuler l'épargne sans perspective de stabilisation de la monnaie, et, d'une façon plus générale, comment porter remède aux multiples déséquilibres dont souffre l'économie française sans s'attaquer au mal permanent qui la ronge ?

Le mécanisme de l'inflation

La monnaie est émise de trois façons : en contrepartie de l'or (qu'on mentionne ici pour mémoire car son stock est bougé pas et l'incidence des variations de prix est en principe négligeable) et des devises qui entrent dans le pays ; en contrepartie des crédits ouverts par le système bancaire aux agents économiques ; en contrepartie des créances que ce dernier acquiert sur le Trésor.

Les banques, pour acheter les créances qu'elles portent à leur actif, doivent se procurer les ressources correspondantes sur le marché monétaire, qui serait mieux nommé marché des créances à court terme. Celles qui possèdent des disponibilités (grâce par exemple aux dépôts de leurs clients) dont elles n'ont pas l'emploi immédiat les prêtent à leurs clients, qui en ont besoin.

Une cause de déséquilibre du marché monétaire français est son manque d'homogénéité. Certains établissements sont « structurellement » prêteurs parce qu'ils ont d'abondantes liquidités (le Crédit agricole par exemple), d'autres sont en permanence emprunteurs. Une autre cause de déséquilibre est le rôle particulièrement important joué par la Banque de France à laquelle les banques de la place cèdent les bons du Trésor qu'elles ont souscrits pour financer le déficit budgétaire, et de gros montants d'autres catégories de « papiers ».

Il arrive même que la Banque de France soit obligée par la loi d'acquiescer sans limitation telle ou telle catégorie de créances particu-

lières offertes par les banques, par exemple les crédits qui financent les ventes à tempérament de matériels d'équipement à des clients étrangers. On comprend le danger de telles procédures. Dans un monde idéal sans inflation, les seules créances qui seraient offertes sur le marché seraient des créances à valeur certaine, dont le remboursement serait normalement assuré par les ressources ordinaires du débiteur (revenu courant s'il s'agit d'un particulier, bénéfices s'il s'agit d'une entreprise, impôt s'il s'agit de l'Etat). Si l'institut d'émission est un acquéreur net de créances sur le marché, c'est en définitive parce que le volume global des créances offertes dépasse les capacités d'absorption du marché.

Une offre trop abondante de créances tend à déprimer le cours et donc à faire monter le taux d'intérêt. Voilà, très schématiquement, comment se présente le mécanisme de l'inflation. En quel consiste la politique du gouvernement pour en réduire, sinon en supprimer, les effets ?

Le rapport Prate

On possède depuis le mois de juillet dernier un document précieux pour juger au moins des intentions des pouvoirs publics au cours des années à venir. Il s'agit du rapport qu'un groupe de travail, présidé par M. Alain Prate, sous-gouverneur de la Banque de France, a établi sur « la politique monétaire » pour le IX^e Plan. Que penser des grandes orientations proposées par ce document ?

Il convient en premier lieu de ne pas le juger dans l'abstrait. Quand on se souvient de certaines des propositions qui étaient faites par des économistes et professionnels proches des hommes politiques venus au pouvoir après le 10 mai 1981, notamment dans un pamphlet portant le titre *l'Imposture monétaire*, (et signé du pseudonyme collectif Thomas LeFranc) on est très favorablement impressionné par l'analyse présentée dans le rapport du Plan. Les propositions contenues dans ce pamphlet consistaient précisément à permettre un accès élargi au bilan de la Banque de France pour le financement d'activités jugées prioritaires, autrement dit d'accroître encore le pouvoir discrétionnaire de création monétaire par l'institut d'émission, pouvoir qu'il conviendrait au contraire de réduire.

Les auteurs du rapport estiment que, aussi longtemps que persistera le déséquilibre extérieur, dont ils analysent admirablement les causes, et que, en conséquence, existera un risque de « dérapage » pour la monnaie, il convient de ne pas toucher au dispositif en place de contrôle de la masse monétaire. La pièce essentielle de ce dispositif est l'encadrement du crédit, dont les auteurs du rapport nous affirment qu'il a fait les preuves de son efficacité. On peut en douter sérieusement si l'on considère que, depuis dix ans qu'il est en vigueur, la France a connu une inflation plus forte que la plupart de ses partenaires et que le franc a perdu plus de la moitié de sa valeur par rapport au deutschemark.

C'est au contraire maintenant qu'il conviendrait de réformer plusieurs des anomalies les plus criantes du fonctionnement du marché monétaire français. L'équilibre extérieur en serait rétabli plus sûrement, et sans peut-être pour une courte période de réajustement, à un coût moindre pour l'économie française (progression étendue du chômage).

En limitant (avec beaucoup d'exceptions) de façon quantitative le volume des crédits émis, l'encadrement revient à substituer un contingentement à un régime par un mécanisme de marché. Les auteurs du rapport estiment qu'avant de réintroduire, à côté de l'encadrement « qui n'est pas une fatalité », un régime par la liquidité bancaire, il conviendrait de créer les conditions d'un marché monétaire plus homogène, qui comprendrait moins de circuits privilégiés ou spécialisés.

C'est à ce prix seulement qu'on pourrait compter davantage sur le mécanisme de l'« arme des taux ». En augmentant ou en diminuant ses interventions sur le marché, la Banque de France ferait baisser ou monter le taux d'intérêt, incitant les banques à régler ou conséquence le montant de leurs réserves. Dans les circonstances actuelles, faire reposer entièrement la politique monétaire sur l'emploi de cette méthode se traduirait par des variations beaucoup trop brutales de taux, et cela d'autant plus que les conditions de crédit ne sont déterminées que d'une façon assez lâche par les fluctuations du loyer de l'argent sur le marché monétaire. Le fait que près de la moitié du crédit soit distribué à des conditions privilégiées aboutit à une certaine « déconnexion » avec le taux du marché monétaire, lui-même commandé largement par

l'évolution du marché des changes. La « déconnexion » était, on le sait, une des revendications des économistes de gauche proches des idées exposées dans le livre dont il a été question plus haut.

Pour une vraie sélectivité

Le rapport remarque que le portefeuille très élevée de crédits octroyés à des conditions de faveur n'est pas le résultat d'une « sélection » véritablement sélective, au fur et à mesure que pouvait être instauré en France un système de régulation plus équilibré où le mécanisme des taux jouerait un plus grand rôle à côté d'un encadrement moins contraignant et simplifié.

Plusieurs tendances se sont manifestées à l'intérieur du comité, d'où la tentative de concilier la « sélectivité » (par les critères habituels du métier de banquier) et la sélectivité (destinée à tenir compte des indications d'un Plan supposé suffisamment normatif pour orienter véritablement la production). Sagement le comité a fait la part belle aux critères traditionnels de gestion.

Un seul de ses membres a tenu à exprimer dans le document même son désaccord avec plusieurs des conclusions présentées. Il s'agit de M. Florin Alftalion, qui s'en tient aux thèses du monétarisme friedmanien le plus strict en réclamant notamment la fixation par les autorités monétaires d'un objectif de croissance monétaire pour toute la durée du Plan, comme si l'expérience n'avait pas montré que l'impossibilité même de définir objectivement la masse monétaire rendait ce genre d'exercice assez illusoire.

Sur l'essentiel, à savoir les relations entre les banques commerciales et la Banque de France, le rapport fait bien quelques allusions critiques aux méfaits de l'accès automatique des premières aux ressources de la seconde, mais c'est avec une grande prudence qu'il préconise des réformes, pourtant bien nécessaires, aux usages actuels. Peut-être, étant données les circonstances, était-il impossible d'aller plus loin. C'est déjà une bonne chose d'avoir indiqué le chemin.

PAUL FABRA.

La dette intérieure aussi croît rapidement

INTERROGÉ le semaine dernière à l'Assemblée nationale sur le poids de la dette publique intérieure, M. Delors a indiqué que la charge des intérêts — seuls pris en compte dans la budget de l'Etat, les remboursements en capital relevant du Trésor — allait passer de 58,4 milliards de francs en 1983 à 70 milliards de francs en 1984. L'endettement extérieur n'est pas seul à croître.

Comme pour s'excuser de cette forte progression (20 % en un an), le ministre de l'économie et des finances a rappelé quelques chiffres comparant les poids respectifs des dettes intérieures en France et à l'étranger. « L'opinion publique doit savoir », a déclaré M. Delors.

Cette comparaison (en capital rapporté au produit intérieur brut) est effectivement très favorable : 17,6 % du P.I.B. en France en 1983, contre 18 % en R.F.A., 28 % aux Etats-Unis, 39 % en Grande-Bretagne, 39 % au Japon [nous rectifions les chiffres fournis par M. Delors à l'Assemblée nationale, le ministre s'étant trompé dans la lecture de ses données, attribuant à la France un endettement atteignant 30 % du P.I.B. (1)].

Mais le ministre de l'économie et des finances n'a pas tout dit aux députés. Les intérêts de la dette publique, qui pèsent maintenant si lourd dans le budget de l'Etat, atteignent en 1983 58,4 milliards de francs en 1978 et 25,7 milliards de francs en 1980, du fait de taux d'intérêt moins élevés qu'actuellement et, surtout, de déficits budgétaires plus faibles : 38,2 milliards de francs en 1978, 11,8 % du P.I.B., 39,9 milliards en 1979 (1,0 % du P.I.B.), 23,8 milliards de francs en 1980 (0,9 % du P.I.B.). Le bon état des finances publiques fin 1980 est confirmé par la capacité de financement des administrations publiques cette année-là (+ 0,3 % du P.I.B.) correspondant en fait à un excédent financier de l'Etat, des collectivités locales et de la Sécurité sociale. Le fait est assez important pour être souligné.

M. Delors, qui ne s'est pas toujours interdit d'invoquer l'« héritage » pour expliquer ses déconvenues ou ses difficultés en matière d'inflation notamment, — aurait pu rendre, à ce sujet, hommage à ses prédécesseurs, M. Mitterrand l'avait fait quelques mois après son élection.

Sur un dernier point, M. Delors aurait pu mettre également les choses au clair : en 1982, l'épargne longue (obligations) n'a financé que 3,1 % du déficit budgétaire, les bons du Trésor détenus par les banques et autres établissements, comme la Caisse des dépôts, couvrant le reste. Une facilité qui antécédait l'inflation.

En 1980, l'épargne longue (28,5 milliards de francs) avait financé 80 % du déficit budgétaire...

A ces chiffres très officiels tirés des « notes bleues » du ministère des finances, on doit ajouter une précision d'importance pour le rapport du groupe de travail sur la politique monétaire pour la préparation du IX^e Plan : la besoin de financement extérieur de la nation est passé de 39,8 milliards de francs en 1980 à 43,9 milliards de francs en 1981 et à 105,2 milliards de francs en 1982. En 1983, les besoins de la nation couverts par l'étranger — et non par l'épargne des Français — devraient, selon les prévisions, revenir à 82,4 milliards de francs. Mais cette amélioration devra se poursuivre plusieurs années pour effacer les drapages qui ont eu lieu. L'opinion publique, comme dit M. Delors, doit aussi savoir tout cela.

ALAIN VERNHOLES.

(1) Fin 1980, la dette publique intérieure atteignait 418,3 milliards de francs. Ce chiffre est passé à 500 milliards fin 1981, à 616,6 milliards et à 704,3 milliards de francs fin mars 1983 (dernier chiffre connu).

POINT DE VUE

Le marché pétrolier, dix ans après la crise de 1973

AVEC dix ans de recul, il est instructif de réévaluer les causes et les conséquences réelles de ce qu'il est convenu d'appeler le premier choc pétrolier ou la crise pétrolière de 1973. Ce réexamen s'impose parce qu'il permet non seulement de ramener les choses à leurs justes proportions mais aussi d'entrevoir, à partir de la nouvelle physiologie du système énergétique mondial et des stratégies des principaux acteurs en présence, l'évolution possible au cours des prochaines années.

Les signes avant-coureurs

Pour ce qui est tout d'abord des causes de la secousse qui a profondément ébranlé l'industrie pétrolière mondiale durant l'automne 1973, on en retient généralement deux qui, pour être les plus immédiates et les plus apparentes, ne sont certainement pas les seules, et peut-être pas les plus profondes. La première de ces causes a été la décision prise par la plupart des pays arabes d'utiliser le pétrole comme arme politique, c'est-à-dire, en l'occurrence, d'imposer un embargo sur les exportations à destination des Etats-Unis et des Pays-Bas (accusés de soutenir Israël pendant la guerre israélo-arabe d'octobre 1973), de réduire progressivement les exportations vers les pays « neutres » et de les maintenir inchangées pour les pays « amis ».

La deuxième cause immédiate a été la double décision prise en décembre 1973 par les pays membres de l'OPEP : à la fois aux mêmes dates élever les prix de leur pétrole ; à quadrupler les prix en leur portant, pour le pétrole saoudien léger, de 3,011 dollars la baril au 1^{er} octobre 1973 à 11,651 dollars la baril au 1^{er} janvier 1974.

Mais ce qu'on oublie trop souvent, c'est que les signes avant-coureurs

de la crise se sont, en fait, manifestés bien avant 1973, et pour des raisons qui n'avaient rien à faire ni avec l'OPEP ni avec la conflagration israélo-arabe. C'est en effet dès l'hiver 1970-1971 que, pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, des ruptures d'approvisionnement en gaz et en produits pétroliers ont eu lieu sur le marché américain, provoquant le retournement de l'essence, la fermeture d'écoles et d'usines dans certains Etats, et de longues files d'attente devant les stations-service. Un véritable matrasage de l'opinion était parallèlement entrepris par les sociétés pétrolières américaines pour mettre en garde contre les dangers du déclin de la production nationale et de l'accroissement des importations, et pour souligner la nécessité d'une augmentation des prix du pétrole pour stimuler, en les rendant rentables, l'exploration et l'exploitation des sources énergétiques américaines. Relevant ce caractère artificiel de la pénurie de produits qui s'était alors subitement manifestée sur le marché américain en 1970-1971, puis pendant l'hiver 1973, le revue spécialisée *Oil and Gas Journal* écrivait, le 18 avril 1973, que « dans beaucoup de cas, la pénurie est plus anticipée que réelle. Elle reflète l'action des « majors », visant à modifier leur méthode de commercialisation ».

Les grandes sociétés pétrolières américaines ont fini par obtenir gain de cause, puisque, dans son message sur l'énergie du 18 avril 1973, le président Nixon approuvait une première hausse des prix du pétrole américain, après avoir adopté le fameux projet d'indépendance, visant à assurer l'autosuffisance énergétique des Etats-Unis, moyennant une augmentation des prix pour encourager les investissements. Tout cela bien

par NICOLAS SARKIS (*)

avant la guerre d'octobre et les décisions de l'OPEP de décembre 1973.

Coincidence ou convergence objective d'intérêts ? Le fait est que l'OPEP, créée dès 1960, et qui n'avait pas pu au cours des douze premières années de son existence augmenter les prix d'un seul centime, a eu un coup de maître en 1973, dans la foulée de la guerre d'octobre, quand précisément les sociétés et l'administration américaines voyaient des avantages à cette hausse. Un autre fait à souligner est que, contrairement à une certaine opinion très répandue, ce ne sont pas les pays « radicaux » de l'OPEP qui ont joué le rôle déterminant dans l'accroissement des prix de 1973, mais bien l'Iran et l'Arabie Saoudite, c'est-à-dire les meilleurs alliés des Etats-Unis parmi les pays de l'OPEP, et ce à l'occasion d'une réunion tenue par l'OPEP à Téhéran, précisément, et sous l'œil vigilant du chah en personne.

Tout cela n'a pas empêché que les décisions de l'OPEP suscitent dans les pays occidentaux des réactions violentes, qui frisaient parfois l'irrationnel. Les uns parlaient alors de la guerre du pétrole, tandis que d'autres évoquaient les menaces d'un effondrement économique général et d'une éventuelle configuration planétaire. D'autres exprimaient des craintes quant à l'avenir de la civilisation chrétienne, pendant que la très respectable Banque mondiale estimait que les surplus monétaires des pays de l'OPEP représentaient les 1 000 milliards de dollars en 1985.

Aujourd'hui, les conséquences de la crise de 1973 apparaissent comme moins dramatiques, et, sur (*) Directeur du Centre arabe d'études pétrolières.

plusieurs points, bien différentes de ce que l'on imaginait alors.

Pour ce qui est d'abord de l'utilisation du pétrole comme arme politique, l'embargo de 1973-1974 a finalement été d'une portée très limitée, puisqu'il n'a duré que cinq mois et qu'il n'a théoriquement visé que les Etats-Unis et les Pays-Bas. Politiquement, cet embargo a plutôt été un échec, puisqu'il n'a pas empêché Israël d'occuper et d'annexer des territoires arabes, ni obligé les Etats-Unis à réduire leur soutien à l'Etat hébreu. Sur ce point, c'est en fait le contraire qui est vrai.

Des effets bénéfiques sur les pays consommateurs

Quant à l'augmentation des prix, il apparaît clairement aujourd'hui que, si elle a permis aux pays de l'OPEP d'augmenter leurs revenus, elle n'en a pas moins été bénéfique pour de nombreux pays consommateurs, dans le mesure où elle a incité aux efforts d'utilisation plus rationnelle de l'énergie et a rendu possible le développement de nouvelles sources de production, notamment en mer du Nord, en Alaska, au Mexique et dans la gulf de Guinée. La même observation peut être faite à propos du « second choc » pétrolier de 1979-1980, dont les effets ont, il est vrai, été atténués par la baisse des prix de mars 1983 et par leur gel, qui risque de se prolonger jusqu'en 1984 ou même 1985. Quant à ce soit, les pays de l'A.I.E. (Agence internationale de l'énergie, créée au sein de l'O.C.D.E. sans la participation de la France), regroupés en 1974 sous la bannière américaine pour, soi-disant, faire pièce à l'OPEP, voire le détruire, semblent maintenant avoir oublié leur objectif initial. Ils ne sont plus du tout incommodés par l'existence de

cette organisation. Un autre fait est à signaler : aussi bien des pays de l'A.I.E. que les grandes compagnies continuent à peser d'un poids considérable dans l'évolution des prix, et ils pourraient à tout instant, s'ils le voulaient vraiment, faire baisser les prix du brut, comme ils l'ont fait au début de cette année.

En ce qui concerne les fameux surplus de pétrodollars qu'on agite comme un épouvantail en 1973, la Banque mondiale et bien d'autres avec elle ont dû réviser, sinon inverser, leurs prévisions initiales.

(Lire la suite page 25.)

FOUCHER

L'ACTUALITÉ, C'EST LE PLAN COMPTABLE GÉNÉRAL 82

Application obligatoire en entreprises : **janvier 84**

DEUX OUVRAGES INDISPENSABLES :

LE GUIDE D'APPLICATION DU PLAN COMPTABLE GÉNÉRAL 82 ... 125,00 F

par C. PEROCHON

CET OUVRAGE A OBTENU LE GRAND PRIX DES MEILLEURS LIVRES DE MANAGEMENT DÉCERNÉ PAR HARVARD & L'EXTENSION EN SEPTEMBRE 83

PRÉSENTATION DU PLAN COMPTABLE FRANÇAIS P.C.G. 82 ... 68,00 F T.T.C.

par C. PEROCHON

128, rue de Rivoli 75008 PARIS CEDEX 01

PUBLICITÉ

Ce message a été financé exclusivement par les contributeurs individuels des seuls médecins et biologistes de la Fédération Nationale des Syndicats Départementaux des Médecins et Biologistes Hospitaliers non-Universitaires, membre de l'Intersyndicale Nationale des Médecins Hospitaliers.

LA FÉDÉRATION NATIONALE DES SYNDICATS DÉPARTEMENTAUX DES MÉDECINS ET BIOLOGISTES HOSPITALIERS NON UNIVERSITAIRES

S'ADRESSE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

le 16 novembre 1983

Monsieur le Président,

Vous avez fait de la communication la base de vos relations avec les Français.
Vous avez institué la concertation comme le préalable à toute réforme.
Vous avez appelé les Français à se rassembler.
Vous avez créé un Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale.
Ces intentions sont plus que louables.
La réalité des procédures et des attitudes est tristement différente.
Votre communication et votre concertation se résument à un dialogue de sourds car si les responsables sont consultés, ils ne sont jamais entendus.
Un rassemblement est illusoire quand toute forme d'autorité professionnelle est bafouée par les tenants de la bureaucratisation.
La solidarité est ridiculisée quand on oppose systématiquement usagers et praticiens.
C'est pourquoi plus de 10 000 médecins et biologistes des hôpitaux non-universitaires, responsables de 60 % des malades hospitalisés dans le secteur public, s'adressent à vous au moment où ils sont résolus à de nouvelles grèves.
L'opinion doit savoir que les décisions que vous allez prendre et que nous ne cautionnerons pas condamnent la santé publique aux dépens de l'intérêt des malades.

Les textes annoncés constituent un carcan administratif • font reculer le niveau de qualité des soins • déshumanisent la relation hôpital/malade • conduisent au démantèlement rapide de l'hôpital public, déjà financé par la communauté nationale.

Monsieur le Président,

Nous voulons croire que vous savez combien les Français ont confiance dans leurs hôpitaux.
Nous voulons croire que votre expérience vous persuade qu'il ne peut y avoir de responsabilité sans autorité et indépendance professionnelle.
Quelle que soit la générosité de vos intentions, vous ne ferez pas fonctionner des hôpitaux sans médecins (qu'ils soient temps plein, temps partiel ou attachés), vous ne maintiendrez pas la médecine hospitalière française à son niveau de compétence et de réputation sans médecins satisfaits, vous ne servirez pas la solidarité entre ceux qui souffrent et ceux qui les soignent sans médecins responsables et motivés.
En médecine hospitalière, la liberté ne se négocie pas; la qualité passe par le respect de la dignité du médecin et le progrès ne peut se faire sans considération professionnelle.

L'histoire prouve que l'avenir ne fait pas de cadeaux à ceux qui banalisent la vertu du service. Et il n'est pas de service plus important que celui de la santé.

Docteur Georges Mallard
Président

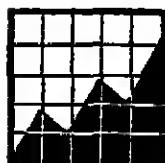
Siège Social: 17, rue Michel-de-l'Hôpital - 03000 Moulins.

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	88,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,85
IMMOBILIER	58,00	68,42
AUTOMOBILES	58,00	68,42
AGENDA	58,00	68,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,60

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,80
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

INDUSTRIE
700 pers. - 160 millions F.

200 KM A L'OUEST DE PARIS
FILIALE D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL
créée, par regroupement de fonctions,
le poste de

**DIRECTEUR
ADMINISTRATIF**
250.000 F

Collaborateur direct du D.G., il aura en charge
• les COMPTABILITÉS générale et analytique
(8 pers.) • la fonction PERSONNEL (7 pers.)
• l'INFORMATIQUE (correspondant du Soc. central du Groupe) • le CONTRÔLE DE LA GESTION
(tableaux de bord).

- FORMATION: DECS ou E.S.C.
option Comptabilité/Finances.
- EXPERIENCE
- à la fois comptable et PERSONNEL
(indispensable)
- de la DIRECTION ADMINISTRATIVE (en
titre ou en second) d'une moyenne
industrie.
- Homme de communication, s'intéressant à
tout ce qui contribue à la RENTABILITÉ

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite,
C.V. dét., rémunération et photo ss réf. 7001 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

**BANQUE PRIVÉE
PARIS-8***

recherche

**DIRECTEUR
DES CREDIT**

sous l'autorité du Directeur Général, il est responsable des
missions d'étude et de gestion attribuées à son
Département.

Diplôme d'études supérieures, le candidat devra posséder
un excellent sens du risque, le goût de l'organisation et une
aptitude certaine du commandement, à travers une
expérience analogue de 10 à 15 ans. Disponibilité rapide
souhaitée.

Adresser C.V., photo et rémunération actuelle à :
DELMORE sous référence n° 2.028,
98, rue de La Victoire, PARIS-9* qui transmettra.



Direction fabrication

300.000 F

Industrie mécanique. Exercant son activité dans le domaine ferroviaire,
cette société basée dans la banlieue Nord-Est de Paris (chiffre d'affaires de
225 millions de francs - effectif de 800 personnes) filiale d'un groupe américain
important, recherche son responsable des fabrications. Dépendant de la direction
générale, et en liaison étroite avec les autres services (méthodes-qualité-
logistique...), il dirigera, planifiera et coordonnera les différents ateliers (us-
inage, montage, mécano-soudure...), en optimisant les ressources humaines,
matérielles, financières et administratives mises à sa disposition. Il assurera
d'autre part la réalisation des fabrications (petites et moyennes séries) dans
les normes de qualité, de coût et les délais fixés. Ce poste évolutif convien-
dra à un ingénieur diplômé âgé d'au moins 35 ans, justifiant d'une solide
expérience dans la production de biens d'équipement industriels. La réussite
dans cette fonction requiert une très grande aisance dans le contact humain et
une bonne pratique de la langue anglaise. La rémunération de l'ordre de
300.000 francs sera fonction de l'acquis professionnel du candidat retenu.
Ecrire à J. HAZAIRE. Réf. A2462M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Directeur publicité

300.000 F

Presse - Un puissant groupe de presse recherche pour l'un de ses principaux
titres, un hebdomadaire grand public à forte diffusion, son directeur de la
publicité. A la tête d'une équipe de 7 personnes, dont 3 chefs de publicité, il
aura la totale responsabilité de la règle publicitaire du titre. Il aura à cœur de
s'impliquer personnellement dans les contacts commerciaux avec les agen-
ces et annonceurs. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans,
diplômé de l'enseignement supérieur, et disposant d'une solide expérience de
la publicité, soit en régie, soit en agence, soit chez l'annonceur. Des qualités
de vendeur et d'animateur, ainsi qu'une forte motivation pour la presse sont
nécessaires. La rémunération, qui pourra atteindre 300.000 francs par an, sera
essentiellement fonction de l'expérience du candidat et des résultats obtenus.
Le poste est situé à Paris. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A2469M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Directeur ventes

250.000 F

Biens d'équipement légers - Filiale d'un groupe international d'origine
suédoise, cette PME (36 millions de francs hors taxes ; 25 personnes) commer-
cialise, à travers un réseau de frigoristes dont une douzaine de concessionnai-
res, des équipements de réfrigération commerciale destinés à une clientèle
diversifiée du secteur alimentaire (détaillants, GMS...). Elle recherche son
directeur des ventes. En relation étroite avec le directeur général, il est respon-
sable de la politique commerciale et anime, contrôle, forme et informe une
équipe de cadres de ventes, assiste les concessionnaires et négocie avec les
clients les plus importants. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans
au moins, si possible diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, ayant
l'expérience de la vente de biens d'équipement légers et de l'encadrement
d'une petite équipe de vente. La connaissance du froid commercial serait un
atout. La pratique de l'anglais est nécessaire. Ce poste, impliquant une grande
disponibilité, est à pourvoir en région parisienne. Une voiture de fonction est
fournie. La rémunération annuelle qui pourra atteindre 250.000 francs dépen-
dra essentiellement des compétences du candidat retenu. Ecrire à Ph.
LESAGE. Réf. A2463M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

DU CONTROLE DE GESTION A UNE DIRECTION DE FILIALE

Une excellente opportunité de carrière est offerte à un jeune HEC, ESSEC... assigné au Groupe Industriel Français veut
confier la Direction de sa filiale décentralisée à l'étranger, pays de l'Europe du Sud (bord de mer).
Dépendant de la Direction France pour les orientations de développement industriel et commercial, il a la responsabilité
totale de la gestion de ce centre de profit (30 MF) avec l'objectif de développer sa part de marché sur l'Europe
Occidentale, l'Afrique du Nord et le Moyen Orient. Une double action est donc nécessaire. D'une part, assurer la
gestion : encadrement de la Direction Technique d'une usine moderne de 200 personnes, actualisation du système de
gestion. D'autre part, animer et orienter l'action commerciale à l'exportation. Seul représentant de sa Société auprès des
instances locales, il assume par ailleurs toute responsabilité propre à un chef d'établissement : partenariats sociaux,
administrations diverses, banques...

Agé de 29 ans minimum, vous avez acquis une première expérience de quelques années au sein d'un service contrôle de
gestion usine : système de comptabilité analytique sur informatique, prix de revient standards. Habitué à travailler sur
prévisions budgétaires et contrôle, vous connaissez les règles de la consolidation et le dialogue avec un siège éloigné.
Votre langue de travail sera l'anglais (il n'y a pas d'établissement scolaire français sur place).

Nous voulons rencontrer un « battant », ayant l'effort d'un patron. Votre réponse à ce poste vous offrira de nombreuses
perspectives dans notre Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous la réf. 2680 à OCS notre Conseil auquel nous
avons confié cette recherche.



1, rue Guillaume Brochon - BP 37 - 33024 BORDEAUX Cédex.
91, rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS.

directeur des ventes

PAP MASCULIN

Nous sommes la filiale française d'un important Groupe Européen dans le domaine du Textile et de
l'habillement. Notre ligne de PAP masculin de niveau élevé est déjà implantée avec succès dans plu-
sieurs pays d'Europe et nous voulons aujourd'hui la lancer en France : elle sera distribuée auprès des
détaillants indépendants. Nous recherchons l'homme qui sera responsable de la direction des ventes de
ce nouveau département, en liaison avec le Directeur de notre filiale. Sa mission sera de recruter, former
et encadrer une équipe de représentants, de veiller à l'application de la politique commerciale sur le terrain
et de négocier avec les principaux clients. Nous voulons recruter un professionnel de la vente de PAP
masculin capable d'assurer la direction des ventes de ce nouveau département. Ce poste est basé à Paris
et nécessite de fréquents déplacements sur toute la France.
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence
307.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron, s.a.

MEMBRE DE SYNTIC

TRANSPORTS INTERNATIONAUX

Notre Groupe recherche pour sa division internationale particulièrement
réputée et performante son futur

**DIRECTEUR DES SERVICES
INTERNATIONAUX DE PARIS**

Dans un premier temps, en tant qu'Adjoint de Direction, il gèrera les ser-
vices Transit Maritime et Aérien ainsi que l'une des branches Transit Terrestre
Europe. Puis, à court terme, il assurera la responsabilité de la direction de
la succursale comprenant plus de 150 personnes, exploitant une vingtaine
de lignes sur l'Europe.

Le Directeur coordonne et anime les services Transit, Douane, Qual.
Camionnage, Affrètement et Commercial. Il assure le développement de
l'exploitation, élabore la politique commerciale et technique. Il est entière-
ment responsable de ses résultats devant le D.G.

Ce poste s'adresse à un collaborateur à fort potentiel, possédant une ex-
périence du transit et plus particulièrement terrestre.
La connaissance de l'allemand et de l'anglais est indispensable.

Votre candidature sera traitée confidentiellement sous réf.
1120-M par Françoise BARS
LTM CONSULTANTS
63, avenue de Villiers 75017 Paris



MICRO-ARCHI

PME de conception avancée
de micro-ordinateurs grande diffusion
recherche
pour participer
à son développement rapide

**un directeur
techniques
industrielles**

Sous la responsabilité du Directeur
général, il est chargé des problèmes
industriels pour les composants, les
sous-ensembles et les produits (plans
qualités, sécurité d'approvisionnement,
lancements des pré-séries, transferts
de productions...)

Adresser CV et lettre manuscrite à :
Micro-Archi,
79, rue du Temple, 75003 Paris

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

recherche pour filiales

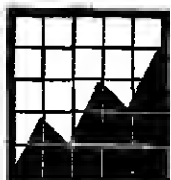
à AMIENS

**DIRECTEUR ADMINISTRATIF
ET FINANCIER**

rattaché fonctionnellement au secrétaire général du groupe,
il aura la pleine responsabilité :
- des comptabilités générales,
- des comptabilités analytiques,
- de la gestion des trésoreries,
- de l'établissement et du suivi des budgets.

Il participera activement à la mise en place du nouveau plan
comptable et du système informatique.
Ce poste convient à un candidat dynamique et rigoureux,
agé de 30 ans au moins, titulaire du DECS ou équivalent,
et ayant exercé des fonctions similaires pendant
plusieurs années.

Adresser lettre manuscrite et C.V. très complet + photo
sous réf. 890, à CAMPBELL, B.P. 57 - 75824 Paris Cédex 17.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Groupe international du secteur des coffrages et étaielements pour le bâtiment et les travaux publics, un des leaders de sa branche

Cherche pour l'expansion de sa filiale française (distribution et fabrication) dans la région parisienne le

DIRECTEUR TECHNIQUE

Le candidat, qui jouira d'une grande autonomie, sera de préférence diplômé d'une école d'ingénieurs et aura une expérience de vendeur et de gestionnaire. Il aura également la responsabilité du secteur technico-commercial avec la possibilité de devenir directeur général après deux ans. Il aura un esprit créatif et une bonne capacité d'organisation, de direction et de négociation.

La connaissance de l'allemand est indispensable.

Salaire et avantages proportionnels à l'importance du poste.

Adresser lettre manuscrite avec prétentions, C.V. et photo sous la référence 7155 au journal *le Monde*, service des ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris, qui transmettra - Discretion assurée.

La ville de MONTPELLIER recrute par voie de concours sur titres un

DIRECTEUR

des Journées Internationales de Photographie et de la Galerie Municipale Contractuel.
Les candidats devront être titulaires de tout engagement à compter du 15 décembre 83.
Niveau requis : Bac + 2 et culture photographique.
Qualités d'organisateur et connaissances administratives.
Pratique de l'anglais et permis de conduire indispensables.
Rémunération basée sur l'indice brut 474 (traitement net mensuel 6 400 environ).

Adresser demande de candidature plus curriculum vitae, photo et références avant le 30 oct. 83 (la date de la poste faisant foi) à la Mairie de Montpellier Hôtel de Ville le Polygone Service du Personnel II 34084 Montpellier Cedex

Maison familiale de Vacances (tourisme social) Centre permanent - 200 rue Sud de la DROME recherche

DIRECTEUR
Responsable commercial et gestionnaire, trois années d'expérience similaires.
Envoyer C.V. + photo à L.V.T. B.P. 177 - 26105 ROMANS.

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES

296-15-01

BRETAGNE NORD

IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE A VOCATION EXPORT

DIRECTEUR du MARKETING et des VENTES «EXPORT»

MISSION : Affiner la stratégie commerciale de l'entreprise, structurer et animer l'administration des ventes, dynamiser l'équipe commerciale. Collaborateur direct du PDG, le titulaire de ce poste complet et de haut niveau aura acquis une solide formation supérieure, une large expérience de la conduite des hommes et de la vente au niveau export.

Dynamisme, disponibilité, mobilité, «caractère» seront doublés d'une réelle aptitude aux contacts simples et directs. Résidence en milieu rural.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo (retournée) et prétentions, sous réf. 83.11.LM. à : **Alain KERVADÉC** - Psychologue du travail 5, place de la Liberté - 22000 Saint-Brieuc Tél.(96) 33.23.88.

Discretion assurée

Directeur du personnel PARIS

Un groupe fabriquant et commercialisant des produits de consommation courante, cherche un Directeur du Personnel qui interviendra sur plusieurs sociétés du groupe (environ 2.000 personnes), les autres secteurs étant couverts par deux autres directions de personnel, tous répondant devant la direction générale.

Sa mission principale sera :
• de mettre en œuvre une politique d'harmonisation concernant entr'autres les procédures, classifications des emplois et salaires dans les établissements concernés,
• de conseiller les directeurs d'usines,
• d'élaborer les indicateurs sociaux,
• de mettre en place des outils de gestion de personnel,
• d'intervenir de façon plus opérationnelle dans certaines unités.

De formation supérieure, maîtrise droit de préférence, il doit bien entendu avoir une très bonne maîtrise de la législation sociale, de l'administration et de la gestion du personnel.

Il doit également pouvoir s'appuyer sur une expérience du terrain. Cette expérience et sa personnalité lui permettront de se faire accepter par les directions des sociétés et des usines, de jouer près d'elles un rôle efficace, et de convaincre celles-ci de la nécessité d'une cohérence au niveau groupe.

Les candidatures (lettre manuscrite, photo et C.V. sous référence 2250-M) précisant le niveau de rémunération, seront traitées en route de discrétion par

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92100 ANTONY

DIRECTION DE NEGOCIE CARRELAGE-SANITAIRE

Filiale d'un Grand Groupe Financier, ce négociant dépositaire des plus grandes marques de carrelage en moyenne et haute gamme représente une des premières affaires de ce type sur la place de PARIS : CA 40 MF, environ 50 personnes. Il est doté d'outils performants (nouvelle salle d'exposition, système informatique en temps réel, surface de stockage importante) et est animé par un personnel compétent et dynamique. Pour en assurer la gestion courante, l'exploitation et le développement commercial (clientèle d'entreprises, de négociants et de particuliers) nous recherchons un jeune cadre (35 ans), diplômé d'Etudes Supérieures (ESG ou équivalent) qui saura apporter au delà de son dynamisme et de son esprit terrain, une bonne expérience et connaissance de ce secteur d'activité (prescripteurs-artisans, etc.). Nous étudierons avec intérêt la candidature d'un autodidacte qui justifiera d'une expérience réussie de ce type de fonction. Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil.

Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions, sous réf. 1207 M.

Jean-Claude Maurice S.A.

397 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

Teisseire

Recrute pour une importante unité de fabrication son

DIRECTEUR D'USINE

d'un niveau INGÉNIEUR AGRO-ALIMENTAIRE. Ce candidat aura la responsabilité de l'organisation et la gestion de l'unité.

- ORDONNANCEMENT, LANCEMENT.
- FABRICATION.
- PRODUCTION.
- STOCKAGE, EXPÉDITION.
- ENTRETIEN.
- QUALITÉ PRODUITS.
- GESTION PERSONNEL, etc.

Homme de terrain, il assurera dans le cadre d'une société dynamique le développement de cette usine.

Adresser sous réf. 1.045, lettre manuscrite, C.V. + photo, au Chef du Personnel **TEISSEIRE-FRANCE** 11-13, rue Général-Rambaud 38028 GRENOBLE Cedex.

Le Centre de Recherches pharmaceutiques

SEARLE

situé à SOPHIA-ANTIPOLIS (Alpes-Maritimes) recherche pour son Département de TOXICOLOGIE - PATHOLOGIE (60 personnes)

directeur d'études H-F

Il aura la responsabilité d'études de toxicologie et devra participer à la planification et au suivi des études, à la mise au point des nouvelles méthodes, à l'organisation du travail, à la rédaction des protocoles et rapports d'études et à la formation des techniciens. Un niveau d'études supérieures (pharmacien, vétérinaire ou équivalent, universitaire), complété par une formation du 3ème cycle en toxicologie et une expérience minimum de 3 ans sont requis pour ce poste.

La connaissance de l'ANGLAIS est indispensable. Les candidatures ne comportant pas ces éléments ne seront pas prises en considération.

Adresser C.V. détaillé et souhaits sous référence M à : **SEARLE** - Sophia Antipolis - B.P. 23 - 06581 VALBONNE Cedex DISCRETION ASSURÉE

DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE HAUTE-SOYIE

Important fabricant de matériel électronique (200 millions C.A.) en phase de mutation technologique, réorganise sa fonction financière et administrative face au développement qu'entraîne sa nouvelle dimension internationale.

Cette fonction recouvre :

- la supervision et la modernisation de la comptabilité générale et analytique,
- le calcul et le contrôle des prix de revient,
- la préparation des budgets d'exploitation et de trésorerie et leur suivi,
- l'élaboration et le suivi des tableaux de bord, débouchant sur un véritable contrôle de gestion,
- les tâches administratives classiques.

Le poste, nécessitant conception et mise en place de plusieurs outils de gestion conviendrait à un candidat dynamique et expérimenté. Celui-ci collaborera de très près avec la Direction Générale, dont il constitue le support privilégié.

Le candidat doit être familier de l'environnement international, savoir communiquer avec une société-mère étrangère et posséder un bon niveau d'anglais.

Le poste est évolutif et les conditions attractives.

Transmettre prétentions et curriculum-vitae n° 276284 à Regie Presse, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

VILLE DE CHOISY-LE-ROI (94400) recrute

DIRECTRICE ADJOINTE

(fonction collective).

INFIRMIERE D.E. PUERICULTE D.E.

ANIMATEUR PERMANENT.

S.A.F.D. édité. Expérience jeune.

Envoyer C.V. à : M. le Maire.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORT recherche

POUR SON ACTIVITÉ AÉRIENNE

DIRECTEUR DE SON CENTRE DE ROISSY

35/45 ans

Expérience confirmée du transport aérien

dans un poste similaire

Très bonne maîtrise de l'anglais

Adresser CV et prétentions sous n° 21.482 réf. à porter sur l'enveloppe à la Publicité Française 23-27, avenue de Neuilly 75116 PARIS, qui transmettra.



emplois internationaux emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

(et départements d'Outre Mer)

Deux hommes qui ont déjà fait le tour de la terre... pour conquérir le monde.

L'un en Asie et en Amérique Latine, l'autre au Moyen-Orient

Nous sommes la filiale d'un groupe chimique et pharmaceutique mondial. Pour le Moyen-Orient, vous développerez la commercialisation de produits agrochimiques. Pour l'Asie du Sud Est et l'Amérique Latine, vous diffuserez nos matières premières destinées à l'industrie chimique et pharmaceutique (nous sommes le n° 1). Basé à PARIS, vous découvrirez un département international jeune, plein d'idées et de projets en tête. Tous deux, bons commerciaux et fins négociateurs, votre expérience, de chacune de ces zones vous aura appris à devenir des détenteurs de terrain et donc de marchés en or ! De plus, nous envisageons pour vous une évolution vers d'autres responsabilités et ce prévisible à terme. L'un parlera espagnol, l'autre l'arabe si possible et vous serez tous deux parfaitement bilingue anglais. Mais pour le Moyen Orient une formation agronomique serait appréciée. Merci de nous adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 4293 à nos cotières 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS.

Echange FRANCO-ALLEMAND Prof. allemand (franc./angl.), fr. exp. de l'ens. du franc. (CESI) domic. et école à Dusseldorf. Cherche à échanger son poste pour 84/85 à Paris ou en Charente-Mar., pd sept. dispon. Offres à l'ingén. SCHMANN, Marché-est. 24 0-4000 DUESSELDORF 30.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Maintenance au Moyen-Orient

Des réalisations prestigieuses - complexes hospitaliers et hôteliers, ensembles résidentiels - disposant d'équipements sophistiqués et très élaborés techniquement, avec un contrôle de fonctionnement informatisé. Et une maintenance solide à mettre sur pied et à animer. Donc des responsabilités à exercer, à deux niveaux (zone, unité), dans différents sites du pays. Et des hommes de toutes spécialités (climatisation, traitement des eaux, électricité, électronique, etc...) à diriger.

Vous êtes ingénieur, responsable d'entretien, spécialiste de la maintenance. Vous savez mener les hommes, définir les procédures, gérer des matériels et des pièces. Vous savez anticiper les problèmes techniques et prendre les dispositions en conséquence. Homme de direction et d'organisation, vous êtes aussi un opérationnel qui n'a pas peur du terrain. Et vous parlez parfaitement anglais.

Nous sommes un groupe important avec une ingénierie parisienne développée et une forte implantation en Arabie Saoudite. Nous vous proposons ces postes de responsabilité, avec tous les avantages de l'expatriation pour un contrat à durée déterminée. Nos conseils SIRCA qui nous aident dans cette recherche vous préciseront, en vous recevant, nos besoins. Envoyez-leur, votre lettre de candidature, sous référence 084 252M.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

emploi

IMPORTANT
Banlieue Sud-Ouest
pour les développ
de réseaux m
d'entre

INGENIEUR GRANDES ou équ

Debutants ou quelques
Anglais lu - National
Avantage
resser votre Etat C
PROJETS 12, rue d
qui fera suivre en

LIMAGRA

créée à Nim

Ingénieur ex

nomme sera chargé
s destinés à définir
s sous de la Recherche
son service en haie
et ingénieur des qual
s intéressés sont prié
LIMAGRA - BP 51 - 633

emploi

Prestigieux groupe
consommation
base PARIS

Area m MOYEN ORIENT

Directement rattaché au
Promouvoir les produits,
assurer l'accroissement d
Appliquer la politique m
quels et les pays.
Gérer et négocier les a
concernés.
Expérience réussie de 5 a
tation de produits de gra
Bonne connaissance du
Formation commerciale
l'anglais impérative - ara
Le candidat de 30 ans m
de la communication et
pour voyager.
Ecrire avec C.V. détaillé
privé sous référence 230

MRI conseil

Danièle Chapuis - 13, n

PARIS - GENEVE

pour le Centre
Icl/Siem

SP EN INTELLIG

Les principaux thé
s nécessaires
l'implémentation des
applications assoc
systèmes. Ingénieur
l'anglais. Expérience d
Adresser lettre man
en précisant la réf.
Henriette Bourle
du Honeywell Buil
PO 06021C
24, avenue Gamb
75090 PARIS CED

مكتبة من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
Banlieue Sud-Ouest de Paris recherche
pour les développements logiciels
de réseaux multiservices
d'entreprise

**INGÉNIEURS
GRANDES ÉCOLES
ou équivalent**

Débutants ou quelques années d'expérience.
Anglais lu - Nationalité française exigée -
Avantages sociaux.

Adresser votre Etat Civil et C.V. s/réf.46582
à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris
qui fera suivre en toute discrétion.

LIMAGRAIN

créée à Nîmes un poste d'

Ingénieur expérimentation

Ce jeune agronome sera chargé de la mise au point et de la réalisation
d'essais de maïs destinés à définir les meilleures conditions de production
des hybrides issus de la Recherche.

Cette fonction s'exerce en liaison étroite avec les agriculteurs. Elle
requiert de cet ingénieur des qualités d'animation et de contact.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer un dossier sous référence
295 M, à LIMAGRAIN - BP 51 - 63360 GERZAT.

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

Area manager
MOYEN ORIENT - EXTREME ORIENT

Directement rattaché au Directeur Exportation, il devra
Promouvoir les produits, développer et animer les marchés,
assurer l'accroissement des ventes.

Appliquer la politique marketing de la société selon les mar-
ques et les pays.

Gérer et négocier les accords en fonction des marchés
concernés.

Expérience réussie de 5 ans minimum dans la vente à l'expor-
tation de produits de grande consommation.

Bonne connaissance du Moyen Orient exigée.

Formation commerciale supérieure - parfaite maîtrise de
l'anglais impérative - arabe apprécié.

Le candidat de 30 ans minimum, doit avoir un sens développé
de la communication et de la négociation et être disponible
pour voyager.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone
privé sous référence 23020 à :

MRI conseil
Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michelle - 92522 Neuilly.
PARIS - GENEVE - LONDRES - MADRID - MILAN

Bull recrute
pour le Centre de Recherche associé
Icl/Siemens/Bull à Munich

**SPECIALISTES
EN INTELLIGENCE ARTIFICIELLE**

Les principaux thèmes abordés concerneront les
outils nécessaires pour la représentation et la
manipulation des connaissances ainsi que les
applications associées : architecture, langage,
systèmes. Ingénieurs Grandes Ecoles, docteurs 3ème
cycle. Expérience dans un thème considéré.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
en précisant la réf. 458 M à

Véronique Bourlet
Cii Honeywell Bull
PC OG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

MSD Groupe pharmaceutique international - 32 400 personnes dans 80 pays, C.A. de 3 milliards de \$.
MSD FRANCE, créée en 1961, couvrant tant la fabrication que la recherche et le développement, est
l'une de ses plus importantes filiales (1 700 personnes, 1 276 MF de CA) et

crée une nouvelle usine de chimie fine (pharmacie)...

Cette usine située au PUY (Haute-Loire), fabriquera un principe actif très nouveau destiné à l'exportation, et sur lequel le Groupe
fonde de nombreux espoirs. Le Directeur de l'Usine constitue son équipe et recherche ses

**Chef
de fabrication**

Rattaché au Directeur de l'usine, vous animerez et coordonne-
rez une équipe de 34 personnes, dont un adjoint (poste à pour-
voir prochainement) et 5 autres cadres.

Votre profil :
Ingénieur chimiste, avec une expérience comparable d'au moins
cinq ans et une envelopure de manager. (Réf. 4CF/LM)

**Chef du contrôle
qualité et du développement**

Rattaché administrativement au Directeur de l'Usine et fonc-
tionnellement au Directeur du contrôle qualité de la Division Chi-
mique, vous animerez une équipe de 3 ingénieurs chimistes et
5 techniciens. Nos fortes exigences de qualité rendent votre
fonction essentielle.

Votre profil : Ingénieur chimiste ou pharmacien, avec une pre-
mière expérience, soit similaire, soit exercée en laboratoire de
chimie analytique. (Réf. 4CD/LM)

Vous serez formé aux U.S.A., puis dans une unité de fabrication M.S.D. Pendant la phase de construction de l'usine à laquelle
vous participerez, vous aurez à créer votre Service : mise en place de votre organisation, établissement de procédures, consti-
tution de votre équipe. La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Les postes sont à créer dans un contexte de développement industriel de M.S.D.. Possibilités d'évolution de carrière dans le Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous la référence du poste choisi,
à notre Conseil qui garantira la plus totale discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

transpac

La Direction de l'Exploitation de TRANSPAC
à RENNES, recrute LE RESPONSABLE DU
SERVICE - ACHATS/BUDGETS -

**Cadre ou
Ingénieur HF**

Placé à la tête d'une équipe dont il assurera
l'organisation et les responsabilités d'enca-
drement, il aura pour mission :

- l'élaboration et la suivi du budget de la
Direction (effectif de 200 personnes répar-
ties sur 20 sites géographiques distincts) ;
- la préparation et le suivi de l'exécution
des achats (appels d'offres, préparation
des contrats avec les services techniques
concernés...).

Si vous êtes diplômé d'une grande Ecole de
Commerce ou Ingénieur ayant l'expérience
de la gestion et des achats,

Adresser C.V., photo et prétentions à la
Direction de l'Exploitation

transpac Réseau national de transmission
de données par paquets.
5, rue du Chêne Germain
BP 80 - 35510 CESSON SEVIGNE

**EUROSOFT-
SYSTEMES**

ouvre son agence à
NANTES

Spécialité : l'ingénierie informatique et les techniques de pointe.
Votre profil est celui d'un

CHEF D'AGENCE

attiré par les responsabilités techniques, financières et commerciales
ou d'un

INGÉNIEUR

de formation Informatique ou Electronique grande école ou
universitaire (Bac + 5).

Vous désirez travailler dans les domaines :

- logiciels de base et génie logiciel,
- informatique industrielle et temps réel,
- télécommunications,
- gestion et bureautique.

Votre candidature sera étudiée par Marie-France BURQ
EUROSOFT - Service Recrutement - Route de Cholet
85620 - ROCHESERVIERE

PROFESSEUR DE MARKETING

Ecole Supérieure de Commerce
de Bretagne - Brest

Si votre formation (Grande Ecole) et
votre expérience dans la définition et
l'application d'une politique marketing
d'une entreprise notoire valent votre
profil, un autre horizon s'ouvre à vous :
l'enseignement de votre compétence.

Si vous pouvez justifier de vos qualités en
matière de pédagogie, nous vous propo-
sons de faire partager votre acquis à de
jeunes étudiants de l'enseignement supé-
rieur, motivés par une carrière dyna-
mique, à votre image.

Nous souhaitons vous rencontrer et vous
développer votre mission.

A cet effet, veuillez adresser votre lettre de
candidature avec photo et prétentions à
M. le Directeur de l'ESCAEB,
Avenue de Provence - 29000 BREST.

1er PRODUCTEUR FRANÇAIS
DE SOURCES LUMINEUSES.
FILIALE DE LA COMPAGNIE DES LAMPES (MAZDA)
ET PHILIPS

LES FABRIQUES REUNIES DE LAMPES ELECTRIQUES
recherchent pour le service organisation de leur établissement
de CHALON-SUR-SAONE

**JEUNE INGENIEUR
DIPLOME GRANDES ECOLES**

Ce centre de production hautement mécanisé et à vocation internatio-
nale augmentera très sensiblement sa capacité de production d'ici
l'horizon 85.

Ceci amène la Société à renforcer le service organisation qui devra opti-
miser la rentabilité des investissements importants mis en œuvre.

Une première expérience dans le secteur industriel ainsi qu'une bonne
maîtrise de l'anglais seront des atouts supplémentaires pour un candi-
dat de valeur.

Envoyer C.V. manuscrit et photo à F.R.L.E. - Direction du Personnel -
31, rue Camille Desmoulins-62132 ISSY LES MOULINEAUX.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ
AGRO-ALIMENTAIRE LYONNAISE**
recherche

**diplômés
enseignement supérieur**

pour études des circuits administratifs et
mise en place d'outils de gestion.

Ce poste convient à diplômés Enseignement
Supérieur (type Sup. de Co. ou Sciences-Eco) :
expérimentés ou désireux d'acquies cette
nouvelle expérience (débutant accepté).

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions
sous réf. 12667/L à CONTESE PUBLICITE
74, rue Béchevelin - 69363 LYON Cedex 07,
qui transmettra.

LCT Laboratoire Central
de Télécommunications
recherche

POUR SON SERVICE BREVETS

**ingénieur
électronicien**

Débutant ou quelques années d'expérience
dans la propriété industrielle.

Bonne connaissance de l'anglais - Nationalité Française exigée
Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (en précisant éventuellement les
domaines techniques où l'expérience a été acquise) et prétentions à
LCT - BP 40 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Dans le cadre du redéploiement de la Machine-Outil Française lourde



BERTHIEZ
saint-etienne

Ingénieur commercial export dépendant de la direction marketing

Il prendra en charge la détection et l'analyse des besoins, la négociation des marchés et le suivi des affaires. Le poste demande une grande compétence et le goût des responsabilités. Il ne peut convenir qu'à un diplômé de l'Enseignement Supérieur qui justifiera de 3 à 5 ans d'expérience dans la vente de produits industriels à l'export. Il sera parfaitement bilingue anglais et aura une bonne connaissance de l'allemand. Il sera disponible pour des déplacements fréquents à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo à : BERTHIEZ SAINT ETIENNE - Service du Personnel - B.P. 119 - 42003 SAINT ETIENNE



De la chimie lourde à la pharmacie... Maîtriser l'information... Gérer la communication.

THE DOW CHEMICAL COMPANY le sixième groupe chimique au monde (près de 11 milliards de dollars de C.A. dans plus de 70 pays). En France DOW emploie 1100 personnes sur les secteurs de la chimie, de la pharmacie et de l'agrochimie. Notre philosophie en matière de P.R. : le « direct partnership » ce qui implique délégation des responsabilités, efficacité, mobilité géographique et fonctionnelle. Un des moyens de cette politique : la communication interne. Informer l'ensemble des salariés sur la vie du groupe (notre évolution sur nos marchés, nos réussites mais aussi nos difficultés...).

ET VOUS ?
A 30 ans environ et après une solide formation de base, vous avez fait vos premiers armes dans les R.P., le journalisme, la publicité... où l'on reconnaît en vous un homme (ou une femme) de communication. Vous avez mis à profit cette première expérience pour affiner vos qualités et votre style de rédacteur. A la recherche des contacts, des responsabilités et des « challenges », vous souhaitez donner toute votre mesure dans une multinationale de premier rang. Cette opportunité nous vous l'offrons.

Basé à notre siège, Sophia Antipolis à proximité de Nice, vous serez chargé des actions et opérations d'information interne. Les supports qui seront à votre disposition ? audio-visuel, plaquettes, journaux d'entreprise etc ; mais nous leçons confiance à votre sens de l'initiative pour en créer de nouveaux en prenant en compte la spécificité de chaque société du Groupe (chacune se situant sur un secteur d'activité propre). Vos moyens ? vous les définirez en participant à l'élaboration du budget de votre département. Vous en assurerez sa répartition et son suivi. Bien sûr la pratique très courante de l'anglais est indispensable. Nous vous remercions de nous faire parvenir votre candidature (C.V. détaillé lettre manuscrite et photo) sous réf. RP/M

DOW CHEMICAL FRANCE
Département des Relations Humaines
BP 31 - 06561 VALBONNE FRANCE

© Marque Déposée THE DOW CHEMICAL COMPANY.



PAYS DE LOIRE - GLAXO SPICER

1200 personnes, 3 usines, filiale, groupe international important, leader dans notre domaine (secteur auto-matériel de haute technologie) CA prévu pour 1983 : 1 milliard, résultats en forte progression, perspectives largement positives, recherche pour Le Mans.

INGENIEUR CHEF D'UNITE

250.000 Frs (voire plus selon potentialités).

Les unités de production que nous avons voulues, sont suffisamment importantes en effectif (300 personnes) et autonomes dans leur fonctionnement et leur management pour exiger à leur tête un vrai « Patron ».

Si vous êtes ingénieur (grandes écoles), de formation mécanique, avec 5 à 10 ans d'expérience en production et qu'une telle fonction vous attire (de réelles perspectives d'évolution restant, par ailleurs, ouvertes dans le Groupe),

Adresser confidentiellement C.V. détaillé avec lettre manuscrite sous référence 567/M à J.M. LEGRAND.

CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL - 3, Bd René Levasseur 72000 LE MANS.

LE MANS - ANGERS - LIMOGES



à 10 mn de Genève au cœur des Alpes.

Notre société, filiale d'un Groupe important, est réputée dans le monde de la construction automobile. Nous sommes en effet, l'un des premiers fournisseurs d'appareils de commutation, de protection et de connexion. Notre Bureau d'Etudes Appareillages souhaite intégrer un :

Ingénieur projeteur

Entièrement responsable de ses projets, il sera chargé de concevoir de nouveaux produits (nouvelles fonctions, nouveaux mécanismes) et d'en suivre la réalisation jusqu'à l'industrialisation : étude des épures de fonctionnement, réalisation des prototypes, calcul des coûts du produit et des outillages nécessaires à sa fabrication. Ce poste s'adresse à un ingénieur ayant une formation en micromécanique et électromécanisme de précision. Il devra avoir l'expérience de produits faisant appel à des techniques de découpage et de moulage plastique. Il sera capable de conduire un projet d'études de façon autonome et de travailler en liaison étroite avec les B.E. des constructeurs.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite avec CV détaillé et rémunération actuelle sous réf. M5531, à notre conseil

HAY Manager 94 rue Servient 69003 Lyon.

JEUNE ADJOINT d'UN JEUNE DRH

ALPES 220 000 F +

Diplômé d'études supérieures (ingénieur ou ESC), vous disposez d'une première expérience en Production ou en Gestion, vous avez commandé à des hommes, pris des décisions opérationnelles. Peut-être faites-vous partie d'un C.H.S. ou mieux encore peut-être êtes-vous maintenant intégré à une D.R.H. Le jeune DRH (40 ans) d'une importante Société industrielle voudrait partager avec vous tous les aspects de la fonction. Il s'agit là d'un tremplin exceptionnel au sein d'un des premiers Groupes industriels français de taille internationale.

Adresser votre dossier sous N° 808 M
GABRIEL MARCU
154, bid Maksherbes - 75017 Paris.

SONY

Usine de DAX
recherche
pour sa nouvelle usine
de production de cassettes vidéo

CHEF DE FABRICATION

Rattaché au Directeur d'usine

Ce cadre supervise et anime l'atelier assemblage (100 p.). Mécanicien de formation, il doit justifier d'une expérience confirmée dans un poste similaire avec de bonnes connaissances en automatismes, posséder le sens de l'organisation et une personnalité ouverte au travail en équipe. L'anglais courant est nécessaire.

Adresser candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo, + prétentions) sous réf. FA-01 à

SONY

service gestion sociale
B.P. 10 - FONTAINE-SUR-L'ADOUR
40180 DAX

ORGANISME D'AMENAGEMENT ROUBAIX

CHEF D'AGENCE EXPERIMENTE (E)

Il ou elle devra :
- GERER la programmation physico-financière des opérations d'urbanisme en cours.
- ANIMER une équipe opérationnelle d'étude et d'intervention de 10 personnes sur 5 quartiers.
- CONSEILLER les collectivités locales d'une importante agglomération.
- PILOTER les expérimentations en aménagement et gestion urbaine.

Poste à pourvoir immédiatement.
Le salaire sera fonction de l'expérience acquise.
35 ans environ
Entre sous n° T 042.891 M - Régie Presse
85 bis, rue Réaumur 75002 PARIS.

IMPORTANT GROUPE DANS LE DOMAINE AGRO-INDUSTRIEL, CA 1,5 milliard de F., renforce ses structures administratives et offre au sein de la maison-mère deux postes évolutifs :

CADRE COMPTABLE assistant du Chef Comptable

Il sera responsable de la révision de comptabilités informatisées et participera étroitement à l'élaboration des états financiers. Ce poste conviendrait à un diplômé d'Etudes Supérieures titulaire du DECS, et ayant acquis au sein d'un cabinet de préférence, une expérience de 2 à 3 ans.

référence 296 M

JEUNE DIPLOME d'Ecole Supérieure de Commerce

souhaitant orienter sa carrière dans le domaine de la gestion et en conséquence mettre en pratique ses connaissances en Comptabilité Générale.

référence 297 M

Pour ces postes, basés en province, les candidats intéressés sont priés d'envoyer un dossier détaillé avec C.V. et prétentions, en précisant la référence, à PUBLIPANEL 20 rue Richer 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.



ALIMENTAIRE

recrute

pour son usine proche de STRASBOURG

3 INGENIEURS

pour les fonctions de :

CHEF DE FABRICATION (Production)

Mission : chargé de prendre en main une des équipes de production (80 pers) travaillant en 3 x 8 (5j/semaine) • responsable des qualités, quantités, délais et coûts de production réalisés.

Profil : • formation agro-alimentaire - chimie • expérience 2/3 ans de commandement.

INGENIEUR SERVICES TECHNIQUES (recherche et développement)

Mission : • assister la production en cas de problèmes de process • améliorer et développer des procédés de fabrication.

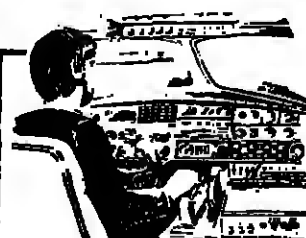
Profil : • Formation agro-alimentaire-chimie-biochimie • 1ère expérience de production, engineering, recherche (1-5ans), anglais souhaité.

ACHETEUR MATERIAUX D'EMBALLAGES

Mission : assurer l'achat des emballages en ligne avec la politique de la Division • rechercher et développer de nouvelles sources d'approvisionnement. Profil : Formation mécanique, électromécanique, emballage avec une expérience Achat/Approvisionnement • Anglais indispensable, Allemand souhaité.

Nous proposons par ailleurs une formation adaptée, un cadre de travail très délégué, une rémunération élevée et de réelles possibilités d'évolution pour les candidats performants.

Merci d'adresser lettre + CV + photo et prêt. ss réf. RW à MARS ALIMENTAIRE Service du Personnel BP 36 - 67501 HAGUEAU CEDEX.



THOMSON-CSF
AVIONIQUE ET QUALITÉ DE VIE

Le Département Avionique Générale conçoit et fabrique des équipements de haute technologie dans un secteur appelé à une croissance très importante au cours des prochaines années. Ces perspectives nous conduisent à proposer des postes à des

INGENIEURS ELECTRONICIENS GRANDE ÉCOLE DÉBUTANTS OU EXPÉRIMENTÉS

Suivant leurs compétences et affinités, ils seront orientés vers des études d'électronique numérique, le suivi d'affaires ou la conception de bandes-test.

Nous sommes installés dans un cadre agréable, à moins de 10 km de BORDEAUX, dans un établissement de 600 personnes. Merci d'adresser votre candidature, sous réf. BIEM, à M. MAHE, THOMSON-CSF, B.P. 3, 33160 LE HAILLAN.

DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES, CENTRE DE BORDEAUX-LE-HAILLAN



THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTION

TRAVAIL ROUTE

emplois régionaux

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT
NATURAL
NATURAL
RESPONSABLE
PROMOTION PUBLIQUE
ATIONS EXTERIEURES
PAP. (SERP ou équivalent)
commercial, le candidat devra
expérience en agence
travaux fortement motivés.
Résidence en France
être environ 130 000 F/an.
et prêt. 1/2 à 3/4 à
O.M.B.-PAVENS
Randon. 38000 GRENOBLE
à l'envoie av. ad. jointe.

Rhône-Alpes
INGENIEUR CHIMIE-TEX
Recherche et Développement

projet multinationaux français
européen de produits industriels
Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de chimie ou de textile et avoir une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de la recherche et du développement. Le poste est basé à Lyon. Le salaire est de 120 000 F/an. Adresser votre candidature à : EGOR RHONE-ALPES, 129 rue de la République, 69631 Lyon Cedex 3.

Centre de recherche

Cadr biochimie an

Le centre de recherche PFIZER recrute pour son cadre biochimie analytique. Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de chimie ou de biochimie et avoir une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de la recherche et du développement. Le poste est basé à Amboise. Le salaire est de 130 000 F/an. Adresser votre candidature à : AMBOISE (371), 129 rue de la République, 69631 Lyon Cedex 3.

Proceenne de metallurg
recherche et commercialisation
dans le domaine des transports
moyens des gaz et liquide
à 500 M. 350 personnes)

ASSISTANT
GESTION DU PERSONNEL
Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de gestion du personnel et avoir une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de la recherche et du développement. Le poste est basé à Vitrolles. Le salaire est de 130 000 F/an. Adresser votre candidature à : VITROLLES (dépt 13), 129 rue de la République, 69631 Lyon Cedex 3.

Le recrutement unique et gestion du personnel
Le poste est basé à Vitrolles (dépt 13)
Le salaire est de 130 000 F/an.
Merci d'adresser C.V. + photo et prêt. ss réf. RW à MARS ALIMENTAIRE Service du Personnel BP 36 - 67501 HAGUEAU CEDEX.

IS CONSEIL
34, cours Gouffé
13280 MARSEILLE Cedex
PARIS - LYON - M

IMPORTANT SOCIÉTÉ
DU CENTRE
recherche
UN AGENT
TECHNIQUE RESPONS
titulaire D.U.T. transport logistique
Adjoint au responsable du service

SA MISSION :
- Animation d'un Groupe ;
- Responsabilité de la branche administrative et des transports ;
- Assurer la mise en place du projet de cours d'étude et enfin son exploitation.
Adresser candidature avec C.V. de l'Agence Havas, référence 55 000 136, av. Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-sur-Seine.

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
MATÉRIEL
SPORTS D'HIVER
recherche son

RESPONSABLE
PROMOTION PUBLICITÉ
RELATIONS EXTÉRIEURES

Formation type EFAP, ISERP ou équivalent.
Rattaché au Directeur Commercial, le candidat devra
proposer 2 à 5 ans d'expérience en agence.
Anglais obligatoire. 2 langues étrangères souhaitées.
Pratique courante du ski. Résidence en Haute-Savoie.
Rémunération env. 120 000 F/an.
Env. C.V. manuscrit, photo et lettre de motivation à :
Cabinet COLOMB-PAYEN,
36, avenue du Maréchal-Randon, 38000 GRENOBLE.
Discr. absolue. Rép. s.v. en enveloppe av. adr. jointe.

NEW MAN ADJOINT AU RESPONSABLE
"INFOCENTRE"

Dans le cadre du développement de son système de traitement de l'information, la société
JACQUES JAUNET S.A., LEADER EUROPEEN DU SPORTSWEAR (850 M. de C.A.) a créé une unité
d'analyse de données "Infocentre" permettant à tout utilisateur d'accéder aux données informatisées dont il a
besoin. Son responsable recherche un adjoint, homme ou femme.
Ce collaborateur sera chargé d'adapter les logiciels aux besoins des utilisateurs dont il assurera l'assistance
technique.
Il aura également la responsabilité de la maintenance des fichiers de données en liaison avec l'informatique.
Ce poste s'adresse à un
JEUNE DIPLOMÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (M.I.A.G.E. ou E.S.C.)
possédant un sens réel des contacts humains et justifiant d'une expérience d'analyse de données de quelques
années acquises dans un service économique ou de statistiques.
Ce poste est susceptible d'évoluer rapidement vers une position cadre. Lieu de travail : CHOLET.
Joindre une lettre manuscrite et un C.V. sous la référence 83/1042 (à inscrire sur la lettre) adressée à :
JACQUES JAUNET S.A. - Direction du Personnel - 51, avenue du Maréchal Leclerc - 49300 CHOLET

GIFOP

Formation
Ingénierie de Formation et Assistance Technique
en développement régional,
RECHERCHE

● 3 Ingénieurs formateurs en organisation.
Pour conduire des opérations de restructuration, de formation/assistance technique et de gestion de production. Expérience en gestion informatisée souhaitée. Connaissance espagnole ou portugaise appréciée.

● 2 Formateurs de formateurs techniques.
Solide expérience pédagogique nécessaire.

● 1 Ingénieur électricien/électromécanicien.
(ENSI Grenoble, ENI...) Compétences : machines tournantes de forte puissance.

● 2 Ingénieurs AM - ENI. Compétences : électromécanique - Automatismes pneumatiques/hydrauliques.

● 2 Ingénieurs ENSAIS - ENSEM - INSA.
Compétences : Electronique - Automatismes cités et programmés. Expérience robotique appréciée.

● 2 Ingénieurs électroniciens (ESE, ENSEM, INSA...)

● 2 BTS Electroniciens. Débutants acceptés.
Compétences : électricité industrielle - électronique industrielle - micro-électronique.

● 3 BTS Fabrication mécanique ou EMP.
Compétences : maintenance mécanique - pneumatique et hydraulique industrielle.

● 1 Technicien formateur en contrôle soudage. ESA - ENI - IUT ou CORREND Niveau 8. Pratique professionnelle : 3 ans minimum en Contrôle destructif - Contrôle non destructif.

Pour l'ensemble de ces postes :
- EXPERIENCE PROFESSIONNELLE DANS LA SPECIALITE
- LANGUE ANGLAISE NECESSAIRE OU A PERFECTIONNER AU GIFOP.
- FORMATION PEDAGOGIQUE ASSUREE.
- RESIDENCE MULHOUSE - CONDITIONS AVANTAGEUSES LIEES AUX MISSIONS A L'ETRANGER.
- ACTIVITES ATTRACTIVES - CONDITIONS AVANTAGEUSES LIEES AUX MISSIONS A L'ETRANGER.

ADRESSER C.V. COMPLET MANUSCRIT, PHOTO, PRETENTIONS à :
GIFOP
15, rue des Filles-Lumière,
Boîte Postale 1.227,
68054 MULHOUSE CEDEX.
MERCI DE PRENDRE CONTACT AVEC NOUS.

Il sera répondu aux candidats ayant joint un dossier complet.

Rhône-Alpes

INGENIEUR
CHIMIE-TEXTILE
Recherche et Développement

Filiale de l'un des premiers groupes multinationaux français (4 000 personnes), nous sommes le premier fabricant européen de produits industriels destinés aux industries de matière plastique et au textile.

Dépendant du centre de recherche, il prend en charge la création et le développement de nouveaux produits textiles : formulation, études, suivi et applications industrielles des produits textiles. Il est en relation fonctionnelle constante avec les différents services spécialisés de l'entreprise depuis la recherche (formulation, test), la production (procédés de fabrication, essais...) et le commercial (contacts techniques avec la clientèle). Il anime une équipe de techniciens pluridisciplinaires spécialisés.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur de formation textile et/ou chimie organique. Il a une expérience industrielle d'au moins 4 années dans le domaine du tissage et possible de fibres synthétiques comme responsable de recherche et de développement d'essais ou de production. Il est très au courant des techniques les plus modernes de tissage. L'anglais est nécessaire et l'allemand représente un atout supplémentaire.

Les conditions offertes, l'intégration dans un groupe de premier plan et l'intérêt technique du poste sont de nature à motiver un candidat de grande valeur.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous n° M 15428 M, à

EGOR RHONE-ALPES
Tour Crédit Lyonnais - 129 rue Servient
69431 LYON CEDEX 3.

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

IMPORTANTE
SOCIÉTÉ FRANÇAISE
recherche pour sa branche énergie

INSPECTEUR
TECHNICO-COMMERCIAL

de formation DUT - BTS
thermique ou équivalent

Une expérience d'une ou deux années dans fonction similaire serait appréciée.

Il aura en charge la conception et la réalisation des études techniques d'installation, le suivi, et le développement de la clientèle, la négociation des contrats.

Secteur : SOMME - PAS de CALAIS.

Résidence dans le secteur indispensable.

Rémunération et avantages sociaux intéressants.

Perspective d'évolution pour candidat à fort potentiel.

Adresser lettre + CV + photo + prétentions sous référence 83120 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

Pfizer Centre de recherche

Cadre
biochimie analytique

Le centre de recherche PFIZER recrute pour renforcer son département biochimie un cadre biochimie analytique.

Le poste nécessite la maîtrise des techniques analytiques (HPLC, GLC) et de bonnes connaissances en chimie analytique, en pharmacocinétique et en métabolisme des médicaments.

Une expérience d'utilisation des radioisotopes en biologie est nécessaire (radio-immunoessais, études de métabolisme) pour application in vivo et in vitro (culture de cellules).

L'encadrement d'un groupe de techniciens, la mise au point de techniques, la préparation des rapports nécessitant une expérience de plusieurs années. Une bonne connaissance de l'anglais est impérative.

Lieu de travail : AMBOISE (37).

Adresser C.V., photo et prétentions au Chef du Personnel - Laboratoires PFIZER - B.P. 109 - 37401 AMBOISE CEDEX.

Une société de distribution (300-MF, 300 personnes)
rattachée à UNILEVER recherche un

CONTROLEUR DE GESTION
senior

Il créera la fonction en prenant la responsabilité de :

- l'organisation comptable et informatique dans l'ensemble des succursales et filiales en liaison avec leurs propres responsables et dans le cadre des méthodes Unilever.
- la mise en place du contrôle de gestion
- l'intégration administrative et comptable de nouvelles sociétés éventuelles.

Cette fonction pourrait convenir à un jeune cadre apportant une expérience solide de trois années en audit externe ou en grande société.

Maitrise nécessaire des outils de gestion de type anglo-saxons.

Le poste est basé dans une ville moyenne du centre de la France. Région agréable. Un tiers de déplacement à prévoir.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous la réf. 83120 au Département Central du Personnel UNILEVER FRANCE SERVICES 8, avenue Delcassé 75384 PARIS CEDEX 08.

Responsable
de Projets

E. LACROIX 330 personnes, à MURET en MIDI-PYRÉNÉES

créé dans le cadre de l'expansion de ses activités
ARMEMENT, le poste de RESPONSABLE de PROJETS.
Rattaché au Directeur de la Division PRODUITS CONVENTIONNELS, il aura la responsabilité totale de tout projet, depuis sa conception jusqu'au stade de l'homologation et de sa commercialisation.

Il dirigera une équipe de spécialistes. Il assurera toutes les relations avec les autres secteurs de l'entreprise : techniques et gestion. Il sera l'interlocuteur des Clients.

Le candidat, qui nous intéressera à 30 ans, est diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieurs, justifie d'une expérience technique de 3 années minimum, ANGLAIS indispensable. Possibilité d'échanger pour candidats mariés et adaptés.

Merci d'adresser courrier + C.V. complet avec photo et lettre de motivation sous n° 83122 à :
Marie-Françoise LACROIX LEVY, Conseiller d'Entreprise
35, rue des Cordeliers - 31000 TOULOUSE. Description et réponses assurées.

marie-francoise lautrec levy,
conseiller d'entreprise à Toulouse

Phocenne de métallurgie
Fabrication et commercialisation
dans le domaine des transports
et traitements des gaz et liquides.
(C.A. 500 M., 350 personnes)

ASSISTANT
GESTION DU PERSONNEL

Sous la responsabilité directe du D.G., il assurera des fonctions d'étude et de conseil dans la mise en œuvre des dispositions législatives et la politique d'administration du personnel.

Homme de conception mais aussi de terrain, il saura s'intégrer dans une entreprise dynamique et faire évoluer la fonction.

De formation juridique et gestion du personnel, il aura acquis une 1^{ère} expérience dans un poste similaire (2 à 3 ans).

L'anglais est souhaité.

Le poste est basé à VITROLLES (dépt 13).

Merci d'adresser C.V. + photo et prétentions s/réf. 1102/83 à

IS CONSEIL
34, cours Gouffé
13280 MARSEILLE Cedex.

IS CONSEIL, PARIS - LYON - MARSEILLE

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES
296-15-01

Téléphonie

Terminals téléphoniques... Notre technologie avancée dans ces matériels nous permet d'envisager l'avenir avec optimisme.

Aujourd'hui nous consolidons nos structures et créons un poste, intégré au Service Qualité de l'une de nos usines, d'

Ingénieur contrôle
produits entrants

Diplômé A.M., ESE... sensibilisé au facteur Qualité (procédures, matériels et programmes de tests...) il animer une équipe de 15/20 personnes, en vue de développer le contrôle des composants et des sous-ensembles électroniques et mécaniques entrant dans nos fabrications.

Poste évolutif à pourvoir dans une ville côtière du Finistère Sud, nécessitant la pratique de l'anglais courant.

Adresser lettre + photo + C.V. à :
A.C.P. ENTREPRISES - 12, rue Duplex - 28200 - BREST
Tél. : (02) 46.20.78 - sous la référence ICE4618.

Entreprises

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
recherche

CHIMISTE

Quelques années d'expérience en formulation peintures industrielles et pré-lavage.

Envoyer C.V. avec photo à
HOLDEN EUROPE S.A.
B.P. 27
76320 CAUDEBEC-LES-ELBEUF

Les Fromageries BEL
recrutent pour leur

Usine de LONS-le-SAUNIER (Jura)

CHEF DES
SERVICES GENERAUX

- Ingénieur AM - ICAM - ENSI ou Officier Mécanicien 1ère classe
- 5 à 10 ans d'expérience (génie mécanique, électricité électronique, instrumentation)
- Budget important à gérer.

Nous attachons la plus grande importance aux qualités humaines et de management du candidat car nous souhaitons le voir établir des relations fructueuses avec les différents services concernés par son action ainsi qu'avec son équipe de professionnels.

Envoyer CV et rémunération souhaitée Service du recrutement Fromageries BEL
4, rue d'Anjou 75008 PARIS

IMPORTANTE ENTREPRISE
PARA PHARMACIE

recrute pour accompagner son développement

EN GRANDE DISTRIBUTION

1) chef de produit
expérimenté en grande distribution

2) assistant
chef de produit

Ce poste conviendrait à SUP de CO débutant ou IUT ou titulaire ayant déjà une expérience dans le circuit.

Les postes sont à pourvoir en PROVINCE
Ville universitaire proche PARIS

Adresser votre CV détaillé, photo et prétentions sous référence 21551 sur enveloppe à :
JEAN REGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.
(Réponse assurée)

ADJOINT CHEF D'AGENCE
BANQUE
RÉGION SUD-EST

Formation B.P. Banque ou I.T.B. et ancienneté minimum 3 ans dans un poste à responsabilité d'un Etablissement Financier.

Adresser lettre + C.V., photo et rémunération souhaitée s/n° 7.144, le Monde Pub service ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens - 75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DU CENTRE
recherche

UN AGENT
TECHNIQUE RESPONSABLE

titulaire D.U.T. transport logistique
Adjoint au responsable de service.

SA MISSION :

- Animation d'un Groupe ;
- Responsabilité de la branche administration et relations avec les transporteurs ;
- Assurer la mise en place du projet informatique en cours d'étude et enfin son exploitation.

Adresser candidature avec C.V. détaillé à
Agence Hervas, référence 55.080,
136, av. Charles-de-Gaulle,
92522 Neuilly-sur-Seine.

BANQUE

Recherche pour Agence
Proximité grande ville Zone rurale
Région Midi-Pyrénées

1 Responsable Commercial et Gestion
Age 30-35 ans possédant BAC et 2 à 4 années d'études.
Niveau non exigé si expérience similaire de 5 années minimum dans une banque. Nombreux avantages sociaux.

Adresser C.V. détaillé - Lettre manuscrite - photo
prétentions à n° E 5293 Hervas
31002 TOULOUSE Cedex qui transmettra.

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux

ROUPE DANS LE DOMAINE
ITRIEL, CA 1.5 milliard de F.
structures ad-hoc pour offrir
solutions de services évoluées.

COMPTABLE
Chef Comptable

DIPLOMÉ
Breviature de Commerce

PS ALIMENTAIRE

GENIEURS

ATION Production

ERIEUX D'EMBALLAGES

THOMSON-CSF
AVIONIQUE
ET QUALITE DE VIE

ENIEURS
RONICIENS
IDE ECOLE
COULONNIERES

THOMSON

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ORSA Y-BLANC-MESNIL

Au-delà de la technique, un conseil de haut niveau.

Hewlett-Packard France, 2 350 personnes, 3^{ème} exportateur français de matériel informatique poursuit sa croissance. Nos clients peuvent compter sur HP: Des produits de pointe répondant exactement à leurs besoins. Un conseil de qualité assuré par des ingénieurs spécialistes de haut niveau. Dans le cadre du développement de son Centre d'Application, Hewlett-Packard recherche

Ingénieurs d'Application spécialisés en Gestion de production.

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs et avez une expérience de 3 à 4 ans en gestion de production vous a permis d'approfondir et de diversifier vos compétences. Connaissances techniques et qualités relationnelles seront vos meilleurs atouts pour conseiller et former efficacement nos clients et nos prospects.

Ces postes seront directement rattachés au responsable «Assistance et Conseil» du centre d'Application. Nous vous proposons une formation de 6 à 9 mois en Europe à nos techniques et à nos produits et de réelles opportunités de carrières liées à la croissance rapide de ce département.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et présentations), sous réf. 120 M, à Didier GABIN, Service Recrutement, Hewlett-Packard France, Parc d'activités du Bois Briard, Avenue du Lac, 91040 Evry Cedex.

Ingénieurs d'Application spécialisés en comptabilité.

Issu d'une école d'ingénieurs ou de gestion, vous justifiez également d'un niveau équivalent au DECS. Une expérience de 3 à 4 ans des applications informatiques comptables (si possible en SSI), fera de vous le conseiller privilégié de nos clients et de nos prospects dans l'utilisation des systèmes informatiques appliqués à la comptabilité.

**hp HEWLETT
PACKARD**

Responsable tarification internationale

Nous sommes un groupe d'assurances et de services présent dans le monde entier. Le poste à pourvoir, en remplacement du responsable actuel appelé à d'autres fonctions au sein du Groupe, sera rattaché à la Direction Générale. Les fonctions comporteront l'élaboration des tarifications demandées par les bureaux des différentes Directions de Zone, le contrôle de la rentabilité des contrats, l'adaptation des méthodes et outils statistiques nécessaires. Ce poste peut convenir à un(e) diplômé(e) ENSAE, Maîtrise Sciences Economiques, Grande Ecole Commerciale ou Actuarielle, âgé(e) de 28 ans environ avec une première expérience statistique, actuarielle ou marketing, de préférence dans la branche services. La pratique de l'anglais est indispensable, d'autres langues seraient appréciées compte tenu de l'aspect international du poste, basé à Paris avec des missions possibles de courte durée à l'étranger. Merci d'adresser lettre man. et C.V. détaillé précisant votre niveau actuel de rémunération à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion, sous référence 11688/M, 5616-CEGOS, Tour Chénouzeaux, 204 rond point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE Cedex.

**sélé
CEGOS**

CGS INFORMATIQUE
Société de Services et Conseil en Informatique
en forte expansion, recherche des

INGENIEURS DEBUTANTS

ou première expérience X, Télécom, Sup'Aéro, Sup'Elec, Ensimag, INSA, DEA d'informatique ou électronique... ou équivalent, pour participer à des projets de très haut niveau technique dans les domaines suivants:

- Systèmes temps réels
- Réseaux
- Microprocesseurs
- Logiciels de base
- Traitement d'image
- Robotique, CAO, CFAO
- Applications de gestion.

Nous vous proposons de nous téléphoner directement afin de prendre R.V. ou de nous envoyer votre C.V. en rappelant la référence CGS N.

CGS INFORMATIQUE

80 Bd. de la République, 75011 PARIS - Tél. 75702244

formation à l'informatique pour économistes débutants (libérés O.M.)

Un important groupe de caisses de retraite situé à Paris propose à des MAÎTRES EN SCIENCES ECO ou en GESTION de s'orienter vers l'informatique devenant ANALYSTES PROGRAMMEURS. Une formation accélérée commencera 2e quinzaine de janvier et conduira à développer des applications temps réel sur gros matériel. Adressez, sous réf. AM/0283M, CV, photo et présentations à notre conseil.

128 bd. Hausmann
75008 Paris

STANDARDATA

un pharmacien, responsable de notre service conditionnement, à Lyon

Nous sommes une entreprise mondialement connue. Nous mettons en œuvre des produits et des emballages nombreux, ce qui rend complexe notre fonction "conditionnement": machines, organisation du travail, gestion de production.

Vous dirigez ce service (plus de 100 p.) en vous consacrant surtout à l'animation des équipes et à l'amélioration de notre outil de fabrication. Vous êtes pharmacien et déjà bien rodé à la production ou au conditionnement dans un laboratoire pharmaceutique. Nous pouvons satisfaire votre volonté d'accéder, dans un premier temps, à plus de responsabilité et de progresser ensuite avec nous.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire (réf. 913 LM).

Gattefossé, à Lyon

90 salariés - 90 MF de C.A.

Leader français dans la fabrication d'excipients pour laboratoires pharmaceutiques et cosmétiques, nous exportons pour plus de 30% de notre C.A. Nous cherchons notre

documentaliste HF

Sous l'autorité du directeur scientifique et en relation avec les universités, centres de recherches..., vous êtes le pilier de la recherche et de la circulation des informations. Pour cela, documentaliste diplômé, vous possédez également de bonnes bases en chimie ou en biologie et maîtrisez l'anglais. Votre sens de la synthèse et de l'organisation va de soi.

Notre consultant, Mme F. JOUISHOMME, vous remercie de lui écrire (réf. 911 LM).

ALEXANDRE TIC SA
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Direction de l'**AUDIT INTERNE**
d'un très important Groupe Industriel français international
(siège à PARIS)

recherche

plusieurs AUDITEURS

Formation: HEC, ESSEC, SUP DE CO, IEP ou équivalent + DECS + anglais ou allemand courant.

Expérience minimum requise:

- 2 ans en audit interne ou en cabinet de grande notoriété.

Après quelques années de réussite dans cette fonction, réelles possibilités d'avancement dans des postes de responsabilité en Unité, tant en France qu'à l'étranger.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae et photo à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS sous référence 33895, qui transmettra. Discretion absolue assurée.

analyste chef de projet

Après vous être intégré à notre équipe informatique, vous prendrez en charge l'évolution et le développement d'un des domaines d'application des assurances:

- analyse
- suivi de la réalisation
- contacts étroits avec les utilisateurs et avec l'exploitation. Vous avez plusieurs années d'expérience et une bonne maîtrise de la programmation. Une formation supérieure serait un atout.

Lieu de travail: Paris 1^{ère}.

Adresser lettre, CV et présentations sous réf. LM/116 à

ACLES - CII HONEYWELL BULL

61/63, rue d'Avron 75980 Paris Cedex 20

LCT Laboratoire Central de Télécommunications recherche

INGENIEUR GRANDES ECOLES

débutant ou quelques années d'expérience pour études et développement de systèmes de traitement de signal.

• très bon niveau mathématiques
en particulier en processus stochastiques,
• goût de l'analyse,
• travail en équipe.

Anglais lu. Nationalité française exigée. Avantages sociaux. Merci d'adresser votre Etat Civil (CV et présentations) à LCT BP 40 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex.

U.R.S.S.A.F. de PARIS
SÉCURITÉ SOCIALE

Recherche pour son Service CONTENTIEUX

RÉDACTEURS JURIDIQUES

Les candidats devront être obligatoirement titulaires d'une Maîtrise en Droit.

• Horaire hebdomadaire: 39 heures.

• Avantages sociaux.

• Salaire annuel brut de début, environ: 73.540 F.

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un curriculum vitae détaillé devront être adressées avant le 1^{er} décembre 1983 à:

DIVISION DU PERSONNEL

3, rue Franklin, 93518 MONTEUIL, B.P. 430.

Vous êtes Médecin

ancien Interne ou Chef de Clinique
(Cardiologie - Médecin Interne - Pneumologie)

Vous voulez valoriser votre expérience hospitalière en envisageant la médecine sous un autre angle.

Un laboratoire pharmaceutique vous propose de devenir

CHEF DE PROJET CLINIQUE

afin d'assurer le développement mondial de molécules originales issues d'une recherche de pointe (phases I à III)

La connaissance de l'anglais et des statistiques serait vivement appréciée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. + photo sous la réf. 288 M à rscg carrières - 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS.

emploi régional

ETBS

DIRECTION TECHNIQUE
DES ARMEMENTS TERRESTRES
Etablissement Technique de Bourges
Branche armement recherche pour son
Administration Centrale

Jeune Ingénieur Mécanicien ou Electronicien

ENI, ENSI, ENSAM -
(nationalité française).
Domaine missiles et roquettes.

Lieu de travail: Saint-Cloud (92) après un
an de formation à Bourges.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et
présentations sous référence 83/08 à
Monsieur le Directeur de
l'Etablissement Technique de Bourges
Carrefour de Zéro Nord / Route de Guerry
B.P. 712 - 18015 BOURGES CEDEX

Consultant en recrutement

Le recrutement des informaticiens et bureauticiens qui constituent aujourd'hui le Groupe Dataid nous a donné la maîtrise des besoins des entreprises en informaticiens de tous niveaux.

Jeune filiale du Groupe, Dataid Selection cherche à asseoir son développement.

Vous avez 30 ans, une formation supérieure et une première expérience de 2 à 3 ans de recrutement acquise en entreprise ou en cabinet.

Vous agirez chez nous avec une grande autonomie, profiterez de la forte image du Groupe et du potentiel de ce secteur.

Vos qualités d'écoute, votre rigueur et votre sens commercial seront pour nous déterminants.

Une expérience dans le secteur informatique serait un atout.

Pour allier votre énergie à la nôtre écrivez-nous s/réf. CR 333 à

DATAID SELECTION 48 Av. R. Poincaré

75116 Paris

GRUPE DATAID

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

Responsable distribution physique à l'exportation

EC, RJOIS recherche
un responsable de COMPTES
pour la distribution ph
à l'exportation parfums et

Mission: d'une équipe d'une
personnes, à assurer la
distribution des produits finis, la
vente et l'exportation.

Profil: terrain, doté de bon
sens et de contact
avec une expérience
de la distribution
des produits finis, la
vente et l'exportation.

PARFUMS BOURJOIS
2, rue de la République
92000 Nanterre

BOURJOIS

TÉLÉDIFFUSION DE

Établissement public
recherche

pour la Direction
des AFFAIRES SPATIALES
et INTERNATIONALES

UN INGÉNIEUR
DE HAUT NIVEAU

Recherche une mission de coordination entre
la France et à l'étranger et par
la suite la cartographie française sur le p

QUALITÉS REQUISES:

- Bonne connaissance des techniques de la

- Maîtrise d'une deuxième langue v

- Capacité de contact et de négociation;

- Expérience de la mission.

Le candidat en candidature accompagnée

sont à adresser à:

TÉLÉDIFFUSION DE FRANCE

Direction des Affaires Spatiales

et Internationales

21, rue Barbès, 92120 Montrouge

Téléphone: 657-11-15

CONTROLER

Recherche de personnes

pour les missions de

contrôle des missions, les

missions ESSEC, ESCAE,

la mission

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

de la mission ou à l'é

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Responsable distribution physique à l'exportation

Les Parfums BOURJOIS recherchent pour leur établissement de COMPIEGNE leur Responsable de la distribution physique à l'exportation (parfumerie et cosmétiques).

Mission :

Responsable d'une équipe d'une quarantaine de personnes, il assurera la gestion du magasin des produits finis, la préparation, l'emballage et l'expédition des commandes.

Profil :

Homme de terrain, doté de bonnes qualités d'organisation et de contact, le candidat justifiera d'une expérience réussie dans un poste similaire.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et présent, à PARFUMS BOURJOIS, Service du Personnel - Z.A.C. de Mercières - 7, r. F.-de-Lesseps - 60205 COMPIEGNE

BOURJOIS



Responsable commercial

250.000 F

Biens industriels de consommation - Cette société multinationale est un des leaders européens dans le domaine de l'emballage. Elle recherche le responsable commercial France du département autonome commercialisant des produits utilisés à la fois par l'industrie, les collectivités et le grand public. Rattaché au directeur commercial européen et en relation constante avec le siège et les usines, il sera responsable de la réalisation des objectifs commerciaux (volumes et marges) ainsi que de la bonne marche des opérations administratives et commerciales (commandes, livraisons, facturation, règlements...). Il représentera la société auprès des instances officielles nationales et des organisations professionnelles. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans au moins, possédant un bon niveau de formation générale et l'expérience de la vente de biens industriels de consommation durable. La connaissance de l'anglais est souhaitée. Une formation aux produits est prévue. Ce poste très opérationnel implique une grande disponibilité. La rémunération annuelle, fonction de l'expérience et des qualités du candidat, pourra atteindre 250.000 francs. Il s'y ajoute une voiture de fonction. Le candidat résidera de préférence dans la grande région parisienne. Ecrire à Ph. LESAGE.

Réf. A2470M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Responsable des méthodes

250.000 F

Industrie mécanique - Exerçant son activité dans le domaine ferroviaire, cette société basée dans la banlieue Nord-Est de Paris (chiffre d'affaires de 225 millions de francs - effectif 800 personnes), filiale d'un groupe américain important recherche son responsable des méthodes. Dépendant de la direction générale et animant une quarantaine de personnes, il aura la responsabilité des méthodes-fabrication (industrialisation-crédit de gammes-études-outillages...), des méthodes centrales (détermination des prix standards, études d'investissement et implantation), et des méthodes prix de revient (amélioration des coûts-caractères de qualité-analyse de la valeur). Ce poste, à vocation évolutive, intéresse un ingénieur mécanicien diplômé, âgé de plus de 30 ans, dont l'expérience industrielle minima de 5 années à des responsabilités comparables trouverait sa pleine application. La pratique de la langue anglaise est nécessaire dans cette fonction aux contacts variés et la rémunération de l'ordre de 250.000 francs sera liée à l'expérience et au potentiel du candidat retenu. Ecrire à J. HAXAIRE.

Réf. A2453M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



TÉLÉDIFFUSION DE FRANCE
Etablissement public de l'Etat
recherche

pour sa Direction
DES AFFAIRES SPATIALES
ET INTERNATIONALES

**UN INGÉNIEUR
DE HAUT NIVEAU**

Pour assurer une mission de coordination entre T.D.F. et ses filiales en FRANCE et à l'étranger et participer à la promotion de la vidéo française sur le plan international.

QUALITÉS REQUISES :

- Bonnes connaissances des techniques de la communication ;
- Anglais et si possible une deuxième langue vivante ;
- Capacité de contact et de négociation ;
- Efficacité, dynamisme.

Les demandes de candidatures accompagnées d'un C.V. sont à adresser à :

TÉLÉDIFFUSION DE FRANCE
Direction des Affaires Spatiales
et Internationales
21-77, rue Barbès, 92120 MONTROUGE
Téléphone : 657-11-15



Gestion personnel cadres

Paris

Un des groupes leaders de la presse (chiffre d'affaires de 700 millions de francs - 2.000 salariés) recherche pour sa direction du personnel un spécialiste de la gestion des ressources humaines qui participera au suivi des cadres et journalistes (500 personnes environ). Il sera chargé de mener les recrutements et l'intégration des nouveaux ; il interviendra pour la gestion de carrière, le développement humain et les mouvements de personnel, et participera à la réalisation d'analyses de poste, de classification et de rémunération. Il se verra confier progressivement la responsabilité de la gestion d'une partie de l'encadrement. Ce poste conviendrait à un(e) candidat(e) diplômé(e) de l'enseignement supérieur, âgé(e) d'au moins 28 ans, possédant une réelle expérience du recrutement des cadres et de la gestion du personnel, acquise en entreprise ou en cabinet de conseil. Pour ce poste les réponses seront transmises directement à notre client. Prière d'indiquer le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

Réf. B5790M

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Responsable études

230.000 F

Industrie mécanique - Exerçant son activité dans le domaine ferroviaire, cette société basée dans la banlieue Nord-Est de Paris (chiffre d'affaires de 225 millions de francs - effectif 800 personnes), filiale d'un groupe américain important recherche son futur responsable études. Dépendant du directeur technique, il dirigera à terme une vingtaine de personnes. Il aura pour mission essentielle d'établir, en relation avec la clientèle nationale et internationale, les cahiers des charges, de conduire les recherches et applications liées aux produits nouveaux, ainsi que l'étude des spécifications. Il mènera à bien la conception des appareils de série et sera à même de prendre en charge la conception d'ensembles techniques particuliers. Ce poste évolutif intéresse un ingénieur diplômé, âgé de plus de 30 ans, disposant d'une expérience minima de 5 années dans le domaine des études, en mécanique, automatique et/ou pneumatique. La fréquence des déplacements (de l'ordre de 25 %) implique disponibilité et très bonne pratique de la langue anglaise. La rémunération de l'ordre de 230.000 francs sera liée à l'expérience et au potentiel du candidat retenu. Ecrire à J. HAXAIRE.

Réf. A2452M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

BKC

Pour un contrôle de gestion efficace

Un grand groupe industriel, leader dans le domaine de l'équipement automobile, cherche pour l'une de ses branches un

CONTROLEUR DE GESTION

Il participera, au sein de l'équipe de gestion, à la création d'un système d'information fiable et complet.

Il développera les procédures et les indicateurs (tableaux de bord, etc.) qui lui permettront de suivre l'évolution des prix industriels, les écarts en matière de : coût de revient, fluctuations de stocks, etc.

De formation supérieure (ESSEC, ESCA, EP - écofi -), il a une première expérience réussie dans un poste similaire.

C'est une personnalité autonome qui a le sens du contact et de la négociation.

Il est très motivé par la perspective de développer une activité de gestion, en s'intégrant dans une équipe jeune et performante.

Poste situé en banlieue Sud.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 311.040 (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 PARIS

Banque, Paris 8^{ème}
recherche

JURISTE
en début de carrière

MAÎTRISE DROIT PRIVÉ + 1 à 2 ans d'expérience + anglais pour lui confier dans un premier temps les sections Assurances et Etudes Sociales.

Adresser C.V. + photo + desiderata sous
réf. 2360/N à : M. CHASSERY
110, rue du Colonel Fabien
92160 ANTONY

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PARIS-17^e
recherche

INGÉNIEUR A.M.
ou équivalent

ayant 3 à 5 ans d'exp. en ingénierie : traitement des devis, contacts avec clientèle, suivi d'exécution.

Anglais écrit et parlé nécessaire.

Il participera au développement d'un secteur axé sur le transport personnel.

Soins sous la réf. 1157 à Monda Publicité
Service Annonces classées,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Johnson & Johnson

Filiale française du leader mondial de l'hygiène et de la santé
- 80.000 personnes, 150 filiales dans le monde -
nous recherchons un

CONTROLEUR ANALYTIQUE

Basé à Paris et rattaché au contrôleur de gestion, il encadrera une équipe de 6 personnes pour prendre en charge la responsabilité du contrôle de gestion et de la comptabilité analytique de notre usine de Sézanne. Sa mission : l'amélioration de la fréquence des déplacements à l'usine située à 110 km de Paris. Contrôle de production, analyse des écarts, contrôle budgétaire, études financières, rentabilité des projets, gestion comptable des stocks... A cette définition de fonction classique il faut ajouter une forte implication dans le développement d'un nouveau système informatique de gestion de production et de contrôle des coûts.

Diplômé de l'enseignement supérieur, ESC ou ingénieur (avec une formation ou une expérience en gestion), il a 2 à 4 ans d'expérience dans un poste similaire.

Cette fonction polyvalente - qui demande goût des contacts, bon esprit de synthèse et fort dynamisme - offrira des perspectives d'évolution intéressantes pour un candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser C.V. photo et prétentions à
JOHNSON & JOHNSON - D.R.H.O. 29, avenue Mac Mahon - 75017 PARIS.

Johnson & Johnson

SEREG

Filiale industrielle du Groupe SCHLUMBERGER poursuit son développement dans le domaine des

Systèmes numériques de contrôle de process

Nos systèmes numériques distribués incluent calculateurs, écrans graphiques, automates programmables, régulateurs, multiprocesseurs, réseaux locaux, etc...

La croissance de notre activité nous amène à recruter

Ingénieurs d'affaires export Réf. S327

Ces postes s'adressent à des ingénieurs ayant de préférence 2 ans d'expérience en process industriel ou en ingénierie pour étudier des appels d'offre, proposer des systèmes, mener les négociations techniques et suivre leurs affaires jusqu'à la mise en service. Anglais exigé.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet, en précisant la référence, à Remy MALDANT, SEREG, 100 rue de Paris, 91302 Massy.

Technicien software temps réel Réf. S328

Il s'intégrera à une petite équipe et développera nos systèmes multiprocesseurs. Une expérience d'un ou 2 ans acquise en informatique est nécessaire.

SEREG
Schlumberger

legrand leader européen de l'appareillage électrique d'installations

L'électricité est l'énergie de l'avenir... Nous avons besoin de votre énergie

JEUNES ESC, UNIVERSITAIRES... IUT, BTS....

VOUS êtes un brillant, vous aimez les contacts, vous êtes ambitieux et motivé pour une carrière commerciale, alors notre offre vous intéresse.

Vous deviendrez rapidement l'animateur d'un secteur de vente et participerez à la vie d'une entreprise performante qui va de l'avant.

NOUS employons 12.000 personnes, notre C.A. en croissance régulière est actuellement de 3 milliards de Francs, dont 30 % à l'étranger.

Nous sommes placés sur un marché porteur, celui de l'équipement électrique, domestique et industriel.

Nous vous formerons à nos produits et à nos techniques de vente.

Vous êtes disponible géographiquement, n'hésitez pas.

Associez votre avenir au nôtre

nous avons des postes à pourvoir dans des grandes villes.

Merci de manifester votre intérêt en motivant votre candidature auprès de notre Conseil, sous référence 23 M 223, CPA, 3 rue de Liège 75009 Paris.

CPA

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON-CGR

EQUIPEMENTS MEDICAUX

NOUS SOMMES un groupe international à vocation industrielle et commerciale prévoyant une politique d'expansion dans de nouvelles techniques de diagnostics appelées à connaître une rapide expansion.

NOUS VOULONS renforcer nos équipes de **MARKETING** dans le domaine de la **RÉSONANCE MAGNÉTIQUE NUCLÉAIRE**.

NOUS ATTENDONS de rencontrer **UN RESPONSABLE PRODUIT**.

Diplômé d'Études Supérieures et ayant de bonnes connaissances en physique, électronique et informatique afin de lui confier le développement de l'action marketing en relation avec les études et la formation d'une équipe à vocation internationale.

Ce poste nécessite une grande disponibilité et une connaissance approfondie de la langue anglaise.

Envoyer C.V., photo et prétentions à CGR sous référence 33861M - Direction de l'Emploi, Madame DUPUIS, 33, avenue du Maine, BP 50, 75755 PARIS CEDEX 15.

message N°5

Dans ce message, le cinquième de huit, les conseils en recrutement adhérents de Syntec veulent tracer, à l'attention des hommes et des femmes qui deviennent un jour «candidats», les règles du jeu du marché de l'emploi et donner quelques conseils leur permettant de bien orienter leur carrière.

L'entretien de recrutement: que cherche le consultant qui vous reçoit?

Vous avez répondu à une annonce publiée par un cabinet conseil en recrutement; ce dernier vous propose un entretien.

Que cherche à savoir de vous le consultant qui vous reçoit?

- votre compétence professionnelle par rapport à la fonction proposée,
- les principaux traits de votre personnalité qui influencent votre comportement au travail,
- votre capacité d'intégrer une nouvelle organisation: comment le «grefier» va-t-elle et peut-elle prendre? Avec les conseils du consultant, comment votre futur employeur peut-il vous aider à réussir?
- la rémunération et les avantages sociaux que vous demandez: donnent-ils de vous un rapport «qualité-prix» crédible?

En outre, le consultant vous apporte des informations sur l'entreprise et le poste: il vous informe, mais sent aussi vos réactions.

que devez-vous savoir faire comme candidat?

Que devez-vous faire pour que le consultant émette sur vous un diagnostic favorable? Réponse: rien.

Vous n'avez pas à faire, mais à être... vous-même: il y va de votre intérêt de ne pas donner de vous un portrait autre que celui qui vous décrit vraiment. Soyez authentique.

- Sachez décrire votre carrière de façon rapide et synthétique en insistant sur ses points forts. Ayez le respect des dates. Dites, dans cette affaire, du début 76 à décembre 1980, j'ai appris ce qu'était la production, à diriger des hommes, à obtenir un effort de ma maîtrise.
- Ne vous présentez pas à travers un titre. Vous n'exprimez là qu'une certaine vulnérabilité. Directeur commercial, c'est bien, mais dire: «j'avais 23 représentants et 4 chefs de ventes; croyez-moi, j'étais vraiment leur patron, c'est mieux et ça vaut tous les titres».
- Sachez expliquer les tournants de votre carrière et notamment vos départs, autrement qu'en accusant les autres. Il est plus vrai de dire: «après cinq ans, j'avais envie de changer (c'est humain!), que d'affirmer «je suis parti parce qu'il y avait un désaccord politique entre le président et moi» (ce peut être vrai mais personne n'y croit). Sachez qu'en tous les cas, votre authenticité est votre meilleur atout.
- Sachez expliquer comment vous dirigez. Chef des services financiers, vous avez réduit les agios que vous payez de 31% en deux ans. Pour l'instant, cela n'est qu'une statistique. Ce qui intéresse le consultant... et votre futur patron, c'est votre commentaire: «je suis retourné pendant deux mois voir nos banquiers en faisant intervenir mon président pour arracher enfin de meilleures conditions financières».
- Apportez des preuves, pour faire éclater la réalité de votre compétence. Ces preuves sont des chiffres, des anecdotes, des faits rapportés par la presse, des références.
- Documentez-vous donc avant même l'entretien sur l'entreprise et le poste, sur les types de problèmes auxquels vous aurez probablement à faire face si le «job» vous est proposé. Poser des questions au consultant signifie que celui-ci vous sent déjà presque au travail et non vaguement intéressé.

Quand l'entretien s'achève, n'ayez aucune gêne à dire à votre consultant: «quels sont, d'après vous, mes chances, mes points forts, et mes points faibles, à ce degré de relation? Quel calendrier me proposez-vous désormais?»

Pour votre carrière, sachez aujourd'hui répondre aux appels de l'économie.

Prochain message: "la présentation au client."

Toutes vos suggestions seront les bienvenues à Syntec-Recrutement 3 rue Léon Bonnet - 75016 Paris.



Cette communication a été préparée par les adhérents de SYNTEC-RECRUTEMENT: Alexandre Tic S.A., Algae, Aviso Conseil, Bernard Julliet Paycom, Chantal Baudron S.A., Cilas, Cog Hebert Conseil, Cort, C.P.A., Développement, Egor, Emap, Eurisup, Infraplan, Jacques Tixier S.A., P.A., Sefop, Sete-Cegos, Sema Selection, Serifo, Sires, Soderhu.

Tout simplement... chef du personnel

Vous êtes un homme d'usine qui ne complique pas les choses simples. De votre métier pratiqué depuis plus de dix ans, vous avez une conception toute droite, ce qui n'exclut pas subtilités et nuances. Vous aimez bien les gens et vous faites ce qu'il faut pour que ça marche, en équipe avec tous ceux de bonne volonté. Vous avez votre franc parler, vous n'envoyez pas dire ce qu'il faut quand ça ne tourne pas rond.

C'est bien le style du chef du personnel que nous recherchons pour notre usine principale (500 personnes, 60 km Nord de Paris à proximité de deux petites villes déclinées). Nous produisons en séries moyennes des articles métalliques à usage industriel et d'ameublement. Nous introduisons de nouvelles machines et de nouvelles techniques de gestion pour que la santé financière du groupe continue d'être saine, comme actuellement.

Un homme (ou bien une femme) ayant une bonne formation initiale, maîtrisant bien les différentes techniques administratives, juridiques et relationnelles de son métier, trouvera ainsi un développement intéressant de sa carrière parce qu'on peut faire de bonnes choses dans cette usine, notamment dans les domaines de formation permettant les acquisitions de connaissance et les modifications de comportement. D'autant plus que le directeur et son encadrement souhaitent votre arrivée pour très bientôt. Vous serez d'ailleurs amené à les représenter dans les instances régionales. Merci donc d'écrire une première lettre aux conseils en recrutement de SIRCA sous la référence 085 420M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE PRODUITS COSMÉTIQUES

RECHERCHE

INGÉNIEUR PHYSICIEN

(Universitaire ou Grande Ecole)

Connaissance Technologique, Electronique, Informatique, Statistiques indispensables; connaissances bio-médicales appréciées.

Débutant ou quelques années d'expérience.

Il sera chargé de la mise au point d'appareillages et de méthodes pour évaluer les propriétés physiques de la peau dans le cadre du développement de nouveaux produits.

Lieu de travail: PARIS - BANLIEUE SUD.

Adresser C.V. avec lettre manuscrite, photo et prétentions à RÉGIE-PRESSE, sous n° T 043184 M - 85 bis, rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmettra.

Bankers Trust Company

l'une des 10 premières banques américaines au large réseau international

Dans le cadre d'un développement important de ses activités à Paris, notre succursale est amenée à renforcer l'équipe de sa salle des changes et recherche des

Cambistes

- intéressés par une salle active sur les marchés interbancaires et clientèle, • 3 à 5 ans d'expérience réelle indispensable, • anglais courant, • larges possibilités de développement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle à la Direction du Personnel, Bankers Trust Company, 12-14 Rond-Point des Champs-Élysées 75386 Paris Cedex 08.

NCR

Prenez la tête avec l'informatique NCR

Troisième constructeur mondial de systèmes informatiques avec un C.A. de \$3,5 milliards, nous progressons encore en lançant cette année plusieurs gammes de nouveaux produits. Le SICOB vous l'a montré, la presse vous le confirme, les nouveaux systèmes informatiques NCR sont à la pointe de la technologie. Leurs places naturelles:

les grandes entreprises

Pour être dès aujourd'hui les spécialistes de l'informatique de demain, rejoignez notre équipe d'

ingénieurs d'affaires

Vous avez une formation supérieure commerciale ou scientifique, de bonnes connaissances de l'anglais ainsi que quelques années de vente de grands systèmes dans les grandes entreprises et la volonté de réussir, nous vous offrons de devenir les meneurs de demain.

Adresser lettre, C.V., photo et rémunération sous réf. M 132 à Bernard BABLON, NCR FRANCE, Tour Neptune, 92086 Paris La Défense Cedex 20.

Banlieue Nord de Paris

Ingénieur mécanicien

Importante société de services du secteur pétrolier, située banlieue Nord, recherche pour son centre d'études un ingénieur mécanicien.

Vous devrez vous intégrer rapidement dans l'équipe chargée de l'étude, de la mise au point et du développement de projets sur la partie mécanique d'appareils de mesure.

Nous souhaitons rencontrer, pour ce poste, un candidat possédant une expérience industrielle d'au moins 3 ans acquise, si possible, dans un domaine similaire.

Une ouverture d'esprit aux différentes technologies, le sens du travail en équipe et des négociations ainsi qu'une bonne connaissance de la langue anglaise sont indispensables pour réussir dans votre fonction.

De courts déplacements en France ou à l'étranger sont à prévoir.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous le réf. 2728/LM à MEDIA P.A. - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

ORGANISME PROFESSIONNEL SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE PARIS

recherche

POUR RENFORCER SON SERVICE D'AUDIT

RÉVISEUR COMPTABLE CONFIRMÉ

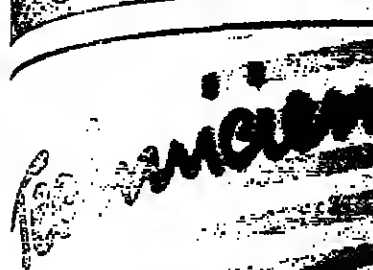
2 à 3 ANS D'EXPÉRIENCE EN CABINET DE PRÉFÉRENCE

Il sera chargé dans des entreprises de toutes tailles, de missions:

- D'audit comptable;
- D'études d'organisation administrative et informatique;
- D'animation de stages de formation.

Adresser lettre manuscrite, c.v. avec photo et rémunération actuelle sous n° T 043.220 M Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

RECHERCHES D'EMPLOI



Formation

... des personnes ont bénéficié de nos formations dans les domaines suivants: ... 150 % en cours d'étude ...



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Macroeconom

confin

... une grande école ou ... vous avez déjà travaillé dans un cabinet de conseil ...

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

RESPONSABLE LA D'APPLICA

MACHINES-OUT

... d'études et de mise au point ... s'adresse à un ingénieur ...

Le groupe des assurances

... entreprise de 8 000 personnes ... pour sa société ...

IBM 30-8

+ de 1 000 T ... IMPORTANTES BA ...

RECHERCHES D'EMPLOI

... vous proposons de ... votre première ...

RECHERCHES D'EMPLOI

... vous êtes intéressés par ... adressez-nous ...

RECHERCHES D'EMPLOI

... OUZAUD GROUPE ...

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Technicien en gestion

Formation rémunérée

IFOCOP est un organisme sans but lucratif placé sous la tutelle du Ministère chargé du Commerce.
Depuis 1970, plus de 15 000 personnes ont bénéficié des stages IFOCOP.
Notre succès ? Placer nos élèves dans les meilleures conditions de réussite par une solide formation rémunérée (50 % en cours théorique - 50 % en stage en entreprise - Durée : 9 mois).
Début Janvier 1984, nous proposons à des hommes et des femmes l'opportunité d'améliorer leur situation en devenant **TECHNICIEN EN ORGANISATION ET GESTION**.
Extrait du programme : Comptabilité, gestion, marketing, organisation, informatique...
Sanction des études : Diplôme homologué - Niveau III.
Conditions d'admission : 1 an d'expérience professionnelle, niveau BAC, dérogé O.M.

Dates et lieux de stages :
- Le 10 Janvier 1984 à CERGY PONTOISE (ERAGNY 95)
- Le 17 Janvier 1984 à MEAUX (77)

Pour recrutement immédiat téléphoner à :

IFOCOP
PRÉPARE VOTRE AVENIR

Madame LEDEZ
687.24.05
ou écrivez

3, rue du Caducée - B.P. 368 - 94154 RUNGIS CEDEX

POUR UN PRODUIT NOUVEAU L'ORDINATEUR PERSONNEL DES INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCE

Nous recherchons des diplômés de l'enseignement supérieur, débutants ou ayant une expérience préalable dans le domaine de la micro-informatique.

- Certains postes comporteront la responsabilité du choix, du suivi, du développement, de la validation de logiciels sur micro-ordinateurs, dans le domaine des applications.
- D'autres postes comporteront la responsabilité du support en matière de logiciels et d'utilisation de matériels. Ils impliqueront des relations avec nos distributeurs agréés et spécialistes des grandes entreprises.

Nous demandons, en outre, de bonnes connaissances en anglais, et l'acceptation du principe de la mobilité géographique. Les candidats devront pouvoir, dans le cadre d'une évolution de carrière, accéder à d'autres responsabilités techniques ou commerciales, au sein de la Compagnie.

Ces postes sont à pourvoir dès maintenant.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec C.V. détaillé à :
IBM France Diffusion - Département Recrutement, 2, rue de Marengo
75001 Paris en mentionnant la référence PCM-22/11. Votre dossier sera traité avec la plus grande discrétion.

Macro-économiste confirmé

Diplômé d'une grande école ou titulaire d'un 3ème cycle universitaire, vous avez déjà confirmé vos compétences en macro-économie et vous souhaitez franchir un cap. Cela vous sera possible en prenant des responsabilités au sein de notre équipe.

Nous recherchons pour notre Service d'Etudes Economiques, un collaborateur qui sera chargé de suivre l'évolution économique des grands pays industrialisés.

Merci d'adresser CV et prétentions sous réf. ME211 à Société Générale Service du Recrutement, 7, rue Courmartin 75009 Paris.

OMERA

Filiale du Groupe T.R.T.

occupant une position internationale de premier plan pour l'Etude et la Réalisation de RADARS AEROPORTS, Systèmes de RECONNAISSANCE AERIENNE et Systèmes de REGULATION DE TRAFIC.

recherche pour ses départements "ETUDES" (systèmes de nouvelle génération, études avancées)

INGENIEURS I, II et III (ESE, ENST, ENSERG, ESO, ENSI, ISEP, ISEN...)

Expérimentés dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- Electronique analogique et numérique (connaissances en optique appréciées)
- Emission/Réception (hyperfréquences)
- Traitement du signal (signaux cohérents, filtrage, identification, reconnaissance de forme...)
- Vidéo numérique
- Visualisation
- Informatique : mise en œuvre microprocesseurs 16 bits.

Possibilité d'évolution au sein du Groupe.

Envoyer lettre manuscrite + curriculum vitae + photo au Secrétaire Général Société OMER-SEGID
49, rue Ferdinand Berthoud à ARGENTEUIL 95101. Discretion assurée.

FILIALE D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL recherche

RESPONSABLE LABORATOIRE D'APPLICATIONS

DANS LE CADRE DE SA NOUVELLE ACTIVITE

MACHINES-OUTILS à LASER

Cette fonction d'études et de mise en œuvre de procédés d'usinage par laser s'adresse à un ingénieur âgé de 30 ans environ, ayant une première expérience dans la métallurgie, les traitements thermiques et l'électronique.

Poste à pourvoir en Région Parisienne.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 83208 à CONTESSA PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Le groupe des assurances nationales

(entreprise de 8 000 personnes - C.A. 12 milliards)
développe pour sa société INCENDIE - ACCIDENTS un PLAN INFORMATIQUE ambitieux dans un environnement technique de pointe.

**IBM 30-81 et 30-33
+ de 1 000 TERMINAUX
IMPORTANTES BASES DE DONNEES
GEREES EN IMS-DL I**

Nous vous proposons de venir optimiser votre première expérience de 2 ou 3 années acquise après une formation DUT INFORMATIQUE OU EQUIVALENT en prenant en charge de nouvelles applications au sein de notre service ETUDES.

Si vous êtes intéressés par cette offre, adressez-nous votre candidature avec C.V. + photo s/réf. PC 115 à



Pascal CROUZAUD GROUPE DES ASSURANCES NATIONALES
Tour GAN Service du Personnel Cedex 13 - 92082 PARIS LA DEFENSE

Importante société Sud de Paris
recherche

CHEFS DE CHANTIER EN ELECTRICITE INDUSTRIELLE

ayant une solide expérience en suivi de chantiers d'électricité industrielle.

Profil souhaité :

- Sens du commandement, goût des responsabilités.
- Déplacements France et étranger.
- Formation complémentaire assurée.

Adresser C.V., photo et prétentions à SIETAM (service nuitage, réf. 12.45)
42-48, avenue du Président-Kennedy
91170 VIRY-CHATILLON

BIOFUTUR MENSUEL EUROPEEN DE BIOTECHNOLOGIE recherche pour son équipe rédaction

BIOLOGISTE DE BON NIVEAU

Expérience journalistique souhaitée.
Anglais indispensable.

Ecrire BIOFUTUR à l'attention de Hervé MARC,
56, rue de l'Université, 75007 PARIS. Discretion assurée.

Bull recrute
pour sa Direction Recherche et Technologie

INGENIEUR FIABILISTE

(Ecole d'ingénieur, doctorat 3ème cycle)

Il aura pour mission :

- d'estimer la fiabilité des nouveaux composants et sous-ensembles technologiques
- élaborer et mettre à disposition du Groupe des outils nécessaires à l'étude de la fiabilité des systèmes et sous-systèmes.

Compétence approfondie en fiabilité, mathématiques et statistiques. Goût pour l'analyse et l'information de modèles et calculs.

Poste à pourvoir aux Clayes sous Bois.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 459 M à

Véronique Bourlet
Cit Honeywell Bull
PC OG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Une Société de CHARGEURS S.A.

Nos produits intéressent un large secteur de consommation dans le domaine de la propreté et de l'entretien de la maison. Disposant d'une marque de grande renommée en France et à l'étranger, nous sommes présents sur les cinq continents grâce à un large réseau de filiales et d'agents exclusifs.

Nos objectifs de développement à l'étranger nous conduisent à rechercher notre

Responsable de zone export 170.000 F +

Europe du Nord - Afrique du Nord - Europe de l'Est

- qui aura pour mission :
 - de développer et gérer les relations commerciales établies avec nos distributeurs exclusifs d'Europe du Nord et d'Afrique du Nord en participant à la détermination et à la mise en œuvre des éléments du Marketing-Mix.
 - de nouer des relations commerciales avec les pays de l'Europe de l'Est.
- 28 ans environ - de formation commerciale supérieure internationale - il aura une expérience de 2 à 3 ans de l'exportation des biens de grande consommation et notamment des ouvertures de marchés.
- Parfaitement bilingue anglais - français (allemand apprécié), il voyagera 30% de son temps sur sa zone (poste basé à Paris). Sa nationalité U.S. ou d'un pays de la C.E.E. est de nature à constituer un atout supplémentaire.
- Des possibilités d'évolution dans le Groupe sont envisageables à terme.

OGIVES

Merci d'adresser à Catherine de BOISJOLLY, en joignant à votre dossier de candidature une photographie récente, sous la réf. S 311/83 M OGIVES Département Recrutement - 12, rue de Chazelles - 75017 PARIS

Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement.

Nous sommes un des premiers groupes français dans le domaine de la FABRICATION DES FILS ET CABLES ELECTRIQUES et recherchons

JEUNE INGENIEUR POUR LE SERVICE ETUDES ET RECHERCHES

Etude et mise au point de câbles spéciaux, évolution technologique des câbles standards, en particulier concernant les matériaux employés et leur mise en œuvre.

La formation devra comporter des connaissances en électrotechnique, électronique appliquée à l'électrotechnique, la physique générale et la physique des matériaux.

Poste pouvant convenir à un ingénieur débutant.

CEAT

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

PROGILOG RECHERCHE

JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES (X, ECP, ESE, MINES...)

(Débutants ou première expérience professionnelle option informatique) pour participer à la

CREATION DE SON DEPARTEMENT CONSEILS

Voulez-vous saisir l'opportunité :

- de collaborer à la mise en place d'applications de gestion pour de grandes entreprises nationales et internationales
- de travailler dans un contexte international en relation directe avec les concepteurs du produit ;
- Nous vous proposons :**
- d'utiliser **FOCUS**, le langage de 4ème génération le plus vendu dans le monde en 1982 et qui fonctionne en environnement interactif sur IBM (CMS/TSO/CICS/IMS-DC) et sur micro ;
- d'acquies une formation pratique aux techniques de gestion (gestion commerciale, gestion financière, production...) et à leurs solutions informatiques les plus évoluées.

Pour exploiter au mieux :

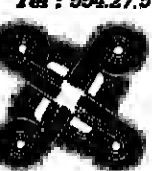
- vos qualités de pédagogue ;
- votre intérêt pour la nouveauté et la diversité dans les applications ;
- votre goût pour l'efficacité ;
- votre connaissance de l'anglais ;

Nous vous offrons le poste

d'Ingénieur Consultant

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. et

photo à Stéphane CHABREL, Société PROGILOG, 4, rue Oscar Roty 75015 PARIS



Progilog

culture et informatique

Sema développe ses activités vers les bibliothèques.

Elle souhaite intégrer un chef de projet qui prenne en charge, en s'appuyant sur un progiciel, les relations avec les conservateurs, la conception, le suivi et la mise en œuvre des applications dans leur aspect informatique et documentaire.

Les missions de ce chef de projet, à l'articulation de deux univers différents, requièrent une double orientation : documentaire, bibliothéconomie et informatique.

Pour plus d'informations sur ce poste, contacter Agnès CHAUVIN Sema Informatique 16/18 rue Barbès 92126 MONTRouGE Tél. : 657.13.00 poste 25.25

sema informatique



N° 1 de l'informatique interactive

Contrôleur financier du service après-vente

Il aura la responsabilité financière de l'ensemble de l'activité du service Après-Vente et animera une équipe d'analystes financiers.

Il assurera la préparation et le suivi des budgets (revenus et dépenses), les prévisions et le tableau de bord.

Intélocuteur du Directeur du service Après-Vente, il jouera un rôle de partenaire assurant le contrôle financier et participera à la réalisation des objectifs de la fonction.

Représentant de la fonction Finances au sein du service Après-Vente, il veillera au respect des politiques financières de l'entreprise.

Une expérience similaire au sein d'une multinationale, dans un secteur de haute technologie, est souhaitable. Une très bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Ecrivez à la Direction du Personnel, sous réf. M 73 à DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston Crémieux, 91004 Evry.

ASEA CARRIER - KHEOPS - BAC

Nous sommes une filiale française d'ASEA, spécialisée dans les connecteurs électriques industriels. Nous intensifions notre politique d'exportation et cherchons

RESPONSABLE EXPORT

Il déterminera les objectifs annuels et les politiques commerciales par zone et par pays. Sur le terrain, il fera aboutir les négociations difficiles, dynamisera et soutiendra les ingénieurs commerciaux et les agents à l'étranger. Au siège, il supervisera l'organisation et le suivi administratif des opérations en cours.

Nous confierons cette mission à un ingénieur ou diplômé d'école supérieure de commerce possédant une première expérience de trois-quatre ans d'exportation d'un produit industriel et souhaitant aujourd'hui élargir son champ de responsabilités.

Anglais indispensable. Allemand ou espagnol souhaité.

Si cette proposition vous intéresse, veuillez écrire en joignant C.V. et en précisant votre rémunération actuelle sous réf. 427 M à Catherine ROZES, à qui nous avons confié ce recrutement

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

LABORATOIRE D'ESSAIS D'ENVIRONNEMENT

recherche

INGENIEUR INFORMATICIEN

Expérience de 5 à 8 ans.

Formation de base ESEE ou école équivalente, maîtrisant la programmation Fortran, Temps Réel et le Traitement des Signaux.

Connaissances appréciées en mini 6/43, processeur vectoriel FPS et anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV à SOPEMEA - B.P. 48 - 78142 VELIZY VILLACOULAY

CONTROLEUR FINANCIER

La Direction Financière d'un important groupe industriel recherche dans le cadre de son département Contrôle de Gestion un **CONTROLEUR FINANCIER** plus particulièrement responsable de contrôler les fonctions financières des filiales industrielles et commerciales du Groupe, d'analyser les structures financières, de monter les différents dossiers financiers (prêts, subventions) ainsi que d'effectuer différents audits et études spécifiques à la demande de la Direction Générale. Le haut niveau d'intervention nécessite une formation supérieure de type ESSEC, ESC (ou équivalent) et une première expérience réussie (3-4 ans) de la fonction financière acquise soit dans un Cabinet d'Audit Anglo-Saxon, soit dans un organisme financier, soit dans un service étude d'une Direction Financière. Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil.

Merci de lui adresser C.V., photo et présentations, sous réf. 1210 M.

Jean-Claude Maurice S.A.

397 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

CHEF DE VENTE

Qui se verra confier :

- Le développement de l'organisation de vente en France.
- La direction d'une équipe de vente.
- La réalisation de nos buts fixés.

Notre préférence ira à une personne âgée de 35 à 45 ans.

- Possédant et possédant des connaissances de la branche dentaire.
- Ayant une expérience de plusieurs années dans la vente.
- Bilingue français-allemand.
- Ayant beaucoup le sens de l'organisation et aimant le contact.

Ce poste à haute responsabilité vous offre des possibilités de développement personnel et sera rémunéré en fonction des capacités.

Si ce poste est susceptible de vous intéresser, nous vous prions de nous faire parvenir votre offre détaillée avec références et prétention de salaire à :

KALTENBACH & VOIGT INTERNATIONAL A.G.
Für Export & Factoring
Steinbruchstrasse 11
5200 Brugg 3 - Lauffohr (Suisse)
Réf. Dr. G. Pasche.

HELIOS STRECO DURANDO

membre d'Arthur Young International

recrute pour
PARIS, LYON et GRENOBLE

auditeurs confirmés

Nous vous proposons :

- un cadre de travail stimulant
- une clientèle nationale et internationale
- une carrière évolutive et des prises de responsabilités rapides, tant à Paris qu'en province et à l'étranger
- une formation de haut niveau comportant des séminaires nationaux et internationaux

Nous vous demandons :

- le diplôme d'une grande école
- une expérience d'audit de 2 ans minimum.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) à : HELIOS STRECO DURANDO - H. LIPPLER, 6, av. Marceau 75008 Paris

OFFRES D'EMPLOIS

digital
de l'informatique

Nous recherchons un responsable local pour la négociation de programmes de services.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Société CEAT - Service du Personnel - 16, rue de la Faisanderie - 78301 POISSY

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

digital

N°1 de l'informatique interactive

Le Service Après-Vente ouvre 3 postes de Responsables d'Affaires en région parisienne.

Responsables d'affaires

Ils (elles) assureront :
 • le support au responsable local du Service après-vente pour la réalisation du CA (négociation de contrats de services de haut niveau).
 • le contrôle de l'activité commerciale du SAV.
 • le lancement et le suivi de programmes et de nouveaux types de services.
 • la vente directe de services.
 5 ans d'expérience Vente ou Services, le goût des négociations à haut niveau, le sens des affaires et la connaissance de l'anglais sont indispensables.

Ecrivez à Jean-Louis Caranobe, sous réf. M 74 à
 DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
 2 rue Gaston Crémieux 91004 Evry.



HELIOS STRESCO DURANDO

Membres
 d'Arthur Young International

fiscalistes

Nous recherchons des candidats ayant une personnalité affirmée, une formation supérieure, une bonne connaissance de la langue anglaise et une expérience de 3 à 6 ans dans un Cabinet fiscal ou comptable.

Nous leur offrons des responsabilités importantes et une grande autonomie dans la conduite de missions de conseil en droit fiscal et en droit des affaires.

Nous leur proposons une carrière évolutive et des prises de responsabilités dans nos bureaux en France et à l'étranger.

Merci d'envoyer votre C.V. à Marie-Jo MARTIAL,
 sous référence M-1113, en indiquant si possible
 un numéro de téléphone, au
 4 avenue Marceau, 75008 Paris.

N2 informatique-organisation

Notre société opère dans le domaine des produits de grande consommation et réalise un chiffre d'affaires d'1,5 milliard de francs. Notre plan informatique à 5 ans comporte la mise en oeuvre de nombreuses nouvelles applications qui impliquent le renforcement de notre service Etudes. C'est pourquoi le Directeur Adjoint que nous recherchons aura en priorité la responsabilité des projets.

Mais nous désirons attirer dans notre groupe un professionnel (Chef de Projet confirmé, Directeur des Etudes, organisateur...) qui ait aussi le potentiel de prendre la Direction de l'Informatique et de l'Organisation à 2 - 3 ans. Il doit donc être un animateur, un organisateur, un gestionnaire, bien entendu doué pour le dialogue avec les utilisateurs. Le poste est à Paris.

Votre dossier sera étudié en toute confidentialité par les consultants du cabinet SIRCA. Merci de leur écrire sous référence 994 316M.



64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTec

Un challenge pour un chef de projet

L'entreprise internationale - 2 Milliards de C.A. - de sa profession, équipée de 2 IBM 4341, cherche son Siège à Paris dans le cadre de la mise en place de son informatique

un ingénieur de formation supérieure (école d'ingénieurs, DEAT) avec à 5 ans d'expérience réussie sur des systèmes IBM, DPL, capable de travailler sur des projets de gestion. Collaborer à la politique de personnel de notre Société, la réussite dans ce poste sera la clé d'une évolution de carrière à des postes de responsabilité.

Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite et photo s/réf. 273 LM à
 SODERHU
 Société pour le Développement des Ressources Humaines
 22, rue Eugène Isgoustin - 75002 PARIS.

MEMBRE DE SYNTec

Soderhu

DIVISION
 COLORANTS

Ingénieur chimiste textile

La Société des Produits SANDOZ, l'un des plus grands industriels dans le domaine des colorants, recherche un Ingénieur chimiste textile.

Vous avez une formation supérieure de type HEI/ITR, ENSAIT, ENSIT Mulhouse et éventuellement une première expérience.

Nous vous confierons les responsabilités suivantes :
 - prise en charge des techniques d'application tinctoriale,
 - développement et mise au point de formulation de produits,
 - possibilité d'évolution à terme vers une carrière technico-commerciale.

Lieu de travail : VERNON (27).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. M/21 au Service Recrutement et Carrières - 14, boulevard de Richelieu - 92500 RUEIL-MALMAISON.



IBM IBM IBM IBM IBM

Recherche

DES TRADUCTEURS TECHNIQUES CADRES

d'anglais en français

Il leur est demandé une très bonne rédaction en français. Les candidats, de formation Ingénieur, peuvent être débutants ou posséder cinq années d'expérience professionnelle au plus.

Ils disposeront d'outils modernes de traduction. Une évolution de carrière est prévue au sein de la Compagnie.

Lieu de travail : PARIS.

Merci d'adresser votre lettre de candidature et un curriculum vitae détaillé à IBM France - Département Recrutement - Orientation Conseils - 2, rue de Marengo - 75001 Paris en mentionnant la référence TTC/M-22/11

IBM IBM IBM IBM IBM

PARIS

Audit informatique

Analyser sous l'angle de l'efficacité et de la sécurité, la gestion des services informatiques, les logiciels de base et les applications. Animer et renforcer l'équipe existante dans le domaine de l'audit informatique est la mission que nous voulons confier à notre

Responsable de service informatique

Vous avez 30-35 ans, vous êtes expert comptable ou mémorialiste. Vous parlez l'anglais, vous possédez une expérience significative en tant que chef d'exploitation informatique ou réviseur informatique.

Nous sommes l'un des premiers Cabinets Français d'Audit et de Commissariat aux comptes (300 consultants en France et 2000 dans le monde). Merci d'envoyer CV manuscrit + résumés actualisés à Caneva, 20 Avenue Franklin Roosevelt 75008 Paris à qui nous avons confié cette recherche.

Secondariser efficacement ce responsable dans toutes les missions qui lui seront confiées. Participer au développement de cette division informatique est l'opportunité que nous offrons à :

Un jeune auditeur informatique

Vous avez 25-30 ans. Vous possédez de bonnes connaissances en informatique. Vous êtes si possible bilingue anglais. Vous avez de l'ambition.

CANEVA

Succursale Banque Américaine

RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION DES CRÉDITS

dépendant hiérarchiquement du Directeur des opérations.

- Il assurera le suivi et le contrôle de la documentation légale en étroite liaison avec les gestionnaires de comptes.
- Il contrôlera l'utilisation des crédits conformément aux réglementations et procédures internes.
- Il supervisera la comptabilisation de ces opérations et la préparation des différents rapports internes et externes.
- Il sera responsable de la gestion et l'administration d'un service de 7 personnes.

Le candidat retenu aura :

- 30 ans minimum ;
- expérience d'au moins 5 ans de l'administration des crédits (Coface appréciée), de l'utilisation des systèmes automatisés ;
- diplômes : DECS, maîtrise Droit des affaires ou équivalent ;
- anglais parfait ;
- facultés d'organisation et d'adaptation.

Merci d'env. lettre manus. + C.V. sous n° T 043.177-M.
 Régis Vasse, 65 Lb, rue Montmartre, Paris-2.

GROUPE SYSECA

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE

(700 personnes, C.A. 220 M.F.)
 partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

(formation supérieure Ecoles de Commerce ou d'ingénieurs) pour la vente de prestations intellectuelles et de produits informatiques concernant les

SYSTEMES D'INFORMATIONS.

Justifiant d'une solide expérience, ils se verront confier à terme la responsabilité d'un secteur commercial.

Nous accorderons une attention particulière aux candidats désirant s'investir dans le cadre de notre rapide expansion, ayant le sens du contact à haut niveau dans les administrations et les grandes entreprises nationales ou internationales et capables de s'intégrer dans des équipes dynamiques.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 2014 à
 GROUPE SYSECA - Service du Personnel
 315, Bureaux de la Colline
 92215 SAINT CLOUD Cedex

LA DIRECTION TECHNIQUE DES CONSTRUCTIONS AERONAUTIQUES

UN INGENIEUR INFORMATICIEN

débutant ou ayant quelques années d'expérience pour s'intégrer dans une section chargée du développement d'applications de gestion.

Toutes ces applications mettent en oeuvre télétraitement et base de données sur matériel CII HB 64. La connaissance du générateur PAC 700 est souhaitable (formation assurée).

Profil souhaité : MIAGE, Ecole d'Ingénieur...
 Lieu de travail : VELAIZY (78).

Ecrire avec C.V. et prétentions à :

DIRECTION TECHNIQUE
 DES CONSTRUCTIONS AERONAUTIQUES
 BUREAU METHODE-INFORMATIQUE
 26, boulevard Victor 75015 PARIS.

Juriste de contrats internationaux

Notre société, leader dans le domaine électronique est présente dans la compétition internationale.

En étroite liaison avec la direction de l'exportation, le juriste recruté participera à l'élaboration et à la mise en oeuvre des contrats internationaux d'exportation.

- à la préparation des propositions, en particulier, en assurant la synthèse des études des législations locales, des réglementations, et en assurant la coordination interne de tous les aspects ;
- à la négociation des contrats principaux et annexes, et des problèmes de localisation éventuelle ;
- au suivi de la réalisation des projets.

Nous recherchons un véritable juriste d'entreprise capable d'analyse et d'imagination qui soit en même temps un homme de terrain.

Il aura une solide expérience dans une fonction similaire au sein d'une société commercialisant des ensembles industriels (engineering pétrolier, par exemple). La pratique de l'anglais est indispensable.

Poste basé à La Défense. Déplacements à l'étranger de durées variables.
 Merci d'envoyer votre dossier de candidature, lettre, CV, photo et prétentions, sous réf. 3139 à Média-System, 104 rue Maxmou 75001 Paris, qui transmettra.

Société d'ÉDITION PARIS

RÉDACTEUR ÉCONOMIQUE

HAUT NIVEAU pour analyses, plans de développement, et documentation financière PAYS AFRIQUE NOIRE. Emploi sédentaire. Adresser réf. et prétentions à : 6023 AMÉRIA, 57, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

KELLER FRANCE ETT recruté pour Paris 8^e

INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN

30 ans minimum 2 à 3 ans d'expérience. Écrire Réf. 102, 102, Av. Champe-Élysees, 75008 PARIS.

Importante société Sud de Paris recherche

INGÉNIEURS DÉBUTANTS GÉNIE ÉLECTRIQUE OU GÉNIE MÉCANIQUE

pour mise au point d'installations d'équipements automatisés.

Déplacements France et Étranger. Anglais souhaité.

Adresser C.V., photo et prétentions à SIETAM (SERVICE MONTAGE, Réf. 12.44) 42-48, avenue du Président-Kennedy 91170 VIRY-CHATILLON.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

RMC belix

Société spécialisée dans la transformation des matières premières dérivées du pétrole et de la pétrochimie : mélanges de cire et paraffine, colles thermofusibles et adhésifs sensibles à la pression, recherche un

Ingénieur A. et M. ou équivalent

Sous la responsabilité directe du **Directeur de Production**, il sera chargé de l'optimisation des procédés de fabrication et des coûts de production du lancement de nouveaux produits et participera activement au service à la clientèle par l'adaptation de la production.

Cet homme de contact sera en rapport constant avec le laboratoire de recherche et contrôle.

Lieu de travail : OISE.

Adresser C.V., photo et prétentions à : Direction du Personnel - RMC BELIX 2/4, rue Clovis Hugues, 93700 DRANCY.

PECHINEY

recrute pour son

SERVICE CENTRAL D'AUDIT INTERNE

LA FONCTION

- Contrôler l'organisation et les systèmes de gestion des Sociétés du Groupe et proposer les adaptations nécessaires dans la but d'améliorer leur compétitivité.
- Ces responsables qui sont de véritables généralistes de l'entreprise évalueront les situations avec la méthodologie rigoureuse de l'audit et le comportement du Manager.

LE PROFIL

- Formation Grande École d'ingénieur ou commerciale, débutant ou ayant deux ou trois ans d'expérience.
- Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable et une autre langue étrangère souhaitable.
- Les candidats démontreront de véritables dispositions pour les relations humaines.

Les postes sont basés à PARIS, avec des déplacements à prévoir en France et à l'étranger. Une formation aux techniques d'analyse et de gestion pratique des Entreprises est assurée. La fonction devra déboucher sur d'importantes responsabilités opérationnelles ou fonctionnelles au sein des Sociétés du Groupe. Les dossiers de candidature sont à adresser sous référence 2111 à :

BAILLY CONSEIL
16, rue de Monceau
75008 PARIS

volvic

Pour renforcer son équipe marketing, la direction commerciale de la société VOLVIC cherche

JEUNE CHEF DE PRODUIT

pour participer à la gestion marketing d'OASIS, leader sur le marché des boissons aux fruits.

Ce nouveau collaborateur sera diplômé d'une grande école de commerce et aura une expérience réussie de 2 à 3 ans dans le marketing des produits de grande consommation, si possible en agro-alimentaire.

Une première expérience, même courte, de la vente sur le terrain, ainsi qu'une bonne connaissance en langues étrangères (anglais, allemand si possible) seraient appréciées.

Il sera chargé de la gestion marketing d'une gamme de produits, auprès du responsable de la famille de produits OASIS.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre conseil. Merci de lui adresser CV, photo et prétentions sous référence 1214.

Jean-Claude Maurice Conseil
397 ter, rue de Veugirard, 75015 PARIS

ORGANISATION INFORMATIQUE

ingénieur ou grande école commerciale

Nous sommes l'un des premiers groupes industriels français, et nous recherchons un cadre en Organisation et Informatique pour la Direction du Personnel.

Intégré à une équipe, il participera à la conception, l'analyse et la mise en place de projets informatiques et bureautiques (fichiers du personnel, paie, administration des expatriés, etc.).

Si ces perspectives vous intéressent, veuillez adresser lettre manuscrite + CV + photo sous la référence 3M077 à CONTESSE PUBLICITE, 20 avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q. tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ COMMERCIALE PARIS

recherche

ASSISTANT (E) DE GESTION

Formation Comptable Exigée

Expérience Souhaitée

Salaire Annuel Brut Offert 100.000 F environ

Adresser C.V. et candidature à REGIE-PRESSE, sous n° T 043180 M, 85 bis, rue Rameau - 75002 Paris qui transmettra.

CASTELL

200.000 F

Un des leaders de mobilier et sièges pour bureaux et collectivités recherche son

Contrôleur de gestion

Directement rattaché à la Direction Générale, le candidat aura pour mission d'élaborer et d'adapter des méthodes de gestion, de les mettre en place et de les contrôler, d'établir les budgets et les plans de trésorerie et de les suivre, le tout en liaison étroite avec la Comptabilité, l'Informatique et l'Administration des Ventes.

Le candidat ? Un diplômé de l'enseignement supérieur, ayant une expérience d'au moins cinq ans dans la fonction, avec une bonne connaissance de l'outil informatique et qui a le potentiel de devenir rapidement le Chef du Service Administratif et Financier de l'entreprise.

Anglais souhaité, Lieu de travail : PARIS. Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous référence 83360 à :

225, rue du Fbg Saint Honoré
75008 PARIS.

La CHAMBRE de COMMERCE et d'INDUSTRIE INTER-DEPARTEMENTALE VAL-D'OISE - YVELINES

COLLABORATEUR H.F. POUR SON SERVICE INFORMATION

Une formation supérieure (École de journalistes, IUT, université de l'information etc.) est demandée ainsi qu'une expérience de 3 à 5 ans.

Il ou elle sera chargé(e) de la rédaction et de la réalisation d'un JOURNAL à parution bimestrielle (60.000 exemplaires) et de la régulation publicitaire.

Envoyer C.V. + photo + prêt à C.C.I.L. Service du Personnel, 21, av. de Paris, 78011 VERSAILLES.

CONDUCTEURS DE TRAVAUX

en électronique industrielle ayant au moins 5 ans d'expérience en préparation, suivi et mise en route de chantier d'électronique industrielle S.T.

Pour ce poste : - sans de commandement nécessaire ; - déplacements France et étranger.

Adresser C.V., photo et prêt à SIEAM (service montage, réf. 1247), 42-48, av. du Pré-Kerrou, 61170 VRY-CHATELON.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE COSMÉTIQUES

recherche

assistant contrôle budgétaire

Il participera activement au reporting mensuel - comptabilité anglo-saxonne, à l'établissement et à la révision des budgets, à l'analyse des écarts et à d'autres missions ponctuelles dans le cadre de la Direction financière.

De formation comptable ou de gestion, il aura, si possible, une première expérience et une bonne connaissance de l'anglais. Lieu de travail : proche banlieue Ouest.

Envoyer CV, photo et prétentions à notre Cabinet Conseil (rét. CC/AA)

C.C.E. 5, rue Lincoln 75008 PARIS

VILLE D'ANTONY (HAUTS-DE-SEINE)

recherche

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

CADRES pour les secteurs : culturel, social, économique et enseignement.

Adresser candidatures avec C.V. détaillé à M. le Maire 92160 ANTONY.

MAIRIE DE GARCHES proche banlieue Ouest

UN SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE

option lecture publique Adresser candidature avec C.V. et photo à

MAIRIE DE GARCHES 2, avenue du Marché-Lecteur 92180 GARCHES. Tél. 741-79-97, poste 408.

BANQUE ÉTRANGÈRE EN EXPANSION recherche

CONTRÔLEUR INTERNE

Ayant expérience bancaire et Audit - Notions informatiques si possible - Anglaise courant nécessaire.

Env. C.V., lettre manuscrite et prétentions, à/ n° 7.180, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

IMPORTANT GROUPE ALIMENTAIRE

recherche pour sa Division Internationale

ATTACHE MARKETING

Il s'intégrera à une équipe chargée de suivre activement un certain nombre de marchés étrangers.

Une première expérience est souhaitée dans les domaines : études - suivi et développement produits - promotion et publicité.

Basé à Paris mais se déplaçant fréquemment à l'étranger. Il doit bien maîtriser l'anglais et l'allemand (ou espagnol).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 82992 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

ETABLISSEMENT BANCAIRE DE DIMENSION INTERNATIONALE

Recherche

SPECIALISTE en LEASING INTERNATIONAL

Poste de responsabilité s'inscrivant dans une carrière évolutive.

Très bonnes connaissances des techniques de leasing françaises et étrangères.

Anglais courant indispensable.

C.V. détaillé (formation, expérience professionnelle, prétentions) à adresser sous réf. M5, à L et A 33, rue Vernet - 75008 PARIS.

NOVELERG

(Groupe C.G.E.)

Société d'études spécialisée dans les économies d'énergie et les énergies nouvelles, recherche pour son activité :

ETUDES THERMIQUES DANS LE BATIMENT

TECHNICIEN (NE)

25 ans minimum ayant : solides connaissances et expérience dans le calcul des installations thermiques, la rédaction des spécifications techniques et la réalisation de schémas de principe d'installation.

Lieu de travail : PARIS.

Tél. : 563.14.14 - poste 1366.

GROUPE FINANCIER PARIS 8ème

recherche :

collaborateurs H/F

Diplômés DECS. Courte expérience dans banque ou compagnie d'assurances appréciée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 517 M à OC8F, 66, rue de la Chaussée d'Antin, 75009 PARIS

services vous assiste dans le recrutement bancaire

AUDITEUR INTERNE

Outre l'audit financier et opérationnel dans les filiales du groupe, il lui sera confié, par la direction financière, des missions d'assistance.

Ce poste conviendrait à un jeune candidat formation SUP DE CO + DECS ou l'équivalent, pratiquant couramment l'anglais et si possible l'espagnol, ayant acquis de préférence 2 ans d'expérience au sein d'un cabinet d'audit.

Poste basé à Paris Est, mais déplacements fréquents à prévoir en France et à l'étranger.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournés) et prétentions sous référence 21.500-M à CLA RECRUTEMENT 11 av. Delcassé, 75008 Paris



les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone du lundi au vendredi

de 9 heures à 12 h. 30
de 13 h. 30 à 18 heures
au 296-15-01

OFFRES D'EMPLOIS

ingénieur climatiseur

pour une Société Américaine spécialisée dans l'énergie climatique, nous recherchons un ingénieur climatiseur expérimenté pour la grande dimension.

Le candidat devra avoir une expérience de l'activité de climatiseur partant d'un poste de responsable en HVAC, avec une maîtrise de l'anglais et une expérience en matière aux Etats-Unis.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE CLIMATISATION 10, rue de la République, 75001 PARIS

ou à : SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE CLIMATISATION 10, rue de la République, 75001 PARIS

ou à : SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE CLIMATISATION 10, rue de la République, 75001 PARIS

ou à : SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE CLIMATISATION 10, rue de la République, 75001 PARIS

ou à : SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE CLIMATISATION 10, rue de la République, 75001 PARIS

ou à : SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE CLIMATISATION 10, rue de la République, 75001 PARIS

ou à : SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE CLIMATISATION 10, rue de la République, 75001 PARIS

ou à : SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE CLIMATISATION 10, rue de la République, 75001 PARIS

ou à : SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE CLIMATISATION 10, rue de la République, 75001 PARIS

ou à : SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE CLIMATISATION 10, rue de la République, 75001 PARIS

ou à : SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE CLIMATISATION 10, rue de la République, 75001 PARIS

ou à : SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE CLIMATISATION 10, rue de la République, 75001 PARIS

ou à : SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE CLIMATISATION 10, rue de la République, 75001 PARIS

ou à : SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE CLIMATISATION 10, rue de la République, 75001 PARIS

ou à : SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE CLIMATISATION 10, rue de la République, 75001 PARIS

ou à : SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE CLIMATISATION 10, rue de la République, 75001 PARIS

ou à : SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE CLIMATISATION 10, rue de la République, 75001 PARIS

ou à : SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE CLIMATISATION 10, rue de la République, 75001 PARIS

ou à : SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE CLIMATISATION 10, rue de la République, 75001 PARIS

ou à : SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE CLIMATISATION 10, rue de la République, 75001 PARIS

ou à : SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE CLIMATISATION 10, rue de la République, 75001 PARIS

ou à : SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE CLIMATISATION 10, rue de la République, 75001 PARIS

ou à : SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE CLIMATISATION 10, rue de la République, 75001 PARIS

ou à : SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE CLIMATISATION 10, rue de la République, 75001 PARIS

ou à : SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE CLIMATISATION 10, rue de la République, 75001 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

DEMANDES D'EMPLOIS

ingénieur projet climatisation

Un très important Groupe de Sociétés Américaines a étudié un système de régulation de l'énergie (climatisation, fluides, transport) dans les immeubles de grande dimension. Les premières réalisations ont déjà été réalisées.

Pour assurer le développement de l'activité et réaliser de nouveaux projets, nous recherchons un ingénieur parlant couramment l'anglais, ayant une expérience en HVAC, de préférence en chantiers, et maîtrisant l'informatique.

Une formation spécifique, en partie aux ETAS UNIS sera assurée.

Lieu de travail : REGION PARISIENNE avec déplacements en Province et à l'étranger.

Possibilités d'évolution très importantes au sein du Groupe en France et à l'étranger.

Envoyer CV, lettre manuscrite et photo à : **Soderhu**, 22, rue de la République, 75002 PARIS

INGÉNIEUR INFORMATIEN SCIENTIFIQUE

2 à 3 ans d'expérience, connaissance des langages de programmation, maîtrise de l'anglais. Salaire annuel 143.000 F. Env. à : **ASSOCIATION recherche EDUCATEURS (travail)**, 112 rue Voltaire 75011 PARIS.

ANALYSE PROGRAMMEUR

Formation DUT ou équivalent, maîtrise de l'anglais, 5 ans d'expérience en programmation, connaissance des langages de programmation, maîtrise de l'anglais. Salaire annuel 143.000 F. Env. à : **ASSOCIATION recherche EDUCATEURS (travail)**, 112 rue Voltaire 75011 PARIS.

Soderhu

Chef comptable

Directement rattaché au Directeur Administratif et Financier, notre futur Chef Comptable sera responsable de la comptabilité générale, de la comptabilité clients, du reporting et de l'établissement du budget.

De niveau DECS, son expérience lui permet de diriger et d'encadrer une équipe de 15 personnes. Une très bonne connaissance de l'anglais ou de l'allemand est indispensable, la connaissance de la comptabilité anglo-saxonne serait un atout supplémentaire.

Adressez dossier de candidature au Service du Personnel, Triumph-Adler France, 3-7 avenue Paul Doumer, 92502 RUEIL-MALMAISON Cedex.

7A TRIUMPH-ADLER

INTERTECHNIQUE

AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

Pour sa Direction, Organisation et Informatique

UN CHEF DE PROJETS-CONFIRME

(M. D. 1-68)

Chargé de la conduite de projets d'analyse développée sur IN 5000 et de l'encadrement de responsables de projets intervenant dans divers domaines de la gestion. Les tâches de gestion de projets (analyse, planification, suivi, reporting, etc.) sont effectuées dans un environnement informatique performant.

Le candidat retenu sera ingénieur informaticien grande école et aura quelques années d'expérience dans la conduite de projets.

Adressez C.V. avec références, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE B.P. N° 1 - 78374 PLAISIR CEDEX

UN INGÉNIEUR DIPLOMÉ E.E.O.U. C.N.A.M. LIBRE O.M.

Pour la construction de systèmes radio-fréquences d'émission et de réception de 100 à 1000 MHz, nous recherchons un ingénieur diplômé E.E.O.U. C.N.A.M. libre O.M.

Envoyez C.V. et photo à : **INTERTECHNIQUE B.P. N° 1 - 78374 PLAISIR CEDEX**

INGÉNIEUR CONTRACTUEL

Chargé de la réalisation des projets de construction de systèmes radio-fréquences d'émission et de réception de 100 à 1000 MHz, nous recherchons un ingénieur diplômé E.E.O.U. C.N.A.M. libre O.M.

Envoyez C.V. et photo à : **INTERTECHNIQUE B.P. N° 1 - 78374 PLAISIR CEDEX**

OFFICED'ANNONCES

Filière du groupe HAVAS et Régisseur de la Publicité dans les annuaires des P.T.T.

UN (E) RESPONSABLE SERVICE RECOUVREMENT

LA MISSION : Il(elle) dirigera et animer une équipe composée de 20 collaborateurs. Il(elle) sera chargée du suivi des encaissements.

LE PROFIL : De préférence de formation supérieure (Licence Droit...) il(elle) aura une expérience réussie dans une fonction similaire. Ce poste exige un caractère diplomate et affirmé.

Si vous êtes intéressé(e), envoyez lettre manuscrite, C.V., références à : **ERIN**, 136, avenue Charles-de-Gaulle - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

ERIN

recherche pour réalisation de logiciel en informatique industrielle.

Logiciel de base (mini-micro).

DES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

Option : Informatique, automatique, électronique.

DES DUT INFORMATIQUE

Débuteurs à 3 ans d'expérience.

Les candidats retenus seront convoqués à l'entretien.

Envoyez C.V. à : **ANAL**, Pub 11/85, 8564, 8 rue Taitbout 75008 Paris, qui transmettra.

CHEF D'ENTRETIEN ELECTRIQUE

Titulaire BTS ou BT, expérience professionnelle de 4 à 5 ans en tant que chef d'équipe, nous recherchons un chef d'entretien électrique.

Envoyez C.V. et photo à : **INTERTECHNIQUE B.P. N° 1 - 78374 PLAISIR CEDEX**

CHEF DE PRODUIT

Promotion des ventes, connaissance des produits, maîtrise de l'anglais, nous recherchons un chef de produit.

Envoyez C.V. et photo à : **INTERTECHNIQUE B.P. N° 1 - 78374 PLAISIR CEDEX**

INGÉNIEURS

Logiciel temps réel, nous recherchons des ingénieurs pour la réalisation de logiciels temps réel.

Envoyez C.V. et photo à : **INTERTECHNIQUE B.P. N° 1 - 78374 PLAISIR CEDEX**

REPRÉSENTANT PLASTIQUES ou CAOUTCHOUC

Représentant pour la vente de produits en plastique et caoutchouc, nous recherchons un représentant.

Envoyez C.V. et photo à : **INTERTECHNIQUE B.P. N° 1 - 78374 PLAISIR CEDEX**

REPRÉSENTANT PLASTIQUES ou CAOUTCHOUC

Représentant pour la vente de produits en plastique et caoutchouc, nous recherchons un représentant.

Envoyez C.V. et photo à : **INTERTECHNIQUE B.P. N° 1 - 78374 PLAISIR CEDEX**

L'immobilier

appartements vente

3^e arrdt
Sect. 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

16^e arrdt

17^e arrdt

18^e arrdt

19^e arrdt

20^e arrdt

21^e arrdt

viagers

viagers

EMBAISSY-SERVICE

EMBAISSY-SERVICE

locations non meublées

locations non meublées

locations non meublées

locations non meublées

locations non meublées

locations non meublées

locations non meublées

locations non meublées

locations non meublées

locations non meublées

locations non meublées

locations non meublées

Un mois déjà et rien ne s'arrange

p. -	DEUX MOIS		SIX MOIS	
	Rep. + ou dép. -		Rep. + ou dép. -	
200	+ 320	+ 360	+ 890	+ 1020
185	+ 300	+ 365	+ 860	+ 990
190	+ 330	+ 370	+ 1040	+ 1070
170	+ 380	+ 330	+ 910	+ 970
150	+ 265	+ 290	+ 780	+ 835
130	+ 650	+ 800	+ 1475	+ 1840
120	+ 510	+ 550	+ 760	+ 1575
100	- 415	- 360	- 1325	- 1210

Pour tenir ses engagements, le gouvernement brésilien veut, notamment, mettre fin au rajustement automatique des salaires en fonction

Utilisation pacifique

Le président élu argentin, M. Raul Alfonsín, qui doit entrer en fonction le 10 décembre, a promis de

Plus de 8 22 F

Cette fermeté est due essentiellement à des facteurs politiques, en l'absence de tension supplémentaire sur les taux d'intérêt américains. Parmi ces facteurs, citons l'agitation en R.F.A. à propos des missiles américains et, aussi, les rémoins agitant le gouvernement ouest-allemand au sujet de la participation de M. Strauss. Le dencmark s'est montré plutôt faible à Paris,

ne finissent pas par
monter au ciel. D'où cette han-
teur, cette idée fixe
de l'Amérique dans toute la
vie post-coloniale américaine

C'est ce qui se mêlent, de façon
tentative, à conjuguence et la
structure de l'économie. Ou plutôt
de l'économie, dont l'extraversion
et la promotion le plus frappant
« Mais surmonter un maillon essen-
tiel de la chaîne du capitalisme
mondial », disait-il, il y a déjà
trop longtemps, un membre du gou-
vernement néo-capitalien. La chaîne
est rompue depuis. Les pays se
débarrassent les uns des autres et, depuis le
début des années 60, l'économie
marchande est venue fouailler, avec
des succès, dans les territoires des so-
ciétés. Les villes locales ont été for-
mées dans ce but : la Banque mon-
diale et les multinationales ont
appliqué leur loi. Que domine le
marché, poussé par tous les vents !
L'éventail s'ouvre pour l'ouverture des
frontières, pour le libre accès aux ma-
tières premières, par l'arrivée télévi-
sionnée dans le plus éloigné des
villages des messages publicitaires
qui émettent le goût de consommer
et donc créent ce « marché psy-
chologique », qui appelle à la forma-
tion d'une classe moyenne.

Dans 10, 20, 50 ans, nous aurons toujours besoin d'aciers, et d'aciers de qualité. Les difficultés actuelles ne doivent pas nous empêcher de préparer l'avenir.

USINOR s'y emploie : la carrosserie de la voiture qui consommera 3 litres aux 100 sera tout aussi résistante aux chocs et à la corrosion, mais deux ou trois fois moins épaisse qu'autrefois. Et elle sera en acier.

C'est en maîtrisant chaque jour davantage leur connaissance de la structure profonde de la matière que les chercheurs USINOR peuvent y parvenir.

Chimie, physique, électronique, informatique, mais aussi marketing et gestion, nous avons besoin des chercheurs qui vont nous aider à continuer à inventer l'acier de demain, face à un marché en perpétuelle évolution.

Si vous sortez d'une grande école ou de l'Université, venez discuter avec nous de votre carrière à USINOR. Il y a là, pour vous, une opportunité à saisir.

Un pari à gagner.

USINOR

Une nouvelle sidérurgie est en train de naître

Dans 10, 20, 50 ans, nous aurons toujours besoin d'acier, et d'acier de qualité. Les difficultés actuelles ne doivent pas nous empêcher de préparer l'avenir.

USINOR s'y emploie : la carrosserie de la voiture qui consommera 3 litres aux 100 sera tout aussi résistante aux chocs et à la corrosion, mais deux ou trois fois moins épaisse qu'autrefois. Et elle sera en acier.

C'est en maîtrisant chaque jour davantage leur connaissance de la structure profonde de la matière que les chercheurs USINOR peuvent y parvenir.

Chimie, physique, électronique, informatique, mais aussi marketing et gestion, nous avons besoin des chercheurs qui vont nous aider à continuer à inventer l'acier de demain, face à un marché en perpétuelle évolution.

Si vous sortez d'une grande école ou de l'Université, venez discuter avec nous de votre carrière à USINOR. Il y a, pour vous, une opportunité à saisir.

(la porte à ouvrir)

**CHAQUE
SEMAINE**

FAITES VALIDER
VOS BULLETINS
CHEZ TOUS
LES DEPOSITAIRES
PORTANT L'ENSEMBLE

L **O**

c'est facile c'est amusant

...the, 451 pas cher

ÉTRANGER

L'Asie du Sud-Est en crise de développement

(Suite de la première page.)

Singapour encore. De gigantesques chantiers voient le jour. Le plus connu concerne le projet appelé Raffles City : construction de deux bâtiments de luxe, dont l'un aura soixante-douze étages, d'un lien de conférences pouvant accueillir sept mille personnes. Non loin de là, apparition du Marina Centre : encore quelques centaines de mètres, et va surgir le Raffles Centre. Enormes couloirs de béton s'ajoutent aux très nombreux caravansérails déjà en place. Singapour disposera bientôt de vingt-neuf mille chambres d'hôtel de classe internationale. Renouons à comptabiliser les boutiques. A toute vapeur... Ne continuons pas de faire comme si avaient été justes ces prévisions du plan qui mûrissent sur une augmentation de 12 % par an du nombre des touristes ? Comme si un phénomène appelé

Un marché ? Il n'est pas négligeable, en théorie : plus de 280 millions d'habitants. Mais une seule d'œuvre aussi, nous y reviendrons. Mais aussi du pétrole, du gaz naturel, du cuivre, de l'étain, du caoutchouc, du bois, des pêcheries, de l'huile de palme, des fruits tropicaux. Des matières premières donc. Pas seulement. Une zone-clé à mi-chemin du Japon et du Proche-Orient. Stratégie économique ? Stratégie au sens le plus large du terme. Dans la zone se rencontrent sans se heurter les États-Unis, le Japon, la Chine, qui voient d'un mauvais œil la flotte soviétique manœuvrer à Cam-Ranh (Vietnam). Réflexion d'un diplomate en poste dans la région : « Ce n'est quand même pas un hasard si, en quelques mois, nous aurons vu passer les plus hauts responsables japonais, ouest-allemands, américains et français (1) ».

et du groupe onest-allemand A.E.G.-T.F.K., na sémestre consacré à l'automatisation dans les domaines des textiles, des matières plastiques et des fibres chimiques qui a réuni plus de cent spécialistes. Une étude signale le développement du marché mondial des véhicules à trois roues, notamment aux États-Unis, en Australie et en Nouvelle-Zélande, évolution que les fabricants taiwanais du genre sont invités à mettre à profit pour produire et exporter davantage. De son côté, la firme américaine Appleton Machinery recherche un partenaire taiwanais qui fabriquerait sous licence du matériel spécialisé. Elle indique que le niveau des coûts de production a motivé son choix de Taiwan : elle se réserverait le monopole de réexportation aux États-Unis, au Canada et en Amérique latine, la firme chinoise conservant les autres marchés.

On lit aussi dans le China Post de ce jour-là que Taiwan est maintenant le premier fournisseur de jouets du Japon (2,3 fois les quantités vendues en 1978). Quant aux relations commerciales avec les États-Unis, elles continuent de provoquer de dures discussions : les exportations de lunettes de soleil risquent de dépasser en valeur le quota fixé ; il conviendrait que les industriels taiwanais limitent le prix de vente en abaissant les coûts de production. D'autre part, les rizières américaines déçoivent les inventeurs accablés par Taipei à ses propres producteurs ; ils estiment que Taiwan pourrait cette année vendre aux États-Unis 850 000 tonnes de riz ; Taiwan a promis de limiter ses ventes à 550 000 tonnes. Les deux parties demandent la signature d'un accord portant sur plusieurs années.

On pourrait multiplier les exemples. Ils varieraient selon les jours et les saisons, et aussi selon qu'ils seraient choisis à Manille, Kuala-Lumpur, Jakarta. Partout cependant, apparaîtraient ces étonnants brassage de questions locales et des phénomènes extérieurs, la prise à bras-le-corps de l'économie de la technologie, la multiplication des voyages d'affaires et des séminaires, les actions des multinationales de la finance, de la production et de la commercialisation.

La mise en place du système

Cette évolution de l'Asie du Sud-Est est certes pas nouvelle, mais elle retrouve une actualité alors que la région, après une décennie de très rapide croissance, est touchée par la crise. Son décollage avait d'ailleurs été quelque peu occulté dans l'opinion par la guerre d'Indochine et les suites immédiates, dont les « gros titres » cachèrent un phénomène capital qui prenait corps dans l'Asie non révolutionnaire. Pendant que l'attention se portait sur l'enlèvement américain, sur d'intéressantes négociations de paix, un système nouveau s'édifiait.

Il serait vain de tenter de dater sa croissance avec une trop grande précision. Mais il existait quelques points de repère. 1965 : massacre des communistes indonésiens et mise en place de l'ordre nouveau du général Suharto. 1965 aussi : création de la Banque asiatique de développement, à Manille. 1966 : ouverture de la première zone franche à Taiwan. 1967 : création de l'ASEAN. 1969 : troubles raciaux conduisant à la formulation de la « nouvelle politique économique » en Malaisie. 1972 : régime de la loi martiale aux Philippines. Déjà, pendant la guerre du Vietnam, M. McNamara, quittant le Pentagone, était devenu président de la Banque mondiale et avait inauguré ses fonctions par un voyage en Asie du Sud-Est. C'est l'époque à laquelle le Japon, après s'être rebâti et consolidé derrière de puissantes murailles, « éclipse » dans tout le secteur grâce à ses investissements et à son commerce : c'est l'époque aussi à laquelle la « révolution verte » commence à bouleverser certaines campagnes asiatiques. Les régimes politiques sont en place, les structures financières internationales sont créées, les firmes multinationales sont prêtes pour qu'intervienne le grand chambardement marchand, pour que commence l'exploitation à ciel ouvert des économies du Sud-Est.

L'ÉTAT ET LA CROISSANCE

Cet article et les suivants portent sur Taiwan et les pays de l'Association des États du Sud-Est asiatique (Philippines, Thaïlande, Malaisie, Singapour, Indonésie). Nous ne nous sommes pas rendus à Brunei, qui rejoindra probablement l'ASEAN lors de son indépendance en 1984.



crise économique n'avait pas fini par atteindre la région ? D'où cette hantise, cette obsession, cette idée fixe dans l'île mais aussi dans toute la zone : puisse la reprise américaine être solide, durable.

Une zone-clé

C'est ici que se mêlent, de façon inextricable, la conjoncture et la structure de l'économie. Ou plutôt des économies dont l'extraversion est le phénomène le plus frappant. « Nous sommes un maillon essentiel de la chaîne du capitalisme mondial », nous disait, il y a déjà fort longtemps, un membre du gouvernement singapourien. La chaîne s'est renforcée depuis. Les pays se sont ouverts plus encore et, depuis le début des années 60, l'économie marchande est venue fouailler, avec des succès divers, le cœur de ces sociétés. Les élites locales ont été formées dans ce but : la Banque mondiale et les multinationales ont appliqué leur loi. Que domine le marché, balayé par tous les vents ! L'avenir passe par l'ouverture des frontières, par le libre accès aux matières premières, par l'arrivée télévisée jusque dans le plus éloigné des villages des messages publicitaires qui donneront le goût de consommer et donc créeront ce « marché psychologique » qui appelle à la formation du marché tout court.

Le fait que cette zone soit fournie en permanence par les vents du large se reflète quotidiennement par la place que tiennent les questions économiques dans la presse. Voici un exemple, quelque peu détaillé, qui donne une idée précise de cette situation.

Ouvrons le China Post de Taipei, en date du 31 août. On y apprend que, au total, soixante-deux industriels européens ont déjà reçu l'autorisation de créer dans l'île des entreprises spécialisées : dans l'électronique, la chimie, l'optique, etc. Ils ont, par leurs investissements, « contribué à élever le niveau technologique du pays et stimulé le développement des industries qui leur sont liées » ; ils ont d'autre part, en créant des centres de recherche et de développement, « facilité le transfert des techniques sophistiquées aux ingénieurs locaux », phénomènes qui ont aidé les hommes d'affaires taiwanais à développer leurs propres entreprises. Le journal note aussi que vient de se tenir à Taiwan, sous les auspices du ministère des affaires économiques

CHACQUE SEMAINE

FAITES VALIDER VOS BILLETS CHEZ TOUS LES DÉPOSITAIRES PORTANT L'ENSEIGNE **LOTO**

LOTO

c'est facile, c'est pas cher, ça peut rapporter gros.

RECHERCHE DE PARTENAIRES ASSOCIES CONSEIL EN MANAGEMENT

Société de conseil très bien implantée et connaissant une expansion régulière basée sur des prestations de qualité élevée, souhaite coopter deux managers de très haut niveau. Cette recherche a pour objet de développer l'activité de la société sur des secteurs encore insuffisamment représentés.

Nous souhaitons rencontrer des hommes de 38-45 ans faisant autorité sur l'un ou plusieurs des domaines ci-dessous.

Les candidats recherchés ont déjà une activité, seul ou avec un petit nombre d'ingénieurs et souhaitent accélérer leur propre développement en s'adossant à un cabinet plus important pour y tenir un rôle de premier plan.

Secteurs concernés :

- Gestion de la production, de la maintenance et productivité industrielle
- Informatique
- Gestion financière
- Gestion des ressources humaines et formation

et/ou secteurs :

- Chimie/Pharmacie
- Automobile et grosse mécanique
- Banques/Assurances.

Merci de bien vouloir adresser vos réponses sous référence 3722 à Sweets Publicité - 9, rue du Delta 75009 Paris, qui transmettra.

SNCF

EMPRUNT NOVEMBRE 1983 2 MILLIARDS DE FRANCS OBLIGATIONS DE 5.000 F

Deux formules au choix :

Montant : 1 milliard de francs

Prix d'émission : 99,96 %
soit 4980 F par titre

Intérêt annuel : 14,10 %

Taux de rendement
actuel brut à
la date de jouissance : 14,18 %

Amortissement en 4 tranches
égales de 1989 à 1993
- soit par remboursement au pair
- soit par rachat

Montant : 1 milliard de francs

Prix d'émission : 99,96 %
soit 4980 F par titre

Intérêt annuel : Préfixé
annuellement et égal au taux de
rendement au règlement des
emprunts garantis par l'Etat et
assimilés (INSEE) ou, à défaut, au
taux de rendement indicatif des
obligations cotées de même
catégorie (CDC) du mois
d'OCTOBRE précédant la date de
révision.
Minimum : 8,50 %
1^{er} coupon le 5 décembre 1984 :
14,10 %.

Amortissement au pair
le 5 décembre 1993

Amortissement anticipé : La S.N.C.F. se réserve le droit de procéder à toute époque à des rachats.

Date de jouissance et de règlement : 5 décembre 1983

Durée : 10 ans

Les obligations seront cotées à la BOURSE DE PARIS.

SOUSCRIVEZ

dans les banques et chez les Agents de Change, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste, les Caisses d'Epargne, les Caisses de Crédit Agricole Mutuel.
Une note d'information (visa de la C.O.B. n° 83-312 du 15 novembre 1983) peut être obtenue sans frais auprès de la S.N.C.F., guichet-titres - 8, rue de Londres 75009 Paris et des Etablissements chargés du placement.

B.A.L.O. du 21 novembre 1983

À LOUER

LES BUREAUX DE LA PORTE DE VANVES

2^e tranche : 14 000 m²
livrés en Janvier 1984.
• Dans un quartier neuf
pratiquement achevé.
• A quelques minutes à
 pied du métro Malakoff-Plaza
de Vanves.
• Niveau de 840 m²
restaurant inter-entreprises.
• Des loyers et des charges
très raisonnables.

ARTOIS
6700 m²

BERRI
7600 m²

BÉARN
8000 m²

LOUE OU SOUS OPTION ☐ ENCORE DISPONIBLE ☐

C'est un immeuble **UAP**

Commercialisateur exclusif :
sagel vendôme
742.44.44.

AFFAIRES

En Grande-Bretagne

Pas de lait, mais du beaujolais ?

De notre correspondant

Londres. — Le beaujolais nouveau est arrivé à Londres. Annoncé à grand renfort d'affiches à la porte des « pubs » et des « wine bars », l'événement tend à devenir ici presque aussi important qu'à Paris, et personne ne s'en plaint.

En revanche, l'apparition d'un autre produit français, le lait de longue conservation (U.H.T.), mis en vente pour la première fois dans les supermarchés britanniques le 17 novembre, a provoqué de très vives protestations. Levée de bouilliers dans les sociétés de distribution laitières, chez les éleveurs et leurs employés, qui ont manifesté devant le Parlement à plusieurs reprises ces dernières semaines.

Un lobby s'est constitué à la Chambre des Communes, et des députés, pour la plupart travaillistes et résolument hostiles au Marché commun, ont livré, le 18 novembre, un dernier bataillon pour tenter d'empêcher le gouvernement d'appliquer des restrictions qui, jusqu'ici, interdisaient pratiquement l'importation laitière. Peine perdue. Par 323 voix contre 212, la Chambre a voté l'assouplissement de la réglementation, à la demande du gouvernement. Le ministre de l'Agriculture, M. Michael Jopling, a fait valoir qu'il avait été contraint de soumettre ce projet, puisque la Cour européenne de justice l'avait sommé de le faire, après avoir jugé, en février dernier, que les restrictions imposées en Grande-Bretagne étaient hypocrites et équivalaient à une mesure de protectionnisme tout à fait contraire aux règles communautaires.

Le lait de longue conservation venant du continent, (1), a un grand défaut aux yeux du laïc anglais : son prix est de près de 25 % inférieur à celui du lait frais produit localement et déposé chaque matin à la porte des consommateurs du Royaume-

Uni. Cette concurrence risque d'inciter ces derniers à se priver de ce service si particulier qui, depuis des lustres, fait partie d'un « art de vivre » très britannique.

Les crémières anglaises ne s'avouent cependant pas encore vaincues. Comptant sur une saine réaction du public pour la défense du confort national — et de l'emploi de milliers de livreurs —, ils menacent : « Si nous perdons ne serait-ce que 10 % de notre clientèle, le porte-à-porte ne sera plus rentable, et nous y mettrons fin définitivement. » La tradition est en péril. Au cours d'un débat houleux, on a entendu à Westminster quelques arguments propres à remettre en cause l'entente cordiale. Un porte-parole de l'opposition travailliste a accusé le gouvernement d'avoir « capitulé devant les intérêts français ». L'honorable parlementaire a même affirmé que le lait français avait « un goût désagréable, stérile et insipide » — ne reculant pas devant la contradiction des termes.

Mais tel ne semble pas être l'avis du consommateur britannique, si l'on en croit un rapide sondage effectué par un reporter de la célèbre émission télévisée « Breakfast Time », qui, à l'heure du laitier, est allé rendre visite à quelques-uns de ses compatriotes en leur proposant de goûter le lait nouveau. Sur quatre personnes interrogées, trois ont trouvé celui-ci « pas mauvais du tout », « assez bon » et même « meilleur que l'autre... ». La quatrième personne ne s'est pas prononcée, déclarant ne jamais boire de lait.

FRANCIS CORNU.

(1) Les Français sont les premiers sur le marché, mais les Néerlandais et les Belges, voire les Irlandais, s'apprêtent à suivre leur exemple.

Les pouvoirs publics cherchent à redéfinir les choix industriels du groupe Boussac

Convoqué pour le mardi 22 novembre, le conseil d'administration de la Compagnie Boussac-Saint Frères (C.B.S.F.) ne sera pas saisi, comme on l'avait un temps envisagé, des résultats de l'expertise industrielle de la firme, qui a été demandée par la direction du Trésor il y a plusieurs semaines. La remise de

ce document est différée de trois ou quatre semaines, sa rédaction dit-on n'étant pas définitivement terminée. Le cabinet Arthur D. Little, à qui elle a été confiée, avait déjà participé à l'automne 1981 à une « radiographie » financière et commerciale détaillée du groupe.

Déjà complexe à l'origine, le dossier Boussac se complique un peu plus aujourd'hui en raison de sa « personnalisation » et de sa « politisation ». En juillet, M. Dominique de la Martinière avait discrètement démissionné de la présidence de l'IDI — qui détient 49,9 % de capital de la C.B.S.F. — pour marquer son opposition à la manière dont les pouvoirs publics lui avaient imposé l'ordre de ratifier l'accord intervenu entre M. René Mayer, président de la C.B.S.F., et M. Michel Delors (le Monde des 14, 15 juillet et du 5 août). Sa démission devait prendre effet au début de novembre.

Or le 9 novembre, par une intervention directe, l'un des conseillers de présidence de la République, M. Alain Boubillat, a contraint, à la dernière minute, les administrateurs de l'IDI à renoncer à la nomination de M. Georges Chavannes comme successeur de M. de la Martinière à la présidence de l'IDI. Une nomination qui avait pourtant été proposée par le conseil de l'IDI, et avait reçu l'aval de MM. Jacques Delors et Laurent Fabius, ministres de tutelle de l'Institut et de l'Hôtel Matignon (le Monde du 11 novembre). Dans ce contexte, on peut craindre que le conseil d'administration de mardi de la C.B.S.F. — l'IDI y sera représenté — ne puisse prendre — ou ne veuille prendre — de décisions.

Cette bataille autour de la présidence de l'IDI passe sur la gestion du dossier Boussac. Pourtant, le temps presse. Car les problèmes industriels de Boussac restent pendents. On peut se demander si l'« audit » confié il y a quelques semaines au cabinet Arthur D. Little, n'est pas le signe que les autorités de tutelle de Boussac, c'est-à-dire l'Etat, envisagent de redéfinir les choix d'investissements arrêtés il y a à peine un an.

Un plan de trois ans

A l'époque, la direction de la C.B.S.F. avait annoncé qu'elle envisageait de réaliser 377 millions de francs de dépenses d'investissements entre la fin de 1982 et la fin de 1983. Une esquisse d'un plan triennal qui avait aussi été arrêtée — mais non révélée — prévoyait 900 millions de francs d'investissements.

Dans les deux cas, il s'agissait d'autorisations de programme, pour emprunter le langage des finances publiques, et non nécessairement de crédits de paiement.

Or des derniers mois de 1982 à la fin de septembre dernier, 160 millions de francs seulement d'engagements d'investissements ont été autorisés (118 millions de francs pour les seuls trois premiers trimestres de cette année). Quatre-vingts autres millions de francs devaient être d'ici à décembre, prévus. Ces sommes ont surtout servi (et serviront) à accroître ou à améliorer les capacités de production de la branche « hygiène » (Pseudocée) ; celles des produits « industriels » (plus particulièrement les activités

d'ingénierie) et aussi, dans une plus faible mesure, de celles du « linge de maison-lin ».

L'esquisse de ce plan triennal d'investissements semble-t-il la direction du Trésor. De fait, ce plan a repris trop fidèlement les besoins d'équipements nouveaux, branche par branche, tels qu'ils avaient été déterminés. Une sorte de plan « idéal » donc. Or, tout ne peut pas être fait et même la meilleure des volontés gouvernementales pour aider le groupe Boussac à sortir de ses ornières (et limiter ainsi les risques de nouveaux licenciements) ne peut ignorer les autres entreprises textiles, à la fois complémentaires ou concurrentes de la Compagnie. Alder Boussac : oui ! Mais pas au détriment de l'ensemble de l'industrie textile nationale.

De hautes promesses

L'erreur a été, sans doute, alors que MM. Willot déposaient leur bilan — sous étiquette au lendemain de 10 mai 1981 — d'avoir trop hâtivement promis et laissé croire que tout pourrait s'arranger...

C'est donc une autre approche du dossier Boussac qu'il conviendrait aujourd'hui d'avoir. Pourquoi ne pas envisager des rapprochements entre certaines usines Boussac et d'autres usines aux productions comparables ou voisines, appartenant à des firmes concurrentes ? On peut ainsi citer le secteur du linge de maison ou D.M.C. — un autre grand du textile — pourrait unir ses efforts avec ceux de Boussac pour regagner une partie du marché national, grâce à une meilleure rentabilité. Autre exemple : le ministère de l'Industrie vient de demander à trois fabricants de chemises (Boussac est l'un d'entre eux) de se rapprocher afin de parvenir à créer ensemble une usine moderne d'une haute productivité. Pour s'être focalisé sur Boussac, on a peut-être négligé les synergies qui peuvent exister dans le textile comme ailleurs.

ALPHONSE THÉLIER.

La publicité comparative a le vent en poupe

Encore la publicité comparative. L'hypermarché Carrefour de Chartres vient d'inventer les « prix comparés » : on trouve dans le magasin, ce lundi 21 novembre, un petit journal publiant les prix de cent cinquante produits de grandes marques (épicerie, crémiers, surgelés, baïssans, lassives, produits d'entretien, hygiène et beauté) relevés sous contrôle d'un tiers le 18 novembre à Carrefour, bien sûr, mais aussi dans quatre hypermarchés concurrents voisins, un Rallye, un Leclerc et deux intermarchés.

La comparaison, on s'en doute, est tout à l'honneur de Carrefour, qui n'est plus cher que sur douze articles. La campagne locale s'est accompagnée d'une information vers les médias nationaux (presse, radio, télévision). A la maison mère, qui a bien entendu soutenu cette initiative, on semble prêt à l'organiser pour l'importer à l'échelle de cinquante-quatre autres magasins Carrefour, qui seraient tenus par une opération similaire. Cependant, aucune périodicité dans ce relevé de prix n'est prévue.

Ce n'est pas la première fois que Carrefour succombe à la tentation de l'illégalité publicitaire comparative. En 1978, durant six mois, Carrefour avait publié l'indice des économies mis au point par l'IFOP sur les prix d'un important « panier » de produits

relevés dans soixante-trois magasins de l'Hexagone.

Ce même 21 novembre, M. Bernard Tapie, dans une page de publicité pour les fixations de sécurité « Look », écrit : « Seule l'interdiction de faire de la publicité comparative nous empêche en France de vous dévoiler où se trouvent nos concurrents... »

L'Institut national de la consommation, établissement para-public, qui soutient la publicité comparative, a accepté que Bie reprenne, en pleine page de la revue 60 millions de consommateurs consacrée à l'imperméable, c'est pas cher et ça passe très bien, en face, bien sûr, de la page publicitaire originale.

Le Conseil national de la consommation, qu'intéresse officiellement M. Pierre Mauroy ce même lundi, serait sans doute bien inspiré de se saisir de l'évent-projet de loi autorisant la publicité comparative, puisqu'il est un organe de concertation entre organisations professionnelles, associations de consommateurs et pouvoirs publics.

J. D.

(Publicité)

Electricité de France

Communes d'ECUVILLY et de BEAULIEU-LES-FONTAINES

Par arrêté préfectoral en date du 25 octobre 1983 sont prescrites sur le territoire des communes d'ECUVILLY et BEAULIEU-LES-FONTAINES du 17 novembre au 18 décembre 1983 inclus, les enquêtes préalables à la Déclaration d'Utilité Publique et Partielle du projet d'acquisition, par Electricité de France, Centre Régional du Transport et de Télécommunications Nord, d'un terrain nécessaire à la construction du poste 400/225 KV de LATENA.

Les pièces du dossier, ainsi qu'une étude d'impact établie conformément aux dispositions du décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, sont tenues à la disposition du public pendant cette période dans les mairies d'ECUVILLY et de BEAULIEU-LES-FONTAINES aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux afin que toute personne intéressée puisse en prendre connaissance et formuler ses observations sur les registres ouverts à cet effet, ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur.

M. Yves PROVOST, Architecte D.P.L.G., demeurant 22, avenue de la Libération à NOYON, siègera à la mairie d'ECUVILLY les 14, 15 et 18 décembre 1983 de 18 h à 19 h pour recevoir les observations du public.

L'étude d'impact sera également déposée du 17 novembre au 18 décembre 1983 inclus :

- à la Préfecture de l'Oise — Direction des Relations avec les Collectivités Locales — 3^e Bureau
- à la Sous-Préfecture de COMPIEGNE
- à la Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche, 44, rue Alexandre-Dumas 80026 AMIENS CEDEX.

Pour le Préfet
Commissaire de la République
et par délégation

Françoise PIREYRE.

TOUT CE QUI DÉCOURAGE LE TRAVAIL DOIT ÊTRE CONDAMNÉ

déclare M. Delors

« Tout ce qui en France décourage le travail doit être condamné », a déclaré M. Jacques Delors, samedi 19 novembre, à Clichy (Hauts-de-Seine), au cours d'un colloque sur l'assurance organisé par le parti socialiste.

« Les Français sont sur la bonne voie, mais ils ne sont pas encore convaincus de l'importance de la lutte contre l'inflation, qui est devenue le mal absolu. (...) On est parvenu à un moment où les effets pervers d'un réajustement monétaire dépassent les avantages que l'on peut en tirer », a encore déclaré le ministre.

Revenant, par ailleurs, sur les déclarations faites jeudi dernier par le dirigeant de la C.F.D.T. sur le pouvoir d'achat, M. Delors a déclaré : « M. Maître a évoqué un contrat entre le gouvernement et différentes catégories sociales. C'est une approche que moi je ne conviens tout à fait. »

Productique

RENAULT NÉGOCIE AVEC LA FIRME AMÉRICAINE COHERENT RADIATION

Renault-Automobiles, qui regroupe les activités « productives » de la Régie, négocie actuellement un large accord de coopération technique avec le leader mondial du laser industriel, la firme américaine Coherent Radiation. Cette société a un chiffre d'affaires de 70 millions de dollars et est spécialisée dans l'utilisation du laser pour l'usinage et le soudage.

La C.G.T., qui annonce ces discussions après un comité d'entreprise, se demande, « sans avoir d'avis sur l'accord en cours », si toutes les voies permettant de parvenir à un accord franco-français ont été explorées. Cilas, filiale de la compagnie générale d'électricité et numéro un en Europe, possède, dit la C.G.T., « des atouts sérieux ». L'accord avec les Américains a-t-il toutefois pas exclu puisque Cilas doit coopérer avec Renault pour le découpage et le traitement de surface.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● La Société européenne de brasserie, filiale du groupe B.S.N., a annoncé, mercredi 16 novembre, la fermeture de deux nouvelles brasseries. — Celle de Strasbourg-Koenigsbourg et celle de Beauchamp (Gard). Au total, près de deux cents emplois sont concernés. Ces fermetures entrent dans le cadre d'un plan de restructuration de la SEB qui a déjà fermé l'usine du Havre tandis que celle de Blanquefort (Gironde) cesse ses activités à la fin de l'année. Il s'agit d'adapter l'outil industriel au marché, le consommateur se détournant surtout de la bière en litre. La production de la SEB, atout avec les marques Gold, Kaiserbräu, Valstar, Canada Dry, 4,5 millions d'hectolitres, dont 800 000 de boissons non alcoolisées.

● Dome Petroleum se retire des Etats-Unis. — Texaco, troisième compagnie pétrolière américaine a conclu un accord de principe pour le rachat de la quasi-totalité des actifs de la compagnie Dome Petroleum aux Etats-Unis soit : de gisements produisant 2 600 barils de pétrole et 600 000 mètres cubes de gaz naturel par jour, des intérêts dans huit usines de liquéfaction de gaz et près d'un demi-million d'hectares de permis pétroliers. Dome Petroleum, qui connaît de graves difficultés financières depuis un an, a indiqué qu'elle conserverait ses intérêts dans le gisement de Cochin, qui acheminait de l'éthane, du propane et de l'éthylène de la province canadienne de l'Alberta jusque dans l'Est américain.

qui connaît de graves difficultés financières depuis un an, a indiqué qu'elle conserverait ses intérêts dans le gisement de Cochin, qui acheminait de l'éthane, du propane et de l'éthylène de la province canadienne de l'Alberta jusque dans l'Est américain.

Etranger

AUSTRALIE

● Chômage record. — Le taux de chômage en Australie a atteint en septembre 10,4 % (après correction des variations saisonnières) contre 10,2 % en août, soit à un nouveau record depuis 1945. Au total, 718 700 personnes étaient sans emploi en septembre, sur une population active de 7,1 millions de personnes. — (A.F.P.)

● L'U.R.S.S. achète du blé australien. — L'Union soviétique a signé, à la fin de la semaine dernière, un contrat avec l'Office du blé australien, portant sur l'achat de 1,5 million de tonnes de blé pour livraison au premier semestre 1984. L'Office avait déjà vendu 1 million de tonnes de blé à l'U.R.S.S. en 1983, malgré la forte réduction de la récolte australienne du fait de la sécheresse. — (A.F.P.)

SOCIAL

LE MINISTRE CHARGÉ DE L'EMPLOI AU «GRAND JURY R.T.L. - LE MONDE»

«J'appartiens à un gouvernement qui ne truque pas»

déclare M. Jack Ralite

Invité le 20 novembre de «Grand Jury R.T.L. - Le Monde», M. Jack Ralite, ministre chargé de l'emploi, a déclaré, devant les journalistes, que le ministre des affaires sociales et de la solidarité, a répondu aux propos de M. Bergeron, secrétaire de F.O., qui avait déclaré la veille que les chiffres du chômage étaient « faux ».

« J'appartiens à un gouvernement qui ne truque pas, qui ne magouille pas et qui ne falsifie rien », a affirmé M. Ralite en ajoutant : « Il y a deux méthodes : ou bien l'on cesse de mener la politique sociale de lutte contre le chômage que Pierre Mauroy a décidée depuis mai 1981, et qui consiste, par exemple, d'ouvrir un jeune sort du système scolaire à lui donner une formation complémentaire ou quand une personne arrive à un certain âge — ce qui ne veut pas dire un vieil âge, — à cinquante-cinq ans, à lui offrir une préretraite ; ou bien l'on ne fait rien, comme en République fédérale allemande, en Grande-Bretagne ou aux Pays-Bas, ce qui ne fait qu'ajouter au drame du chômage (...). »

M. Ralite, qui estime qu'on ne saurait considérer comme un piètre succès d'avoir réussi à maintenir et à stabiliser le nombre des chômeurs, a en a pas moins rappelé que ce traitement social du chômage n'était pas suffisant. « Bien évidemment, la grande question, c'est de créer des emplois. Parce que, je le répète, ici avec responsabilité, on a à maintenir deux millions ; oui ! on a une chose importante, on est le seul pays à y avoir réussi, mais c'est un drame d'avoir deux millions de chômeurs. En même temps, je constate qu'il y a des licenciements qui sont annoncés, pas plus que les autres années — nous avons fait des statistiques précises, — qu'il y a une baisse des offres d'emploi, avec quelques mouvements mensuels, mais une baisse — vous avez parlé de 40 %, et vous dites la vérité, — qu'il y a une augmentation du chômage partiel, aux alentours de 50 %, que les ouvriers qualifiés sont plus nombreux comme chômeurs que les autres — et les liens avec le monde du travail, notamment avec ce type d'ouvrier, me disent que c'est préoccupant, — qu'il y a un allongement de la durée du chômage, qu'il y a une diminution des

emplois industriels. Eh bien ! oui, c'est une très grande question. C'est pourquoi mes collègues ne sont jamais triomphalistes. Je suis un ministre qui dit la vérité. »

Evocant enfin les contrats « emploi-formation », le ministre a affirmé que « 80 % des titulaires (de ces contrats) » étaient « embauchés par les entreprises ».

● M. Krasucki lance un appel à des négociations pour les salaires réels. — S'exprimant le 19 novembre à Nantes à l'occasion du cent-cinquantième anniversaire du Syndicat du livre, M. Henri Krasucki a appelé à des « négociations pour des salaires réels » tant dans le secteur public que privé pour « considérer les conséquences de la hausse des prix ». « Avec la C.G.T., a-t-il ajouté, [les travailleurs] ont contribué à la lutte contre l'inflation. Il ne s'agit pas de dire qu'ils faussent les prix de ce dont ils ne sont pas responsables, d'autant qu'ils ont supporté de plus des prélèvements dits exceptionnels mais qui se renouvellent ». Rappelant l'obligation de négocier les salaires réels dans l'entreprise, M. Krasucki a indiqué que « les organisations de la C.G.T. prennent déjà les initiatives de coordination utiles », elles continueront. Il a également apporté l'appui de sa confédération à la manifestation du 30 novembre devant le siège du C.N.P.F. pour la défense de l'UNEDIC, organisée à l'initiative de l'Union régionale C.G.T.-Ile-de-France.

● Fonction publique : la Fédération C.G.C. rompt « toutes relations » avec M. Le Pors. — La Fédération française des cadres de la fonction publique C.G.C. a décidé de « rompre toutes relations » avec M. Le Pors, « qui porte la quasi, totale responsabilité d'une situation devenue intolérable » pour l'encadrement. Dans un communiqué publié le 8 novembre au soir, la fédération indique qu'elle « adressera ses requêtes et interventions directement auprès du premier ministre ».



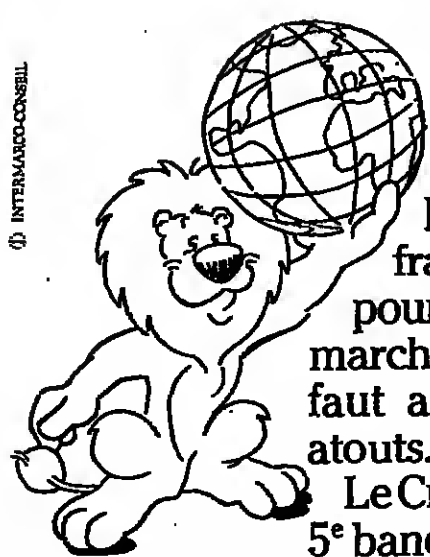
est pour vous un pa
dans cette guerre
En effet, pour le
l'exportation est un
seulement il met à
ses experts et ses sp
seau mondial, mais
adaptés à toutes les

SE FAIRE

Pour les entrepri
se faire payer est la
pation. Le Crédit Ly
moyens rapides et
couvrement et de
l'étranger, ce qui v
rance de récupérer
vos créances.

مكتبة من الأصل

EXPORTER EST UN COMBAT. GAGNEZ-LE AVEC LE CREDIT LYONNAIS.



Aujourd'hui, exporter est une nécessité vitale pour les entreprises françaises. Mais pour réussir sur les marchés étrangers, il faut avoir tous les atouts.

Le Crédit Lyonnais, 5^e banque mondiale, est pour vous un partenaire de poids dans cette guerre de l'exportation. En effet, pour le Crédit Lyonnais, l'exportation est une vocation. Non seulement il met à votre disposition ses experts et ses spécialistes, son réseau mondial, mais aussi ses services adaptés à toutes les situations.

SE FAIRE PAYER

Pour les entreprises qui exportent, se faire payer est la première préoccupation. Le Crédit Lyonnais dispose de moyens rapides et modernes de recouvrement et de paiement avec l'étranger, ce qui vous donne l'assurance de récupérer plus facilement vos créances.

CONNAÎTRE LES MONTAGES FINANCIERS DE L'EXPORTATION

Connaître toutes les possibilités de financement à l'exportation est un avantage de premier plan pour les entreprises. Le Crédit Lyonnais met sur pied avec vous le financement de vos investissements liés au développement de vos exportations et de vos implantations commerciales et industrielles à l'étranger. Enfin il met au point les financements de vos opérations à l'exportation, qu'elles concernent des biens de consommation ou des usines clés en main.

ATTAQUER DE NOUVEAUX MARCHÉS

Le Crédit Lyonnais vous donne toutes informations sur les marchés étrangers et leurs réglementations. Il vous conseille pour organiser votre service exportation et pour définir une stratégie. D'autre part, il vous aide à former votre personnel en France et à l'étranger. Il vous fournit une assistance commerciale pour trouver des

débouchés, des représentants ou des partenaires. Ses implantations dans 65 pays du monde et ses 20.000 collaborateurs à l'étranger sont à votre service.

UNE BROCHURE "EXPORTER POUR GAGNER"

Le Crédit Lyonnais présente dans cette brochure tous les moyens, financements et services, qui vous sont nécessaires pour réussir votre percée sur les marchés étrangers.

Pour l'obtenir,

- de Paris et région parisienne, appeler le 722.22.22

- de province, appeler gratuitement le (16) 05.22.22.22.

Ou mieux encore, demandez-la à votre agence Crédit Lyonnais, car rien ne vaut le contact direct. Ensemble nous choisirons les meilleures armes pour la réalisation de vos projets.



**CREDIT
LYONNAIS**

VOTRE PARTENAIRE

